



HAL
open science

La naissance du mouvement social dans le midi aquitain 1870-1914

Emmanuel Plat

► **To cite this version:**

Emmanuel Plat. La naissance du mouvement social dans le midi aquitain 1870-1914. Histoire. Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2020. Français. NNT : 2020PAUU1078 . tel-03064710

HAL Id: tel-03064710

<https://theses.hal.science/tel-03064710>

Submitted on 14 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA NAISSANCE DU MOUVEMENT SOCIAL DANS LE MIDI AQUITAIN 1870-1914

Présentée et soutenue publiquement le 09 octobre 2020 par

Emmanuel PLAT

**Ecole Doctorale SSH (Sciences sociales et Humanités)
ED 481**

Sous la direction de **Laurent JALABERT**, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (ITEM – EA 3002)

Membres du jury :

Christophe BOUNEAU, Professeur des Universités en histoire contemporaine
Université Bordeaux Montaigne

Alexandre FERNANDEZ, Professeur des Universités en histoire contemporaine
Université Bordeaux Montaigne

Jean-Michel MINOVEZ, Professeur des Universités en histoire contemporaine
Université Jean Jaurès, Toulouse

Jean-Marc OLIVIER, Professeur des Universités en histoire contemporaine
Université Jean Jaurès, Toulouse

Remerciements

Je tiens ici à adresser en premier lieu un immense merci à Marie-Aude, Mathilde et Alexandre à qui je dédie ce travail. Je vous suis extrêmement reconnaissant pour votre patience, votre aide et votre compréhension. Je vous aime de tout mon cœur.

Une pensée particulière pour mes parents qui m'ont toujours soutenu et encouragé dans mes projets. Même éloignés par les épisodes de la vie ou par la distance je me sens proche de vous et chaque moment passé ensemble me rend heureux. Merci aussi à Benoit et Marian qui ont réussi à créer un véritable lien affectif.

J'en profite aussi pour adresser mes meilleurs sentiments à la famille et aux amis toujours présents dans les moments difficiles. Je ne peux pas les citer tous : ils se reconnaîtront ici. Merci aussi à mes beaux-parents toujours présents quand on a besoin d'eux.

Merci également aux membres du jury qui ont accepté de juger ce travail.

Enfin, je tiens à remercier chaudement Laurent Jalabert qui m'a permis de poursuivre mon cursus d'Histoire en me donnant sa confiance. Ce projet, qui remonte maintenant à dix ans, n'aurait probablement pas pu se terminer sans sa bienveillante attention. J'espère sincèrement que ce travail est à la hauteur de ce crédit.

Index des sigles et des abréviations

AD40	Archives Départementales des Landes
AD64	Archives Départementales des Pyrénées-Atlantiques
<i>Arch. Mun.</i>	Archives Municipales
B.T.	Bourse du travail
C.G.T.	Confédération Générale du Travail
I.N.S.E.E.	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
O.T.	Office du Travail
S.F.I.O	Section Française de l'Internationale Ouvrière
U.S.D. B.P.	Union Syndicale Départementale des basses-Pyrénées

Sommaire

<u>Introduction</u>	p.6
<u>Première partie</u> : <u>La classe laborieuse dans le Midi aquitain (milieu du XIX^e-1914)</u>	p.15
I) Le Midi aquitain : contours et contenu	p.16
II) Les principaux secteurs d'activité du Midi aquitain (1896-1914)	p.40
III) La main d'œuvre ouvrière	p.66
<u>Deuxième partie</u> : <u>Les grèves ouvrières dans le Midi aquitain (1870-1914)</u>	p.89
I) Insertion des grèves du Midi aquitain dans le contexte de la Belle Epoque	p.90
II) Les principales revendications ouvrières	p.112
III) Au fil de la grève	p.131
<u>Troisième partie</u> : <u>L'organisation du mouvement ouvrier dans le Midi aquitain</u>	p.153
I) Un phare dans le monde ouvrier du Midi aquitain : la Bourse du travail de Bayonne	p.154
II) L'animation des milieux ouvriers dans le reste du Midi aquitain	p.173
III) L'écho des idéologies confédérales dans le Midi aquitain	p.190
<u>Quatrième partie</u> : <u>Les principaux théâtres de contestation</u>	p.212
I) Les dockers du port de Bayonne à travers les mouvements Sociaux de la Belle Epoque	p.213
II) Enjeux des luttes sociales chez les résiniers 1906-1907	p.235
III) La Vitalité contestataire dans le secteur du bâtiment	p.270
IV) Les femmes en grève. Retour sur les conflits des ouvrières pailleuses	p.301
<u>Conclusion</u>	p.316

Introduction

Situé à l'extrême sud-ouest de l'hexagone, le Midi aquitain est une région pour le moins singulière. De multiples facettes composent un espace géographique complexe. Les représentations historiographiques classiques placent ces étendues éloignées de Paris dans une France rurale aux contours plus ou moins homogènes qui s'étendent au sud de la fameuse ligne « Saint-Malo-Genève » départageant ainsi une France à deux vitesses. Au nord de cette ligne, des bassins industriels florissants avec de fortes concentrations ouvrières, et au sud un milieu rural arriéré, que l'on décrit comme immobile. Bien entendu ces images simplistes ont, depuis quelques temps déjà, été battues en brèches et ont fait émerger toute la complexité des mondes ruraux dans ce long XIX^e siècle. L'émergence et la croissance de secteurs industriels, entendus au sens de transformation des matières premières en produits manufacturés, représente une réalité qui ne souffre aucune contestation au sein d'un très vaste Midi. Mais cette industrialisation se fonde dans une organisation de la production encore très artisanale où la pluriactivité reste très présente. De fait, l'immense majorité des hommes et des femmes vivent encore à la campagne.

Aborder l'étude d'une histoire du mouvement social dans le Midi aquitain se place donc dans une démarche décentralisatrice qui ne peut se comprendre qu'à travers les structures sociales encore très prégnantes localement. L'histoire ouvrière se heurte à une réalité brute : à l'inverse de l'Angleterre, la France d'avant 1914 s'assume plus formellement comme rurale. L'intérêt d'une monographie centrée sur deux départements, les Landes et les Basses-Pyrénées, permet d'approcher la réalité de secteurs économiques hybrides, parfois très dynamiques, qui s'intègrent complètement dans un enracinement local et communautaire¹. De là émerge un monde ouvrier qui s'organise et s'autonomise peu à peu. Ce travail tente donc de combler un vide et répond ainsi à une tentative d'exhumation d'une histoire de la construction du mouvement ouvrier de notre région d'étude.

« Mouvement ouvrier », « Mouvement social », les mots sont lâchés et ces termes, qui restent d'une actualité brûlante dans une histoire toujours très vivante, vont nous aider à mettre en avant des ouvriers et des militants qui ont réussi à le structurer au sein d'un mouvement ouvrier plus global. Définir le mouvement social ne va pas de soi car toute

¹ Fureix Emmanuel, Jarrige François, *La modernité désenchantée, relire l'histoire du XIXe siècle français*, La Découverte, Paris, 2015, p.75

tentative d'analyse sous l'angle sociologique ou historique ne permet pas une approche holistique de cet objet. Nous l'entendons donc au sens le plus large comme l'ensemble des formes d'actions collectives, concertées et plus ou moins organisées, destinées à transformer les conditions d'existence de leurs acteurs, de contester les hiérarchies ou les relations sociales et à générer, pour cela, des identités collectives et des sentiments d'appartenance². Dans cette perspective, l'action collective désigne un adversaire et se met donc en place dans un contexte de relations antagonistes entre des acteurs qui cherchent à contrôler un même enjeu qu'il soit économique, politique ou culturel³.

Nous verrons toutefois, et par étape, les limites fixées par notre travail à cette large définition. Mais il est important d'en fixer d'ores et déjà une d'ordre sémantique pour ne pas égarer le lecteur dans le déroulement de l'exposé. L'usage du singulier dans le titre de ce travail s'entend comme une entité qui renferme des composantes multiples, soumises à d'importantes forces, souvent opposées. Lorsqu'on emploie le terme de mouvement social nous sommes à l'orée d'une vaste forêt où s'entremêlent des mondes ouvriers complexes et très mouvants.

Ce mouvement social prend plusieurs formes et nous l'étudierons à partir de deux objets principaux : le fait syndical et la grève.

Tout mouvement social se structure à l'origine autour d'une phase de « mobilisation » des individus que l'on peut assimiler à une augmentation des mobilités géographiques et professionnelles⁴. La communication des idées est plus rapide ainsi que les contacts plus nombreux aussi, « les sociétés en voie de mobilisation ont-elles une orientation individualiste et activiste : un certain nombre de choix qui, auparavant, allaient de soi, commencent à faire l'objet d'une décision personnalisée.⁵ » En substance, il est nécessaire que ces individus, libérés des servitudes traditionnelles puissent développer une capacité organisationnelle⁶. Trois grandes problématiques se dressent alors devant nous. Premièrement se pose la question de la composition de la main d'œuvre au sein de cette région. Ensuite il faudra analyser comment cette classe laborieuse s'organise et avec quel degré de cohérence ? Autrement dit s'agit-il d'un processus homogène sur tout ce territoire ? Enfin quelle est la réalité du

² Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2012, p.9

³ Rui Sandrine, « Mouvements sociaux », in Paugam Serge (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? », pp. 82-83.

⁴ Boudon Raymond, Bourricaud François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, p.408

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*, p.409

mouvement social dans le Midi aquitain, son intensité, son intégration sociale et ses éventuels impacts, locaux ou nationaux ?

La périodisation nous a paru assez logique en prenant comme point de départ les premières années de la 3^{ème} République ; elle se prolonge jusqu'en 1914, point de rupture majeure dans l'histoire de France et au-delà. Ces quelques années constituent véritablement le terreau dans lequel vont s'épanouir les mouvements sociaux du Midi aquitain.

Avant 1871, on recense des protestations éparses et peu structurées qu'il n'est cependant pas inintéressant d'étudier mais les sources sont trop peu nombreuses et difficilement exploitables. Parler de naissance du mouvement social dans cette fin de XIX^e siècle n'est donc pas totalement erroné. Cette idée se conforte si l'on se place à la lumière d'une lecture sociologique au sein de laquelle les mouvements sociaux (formes historiques de la contestation collective) se structurent au sein d'un espace public de débats politiques. « Il y a une relation régulière et étroite entre l'organisation industrielle, les bases organisationnelles de la vie de la classe ouvrière, la participation ouvrière à la vie politique et l'activité de la grève. »⁷ Cette centralité politique est également définie par Alain Touraine où le rapport au pouvoir politique déterminerait la forme de l'action ouvrière⁸. Néanmoins la visibilité du mouvement ouvrier et les premières coordinations se placent plus clairement dans le courant des années 1890. En effet, la grande dépression des années 1880 a profondément modifié les structures socio-économiques du département. On comptabilise bien peu de grèves dans ces années difficiles et il serait donc plus juste de parler véritablement de mouvement social dans les dernières années du XIX^e siècle. Mais, si la visibilité des grèves, qui multiplie les observations et délie les plumes, « fait foisonner la matière documentaire »⁹, on en oublie parfois que ce point d'orgue du mouvement social n'en est qu'une composante. Les années 1870 et 1880, plus silencieuses et avec peu de sources d'archives, ne sont pas des années blanches sur le plan social et apparaissent au contraire très riches en termes de mise en place des fondations du mouvement ouvrier, une sorte de phase préparatoire que la loi de 1884 a contribué à mettre en forme. Le triomphe de la démocratie libérale et ses premières lois sociales favorise l'enracinement national de la protestation qui se structure dans la durée à travers la médiation d'organisations¹⁰.

⁷ Shorter Edward, Tilly Charles, *Strikes in France, 1830-1968*, London, 1974, p.347

⁸ Touraine Alain, *Le mouvement ouvrier*, Fayard, Paris, 1984, p.43

⁹ Perrot Michelle, *Les ouvriers en grève, France 1871-1890*, Mouton, Paris, 1974, t.1, p.7

¹⁰ Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle, *Op.cit.*, p.10

Afin de ne pas tomber dans le piège d'une succession de monographies rébarbatives, nous avons décidé de diviser notre travail en 4 parties bien distinctes.

Dans une première partie nous allons délimiter et décrire, de manière assez large, le cadre de notre étude. Un cadre tout d'abord géographique très riche, offrant une diversité de paysages et d'espaces probablement uniques. En effet, de l'océan à la montagne en passant par les coteaux, les forêts et les plaines, le Midi aquitain offre un concentré d'espaces très variés.

En corollaire, la diversité des populations qui le compose est très riche, richesse encore accentuée par une large zone frontalière avec l'Espagne qui, depuis toujours, assure des flux continus de migrations.

Difficile de débiter une analyse de mondes ouvriers sans savoir dans quels milieux ils évoluent. Il nous a donc fallu circonscrire les mondes ouvriers du Midi aquitain, leur composition sociale, les lieux de travail. Un chapitre entier répertorie ainsi les différentes industries qui emploient la main d'œuvre.

Un deuxième moment, peut-être plus exigeant et technique, nous amènera à étudier les grèves qui se déclenchent dans le Midi aquitain de manière globale. La grève est l'expression la plus visible, et quelque fois spectaculaire, du mouvement social. Elle est aussi un fait social mesurable qui s'inscrit dans des rapports sociaux complexes qu'elle contribue à façonner. Plusieurs composantes plus ou moins stables structurent les grèves : nombre de grévistes, localisation des établissements, durée, types de revendications... Mais elle ne se réduit pas à ces descriptions chiffrées et présente également des composantes dynamiques touchant à son type de déclenchement, son déroulement et ses résultats, opposant des représentations sociales et des stratégies¹¹. En suivant ce fil conducteur nous verrons comment s'agence le mouvement social au sein de nos deux départements et quelles caractéristiques s'en détachent. Ce temps nous permettra aussi d'intégrer ces données dans une dynamique d'échelle nationale qu'il n'est pas inintéressant de placer en miroir.

Nous nous attacherons ensuite à décrire le cadre syndical, expression du mouvement ouvrier, qui se met en place et qui accompagne le mouvement social et participe ainsi à rationaliser les contestations. La construction syndicale, complexe et inhomogène, s'opère plus ou moins précocement selon les corporations de métiers. Différentes organisations syndicales fleurissent et se coordonnent pour peser dans les transformations que le monde

¹¹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.7

ouvrier revendique. L'influence de la Confédération Générale du Travail est manifeste mais elle n'a cependant pas le monopole de l'expression contestataire.

Ainsi nous décrirons le rôle de la Bourse du travail de Bayonne et ses satellites dans la mise en place et la coordination du mouvement ouvrier local. Par le biais d'une intense propagande organisée nous verrons quels messages sont diffusés et surtout comment ils sont reçus par les ouvriers.

Enfin, dans une quatrième et dernière partie, nous aborderons quelques mouvements sociaux plus spécifiques afin de voir comment ils s'intègrent dans le paysage social de notre région. « L'action ouvrière ne peut pas être réduite à la défense d'une identité : elle met en cause des rapports sociaux.¹² »

Nous dissèquerons ainsi deux mouvements sociaux d'envergure au sein de deux milieux très différents : les ouvriers dockers de Bayonne et du Boucau et les ouvriers résiniers du Marensin. Ces deux événements, au demeurant très différents, qui ont marqué les contemporains par leur caractère exceptionnel, voire extraordinaire, se placent dans une continuité d'actions qui vont durer jusqu'à la veille de la guerre.

En suivant, nous détaillerons les grèves déclenchées au sein des professions du bâtiment, principal secteur économique de la région. Il s'agit de mouvements sociaux complexes car très éclatés, en rapport avec la structure corporatiste très marquée de ces professions.

Enfin il nous a paru intéressant d'aborder une étude de milieux ouvriers en marge comme les femmes et les terrassiers espagnols qui révèlent des caractéristiques propres.

Nous verrons pas à pas que ces ouvriers n'apparaissent aucunement isolés et que leurs revendications se calquent sur les grandes luttes ouvrières de la Belle époque dans la droite ligne des ouvriers du Tarn¹³, des vigneron de l'Aude et ceux des grands centres comme Bordeaux. Bien entendu, il faut recentrer la perspective à l'échelle de ces villes moyennes où les effectifs ouvriers sont moindres. Toutefois, cela permet de mieux cerner les contours de ce fameux « Midi », que l'historiographie générale cite régulièrement et plus ou moins vaguement, qui englobe le Limousin, le Bordelais et les Pyrénées jusqu'à la Méditerranée. Il ne faut y voir aucune intention de réhabilitation militante, nous ne citerons que certains grands noms des acteurs de ce mouvement ouvrier, bien d'autres seront inévitablement oubliés ou laissés de côté.

¹² Touraine Alain, *Op.cit.*, p.31

¹³ Cazals Rémy, *Avec les ouvriers de Mazamet : dans la grève et l'action quotidienne, 1909-1914*, Maspero, Paris, 1978 ; Trempé Rolande, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Ed. Ouvrières, Paris, 1971

Présentation sommaire des sources principales

Afin de mener ces travaux, les sources consultées ont été variables et soumises aux aléas des fonds disponibles, très inégaux.

Sources d'archives :

La majorité des sources a été recueillie aux archives départementales des Landes à Mont-de-Marsan, et des Pyrénées-Atlantiques à Pau et Bayonne.

La série M représente une source de première importance. Elle est très lacunaire dans les Basses-Pyrénées pour le XIX^e siècle en raison de l'incendie de la préfecture de 1908. Heureusement, la sous-série 10M (Travail et Main d'œuvre) comporte de nombreux dossiers de grèves, discontinus à partir de 1904, relativement complets à partir de 1908. Les archives landaises en revanche sont très bien fournies et les dossiers relatifs aux grèves exhaustifs.

Les dossiers concernant les grèves sont répartis par catégories de métiers (exemple « carrières et mines ») puis par année. Lorsqu'ils sont complets, ils comprennent la correspondance entre le maire, ou le commissaire de police (gendarmerie en campagne, quelquefois l'armée) et l'autorité préfectorale (sous-préfet et préfet). Lors de grèves importantes il peut exister une correspondance entre le préfet et le ministre de l'Intérieur et de la Sûreté générale.

On trouve également des rapports de police, très descriptifs, qui décrivent l'ambiance de la grève et des grévistes, les réunions tenues et le déroulement des grèves. Les juges de paix écrivent également des rapports détaillés et donnent de riches indications sur les tentatives de résolution des conflits, les pourparlers menés avec les patrons et les ouvriers. De manière très aléatoire on trouve des contrats de travail ou des conventions collectives.

Dans la plupart des cas il existe un « tableau récapitulatif des grèves » fiche pré-imprimée à priori remplie par le cabinet du préfet et qui sert de base à la constitution de répertoires édités chaque année par l'Office du Travail dès 1890 sous le nom de *Statistique des grèves et recours à la conciliation* ; les grèves sont ici répertoriées par catégories et éditées sous forme de tableaux avec des données récapitulatives (nombre de grévistes, existence d'un syndicat,...). Cette dernière source nous a été très utile pour l'élaboration de la plupart des données statistiques¹⁴.

¹⁴ Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des télégraphes, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1890 à 1905 puis Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1906 à 1914

Inévitablement, un premier biais vient inmanquablement perturber notre étude. En effet, la correspondance ouvrière, essentiellement par le biais du syndicat, est plus rare. Il existe donc un net déséquilibre dans l'origine des sources. Notons toutefois que certaines sous séries 10M comportent des sources intéressantes pour l'histoire syndicale.

Heureusement, de nombreux articles de presse complètent souvent les dossiers et offrent parfois des lectures différentes. Les articles de presse ont été relativement peu exploités dans leur ensemble. Le principal frein est l'abondance de périodiques et en corollaire une masse de données à traiter assez formidable. Nous avons donc fait le choix de travailler principalement sur la presse syndicale à partir du périodique géré et mis en page par la Bourse du travail de Bayonne : *L'Action Syndicale*.

Les seuls registres syndicaux qu'il m'eut été possible de consulter sont ceux des tailleurs de pierre d'Arudy¹⁵ et ceux du syndicat de résiniers de Sainte-Eulalie en Born¹⁶. Il semble exister un registre pour les dockers de Bayonne mais auquel je n'ai malheureusement pas pu approcher.

Dans un second temps, c'est au niveau des archives municipales que la recherche s'est effectuée avec des données d'intérêt très variable. Dax, Orthez, Mont-de-Marsan et Pau ont peu de données intéressantes. Bayonne, Biarritz et Oloron possèdent en revanche de nombreuses sources complémentaires sur l'organisation et le dynamisme des mouvements ouvriers de ces communes très utiles à la recherche.

Ici c'est principalement la sous-série 7F (Travail) qui se révèle la plus fournie.

Historiographie sur les mouvements sociaux :

L'abondance et la qualité des travaux historiques locaux sur les milieux ouvriers est très variable selon les métiers et les zones géographiques. Globalement peu de travaux universitaires ont été entrepris pour les départements étudiés.

Ce sont les gemmeurs qui ont fait couler le plus d'encre. Ces grèves inhabituelles et inédites par leur ampleur et leur symbolique ont assez naturellement intéressé très tôt les chercheurs. De très nombreux ouvrages permettent d'étudier ces mouvements de grèves qui s'étendent de 1906 à 1912. Signalons en tout premier lieu les ouvrages de :

¹⁵ Documents conservés à la Mairie d'Arudy. Il s'agit des procès-verbaux des réunions syndicales des tailleurs de pierre de cette commune qui s'étalent de 1902 à 1930.

¹⁶ AD40 : UD128, syndicat des gemmeurs de Sainte-Eulalie en Born

- Jean Cailluyer, *L'histoire sociale des Landes*, Toulouse, Edition Eché, 1983

- Francis Dupuy, *Le pin de la discorde : les rapports de métayage dans la Grande Lande*, Maison des sciences de l'homme, 1996

- Jean Tucoo-Chala, " Introduction à l'histoire du mouvement syndical des gemmeurs : l'action de Charles PRAT ", *Bulletin de la société Borda*, 1982, pp. 373-395 ;

-Jérôme Lafargue, *Protestations paysannes dans les Landes, Les gemmeurs en leur temps (1830-1970)*

Un mémoire d'Histoire contemporaine est également à signaler :

- Nelly Cabanot, *Pour que vivent les cares !*, Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Maîtrise d'Histoire 2000

Il existe par ailleurs bon nombres d'articles ainsi que des ouvrages techniques sur le métier de gemmeur mais qui évoquent aussi les troubles sociaux dans les Landes à la Belle époque.

L'historiographie du reste du mouvement ouvrier landais est en revanche bien pauvre et contraste nettement avec leurs homologues résiniers.

Pour les Basses-Pyrénées, les études sont très dispersées et limitées à un groupe social défini sur un épisode de grève en particulier.

Un article sur la grande grève des ouvriers dockers de 1911 a été écrit par Jean-Claude Paul-Dejean, « La grève des dockers du port de Bayonne-Boucau (1911) », dans *Société des sciences lettres et arts de Bayonne*, n°139, 1983. Ce dernier fourmille d'informations, malheureusement peu de sources sont citées.

Les ouvriers terrassiers ont fait l'objet d'un mémoire détaillé sur les conditions de travail des chantiers du Transpyrénéen :

- Régine Gerbet, *Aspect social de la construction du Transpyrénéen en vallée d'Aspe*, Maîtrise de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Département d'histoire, 1984

Pour le reste, peu de document nous renseignent sur les grèves ouvrières de ce département. Quelques ouvrages ou articles se sont intéressés à décrire les conditions de vie et de travail de certaines catégories d'ouvriers.

En définitive, le sujet est relativement vierge d'études scientifiques concernant la période étudiée et ne comporte aucune étude d'ensemble. C'est dans ce contexte que nos approches tenteront de procéder à une synthèse des mouvements sociaux du Midi aquitain, dans le contexte du renouvellement historiographique très abondant de ces dernières années, tel qu'il a pu être abordé à l'échelle nationale. Si quelques monographies régionales ont pu

servir de base à ce travail (R. Trempé, M. Perrot etc.) ou articles de la revue du Mouvement social, c'est aussi et surtout à l'aune des renouvellements les plus récents que se place ce travail. Les travaux de S. Sirot, F. Jarrige, X. Vigna, M. Zancarini-Fournel, M. Pigenet ou D. Tartakowsky, etc. ont très largement nourri nos réflexions et sont cités au fil des pages de cette recherche¹⁷.

¹⁷ Ils ne sont pas tous cités dans cette introduction, la bibliographie étant très vaste sur l'objet nous renvoyons en fin d'ouvrage.

Première partie

La classe laborieuse dans le Midi aquitain à la fin du XIXème siècle

I) Le Midi aquitain : contours et contenu (milieu du XIX^e -1914)

L'on entend par Midi aquitain l'espace composé des deux départements les plus au sud de la région Aquitaine que sont les Landes et les Basses-Pyrénées. Territoire situé à l'extrême sud-ouest de la France, sa superficie totale représente environ 16 888 kilomètres carrés. Pau, sa principale agglomération, se situe à 816 kilomètres de Paris par le fer¹⁸, 150 de Toulouse et 172 de Bordeaux.

Si l'on devait résumer ce territoire à quelques mots très simplificateurs, les notions de diversité, d'hétérogénéité et de ruralité seraient les trois termes qui reviendraient le plus souvent. Diversité tout d'abord des paysages et des hommes. En effet, de l'océan à la montagne en passant par les coteaux, les forêts et les plaines, le Midi aquitain offre un concentré d'espaces très variés.

A cette diversité géographique correspond une hétérogénéité de population, de langues et de cultures qui offre peu d'équivalent en France. Il faut rajouter que le Midi aquitain, que nous essaierons de circonscrire, est un espace administrativement morcelé sous l'Ancien Régime en au moins trois Généralités qui furent transformées en départements par l'Assemblée Constituante selon une autre logique, mais qui répond toujours à un impératif administratif.

D'importants efforts ont été entrepris pour désenclaver ce territoire au cours du XIX^e siècle. Si peu de routes sont construites, le chemin de fer étend son réseau de manière très significative entre 1850 et 1870¹⁹.

Mais il s'agit d'un territoire pauvre sous la pression d'une transition démographique du milieu rural que plusieurs crises agraires secouent gravement au cours du XIX^e siècle. L'absence de modernisation des exploitations chronicise ce marasme de manière inquiétante. De profonds changements en découlent et notamment le départ des ruraux, accompagné de modifications d'habitudes de vie. L'exode rural vide les fermes et les champs.

Toutefois l'on ne peut pas se réduire à résumer le Midi aquitain à un ensemble de facteurs péjoratifs. Il existe des dynamiques urbaines en rapport avec des secteurs d'activités en plein développement.

¹⁸ Joannes Adolphe, *Géographie du département des Basses-Pyrénées*, Paris, Hachette, 1894, p.3

¹⁹ Bouneau Christophe. Chemins de fer et développement régional en France de 1852 à 1937 : la contribution de la compagnie du Midi. In: *Histoire, économie et société*, 1990, 9^e année, n°1. Les transports. pp. 95-112

A) Des espaces géographiques variés

La géographie du Midi aquitain, et plus généralement la description des espaces, apporte de nombreux éclairages sur notre sujet. Le cadre des actions sociales que nous allons étudier agit en effet « comme matrice structurelle de ces dernières ²⁰ ». Nous verrons plus en avant comment le contexte spatial détermine l'action collective elle-même et au-delà influe sur son déroulement. Or, ces espaces sont très variés et un mouvement social n'évolue pas de manière identique en milieu forestier ou urbain.

De plus la multiplicité des « Pays », intégrés dans cette géographie complexe où l'on parle des langues différentes et où « l'étranger » vient du village voisin, représente également une composante fondamentale pour aider à la compréhension des mouvements sociaux.

1) Contextualisation spatiale

Le Midi aquitain constitue un espace original comportant des interfaces naturelles, représentées à l'ouest par l'océan Atlantique et au sud par la chaîne des Pyrénées. La forêt landaise, l'une des plus étendue d'Europe, occupe une grande partie de ce territoire. Le tout est baigné par un climat très doux de type océanique caractérisé par des écarts de température modérés. Les précipitations sont régulières et l'ensemble de la région est bien arrosé d'autant plus que l'on se rapproche des Pyrénées.

La côte Atlantique s'étend du nord au sud sur environ cent trente kilomètres. Il s'agit d'un littoral essentiellement sablonneux, très exposé à la houle et offrant peu d'abris pour la navigation. Les principales villes côtières se situent le long de la côte basque. A l'époque qui nous intéresse, seul le port de Bayonne dispose d'infrastructures permettant un commerce maritime à l'échelle internationale. Le trafic maritime est important dans le golfe de Gascogne : Bordeaux est une des principales places portuaires françaises et les ports du Pays basque espagnol, Pasajes notamment mais surtout Bilbao, sont très actifs. On peut également signaler les ports de Saint-Jean-de-Luz et de Guéthary essentiellement orientés vers une activité halieutique. Ici, la tradition maritime est ancestrale et le rapport avec la mer ancré dans l'esprit basque. En revanche, toute la partie Landaise, est quasi inexploitée sur le plan

²⁰ Hmed Choukri, « Espaces géographiques et mouvements sociaux », dans Fillieule Olivier (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, SciencesPo. Les Presses, 2009, p.221

maritime. On compte tout au plus quelques bateaux de pêche dans le port de Capbreton²¹. Par ailleurs, une activité de pêche traditionnelle existe aussi sur les étangs de la zone côtière car très poissonneux mais également sur l'Adour et ses affluents.

D'est en ouest, les Pyrénées et leurs contreforts s'étendent du Pays basque aux Hautes-Pyrénées, et au-delà. Zone frontalière avec l'Espagne, elle est parsemée de col et de passes qui permettent depuis longtemps des mouvements migratoires et deviennent relativement importants à la fin du XIX^e siècle. De profondes vallées boisées pénètrent la chaîne et nous verrons plus en avant les multiples activités industrielles très diverses qui s'y développent, tantôt liées à la nature des sols (marbres et autres minerais) qu'aux capacités hydrauliques qu'offrent les nombreux cours d'eau qui convergent depuis les sommets pyrénéens. Une activité agro-pastorale très ancienne survit encore tout au long de la chaîne, aussi bien dans les vallées encaissées de la partie béarnaise que sur les pentes plus douces du Pays Basque.

Aux contours plus flous, la forêt des Landes s'étire vers le nord et l'est sur un espace de plaines parsemées çà et là de marais et d'étangs persistants. Cet espace, d'une superficie totale estimée à quelques 516 608 hectares, recouvre le département des Landes sur un peu plus de 55% de son territoire²². Elle est arbitrairement divisée en Grande et Petite Landes, la première occupant le centre et le nord du département, tandis que la seconde s'étend vers le sud-est. Cette immense forêt empiète sur les départements de la Gironde, du Lot et Garonne et du Gers. Durant le XIX^e siècle, la perspective de ce département a subi de profonds changements. Les fameux pins des landes plantés sur des terrains marécageux, couplés à d'importants travaux d'irrigation, ont permis l'assèchement des sols et le développement d'une industrie du bois florissante qui emploie une main d'œuvre conséquente.

Entre la forêt des Landes proprement dite et la chaîne Pyrénéenne, on rencontre des paysages de coteaux et de plaines sillonnés par de nombreux cours d'eaux, souvent impétueux, à l'origine du mot « Gave », se drainant tous vers le bassin de l'Adour. Les Gaves de Pau et d'Oloron sont les plus importants, ils confluent vers Peyrehorade pour donner les Gaves-Réunis. L'Adour représente la principale voie navigable en prolongement du port de Bayonne, jusqu'à Mugron et même Aire-sur-Adour à certaines périodes. Historiquement, ce fleuve constitue un lien économique important entre nos deux départements des Landes et des Basses-Pyrénées. Bien qu'en perte de vitesse, directement concurrencé par la voie ferrée, il reste une voie de transport très utilisée à l'époque qui nous concerne, surtout pour les

²¹ Seulement 26 bateaux de pêche sont recensés dans ce port en 1913. Ministère de la Guerre, section économique de la 18^e région, *Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région landaise*, Delmas, Bordeaux, 1917, p.14

²² *Ibid.*, p.41

pondéreux, et notamment les matériaux de construction, et ce jusqu'à Mont-de-Marsan. Mais il existe au-delà tout un réseau complexe de rivières navigables sur l'Adour et ses principaux affluents qui se prolonge en amont vers les Landes jusqu'à Aire-sur-Adour. De nombreuses villes possèdent leur petit port qui fonctionne encore au début du XX^e siècle²³. L'ensemble de ce bassin de l'Adour, qui englobe également la partie sud des Landes, la Chalosse, constitue en quelque sorte le grenier du Midi aquitain. « [...] pays fertile, sillonné par de nombreux ruisseaux, très ondulé et qui produit en abondance des céréales et du vin.²⁴ » Ce sont le froment et le maïs qui se cultivent le plus. On recense plusieurs terroirs viticoles disséminés sur le territoire offrant des vins de plus ou moins bonne qualité, le Tursan et l'Armagnac étant les plus connus, au sud de Pau, le jurançon et plus au nord le Vic-Bilh mais ici nous sommes déjà sur les contreforts des Pyrénées.

2) Une mosaïque de « Pays »

Il apparaît évident que les découpages géographiques de ces deux départements, les Basses-Pyrénées et les Landes, sont créés en 1790, et répondent à des impératifs purement administratifs. S'il est à peu près sûr que l'on ne se sent pas Bas-Pyrénéen au XIX^e siècle, – l'adjectif n'existe même pas pour les Pyrénées-Atlantiques – le Landais ne possède pas une identité territoriale bien définie, du moins au début du siècle. Mais de manière plus générale, l'horizon de perception des classes populaires se polarise sur la commune tandis que le département reste un lieu d'identification pour les seules élites²⁵.

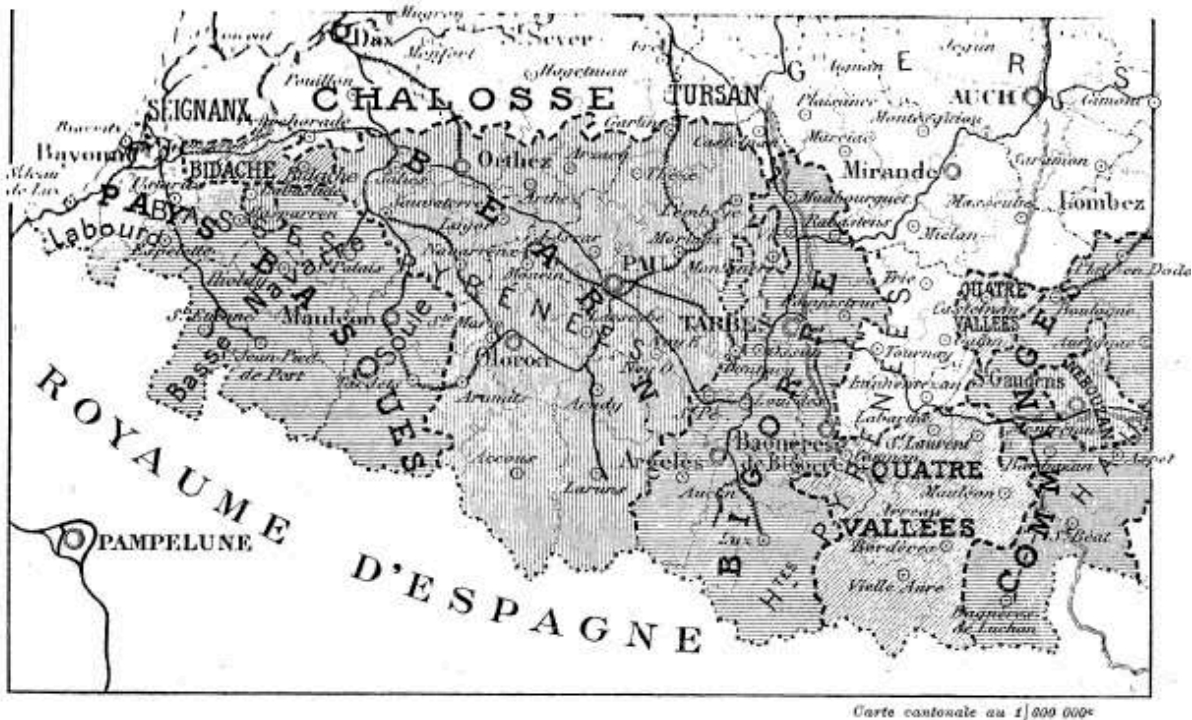
En effet, Les Basses-Pyrénées sont le résultat de la réunion de deux entités ethno-linguistiques bien distinctes : le Béarn et les trois provinces françaises du Pays Basque – Soule, Basse-Navarre et Labourd ; provinces qui sont loin d'être totalement cohérentes, avec des subdivisions complexes notamment à la « frontière » basco-béarnaise. Mais les origines de ce « mariage forcé » répondent tout de même à de nombreux intérêts historiques entremêlés de logiques géographiques²⁶.

²³ Parmi les principaux ports encore en activité au XX^e siècle sur les rivières secondaires on peut citer Bidache, Villefranque et Peyrehorade.

²⁴ Le Play Frédéric, *Les ouvriers des deux mondes*, Société internationale des études pratiques d'économie sociale, Paris, 1885, t.5, p.316

²⁵ Fureix Emmanuel, Jarriges François, *op.cit.*, p.224. Dans le prolongement, les auteurs précisent que le département est également un point d'observation de la société et un point d'ancrage de l'autorité.

²⁶ Bidouze Frédéric, « Aux origines du département des Pyrénées-Atlantiques (XVIII^e- début XIX^e) : un discours administratif et géopolitique au service de l'identité béarnaise » dans J.P. Barraqué et C. Thibon (dir.), *Les variantes du discours régionaliste en Béarn*, édition Gascogne, 2001, pp.109 à 149



Carte n°1 : Carte des « Pays pyrénéens ». Source : Dumazé Ardouin, *Voyage en France 41^e série, Pyrénées partie occidentale*, Paris, Berger-Levrault, 1914-1917, p.49

En ce qui concerne les Landes, le découpage, un peu fastidieux, est beaucoup plus complexe. En effet, de nombreux « Pays » s'individualisent qui étaient à l'origine des « Pays agricoles », dérivés d'anciens fiefs médiévaux, évoluant dans un système agro-pastoral primitif se démarquant les uns des autres par « un passé, des coutumes et une physionomie propres à chacun²⁷. » Certains diront que dans les « Landes même on peut distinguer plusieurs tribus distinctes²⁸ ». Ici l'Adour nous sert de frontière avec au nord les Landes proprement dites avec sa forêt divisée en Petite et Grande Landes. Parallèlement à la côte et du nord au sud ce sont le pays de Born, le Marensin et la Marenne qui se prolongent par le pays de Seignanx. A l'ouest de la Grande Lande, on trouve le Marsan et le pays d'Albret. Toute la partie landaise située au sud de l'Adour est désignée sous le nom de Chalosse. Elle-même se subdivise en plusieurs Pays dont les noms varient selon les époques et les auteurs avec d'ouest en Est la Basse, la Moyenne et la Haute Chalosse. En prolongement vers l'Est on trouve enfin le Tursan. L'isolement important de cette région très pauvre et très peu peuplée au début du XIX^e siècle explique en grande partie ce morcellement du territoire.

²⁷ Sargos Jacques, *Histoire de la forêt landaise, Du désert à l'âge d'or*, Bordeaux, L'horizon chimérique, 1997, p.39

²⁸ Joannes Adolphe, *Géographie du département des Landes*, Paris, Hachette, p.39



Carte n°2 : Carte des « Pays landais ». Source : Dumazé Ardouin, *Voyage en France 30^e série, Gascogne*, Paris, Berger-Levrault, 1914-1917, p.121

A cette diversité de « Pays » correspond plusieurs langues pratiquées mais également maints dialectes dérivés, entre lesquels le français a du mal à s'imposer, « il est peu de Basques, du moins dans les villes, qui ne parlent couramment une ou deux langues en dehors de leur langue maternelle²⁹. »

Cette absence d'homogénéité linguistique est assez spécifique à notre région. En effet à côté de la langue basque, singularité linguistique au sein même de l'Europe, coexistent deux dérivés de la langue d'oc : le béarnais et le gascon, parlé dans les Landes, qui se déclinent en une foule de Patois en fonction des cantons³⁰. Le basque ne fait pas exception et des différences sensibles existent entre le Souletin et le Labourdin par exemple.

Les résistances à l'apprentissage du français n'ont pas été faciles à vaincre³¹. Le constat dans les Basses-Pyrénées des années 1870 est que « la langue française n'était connue que d'une minorité, et les enfants pouvaient difficilement parler une langue qu'ils n'entendaient

²⁹ Joannes Adolphe, *Géographie...Basses-Pyrénées, op.cit.*, p.45

³⁰ Joannes Adolphe, *Géographie...des Landes, op.cit.*, p.40

³¹ Jourdan Jean-Paul. Les juges de paix de l'Aquitaine méridionale (Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées) de 1870 à 1914. In: *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, Tome 100, N°183, 1988. De la troisième République au régime de Vichy. pp. 287-306

jamais³². » A la fin des années 1880, les instituteurs se plaignent « que le français est la chose qu'ils avaient de plus difficile à enseigner³³ » d'autant plus dans la partie basque, car « l'enfant échappe de bonne heure à la classe et retrouve au milieu des siens les conditions archi-séculaires et les mœurs qui se sont pour ainsi dire cristallisées par un long atavisme³⁴. » A Mauléon dans l'entre-deux-guerres, « on parlait le basque dans les magasins, à la boucherie, au lavoir municipal et dans les lavoirs de la rivière, dans les bistrotts et les conversations qui se tenaient sur le pas des portes ainsi que dans certains chants et certains jeux, mais on ne la parlait plus du tout ni à l'école ni à l'église depuis la disparition du curé de Labairu, originaire du village³⁵. » Dans ses mémoires, Marguerite Dassé nous rappelle qu'en 1908, encore enfant, elle « parlait à peine et avec peine, ne connaissant que le patois landais qu'elle avait appris de ses parents³⁶. » Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le français est mal parlé aussi bien dans les Landes que dans les Basses-Pyrénées. Le taux d'analphabétisme est important.

Même si les patois reculent devant l'instruction, il est intéressant de noter qu'on le parle toujours à l'usine ou sur le lieu de travail. La langue « maternelle » continue donc à se parler sur les lieux de travail. Dans les ateliers des Forges de l'Adour « les ordres étaient donnés en gascon [...]. Les téléphones intérieurs, eux aussi, ne parlaient que notre patois. Ceux qui arrivaient du Pays Basque devaient assimiler rapidement cette forme de commandement [...]. Les Espagnols arrivés pour la plupart d'Aragon [...] ont eu les pires difficultés pour apprendre à la fois le français et le gascon³⁷. » L'ensemble du vocabulaire forestier dérive également du gascon.

Ici, le patois apparaît comme l'amarre la plus solide de l'appartenance à une communauté rurale qui se dissout progressivement dans la routine du travail à l'usine.

On peut légitimement émettre l'hypothèse de l'importance de la langue dans le monde du travail, et le frein évident que constituent ces divergences culturelles que véhicule le langage, notamment pour tout ce qui relève des conflits sociaux et de leur confinement dans un espace localisé, qui ne dépasse que rarement le cadre de l'usine.

³² Weber Eugen, *La fin des terroirs 1870-1914*, Paris, Fayard, 2011, p.374

³³ *Ibid.*, p.376

³⁴ Dumazé Ardouin, *Voyage en France 41^e série, Pyrénées partie occidentale*, Paris, Berger-Levrault, p.50

³⁵ Inchauspé Véronique, *Mémoires d'Hirondelles, une histoire de jeunes filles. L'émigration féminine navarro-aragonaise à Mauléon (1880-1930)*, éditions Uhaizta et Ikher zalek, 2011, p.20

³⁶ Dassé Marguerite, *Mémoire d'une enfant de gemmeur au début du vingtième siècle dans la forêt landaise*, Brémond, 1999, p.42

³⁷ Vergès Jacques, *Les Forges de l'Adour : de 1881 à 1965*, Centre social et culturel, 1999, p.8



Carte n°3 : Régions dans lesquelles des documents attestent qu'on parlait patois sous la Troisième République. Source : Weber E., *La fin des terroirs 1870-1914*, Paris, Fayard, 2011, p.101

Mais au-delà de la langue c'est toute la question du sentiment d'identité et d'appartenance qui se joue. Les mentalités, entités complexes et difficiles à saisir au sein des populations, soulèvent plusieurs problématiques d'ordre politique. Dans une opposition forte entre la capitale où « tout se passe » et la Province attardée et paysanne se greffe une lutte entre la ville et la campagne. « Anarchistes et socialistes semblent avoir partagé ces préjugés qui reflétaient non l'appartenance de classe mais la résidence géographique³⁸. » A l'échelle locale, une approche psychologique de l'ouvrier et des mouvements sociaux ne pourra se dégager qu'à travers ces prismes.

³⁸ Weber Eugen, *op.cit.*, p.73

B) Les mutations des mondes ruraux

Longtemps enclavé, le Midi aquitain, comme l'ensemble du sud-ouest, subit de profonds changements qui débutent surtout sous le Second Empire. Les infrastructures de transport et de communications s'étoffent et réduisent ainsi les distances avec les principales agglomérations du Midi et avec Paris. La circulation des personnes s'en trouve alors facilitée. Mais ces avancées indéniables ont du mal à masquer la crise des campagnes du Midi aquitain à la fin du siècle. Les modes d'exploitations restent en effets basés principalement sur le métayage, alors qu'il recule nettement à l'échelle nationale durant tout le XIX^e siècle. La petite exploitation agricole est largement majoritaire et se combine à une pluriactivité très présente au sein des campagnes.

Les campagnes connaissent un dépeuplement continu, aggravé par la crise des années 1880. Les ruraux se déplacent vers les villes plus ou moins proches, et parfois émigrent vers d'autres continents.

1) La marche vers une « unification » et un désenclavement

Le développement et la construction du réseau de communication terrestre s'accélère au milieu du XIX^e siècle. Si le maillage routier ne s'étoffe que très peu, le réseau ferré fait son apparition au cours de cette période avec une rentabilité et une extension très rapides³⁹.

Des riches heures du Second Empire à la politique volontaire de la Troisième République, c'est un grand désenclavement qui s'opère. En effet, « Le développement des transports et des échanges a pour premier effet de faire reculer l'autarcie dans laquelle vivaient depuis des siècles les campagnes⁴⁰. »

Il existe trois catégories de routes au XIX^e siècle :

- les chemins de grande communication (futurs routes nationales) sont au nombre de 6 : le n°10 reliant Paris à l'Espagne en traversant les Landes du nord au sud et passant par Dax et Bayonne, le n°117 de Bayonne à Perpignan, le n°132 de Bordeaux à Saint Jean-Pied-de-Port, le n°133 de Périgueux en Espagne croisant les

³⁹ Bouneau Christophe, *L'électrification du grand Sud-Ouest de la fin du XIX^e siècle à 1946 : genèse et croissance d'un complexe énergétique*, Thèse Histoire Paris IV, 1995

⁴⁰ Noiriel Gérard, *Population, immigration et identité nationale en France XIX^e XX^e siècle*, Hachette, Paris, 1992, p.104

deux départements du nord au sud, le n°134 de Bordeaux en Espagne et 134bis de Pau en Espagne.

- Les chemins d'intérêt commun (futures routes départementales) qui relient les communes à leur chef-lieu de canton.
- Encore à l'échelon inférieur, les chemins vicinaux qui relient les hameaux aux communes environnantes.
- Il existe par ailleurs trois « routes thermales » dans les Basses-Pyrénées, ouvrages ayant nécessité d'importants travaux reliant les principales stations thermales. Ces routes de montagnes sont peu pratiquées et se dégradent vite.

L'entretien des chemins de grande communication et d'intérêt commun est dévolu aux départements tandis que les chemins vicinaux relèvent des communes. Cet entretien englobe la plupart des dépenses de sorte que la part de budget consacrée à la construction est bien mince⁴¹. Cela se confirme dans les différents rapports des ingénieurs en chef tout au long de la période. Et même, la plupart du temps les budgets sont trop étroits pour mener à bien l'entretien de base qui se révèle être un puits sans fond. La circulation de plus en plus importante des automobiles sur certains grands axes n'arrange rien de sorte que la qualité des routes nationales devient de plus en plus mauvaise. Sur les 284 kilomètres de routes nationales que compte le département des Basses-Pyrénées en 1910, 117 sont dans un état « laissant à désirer » et 38 en mauvais état⁴².

Peu de nouvelles routes voient le jour, en effet le réseau des nationales est déjà entièrement en place, tandis que le réseau départemental ne se développe que très lentement. Ce dernier stagne même complètement : dans les Basses-Pyrénées on relève environ 620 kilomètres de routes départementales en 1881, ils sont 696 en 1910⁴³ ; même chose pour le réseau landais qui reste aux alentours de 450 kilomètres de 1900 à 1911⁴⁴. Ici encore, les trois quarts de ces réseaux ne sont pas en bon état.

Quant aux chemins vicinaux, ils sont eux aussi bien souvent de mauvaise, voire de très mauvaise qualité. Empruntés par des charrettes souvent surchargées, les chemins forestiers des Landes sont bien souvent creusés d'ornières « où les voitures les plus solides et les mieux suspendues ne peuvent épargner au voyageur les affres du mal de mer. [...] Je connais bien

⁴¹ Barjot Dominique, *Histoire économique de la France au XIX^e siècle*, Nathan, Paris, p.247

⁴² AD64 : série 1 N (en cours de reclassement). Rapport de l'ingénieur en chef du département des Basses-Pyrénées sur les routes nationales. Conseil Général des Basses-Pyrénées, *Rapport de la Commission départementale, session ordinaire d'août 1910*, Pau, 1910, p.32

⁴³ *Ibid.*, p.33

⁴⁴ Conseil Général des Landes, *Rapport du Préfet, sessions 1900 et 1911*, Imprimerie Administrative, Mont-de-Marsan. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb345218359/date.r=conseil+g%C3%A9n%C3%A9ral+Landes.langFR>

les routes de France, puisque j'ai parcouru notre pays tout entier ; nulle part je n'ai rien vu de comparable à cela⁴⁵. »

La mise en place du réseau ferré du Midi-aquitain est inséparable de la naissance de la Compagnie de Chemins de Fer du Midi en 1852 sous l'impulsion des frères Pereire. Les principales villes du Midi aquitain vont progressivement être rattachées au réseau national au cours du Second Empire.

La liaison de chemin de fer entre Bayonne et Bordeaux ouvre en 1855 par l'extension de la ligne Dax-Bordeaux déjà existante. Un embranchement à partir de Morcenx sur la voie précédente se prolonge en 1857 vers Mont-de-Marsan et se poursuit vers Tarbes en 1859. La concession du réseau des Pyrénées permet au premier train d'entrer en gare de Pau via Dax en 1863. Le tronçon Bayonne-Toulouse, longeant le piémont pyrénéen, ne sera vraiment fonctionnel qu'en 1867.

Le réseau secondaire s'étoffe, aussi bien dans les Landes que dans les vallées pyrénéennes, ce qui permet de « nationaliser » la plus grande partie du territoire. C'est là l'œuvre magistrale de la Troisième République d'avoir permis par une politique volontaire – le plan Freycinet – un accès aux campagnes. Si de nombreuses lignes secondaires se construisent tout au long du siècle, il faut souligner que dans les Landes et dans certaines parties des Basses-Pyrénées, elles répondent surtout à des impératifs économiques.

Le chemin de fer constitue un atout majeur pour les villes desservies et a profondément contribué aux changements économiques et urbains de notre région. En désenclavant ce sud-ouest profond, des industries importantes ont pu s'implanter et prospérer. De plus, en raccourcissant les temps de trajet un changement d'échelle temporelle s'opère. Le trafic de voyageurs n'a cessé de croître entre les dernières années du Second Empire et 1913, date à laquelle Bayonne est la principale gare de transit avec quelques 1 240 000 voyageurs enregistrés⁴⁶.

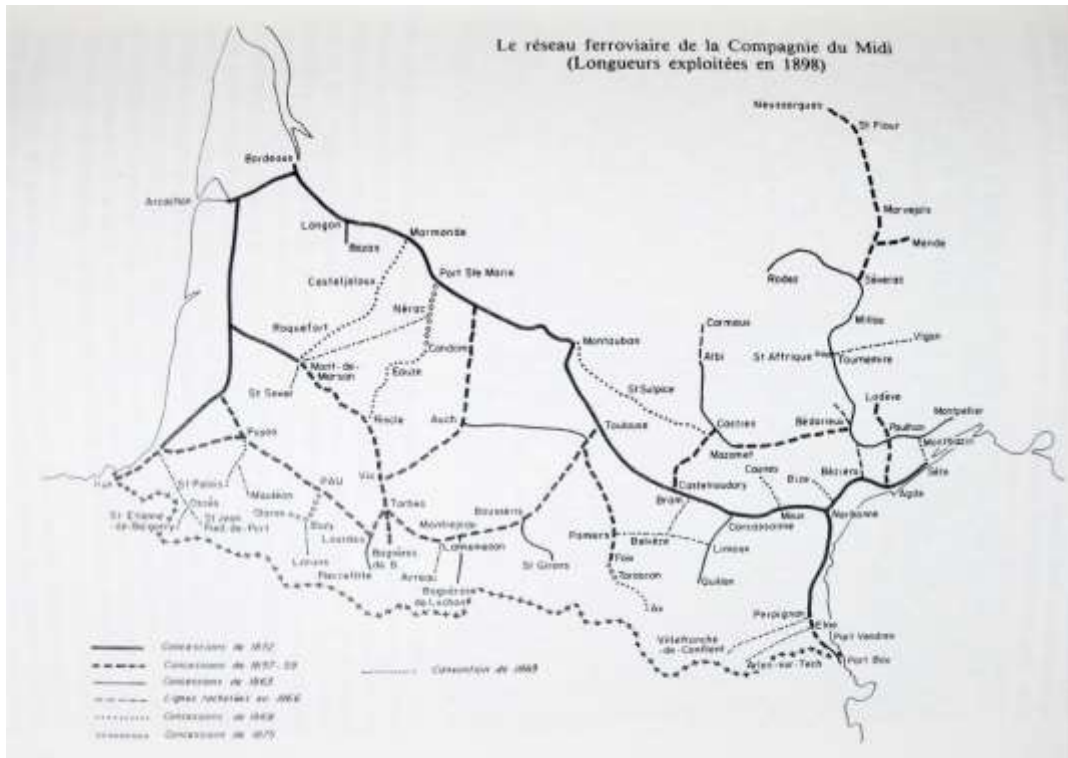
Toutefois, si les grands moyens de communication permettent à notre région de sortir de son isolement, la situation de monopole de la Compagnie des chemins de fer du Midi ne va pas sans poser quelques problèmes, voire même conduire à une situation paradoxale. En effet, plusieurs rapports⁴⁷ soulignent que les tarifs de transports pratiqués par cet exploitant sont

⁴⁵ Dumazet Ardouin, *Voyage en France 30^{ème} série, Gascogne*, Berger-Levrault, Paris, 1903, p.125

⁴⁶ Laborde Pierre, « Le réseau et le trafic ferroviaire à Bayonne 1860-1930 » dans Josette Pontet, *Regards sur l'histoire de Bayonne et du sud-ouest aquitain*, Société des sciences lettres et arts de Bayonne, 2002, p.317-318

⁴⁷ Sorre Maximilien, « L'avenir économique des Landes, d'après une enquête récente », *Annales de Géographie*, 1918, t. 27, n°147, p.195

prohibitifs, notamment pour le charbon, laissant ainsi certaines zones, les campagnes notamment, dans un état de sous-développement. Ceci permet d'expliquer en partie la persistance du transport fluvial de marchandises.



Carte n°4 : Réseau ferroviaire de la Compagnie du Midi exploitée en 1898. Source : Chadeffaud Michel, *Aux origines du tourisme dans les pays de l'Adour*, Biarritz, Société Atlantique d'Impression, 1988, p.497

2) Des campagnes en crise

On ne peut passer sous silence la situation du monde rural du Midi aquitain au XIX^e siècle. Sa représentation reste en effet écrasante tout au long du siècle ; près de 80% de la population vit encore en zone rurale en 1910 dans nos deux départements⁴⁸. Aucune ville ne dépasse 50 000 habitants. En 1901, les chefs-lieux d'arrondissement regroupent seulement 19% de la population dans les Basses-Pyrénées et à peine 9% dans les Landes⁴⁹ ; à titre de

⁴⁸ Tableau établi à partir des données de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, *Populations par commune de 1876 à 1954, département des Landes*, INSEE, 1958 et *Populations par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, INSEE, 1959

⁴⁹ Chiffres calculés à partir des données en ligne de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

http://www.insee.fr/fr/regions/aquitaine/default.asp?page=themes/donnees_detaillees/pop_communale.htm

comparaison, on estime qu'environ 37% des Français en 1906 vivent dans des villes de plus de 5 000 habitants⁵⁰.

La crise qui s'étend sur le monde rural se manifeste clairement à partir de 1850 et s'amplifie nettement dans les dernières décennies du XIX^e siècle et dans les premières du XX^e siècle.

Toutefois, il est important de bien différencier au sein de ce monde rural la situation des campagnes, et leur système agricole, et la sylviculture⁵¹. En effet, c'est principalement le milieu agricole qui est en crise, crise structurelle profonde aggravée, par des soubresauts conjoncturels. A l'échelle nationale, l'indice des prix de gros des denrées alimentaires chute de 39% entre 1871 et 1896⁵².

L'analyse de la situation des campagnes est indispensable et permet de comprendre comment a pu subsister un modèle proto-industriel jusqu'au début du XX^e siècle. La surreprésentation du monde rural encore au début du XX^e siècle apparaît à la fois comme une cause et une conséquence de la cohabitation toujours importante des activités agricoles et industrielles au sein des campagnes.

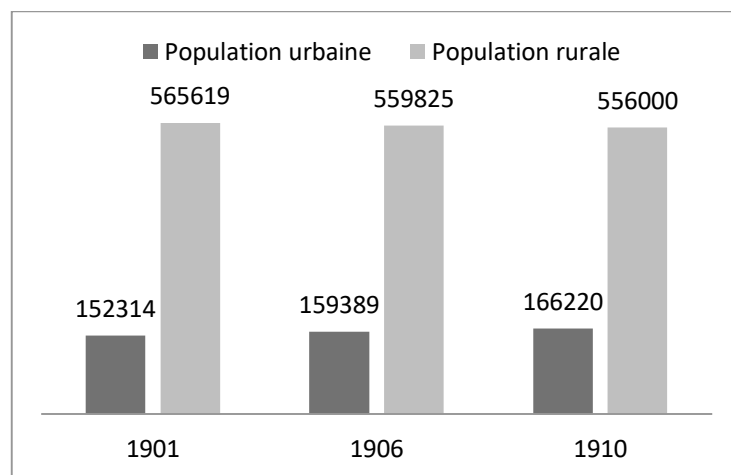


Tableau n°1: Répartition des populations du Midi aquitain au début du XX^e siècle

En dehors d'une économie agro-pastorale ancienne pratiquée principalement dans les zones de montagne, le grenier du Midi aquitain se compose des Pays de l'Adour qui

⁵⁰ Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 Mars 1906. 3, Population présente, régions de l'Ouest et du Midi, Bibliothèque numérique des universités Grenoble 2 et 3. <http://bibnum-stendhal.upmf-grenoble.fr/items/show/212>.

⁵¹ Les aspects économiques de la sylviculture seront abordés dans le chapitre suivant ainsi que dans la troisième partie.

⁵² Moulin Annie, *Les paysans dans la société française, de la Révolution à nos jours*, Paris, Seuil, 1992, p.120

constituent une entité géographique cohérente, composé des Basses-Pyrénées (hors zones de montagne) et de la Chalosse, concentrant l'essentiel de la paysannerie de notre région d'étude. Le métayage est le mode de faire valoir le plus répandu dans le sud-ouest. Les Landes conservent une proportion écrasante de métayers avec plus de 50% en 1882⁵³. Si la majeure partie des Basses-Pyrénées est dans un système d'exploitant-propriétaire en faire valoir direct, le métayage représente encore une exploitation sur quatre dans le Pays basque⁵⁴. Le fermage est un mode de faire-valoir qui ne se pratique que très rarement.

Au milieu du XIX^e siècle, la majorité des exploitations sont de petites tailles, de un à dix hectares, et ne dégagent que peu de rendements. La petite exploitation représente en moyenne, dans tous les cantons agricoles, trois paysans sur quatre⁵⁵. Rurale plus qu'agricole, elle combine de multiples sources de revenus : la pluriactivité, omniprésente dans les campagnes du XIX^e siècle, est une caractéristique durable de l'économie des ménages ruraux⁵⁶.

Tout au long du XIX^e siècle, le système agricole du Midi aquitain garde des structures archaïques, la « révolution agricole » n'ayant pas été faite⁵⁷. Si l'on ne peut nier la résistance et un certain dynamisme de la petite exploitation au tournant des XIX^e et XX^e siècles⁵⁸, plusieurs déterminants entretiennent un marasme général. La modernisation des exploitations est entravée par un manque criant de capitaux et des rendements faibles. Le métayage n'est pas mieux loti, trop de propriétaires laissent leurs métayers seuls, abandonnés à leur sort, directement en rapport avec la baisse de la rente foncière. Ce manque d'esprit d'initiative des propriétaires fonciers empêche « toute modernisation de ce système agricole, et par conséquent toute amélioration de la condition des métayers⁵⁹. »

La polyculture de subsistance laisse parfois peu de place aux cultures spéculatives. Les cours du blé et du maïs, principales céréales cultivées dans le Midi-aquitain, chutent, passant de 28 franc le quintal en 1862 à 17.28 franc en 1892 pour le blé et de 15 franc l'hectolitre de maïs à 8 franc entre les mêmes dates⁶⁰. Beaucoup de paysans ruinés n'ont pour seul choix que la vente de leurs terres et le départ. Cela s'accompagne à la fin du XIX^e siècle d'un phénomène de concentration des propriétés et une pénurie de main d'œuvre empêchant la mise en valeur

⁵³ Moulin Annie, *op.cit.*, pp.146-147

⁵⁴ Bacqué Martine, *Petites exploitations rurales en pays basque français (1850-1900)*, Thèse Doctorat Histoire, Université Lyon 2, 2004, p.148

⁵⁵ Lerat Serge, *Les pays de l'Adour : structures agraires et économie agricole*, Union française d'impression, 1963, pp. 191-192. Chiffres avancés à partir des enquêtes agricoles de 1862 pour les Landes et 1892 pour les Basses-Pyrénées.

⁵⁶ Bacqué Martine, *op.cit.*, pp.9-10

⁵⁷ Lerat Serge, *op.cit.*, p.166

⁵⁸ Bacqué Martine, *op.cit.*, pp.253-260

⁵⁹ Lerat Serge, *op.cit.*, pp.199-200

⁶⁰ *Ibid.*, p.174

des exploitations. Ce dépeuplement des campagnes est une conséquence directe des crises de 1846-1851 et 1880.

Par ailleurs, et jusqu'à la Première Guerre mondiale, tous les secteurs agricoles sont en déclin. Tout d'abord, la céréaliculture recule, on emblave de moins en moins de terre et la culture du maïs se réduit comme peau de chagrin. La concurrence des blés venus de l'est de l'Europe n'y est pas étrangère. On peut signaler tout de même l'effort de quelques propriétaires s'essayant à la culture du tabac mais qui n'ont guère connu qu'un succès relatif. Ensuite, les crises viticoles n'épargnent pas la région. Aussi bien l'oïdium que le phylloxéra sèment « la ruine dans tous les vignobles aturiens⁶¹. » Plusieurs vignobles furent tout simplement rayés de la carte et il fut très difficile par la suite de reconstituer un vignoble de qualité. Enfin l'élevage aurait pu compenser les pertes de revenu des exploitations mais là encore on enregistre un déclin. L'élevage ovin décline fortement, en Chalosse on recense 19 500 moutons en 1901 au lieu de 55 000 en 1836⁶². Ce recul est particulièrement sensible dans les Grandes Landes, les exploitants sont « chassés » par l'expansion des domaines sylvicoles. Mais le fait est également visible dans les zones de montagne. Les bœufs étaient quant à eux destinés au travail et non à une production laitière ou de viande.

Ainsi donc, les campagnes offrent bien peu de perspectives d'avenir pour ses habitants. Le dépeuplement de ces zones rurales est un déterminant essentiel dans l'analyse des mouvements de population du Midi aquitain.

3) Le dépeuplement progressif du Midi aquitain

Tandis que les Basses-Pyrénées atteignent leur maximum de population vers 1846 avec quelques 457 832 habitants, les Landes connaissent le leur plus tardivement vers 1856 avec 309 832 habitants. En 1911, dernier recensement avant la Grande Guerre, ces mêmes départements ont perdu 5.4% et 6.8% de leur population, pour les Basses-Pyrénées et les Landes respectivement⁶³. Cela dit, que les Landes font figure d'exception parmi les départements ruraux d'Aquitaine de par leur résistance au dépeuplement. Par comparaison, la Dordogne perd 13,5% de ses habitants en 1911 par rapport à son maxima de 1851 et le Lot-et-

⁶¹ Lerat Serge, *op.cit.*, p.178

⁶² *Ibid.*, p.183

⁶³ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), *Populations par commune de 1876 à 1954, département des Landes*, INSEE, 1958 et *Populations par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, INSEE, 1959.

Garonne 22.8%. Cette particularité s'explique par l'essor de la sylviculture qui dynamise les Grandes Landes et permet d'atteindre des maxima de population très tardifs dans ces cantons. La tendance générale se situe donc à la baisse pour les populations du Midi aquitain, mouvement de décroissance relativement modéré⁶⁴, amorcée dès le milieu du XIX^e siècle et accentué avec la crise économique des années quatre-vingt. Mais, même si cette baisse générale apparaît contenue, elle n'en cache pas moins un dépeuplement très significatif des cantons agricoles du Midi aquitain au cours du XIX^e siècle.

On recense les plus fortes densités rurales en 1846 avec quelques 317 000 personnes dans les pays de l'Adour. Cette surpopulation des campagnes « provoque un déséquilibre aggravé par l'existence de petites exploitations. Cette situation de déséquilibre structurel, particulièrement sensible aux crises agricoles, se révéla encore plus grave dans les départements de montagne [...]»⁶⁵. Les campagnes congestionnées se dépeuplent de manière ininterrompue à partir de cette date.

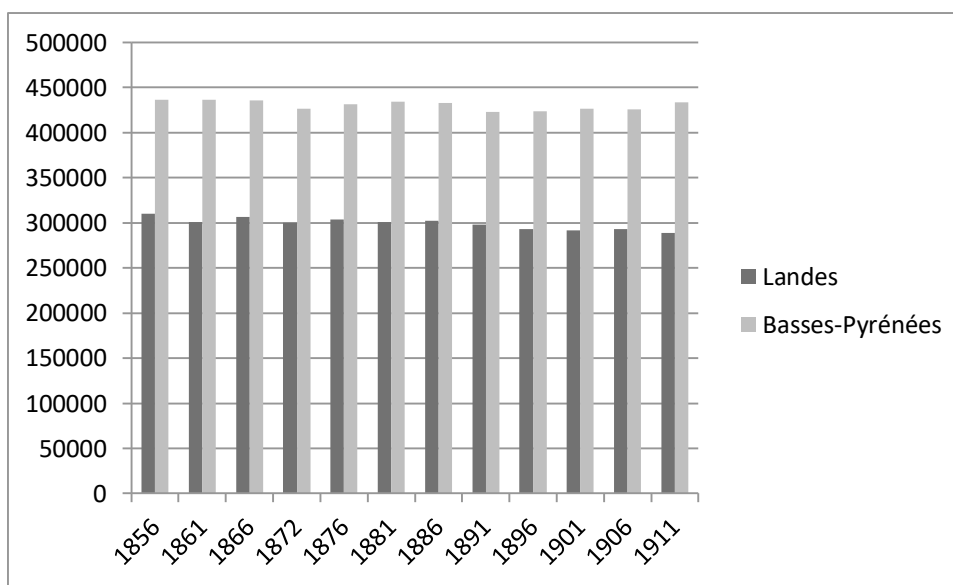


Tableau n°2 : évolution de la population des Basses-Pyrénées et des Landes de 1856 à 1911⁶⁶

⁶⁴ Poussou Jean Pierre, « L'évolution de la population du département des Landes depuis la fin du XVIII^e siècle : quelques jalons » dans Pontet Josette, *Regards sur l'histoire de Bayonne et du sud-ouest aquitain*, Société des sciences lettres et arts de Bayonne, 2002, p.329

⁶⁵ Otero Hernan, « L'émigration française en Argentine » dans Blazquez Adrian, *L'émigration basco-béarnaise aux Amériques au XIX^e siècle*, Actes du premier colloque international sur l'émigration Basco-Béarnaise aux Amériques, Pau, 2000, p.121-122

⁶⁶ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), *Populations par commune de 1876 à 1954, département des Landes*, INSEE, 1958 et *Populations par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, INSEE, 1959.

De 1846 à 1866 la perte est en moyenne de 3 500 ruraux par an et de 1876 à 1906 on enregistre une perte annuelle de 1 200 personnes⁶⁷. En 1911, on recense 238 000 paysans pour le bassin des pays de l'Adour, soit une diminution de près de 25% par rapport à 1846.

A l'échelle nationale, la crise de 1846-1851 marque le début d'une diminution de l'accroissement naturel accompagné d'une accélération des flux migratoires⁶⁸. Il faut se tourner vers ces deux mêmes facteurs pour expliquer le dépeuplement du Midi aquitain.

La baisse de la natalité constitue une variable importante pour comprendre une transition démographique majeure. Cet affaïssement de la démographie est principalement dû à l'introduction d'une conscience malthusienne en rapport avec un resserrement des perspectives de travail dans les campagnes⁶⁹. Le mouvement naturel de la population des Basses-Pyrénées passe ainsi d'un solde positif de 114 000 pour la période 1801 à 1850 à 68 000 dans les cinquante années suivantes⁷⁰.

Cependant, c'est le solde migratoire déficitaire qui contribue le plus à cette dépopulation. Environ 186 000 personnes quittent le Midi aquitain pour la période 1851 à 1900⁷¹.

Il s'agit d'un mouvement continu avec deux grands « exodes » à rapprocher de la crise de 1846-1851 et de la Grande Dépression des années 1880. Certes il existe une immigration étrangère, principalement espagnole, aragonaise surtout, significative pour les Basses-Pyrénées, mais qui ne suffit pas à combler ces départs. Même si l'augmentation de ces migrants est continue jusqu'à la Première Guerre mondiale, le maximum de population étrangère est de 21 862 pour les Basses-Pyrénées en 1911. Les Landes bénéficient très peu de l'apport de main d'œuvre étrangère avec seulement 515 personnes pour la même date.

Le dépeuplement des zones rurales représente le remède principal en réponse à la surpopulation des campagnes. On devrait d'ailleurs plutôt utiliser le terme « d'exode agricole ». Le choix du départ pour les ruraux se porte sur des destinations plus ou moins lointaines.

Le nouveau continent offre l'opportunité d'une vie nouvelle, peut-être meilleure qu'en restant au pays. L'émigration est un phénomène connu depuis le XVIII^e siècle. Mais ce mouvement prend une toute autre ampleur à partir des années 1830, s'accélère au milieu du siècle et devient très significatif dans les années 1880. Cette émigration basco-béarnaise se dirige

⁶⁷ Lerat Serge, *op.cit.*, p.170

⁶⁸ Barjot Dominique, *op.cit.*, p.56

⁶⁹ Ariès Pierre, *Histoire des populations françaises*, Seuil, 1971, pp.21-22

⁷⁰ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, *Populations par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, INSEE, 1959

⁷¹ Calcul à partir des données de INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, Bordeaux, INSEE, 1959 et INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Landes*, Bordeaux, INSEE, 1958

principalement vers l'Amérique du sud, plus spécifiquement vers les pays jouxtant le Rio de la Plata⁷² et vers la Californie de façon secondaire. Pour l'ensemble du département des Basses-Pyrénées, on estime les départs à une moyenne de 88 personnes par an pour les années 1821-1845, de 1 776 pour la période 1846-1880, de 1 493 pour celle allant de 1881 à 1910 et de 1 910 pour la décennie 1911-1921⁷³. Ces chiffres sont à moduler au regard de l'émigration espagnole ou italienne vers le nouveau continent à la même époque, il n'en reste pas moins qu'il ne s'agit pas d'un phénomène négligeable à l'échelle du département.

Sans rentrer plus en avant dans les débats historiographiques se rapportant à ce sujet, il apparaît que l'immense majorité des émigrants est d'origine rurale en relation avec la surpopulation et le mode de transmission des propriétés qui se pérennise sur un mode très inégalitaire malgré l'abolition du droit d'ainesse ; l'autorité paternelle restait souvent plus forte que la loi⁷⁴.

Mais sur les chiffres des départs avancés plus haut, l'on compte également un mouvement d'exode rural vers les villes qui permet « d'échapper aux conditions de vie de la campagne⁷⁵ ». Les différents rapports administratifs dans les années 1870 et 1880 insistent sur cette diminution du personnel agricole : les hommes, émigrent « dans les grands centres où l'ouvrier trouve à la fois plus de salaire et plus de bien-être. Pour les femmes [...] les rudes labeurs des champs leur font rechercher des conditions [meilleures] dans les villes.⁷⁶ » Cet exil, d'abord temporaire, se dirige principalement vers les agglomérations les plus proches. Plusieurs villes du Midi aquitain voient ainsi leur population croître de manière significative mais à des rythmes différents. Néanmoins, le manque d'industrie locale entraîne une fuite, souvent définitive, vers des métropoles plus grandes demandeuses de bras, notamment Bordeaux en pleine expansion mais également Paris. L'afflux de ces migrants vers les villes reste toujours significatif en ce début de XX^e siècle⁷⁷.

Si la population rurale reste démographiquement dominante, « elle a perdu beaucoup de sa puissance relative : dans son terreau fertile, une autre société, en pleine expansion, la société urbaine et industrielle, puise sa sève, en attendant de pouvoir l'étouffer⁷⁸. »

⁷² Otero Hernan, *op.cit.*, p.120

⁷³ Lerat Serge, *op.cit.*, p.172

⁷⁴ *Ibid.*, p.162

⁷⁵ Weber Eugen, *op.cit.*, p.343

⁷⁶ AD40 : 10M6, enquête sur les conditions de travail en France, questionnaire se rapportant aux landes pour l'année 1873

⁷⁷ INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Landes*, Bordeaux, INSEE, 1958, p.6. Le calcul de l'émigration du Midi aquitain vers bordeaux pour 1911 retrouve le chiffre de 53 570 personnes tandis que Paris reçoit la même année 21 175 migrants du Midi aquitain.

⁷⁸ Dupâquier Jacques et Kessler Denis, *La société française au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 1992, p.121

C) Dynamiques urbaines

En pourcentage absolu, les données de l'INSEE nous confirment la diminution du nombre d'habitants dans à peu près 90% des communes du Midi aquitain⁷⁹. Il s'agit là des petites et moyennes communes rurales, relativement peu peuplées, qui subissent de plein fouet l'exode rural vers les centres urbains plus importants. Plusieurs villes de nos deux départements réussissent à capter une partie de ce flot d'individus.

1) L'attrait de la ville

La plupart des nouveaux citadins sont donc des jeunes ruraux attirés par la ville et dont la grande majorité est d'origine départementale ou régionale. De nombreuses raisons poussent ces jeunes, et parmi eux beaucoup de jeunes femmes, vers une autre vie.

La ville offre un certain anonymat et plus de « distractions (et des distractions plus fréquentes) que les campagnes ne l'avaient jamais fait, et plus de moyens pour en jouir⁸⁰. » L'ensemble des services offerts facilite la vie quotidienne.

Souvent, un cadet des campagnes vient y trouver un emploi, au départ saisonnier puis qui devient rapidement définitif. On peut décrocher une place de fonctionnaire et faire une carrière administrative. La domesticité offre également de nombreuses possibilités d'embauche aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Certes une part de rêve existe probablement dans la campagne miséreuse qui idéalise la ville, mais le travail urbain reste moins pénible et moins incertain que le travail à domicile en milieu rural et aux champs.

Les migrations les plus importantes se situent à l'échelle même du département ; on peut également les appeler migrations intercommunales. Ainsi, les jeunes gens de « Chalosse émigraient dans les villes landaises ou au Boucau, ceux du nord du Béarn à Pau et à Bordeaux ; ceux de la vallée du Gave de Pau se faisaient embaucher dans les ateliers de Pontacq, de Nay, d'Orthez et de Pau ; ceux de la vallée du Gave d'Oloron trouvaient un emploi à Oloron même⁸¹. » Si l'on prend Bayonne par exemple, les habitants non nés dans cette ville mais originaires des Basses-Pyrénées correspondent à 31% de sa population totale en 1896. Ils n'étaient que 6% au début des années 1880. Mais les migrants sont aussi nombreux à venir des départements voisins. En 1911, environ 65% des migrants sont

⁷⁹ INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, Bordeaux, INSEE, 1959 et INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Landes*, Bordeaux, INSEE, 1958

⁸⁰ Weber Eugen, *op.cit.*, p.344

⁸¹ Lerat Serge, *op.cit.*, p.195

originaires des départements limitrophes⁸². Les habitants de Gironde, du Lot-et-Garonne et du Gers se dirigent vers les Landes. Les Basses-Pyrénées accueillent des migrants des départements Pyrénéens jusqu'en Ariège mais également du Gers. Bien entendu, les mouvements « transfrontaliers » entre les Landes et les Basses-Pyrénées sont importants. Toujours en 1911, on comptabilise quasiment autant de mouvement de population entre nos deux départements que d'immigrants venus de l'ensemble des départements voisins⁸³. Les populations des départements situés en dehors de la région Aquitaine ne fournissent qu'une infime part de ces nouveaux arrivants.

2) Des expansions urbaines inégales

Parmi les villes qui augmentent leur population, plusieurs dynamiques se distinguent. On peut différencier arbitrairement trois grands pôles de croissance urbaine directement liés à l'offre d'emploi. En premier lieu les villes landaises, notamment Dax et Mont-de-Marsan, croissent tout en gardant un caractère de ruralité important. Ensuite les villes que nous qualifierons « d'industrielles », Boucau, Tarnos et Mauléon, et qui, par ce biais, augmentent leur population de manière très significative en rapport avec un appel de main d'œuvre important. Enfin deux villes à croissance forte et continue dès 1850, Pau et Biarritz, profitent de l'importance croissante du tourisme. Bien sûr, il ne s'agit pas de catégories homogènes car l'accroissement de ces villes se fait à des rythmes différents en fonction des atouts qu'elles développent, mais leur caractéristique commune est une augmentation de population interrompue jusqu'à la Première Guerre mondiale. Seulement deux chefs-lieux d'arrondissement perdent des habitants sur la période 1851-1911, Saint-Sever dans les Landes et Orthez dans les Basses-Pyrénées, essentiellement composés de cantons ruraux et qui n'ont pas un tissu industriel suffisant pour retenir les départs⁸⁴. Si, proportionnellement, la fuite est limitée pour Orthez, qui possède quelques industries significatives, il n'en est pas de même pour Saint-Sever qui perd 390 habitants de 1876 à 1911, soit environ 9% de sa population.

Les villes landaises de Dax et Mont-de-Marsan, au XIX^e siècle, devaient apparaître comme des « îlots de civilisation » au sein de contrées boisées. Dans ce département

⁸² Calcul effectué à partir des données de l'INSEE.

⁸³ On comptabilise ainsi 18 764 migrants entre Landes et Basses-Pyrénées et 17 852 migrants provenant de l'ensemble des départements voisins.

⁸⁴ En 1876 Orthez possède 7 242 habitants, en 1911 ils sont 6 832. Pour les mêmes dates, Saint-Sever compte respectivement 4 917 habitants et 4 527. INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, Bordeaux, INSEE, 1959 et INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Landes*, Bordeaux, INSEE, 1958

largement dépeuplé, ces deux chefs-lieux d'arrondissement possèdent un réseau de plusieurs petites industries périphériques variées, demandeuses de main d'œuvre mais tournées quasi exclusivement vers une production locale. Les activités se concentrent dans la sylviculture, secteur sans conteste le plus dynamique aussi bien pour l'exploitation et l'exportation des produits extraits du bois que de l'exploitation du bois lui-même.

A Dax par exemple, en plus de son activité de station thermale, on trouve des fabriques de transformation de résine, de bougies, d'allumettes, de plâtres. Plusieurs tanneries, tuileries et mines de sel⁸⁵.

Mont-de-Marsan est entourée d'industries du bois. Plusieurs établissements de transformation de résine et plusieurs scieries s'installent aux environs de la ville. Elle est également une capitale administrative, politique et judiciaire appelant ainsi une population plus large.

Ces deux villes centralisent également de nombreux marchés et foires agricoles où se réunissent les agriculteurs locaux pour vendre leurs productions. C'est un aspect important pour l'économie rurale locale. Les données du graphique suivant mettent bien en relief une progression continue jusqu'en 1890 puis une relative stagnation. Les deux vagues d'émigration rurale des années 1850 et 1870 apparaissent très nettement.

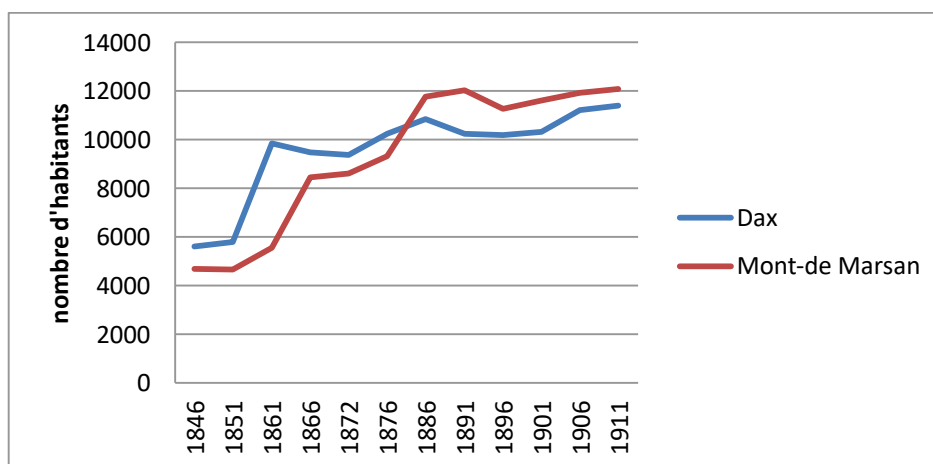


Tableau n°4 : évolution du nombre d'habitants dans les communes de Dax et Mont-de-Marsan entre 1846 et 1911

Mais d'autres villes landaises se développent de manière surprenante, comme Morcenx et Labouheyre par exemple, directement reliée à l'arrivée du chemin de fer et la mise en place de gares dans des endroits auparavant déserts. Ces lieux deviennent alors des points de transit importants et l'on voit se mettre en place des scieries et des distilleries de gemme occupant de

⁸⁵ Paucaud Serge, *Autrefois Dax, la ville à la Belle Epoque*, Atlantica, Biarritz, 2007, p.182

plus en plus d'ouvriers. Morcenx par exemple gagne environ 600 habitants de 1876 à 1911 passant ainsi à 2 663 administrés⁸⁶.

Par ailleurs, à la fin des années 1870, des activités industrielles dynamiques qui entraînent un appel de main d'œuvre de plus en plus important à l'origine des premières concentrations ouvrières de la région. Boucau et Tarnos voient ainsi leurs populations plus que tripler pour la première et doubler pour la seconde entre 1876 et 1911⁸⁷. L'inauguration des Forges de l'Adour en 1882, principale concentration ouvrière du département, favorise l'arrivée d'une main d'œuvre issue en majorité du monde rural. Plusieurs quartiers se créent avec des logements ouvriers et des bistrotts lieux de sociabilité ouvrière essentiellement masculine⁸⁸.

Dans le même temps, Mauléon suit une pente ascendante très nette à partir des années 1870 jusqu'à la Première Guerre mondiale grâce à une activité textile dynamique, surtout sandalière. Cette ville double sa population de 1876 à 1906⁸⁹. De nombreux migrants espagnols participent à l'augmentation démographique.

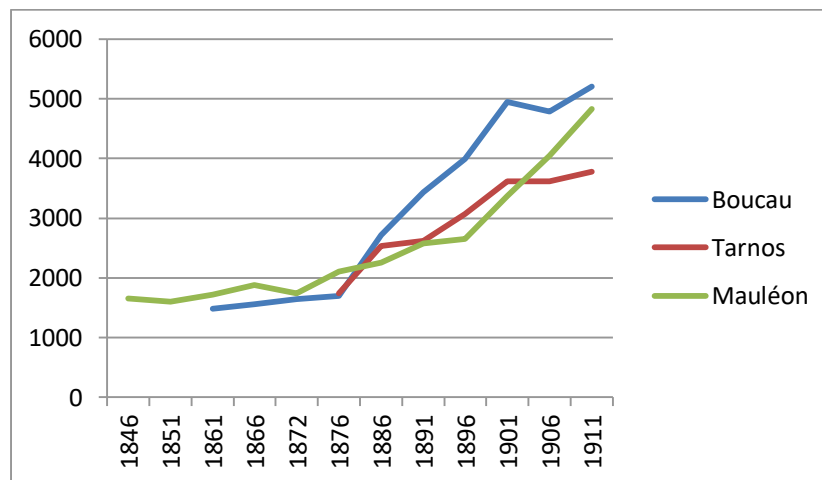


Tableau n°5 : évolution des populations urbaines de Boucau ; Tarnos et Mauléon de 1846 à 1911

⁸⁶ Données en ligne de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques :

http://www.insee.fr/fr/regions/aquitaine/default.asp?page=themes/donnees_detaillees/pop_communale.htm

⁸⁷ Données en ligne de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques :

http://www.insee.fr/fr/regions/aquitaine/default.asp?page=themes/donnees_detaillees/pop_communale.htm

⁸⁸ Vergès Jacques, *La cité des Forges 1880-1939, tranche de vie de nos quartiers*, Centre social et culturel, pp.18 et 22

⁸⁹ Données en ligne de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques :

http://www.insee.fr/fr/regions/aquitaine/default.asp?page=themes/donnees_detaillees/pop_communale.htm

Oloron, de par ses activités textiles, augmente également sa population dans des proportions toutefois plus raisonnables que sa consœur précédente. La ville gagne un peu plus de 800 âmes de 1876 à 1911 comptant ainsi 9 495 habitants. Entre ces mêmes dates Nay, autre ville industrielle, passe de 3 473 habitants à 4 145. Bayonne est une ville démographiquement importante avec 27 886 habitants en 1911. Son port est en pleine conversion industrielle mais la population urbaine n'augmente que de 3,1% entre 1851 et 1906⁹⁰. Cela tient surtout à son plan d'urbanisation difficilement extensible qui rejette la croissance bayonnaise vers les communes périphériques⁹¹. C'est donc vers les villes de Boucau, Tarnos et Anglet que les nouveaux arrivants se dirigent et s'installent.

Pau et Biarritz connaissent une augmentation de leur nombre d'habitants quasi exponentielle jusqu'en 1911, mais le décollage se produit à des dates différentes. C'est la villégiature qui joue ici un rôle d'amorce, encourageant la création d'activités nouvelles et permettant une croissance continue. Mais le cas particulier de ces deux villes est la forte proportion de nouveaux venus d'origine étrangère, notamment des Anglais et des Russes. On constate par-là que la Grande Dépression n'a quasiment aucune influence sur leur dynamique de croissance. Station climatique d'hiver réputée, Pau voit sa population augmenter de 174% entre 1831 et 1876⁹². Mais la concurrence des villes côtières se fait de plus en plus pressante surtout avec Biarritz qui suit une pente identique avec une progression équivalente à un quasi triplement de son nombre d'habitant en trente ans. Cela ne va pas sans un profond bouleversement de la structure socio-professionnelle des habitants de ces communes. A Biarritz par exemple, la moitié des habitants vivaient de l'agriculture en 1872, ils ne sont plus que cinq pour cent en 1911⁹³. Cela a également bien été démontré pour la commune d'Anglet, située entre Biarritz et Bayonne, qui profite de sa situation en bord de mer avec son quartier de Chiberta. Cette transition de la fonction rurale vers un lieu de villégiature s'accompagne d'un abaissement de la population rurale⁹⁴.

⁹⁰ Pontet Josette (dir.), *Histoire de Bayonne*, Toulouse, Privat, 1991, p.195

⁹¹ *Ibid.*, p.195

⁹² Tucoo-Chala Pierre (dir.), *Histoire de Pau*, Toulouse, Privat, 1989, p.208

⁹³ Weber Eugen, *op.cit.*, p.224

⁹⁴ Goyhenetche Manex, *Histoire d'Anglet des origines à nos jours*, San Sebastian, Elkar, 2003, p.217

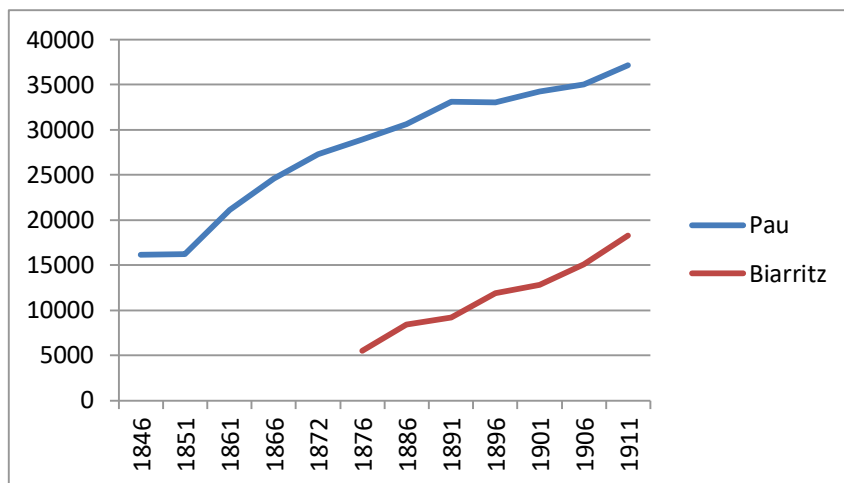


Tableau n°6 : évolution des populations urbaines des principales villes touristiques des Basses-Pyrénées de 1846 à 1911

A la veille de la Première Guerre mondiale, le Midi aquitain nous offre des images contrastées.

Son désenclavement, bien que récent, est déjà bien avancé. Mais il a probablement contribué et entretenu le profond malaise des campagnes en favorisant la fuite des jeunes et en facilitant l'arrivée de produits agricoles à moindre coût.

Des mutations profondes s'opèrent au sein de la société avec des conséquences démographiques, économiques mais surtout sociales. Le déracinement de nombreux paysans et la perte de repères ancestraux sont inéluctables. Une progressive décomposition du tissu social s'opère dans les campagnes qui profitent aux grands secteurs d'activité. Ils bénéficient ainsi d'une main d'œuvre abondante, quasi illimitée. Or, ces transformations accompagnent une industrialisation qu'il convient maintenant de mettre en relief.

II) Les principaux secteurs d'activité du Midi aquitain 1896-1914 (en dehors de l'agriculture)

La plupart des observateurs contemporains décrivent le Midi aquitain comme une région faiblement industrialisée. Dans les grandes lignes, la vie industrielle dans notre région se « manifeste sous la forme de multiples petites entreprises, d'apparences plus ou moins patriarcale et archaïque, et dont les moyens de production, le rendement et les débouchés sont en général également restreints⁹⁵. » Les houilles restent des produits trop onéreux dans l'intérieur des terres à l'origine d'une sous-représentation des moteurs à vapeur. Dans les Landes, c'est le bois qui constitue toujours la principale source d'énergie.

Néanmoins, ces données sont à revoir et cette représentation de « désert industriel », par comparaison aux grandes concentrations industrielles du nord et de l'est de notre pays, ignore une réalité plus complexe qu'il n'y paraît. Le Midi aquitain se compose d'un tissu industriel concret et développé, bien que plus modeste que dans les régions citées.

Ainsi, un certain dynamisme anime de nombreuses activités dans des secteurs très variés. Ici encore les deux départements étudiés divergent en de nombreux points. Les principales industries traditionnelles, textile et industries de transformations, sont implantées dans les Basses-Pyrénées en rapport avec une utilisation de plus en plus rationnelle de l'hydroélectricité. Les Landes mettent en valeur leur atout principal : le pin, et ses produits dérivés. Mais notre région profite également d'une deuxième industrialisation plutôt inattendue. Après la Grande dépression, l'implantation d'un pôle sidérurgique à Bayonne et Boucau permet le développement d'un foyer de concentration industrielle conséquent.

Il ne s'agit pas ici d'écrire une histoire de l'industrialisation du Midi aquitain mais plutôt de dresser un tableau des principales activités qui emploient une main d'œuvre significative dans les premières années du XX^e siècle. La rédaction de ce chapitre apparaîtra peut-être un peu fastidieuse et circonstanciée tout en restant vague. Il apparaît cependant important de bien situer ces différents secteurs d'activité afin de mettre en relief les contextes de quelques-uns des plus importants conflits sociaux pour notre époque.

⁹⁵ Ministère de la Guerre, section économique de la 18^e région, *Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région pyrénéenne (Hautes et Basses-Pyrénées)*, Delmas éd., Bordeaux, 1918, p.232

Sources et critiques :

En premier lieu, les recensements industriels de 1896 et 1906⁹⁶ nous ont été très utiles pour la rédaction de ce chapitre. Il convient cependant de fixer plusieurs limites à ces statistiques. Premièrement, il faut en effet intégrer que certaines données ont été volontairement ou involontairement éliminées de ces recensements. Le souci de simplification est une des données principales tant la masse de documents à récolter à la source ou à traiter était énorme ; certaines professions « accessoires » n'ont pas été retenues⁹⁷. Ensuite, un recensement est une photographie de la situation à un instant donné ne pouvant donc pas prendre en compte les évolutions socioprofessionnelles profondes. Enfin, la dispersion des industries dans les zones rurales ne permet pas une approche exhaustive et constitue un autre biais important. La comparaison avec d'autres sources est donc indispensable.

La deuxième source d'intérêt sont les publications du Ministère de la Guerre⁹⁸. Commandées pendant et après la Première Guerre mondiale, elles ont pour but d'évaluer les capacités de reprise et l'état des forces vives au sein de différents secteurs d'activité. De nombreux parallèles et comparaisons s'appuient sur des données d'avant-guerre ce qui nous est très précieux. La plupart des rapports sont de qualité, avec beaucoup de précisions quantitatives quant à la main d'œuvre utilisée et les capacités de production. Malheureusement, au-delà des chiffres, les renseignements restent bien souvent trop parcellaires en ce qui concerne le travail à domicile.

A) Le pôle industriel de Bayonne-Boucau

Bayonne et Boucau constituent en quelque sorte le seul site du Midi aquitain accueillant une deuxième industrialisation. Pourtant, la situation de la métallurgie dans notre région est sur le déclin depuis le milieu du XIX^e siècle. La Grande Dépression accélère de manière assez brutale la fermeture des petites forges disséminées sur le territoire qui

⁹⁶ Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896). Tome III, Région de l'Ouest au Midi (45 départements), *Bibliothèque numérique*, accessed November 27, 2012, <http://babel.upmf-grenoble.fr/omeka-1.5.3/items/show/1>.

France. Statistique générale. Recensement, population. 1906, « Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906 ». 3, Population présente, régions de l'Ouest et du Midi, *Bibliothèque numérique des universités Grenoble 2 et 3*. <http://bibnum-stendhal.upmf-grenoble.fr/items/show/212>.

⁹⁷ Cucarull Jérôme, « La mesure sérielle de l'activité industrielle dans la seconde moitié du XIX^e siècle », *Histoire & mesure* [En ligne], XVI - 1/2 | 2001, mis en ligne le 15 novembre 2005, consulté le 07 février 2012. URL : <http://histoiremesure.revues.org/129>

⁹⁸ Ministère de la Guerre, *Enquête... dans la région landaise*, op.cit., et Ministère Guerre, *Enquête... dans la région pyrénéenne* op.cit.

donnaient du travail saisonnier aux paysans des alentours. Dans les Landes, mais également dans les vallées pyrénéennes, ces activités ont quasiment toutes disparues directement concurrencée par les aciers belges, anglais ou lorrains de bien meilleure qualité et à moindre coût. Quelques fonderies ont cependant réussi à garder une activité, activité d'ailleurs dopée dans les années d'avant-guerre par la fabrication d'armements. On comptabilise ainsi au début du XX^e siècle trois forges landaises assez importantes, Uza avec 80 ouvriers, Abesses 250 et Tinarrage employant encore environ 70 ouvriers en 1906⁹⁹, auxquelles s'ajoutent sept petites dans les Basses-Pyrénées occupant en tout 65 personnes¹⁰⁰ – les deux fonderies les plus importantes étant situées à Bayonne et Orthez.

1) Les Forges de l'Adour

Implantées sur la ville de Boucau, les Forges de l'Adour représentent la principale concentration ouvrière du Midi aquitain avec une main d'œuvre stable comprenant en moyenne 1500 personnes de 1900 à 1914¹⁰¹. Ce centre métallurgique est sans conteste le plus important du Midi aquitain. La décision d'implanter ce premier modèle de « sidérurgie sur l'eau¹⁰² » se comprend à travers un ensemble de facteurs.

Dans un monde changeant et en crise, la concurrence est rude et la Société des Forges et Aciéries de la Marine, deuxième société sidérurgique française, choisit de délocaliser sa production car les gisements de la vallée de la Loire ne sont plus adaptés. De plus, Schneider, le concurrent direct, est bien implanté dans l'est de la France et exploite quasi exclusivement les minerais lorrains.

Sur le plan technique une mutation sidérurgique s'opère à la fin du XIX^e siècle : le remplacement progressif du puddlage par le convertissage acide Bessemer pour obtenir de l'acier de meilleure qualité. Or, cette nouvelle méthode requiert des minerais d'hématites présents dans les Pyrénées. Le choix de Bayonne s'explique également par la proximité des mines de fer de Biscaye, le charbon étant importé du Pays de Galles mais également du nord de la France et même de Carmaux¹⁰³. De plus, l'embouchure de l'Adour offre plusieurs avantages. L'acquisition du terrain est bon marché et la main d'œuvre est présente en abondance.

⁹⁹ Ministère de la Guerre, *Enquête... dans la région landaise op.cit.*, p.210 à 213

¹⁰⁰ Ministère de la Guerre, *Enquête... dans la région pyrénéenne op.cit.*, p.254

¹⁰¹ AD40 : 9M3

¹⁰² Pontet Josette (dir.), *Histoire... op.cit.*, p.189

¹⁰³ Vergès Jacques, *Les Forge...op.cit.*, p.71

La construction des forges s'étala sur trois ans, de 1881 à 1883, la production étant essentiellement destinée de manière générale à la fabrication de matériel pour les chemins de fer, rails, bandages de roue mais également des matériaux utilisés pour différents types de constructions – navales et bâtiment principalement. « Les bâtiments s'étalent sur 80 hectares ; l'usine, elle seule, en occupe 40¹⁰⁴. » Les quatre hauts fourneaux de 70 à 80 tonnes sont allumés en 1883, montés de trois convertisseurs acides Bessemer pour une production moyenne quotidienne de 160 tonnes d'acier¹⁰⁵. Six laminoirs permettent de travailler l'acier pour son utilisation finale.



Photographie n°1 : vue des Forges et de l'embouchure de l'Adour en 1911.

Mais on ne peut pas résumer cette industrie par les seuls emplois directs qu'elle procure car dans son prolongement c'est toute une activité industrielle connexe qui se développe autour d'une zone d'influence très étendue. Les transports terrestres et maritimes sont en pleine expansion et appellent d'autres usines. On compte ainsi de nombreuses scieries ainsi qu'une cimenterie qui recycle les scories des Forges ; 9 000 tonnes de ciment et 3 000 tonnes de chaux sont produits en 1913 et 50 ouvriers y travaillent¹⁰⁶. La situation du port de Bayonne décide Saint-Gobain à implanter une usine d'engrais chimiques qui importe des phosphates de Floride et de Tunisie. Le marché espagnol est alors très important et faiblement

¹⁰⁴ *Le courrier de Bayonne* (Per.) du 25/05/1883

¹⁰⁵ Vergès Jacques, *Les forges...* op.cit., p.91

¹⁰⁶ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.225

industrialisé. Ce pays importe la quasi-totalité de ses engrais. Le sud-ouest constitue un débouché non moins important, 300 ouvriers y travaillent dans les meilleures années¹⁰⁷.

Dans le sillage de cette industrie nouvelle, ce sont deux villes qui se modifient en profondeur. Tarnos et Boucau voient par conséquent leurs habitats se modifier et accueillir des « quartiers ouvriers ».

2) Le port de Bayonne

L'implantation des Forges de l'Adour permet le développement industriel du port de Bayonne qui voit son trafic augmenter de manière significative et le fait passer à une toute autre échelle. « Le Boucau devenait ainsi le poumon par lequel respirait le port de Bayonne. C'est l'activité plus ou moins grande des forges qui dictait l'évolution du trafic¹⁰⁸. » Le port de Bayonne passe alors dans une autre ère de son histoire et connaît une croissance continue jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le trafic dépasse les 500 000 tonnes vers 1890 et le million de tonnes est atteint en 1913¹⁰⁹. Si l'on s'intéresse aux entrées et aux sorties on constate que 90% des importations se composent de houille, de minerais et de phosphates. Seulement 7% sont dévolus aux produits alimentaires. Les exportations font la part belle, représentant plus de 75%, aux produits du bois, poteaux de mines, planches et bois divers. Parallèlement, le nombre de personnes travaillant sur le port est en nette augmentation, on recense ainsi 45 ouvriers pour l'année 1872¹¹⁰, en 1911 ils sont à peu près 700 répartis sur l'ensemble des quais¹¹¹.

Mais lorsque l'on parle du port de Bayonne dans les premières années du XX^e siècle, il s'agit d'un abus de langage qui cache une réalité plus complexe. En effet, l'activité principale de ce port est, nous venons de l'évoquer, extrêmement liée aux forges qui se situent sur la commune du Boucau. On assiste donc à un glissement de l'activité portuaire vers l'embouchure de l'Adour avec le développement de quais nouveaux et modernes qui captent l'essentiel du

¹⁰⁷ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.292

¹⁰⁸ Pontet Josette (dir.), *op.cit.*, p.189

¹⁰⁹ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.16

¹¹⁰ INSEE, données établies à partir de la Statistique Générale de la France pour l'année 1872, tableau T15 II « Mariniers et Ouvriers des ports »

URL : http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/bibliotheque/tableaux_sgf/tableaux.asp?domaine=rec

A noter qu'il existe une sous-catégorie « Hommes de peines, Portefaix et Journaliers » qui n'est pas comptabilisée ici.

¹¹¹ Paul-Dejean Jean-Claude, « La grève des dockers du port de Bayonne-Boucau (1911) » dans, *Société des sciences lettres et arts de Bayonne*, n°139, 1983, p.243

trafic¹¹². Les quais de la ville de Bayonne gardent une activité soutenue mais beaucoup plus varié et principalement orienté vers les produits alimentaires.

Par ailleurs, l'Adour permet un trafic fluvial soutenu vers l'intérieur des terres. De nombreuses gabares assurent le transport de matériaux de construction et de bois. Ce mode de transport est également très adapté pour le sel des salines mais également des carrières de pierre situées près de cours d'eaux. Pour l'année 1913 on enregistre sur les trente-trois premiers kilomètres, jusqu'au confluent des Gaves-Réunis, un trafic non négligeable estimé à 263 761 tonnes¹¹³. La portion suivante vers Dax garde elle aussi une certaine importance avec quelques 121 019 tonnes de marchandises enregistrées à la même date¹¹⁴.

B) Les industries de transformations du piémont

De Nay à Mauléon, et dans le prolongement vers l'ouest jusqu'à Hasparren, le piémont pyrénéen développe de nombreuses activités orientées vers le textile et la transformation du bois¹¹⁵. Ici encore une transition s'opère en cette fin de siècle avec un secteur traditionnel en nette perte de vitesse. La modernisation des usines est peu poussée, la majorité fonctionne encore à l'énergie hydraulique avec des moteurs à faibles rendements. Les industries qui subsistent tendent à désertifier les campagnes pour se concentrer dans quelques gros bourgs, notamment dans les centres industriels de Mauléon, Oloron, Nay et Hasparren. Il est important de relever que le travail à domicile perdure et reste une composante majeure dans le dynamisme de ces activités. Cette forme de proto-industrialisation, essentiellement liée aux industries de transformation, se comprend au sein de fabriques territorialisées. Ici, l'industrie rurale constitue un appendice de la grande industrie à laquelle elle est de plus en plus étroitement associée. Loin de disparaître, elle s'étend même dans les secteurs où la mécanisation reste limitée et où la main d'œuvre peu qualifiée accepte des salaires de misère¹¹⁶.

¹¹² 67% du trafic se situe sur les quais du Boucau. Pontet Josette, *op.cit.*, p.190

¹¹³ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, *op.cit.*, p.26

¹¹⁴ Ministère de la Guerre, *Enquête...dans la région landaise*, *op.cit.*, p.25

¹¹⁵ Gazurelli Jean-Loup, *Trajectoires contemporaines du textile dans les Basses-Pyrénées. Contribution à l'histoire de l'industrialisation de la France du sud-Ouest*, Thèse Histoire Toulouse II, 2017

¹¹⁶ Dewerpe Alain, *Le monde du travail en France, 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1998, p.26

1) Le travail du bois et la fabrication de meubles

L'importance des ressources forestières pyrénéennes, même si elles restent largement inexploitées, a permis l'émergence de différents métiers de transformation du bois dont certains très spécialisés. Les scieries et menuiseries mécaniques sont nombreuses dans nos deux départements. On évalue le nombre d'ouvriers, dans les années d'avant-guerre, à 700 pour les Basses-Pyrénées¹¹⁷. Les plus importantes de ces entreprises se situent à Oloron et à Bayonne, essentiellement orientées dans la fabrication de traverses de chêne et de hêtre majoritairement exportées vers l'Espagne et l'Algérie. Ces scieries alimentent également plusieurs industries de transformation.

En premier lieu, le travail du buis, et la confection de chapelets, représente une spécialité des régions pyrénéennes. De nombreux ouvriers y travaillent malgré l'avancée du machinisme. Le marché est avant tout national, mais certaines maisons fournissent à l'export des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Belgique, l'Angleterre et les Etats-Unis. L'Afrique également offre un débouché intéressant avec l'influence des missionnaires mais également par une diversification vers le chapelet arabe. La proximité de Lourdes n'est pas non plus totalement étrangère au développement de cette industrie qui n'emploie pas moins de 2 000 personnes à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle le long du Gave de Pau en amont de Nay¹¹⁸, mais qui se disperse également dans « beaucoup de villages et hameaux, notamment dans la vallée de l'Ouzon »¹¹⁹. Ce sont essentiellement des travailleuses à domicile, ou réunies dans de tout petits ateliers ou des petites usines le long des cours d'eau. Seulement deux établissements concentrent plus de 20 ouvriers ; le plus important étant l'usine Navarre à Montaut, située à seulement quelques kilomètres de Lourdes, et occupant 85 ouvrières en 1872¹²⁰. Les petites usines implantées en milieu rural se rapprochent de la main d'œuvre docile, plus précisément les jeunes femmes originaires de familles campagnardes, qui ne rompt pas avec les attaches de l'exploitation familiale.

Grande consommatrice de bois, et initialement apparue comme une annexe de la tournerie afin d'élargir l'offre, l'industrie du meuble prospère rapidement et trouve un marché largement national et également algérien. L'industrie béarnaise du meuble se concentre principalement aux alentours de Pau, Jurançon, Nay, Coarraze et Bénéjacq ; en aval Orthez, Oloron, Navarrenx et Bayonne possèdent quelques ateliers d'importance. A Pau et à Nay on

¹¹⁷ Ministère de la Guerre, *Enquête...dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.233

¹¹⁸ Machot Pierre, *Pyrénées-Atlantiques : les activités industrielles au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle*, Pau, TER Histoire, 1978, p.101

¹¹⁹ Dumazé Ardouin, *Voyage en France 41^e série...op.cit.*, p. 308

¹²⁰ Machot Pierre, *op.cit.*, p.102

compte un millier d'ouvriers ébénistes travaillant dans le meuble mais les fabriques ont tendance à utiliser la main d'œuvre fournie par les petits ateliers ruraux. Il existe à l'échelle supérieure un grand nombre d'ateliers composés d'un patron et de quelques ouvriers, apprentis ou compagnons, travaillant avec un outillage simple¹²¹. « Le patron est d'ordinaire un petit propriétaire rural, et les travailleurs sont tour à tour ouvriers d'industrie et cultivateurs¹²². » Il s'agit surtout de fabrication de meubles courants, literie, armoires, tables destinées au marché local. Mais il existe aussi une concentration industrielle conséquente avec des fusions d'entreprises appelant secondairement des industries complémentaires. La demande locale est très forte, les hôtels et les établissements thermaux qui se créent ont de grands besoins en meubles, de plus, les grandes villes du sud-ouest, et au-delà du pays, passent également des commandes importantes.

La création d'articles de luxe à Jurançon, dans les faubourgs de Pau, participe à la bonne santé de ce secteur. D'importantes usines sortent de terre et se développent avec des outillages modernes. La fabrique de chaise à Orthez par exemple, occupait avant-guerre environ 500 ouvriers. La production annuelle était d'environ 120 000 chaises de tous types¹²³.

Cela nécessite une qualification ouvrière importante, notamment en sculpture, ce qui préoccupe la chambre de commerce de Bayonne en 1912 sur la nécessité de créer un enseignement industriel spécifique à cette branche.

2) Textile et habillement

Le textile est un secteur important qui emploie beaucoup de bras¹²⁴. Il convient tout d'abord de bien séparer les différentes activités avec :

- L'industrie textile proprement dite, c'est à dire la transformation de la matière brute (laine, lin et coton) en tissus ;
- L'habillement qui consiste à l'assemblage des tissus en vêtements ;
- Les industries annexes que sont la tannerie, la vannerie, la bonneterie et le blanchissage ;
- La fabrication de sandales est mise à part en raison de son importance.

¹²¹ Cavaillès Henri, « Les industries du bois dans le sud-ouest Pyrénéen », *Revue politique et parlementaire*, Colin, 1916, pp.79-89

¹²² Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.242

¹²³ *Ibid.*, p.246

¹²⁴ Gazurelli Jean-Loup, *op.cit.*

Selon les statistiques du ministère du Commerce, l'industrie textile emploie, 2 620 personnes en 1912, dont 773 pour la bonneterie, 564 pour le tissage ; 349 pour la fabrication de toiles, 296 pour les dentelles et la broderie, 284 pour l'industrie cotonnière ; 278 pour l'industrie lainière ; d'autre part, pour le personnel de confection et de lingerie, 13 693 personnes réparties en 12 318 pour la confection des vêtements et 4 414 pour les espadrilles et les chaussons¹²⁵.

Les activités textiles sont très variées, tissage, filage et conception occupent un grand nombre d'ouvriers et surtout d'ouvrières. C'est un secteur en nette perte de vitesse dans quasiment tous les domaines : la production, le tissage et le filage. Ici encore, l'activité domestique est très importante jusqu'en 1914¹²⁶, le nombre d'ouvriers est donc difficilement quantifiable.

En suivant, nous allons nous cantonner à une vue d'ensemble de l'industrie textile au vu du nombre de personnes qu'elle emploie. L'habillement sera également abordé, mais c'est surtout la fabrique de sandales qui nous intéresse en raison de son dynamisme et de ses concentrations ouvrières.

Les cultures textiles n'ont jamais été bien étendues dans les Basses-Pyrénées et les Landes. De plus, elles périclitent toutes à partir du milieu du siècle de sorte que seule la culture du lin parvient à se maintenir dans les premières années du XX^e siècle¹²⁷. La production lainière chute durant toute la période allant de 1862 à 1914 ; passant de 517 505 kg en 1892 à 260 260 kg en 1914, le cheptel diminue dans les mêmes proportions et ce depuis 1862¹²⁸. De médiocre qualité, ces laines ne sont plus utilisées que dans la confection de couvertures et de matelas. Les laines s'importent d'Espagne, d'Argentine, d'Amérique du Nord et même d'Australie. Le coton est connu de longue date des tisseurs Béarnais et utilisé d'abord pour améliorer l'aspect grossier des toiles de lin.

Le filage de ces fibres textiles est d'importance inégale, de plus il est difficile de bien différencier les activités de lavage, filage et tissage qui sont bien souvent complémentaires au sein des établissements. La filature mécanique du lin n'existe plus dans les Basses-Pyrénées pour la période qui nous concerne, la filature de Gan ayant fermé ses portes en 1873¹²⁹. On peut penser qu'il persiste toutefois un filage manuel évoluant dans le cadre d'un système domestique mais qui reste marginal. Au début du XX^e siècle, le coton se file et se tisse dans

¹²⁵ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.262

¹²⁶ Narritsens André, *Usines, patrons et prolétaires, Nay en Béarn : 1830-1939*, Institut C.G.T. d'histoire sociale, 1988

¹²⁷ En 1895, il reste environ 750 hectares de sols cultivés en lin. Machot Pierre, op.cit., p.55

¹²⁸ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.268

¹²⁹ Machot Pierre, op.cit., p.57

trois usines regroupées dans la Société Textile Pyrénéenne. Elles se répartissent dans la vallée de Nay, à Mirepeix et Igon, et emploient 309 personnes en 1896¹³⁰. Après avoir connu une période de prospérité dans la première moitié du XIX^e siècle, la crise de 1847-1848, l'augmentation du prix du coton lors de la guerre de Sécession et les traités de libre-échange avec l'Angleterre ont largement contribué à la régression de cette industrie cotonnière. C'est la demande en toiles de sandales qui maintient les établissements existant. Les filatures de draps persistent mais subissent la rude concurrence des draperies du Nord et de l'Est. Puyôo possède une filature employant 250 ouvriers. A Viodos, dans les environs de Mauléon on trouve une manufacture qui donne du travail à 80 ouvriers et 150 à domicile. Arudy et Louvie-Juzon possèdent des usines de tissage occupant respectivement 80 à 90 ouvriers et 25 à 30 sont spécialisés dans la fabrication de toiles à sandales¹³¹.

En fait, seul le travail de la laine garde une certaine importance avec huit filatures hydrauliques en 1871 employant 284 ouvriers¹³². La plus importante se situe à Nay, avec quelques 95 employés et il existe trois établissements à Oloron. Le tissage de la laine emploie encore quelques ouvriers mais là encore la plupart des industries sont moribondes à la fin du XIX^e siècle. Les métiers à tisser produisent principalement trois sortes de produits : les marègues, dont la fabrication occupe encore en 1896 quelques 280 personnes¹³³ ; la confection des draps qui s'étend progressivement¹³⁴ ; et les couvertures dont la production est circonscrite à quelques usines. Ainsi à Oloron, il persiste à la fin du XIX^e siècle deux établissements employant en tout 83 personnes¹³⁵. Les petits centres de production disparaissent progressivement.

Dans le travail de la laine, seule la fabrication du béret conserve une certaine importance. Mais là encore, la concurrence de la casquette, et des bérets espagnols produits à moindre coût amorce un déclin qui est réel mais reste encore relatif à la fin du XIX^e siècle. Cette concurrence espagnole se montre particulièrement agressive sur les marchés sud-américains mais la contrebande se disperse également sur le marché national. Initialement tricotés à la main, c'est à la fin du XIX^e siècle que plusieurs manufactures s'équipent de métiers permettant

¹³⁰ Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896). Tome III, Région de l'Ouest au Midi (45 départements), *Bibliothèque numérique*, accessed November 27, 2012, <http://babel.upmf-grenoble.fr/omeka-1.5.3/items/show/1>.

¹³¹ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.267

¹³² Machot Pierre, *op.cit.*, p.41

¹³³ Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896). Tome III, Région de l'Ouest au Midi (45 départements), *Bibliothèque numérique*, accessed November 27, 2012, <http://babel.upmf-grenoble.fr/omeka-1.5.3/items/show/1>.

¹³⁴ Cette industrie n'apparaît pas au recensement de 1896

¹³⁵ Machot Pierre, *op.cit.*, p.49

d'accélérer la production. On compte entre 360 et 400 ouvrières fabriquant 1 million de coiffures¹³⁶. C'est à Oloron que l'industrie du béret s'affirme et, en 1881, sept établissements regroupent environ 150 ouvriers. Selon les données récoltées par Pierre Machot, la plus grande majorité reste des travailleuses au domicile, les principales usines d'Oloron n'emploient pas chacune plus de 10 ouvriers¹³⁷. A Nay, c'est environ 200 à 300 personnes occupés dans cette activité dans les années 1870 avec sept centres de production.

L'ensemble de ces chiffres doit être pris avec précaution en raison des activités connexes de filage ou de fabrication d'autres produits qui concernent la plupart des établissements.

Bien d'autres produits lainiers, ceintures et feutres, sont fabriqués et commercialisés à Oloron principalement.

En fait, dans ce large secteur du textile, seule la fabrication de sandales, les fameuses espadrilles, affiche une santé remarquable avec un développement fulgurant et toujours croissant depuis les années 1850, et qui connaît son âge d'or entre 1890 et 1914. La production passe ainsi de 4 800 000 paires en 1875 à 30 000 000 de paires en 1913¹³⁸. Son principal atout est sa légèreté doublée d'un prix très réduit, « d'une incontestable utilité pour les classes pauvres¹³⁹. » Nous l'avons déjà évoqué mais la fabrication des sandales est le principal débouché des filatures pyrénéennes de coton et de jute. Elle réussit ainsi à maintenir à flot une filière en régression.

Le fait intéressant pour notre étude est la progressive concentration des ouvriers, autrefois employés à domicile, au sein d'ateliers, parallèlement à la mécanisation et à une division du travail plus poussée. En effet, avant 1850, il s'agit d'une production artisanale ou familiale locale qui reste dans l'espace du village ; plus tard, la fabrique l'anime et la projette dans les circuits commerciaux du pays tout entier sans que, pour autant, se modifient les techniques et les lieux de travail¹⁴⁰.

Les sandaleries sont très dispersées dans le département et elles n'évoluent pas de manière ordonnée. On compte dans les années 1900 vingt-six manufactures d'espadrilles dont trois très importantes¹⁴¹ avec, selon les données du recensement de 1906, dix établissements de

¹³⁶ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.270

¹³⁷ Machot Pierre, *op.cit.*, p.52

¹³⁸ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.277

¹³⁹ Machot Pierre, *op.cit.*, p.74

¹⁴⁰ Viers Georges, *Mauléon-Licharre, la population et l'industrie : étude de géographie sociale urbaine*, Bière, 1961, p.118

¹⁴¹ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.276

autres travailleuses au sein d'ouvroirs. La proportion des femmes est écrasante dans cette branche et ce sont les couturières qui sont de loin les plus nombreuses avec un peu plus de 75% de l'ensemble des travailleurs de l'habillement¹⁴⁶. Les plus gros établissements sont les seize ouvroirs du département qui regroupent 324 ouvrières ; un seul comporte plus de 500 personnes¹⁴⁷. On le voit ici encore, le travail à domicile ou en petit atelier est toujours la règle pour la majorité des ouvrières.

3) L'industrie du cuir

Nous décomposerons ici simplement les activités liées à la tannerie et à la cordonnerie qui sont les seules spécialités réellement importantes pour ce secteur.

La tannerie se pratique largement dans le cadre du petit atelier. En 1896, on recense 86 établissements en activité et 335 personnes, la manufacture la plus importante n'a même pas 20 ouvriers à son actif. Les principaux centres de traitement des peaux se situent dans le Pays basque, plus précisément à Bayonne et Hasparren, mais la tannerie s'est également répandue le long des nombreux cours d'eau du département à Orthez, Pau, Nay, Mirepeix et Oloron. Les peaux proviennent principalement de la région mais sont également importées d'Amérique du Sud et d'Australie.

La cordonnerie s'est installée et a progressé naturellement et parallèlement à la tannerie. Malgré le développement de la mécanisation il s'agit toujours au XX^e siècle d'une activité majoritairement artisanale et traditionnellement pratiquée au domicile. Les cordonneries pyrénéennes sont orientées principalement vers la fabrication de chaussures. Hasparren a réussi autour de 1870 une reconversion vers la cordonnerie, qui prend le relais d'une tannerie et d'une industrie textile déclinantes. Cette industrie de la chaussure occupe à la fin du siècle environ 3 000 travailleurs soit environ la moitié des cordonniers du département. Les débouchés s'élargissent vers l'ensemble de la métropole et de l'empire. Mais la mécanisation et la concentration y restent plus limitées qu'à Mauléon. Seules les opérations les plus mécanisées sont effectuées en atelier, tandis qu'une grande partie du travail est distribuée à domicile¹⁴⁸. Quatre cordonneries concentrent plus de 100 ouvriers, dont une à Pontacq.

¹⁴⁶ Machot Pierre, *op.cit.*, p.80

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.79

¹⁴⁸ Bacqué Martine, *Petites exploitations rurales...op.cit.*, p.219

C) Les produits de la sylviculture landaise

Le pin est la véritable source de richesse des Landes. « L'arbre d'or¹⁴⁹ » se cultive depuis fort longtemps dans ce département mais la transformation industrielle de ce secteur se déroule au cours du Second Empire. De la coupe à son façonnage, en passant par l'exploitation de la gemme, le bois occupe beaucoup d'ouvriers et intéresse de nombreux métiers. Nous ferons cependant une place à part pour ce qui concerne le gemmage car il fait intervenir des travailleurs bien spécialisés au sein d'un système d'exploitation spécifique.

L'ensemble des activités d'exploitation du bois prédomine largement dans la partie landaise de notre territoire d'étude.

Nous l'avons vu plus haut, la sylviculture existe malgré tout dans les vallées Pyrénéennes mais elle reste peu importante avec des moyens d'exploitations relativement archaïques¹⁵⁰. Les chemins d'exploitations sont défectueux, quand ils existent, et les coupes ont du mal à se centraliser. Par ailleurs il s'agit d'une exploitation saisonnière avec une interruption de plusieurs mois l'hiver. Mais l'extraordinaire variété des essences permet à de nombreuses scieries de se développer le long des cours d'eaux. Les principales sont situées à Mauléon et dans la vallée de Cauterets.

1) Les scieries et scieurs de long

Dans les Landes, l'industrie du bois est très développée avec des structures capitalistiques élaborées. Jusqu'au produit fini, le bois subit un grand nombre d'étapes faisant intervenir de nombreux métiers. Ce secteur d'activité, fondamental pour l'économie régionale, est de dimension internationale.

L'abattage du bois reste manuel, à la hache ou à la scie. C'est un travail très physique et peu codifié, en général ces travailleurs sont englobés sous le terme de « forestiers » dans les statistiques. Il est donc bien difficile de dénombrer précisément le nombre d'ouvriers¹⁵¹ exerçant cette fonction car il ne s'agit que rarement d'un poste de travail unique.

Les choses deviennent plus claires en ce qui concerne le travail de coupe. On distingue ici les scieries fixes, véritables usines avec un matériel moderne, généralement situées près des villes pour un accès au chemin de fer plus facile, et les scieries mobiles installées sur des lieux de

¹⁴⁹ Formule d'Alexandre Léon, homme politique, président du Conseil général de Gironde, issu d'une famille de banquiers bayonnais. Cité dans Sargos Jacques, *Histoire de la forêt landaise : du désert à l'âge d'or*, Horizon chimérique, 1997, p.476

¹⁵⁰ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.178

¹⁵¹ On compte ici de nombreux ouvriers espagnols ce qui rend toute étude quantitative imprécise.

coupe parfois éloignés. En ce début de XX^e siècle, il s'agit dans la plupart des cas de métiers mécaniques fonctionnant à la vapeur. Les scieries mobiles sont très nombreuses et leur importance apparaît clairement à la lumière de deux facteurs essentiels. Tout d'abord un problème pratique qui tient à la conservation du bois. En effet, une fois le pin abattu et laissé sur place, il est rapidement colonisé par des insectes et des champignons, il faut donc le couper rapidement et le faire sécher ; de plus, une fois sec, le bois est nettement moins lourd ce qui facilite grandement le transport. La deuxième raison est liée à la structure de la propriété d'exploitation landaise très morcelée et constituée à 89% de domaines de moins de dix hectares, on estime qu'il faut un mois de travail environ à une scierie mobile pour exploiter deux à trois hectares, la mobilité est donc bien adaptée à l'économie locale¹⁵². Dans les Landes en 1914, on recense 142 scieries occupant 331 femmes et 1 735 hommes¹⁵³.



Photographie n°3 : scierie mobile dans la forêt des Landes

Le bois se valorise entièrement pour de multiples usages. Selon la liste des prix arrêtés entre le Syndicat des ouvriers employés dans l'industrie du bois et l'association des négociants en bois, on comptabilise 23 catégories différentes de produits de sciages¹⁵⁴. En fonction de leur qualité, les produits ligneux se décomposent en bois de mines (poteaux bruts), bois d'industries (destinés aux constructions), bois de feu (bûches, falourdes) et bois de services (traverses, pilotis, charpente, etc.). Les branchages non commercialisables sont mis en valeurs par les charbonniers et l'on tire des souches restées sur place du goudron.

¹⁵² Laforie Pierre, *op.cit.*, p.303

¹⁵³ Ministère de la Guerre, *Enquête...dans la région landaise*, *op.cit.*, p.92

¹⁵⁴ AD40 : 10M72, lettre du sous-préfet de Dax lors de la grève des scieurs de Castets en 1906

On peut illustrer l'importance de la production à partir du nombre de traverses débitées. En 1884, les Landes et la Gironde ont fourni 1 885 000 traverses¹⁵⁵. « La compagnie du Midi n'utilisait pas d'autres traverses que les landaises, de sorte que celles-ci étaient couramment appelées *Midi*¹⁵⁶. » Mais les traverses sont livrées dans le monde entier, en Angleterre, au Panama, en Espagne et dans les colonies françaises.

Les produits des scieries alimentent de nombreuses autres industries. Les planches et la fabrication de caisses, et divers emballages comme les barils, occupent une multitude d'ouvriers et acquièrent une certaine renommée, au moins nationale. On compte une vingtaine de caisseries réparties sur le département¹⁵⁷. Elles fournissent une importante variété d'emballages de toutes dimensions qui se destinent à des fins alimentaires ou militaires. Les conserveries alimentaires, de pâtes, de chicorée, les industries de produits chimiques ou d'explosifs s'approvisionnent en caisses de pins. « La raffinerie Say n'envoie plus son sucre que dans des caisses en pin des Landes. [La maison Félix Potin] procède [de même] pour ses produits fins¹⁵⁸. »

La confection de parquet devient aussi une spécialité landaise avec un marché à l'export important, surtout vers l'Espagne. Ce sont plus généralement tous les bois destinés à la construction, de la charpente aux lambris, qui se développent.

Plusieurs facteurs déterminants ont permis l'extension de ces marchés. L'injection au sulfate de cuivre qui prolonge la conservation du bois, mais toujours et encore l'amélioration des conditions de transport, au premier rang desquels on trouve les chemins de fer. Autrefois assuré par les bouviers, les charrettes à deux ou quatre roues ne pouvait guère circuler avec plus de deux tonnes maximum sur des chemins de bonne qualité¹⁵⁹. Le développement important du réseau ferré secondaire landais favorise donc grandement le dynamisme de cette économie. Entre 1890 et 1919, plus de 550 kilomètres de lignes secondaires ont été construits dans les Landes reliant les principaux villages des massifs forestiers anciens ou nouvellement plantés à la ligne principale entre Bordeaux et Bayonne¹⁶⁰.

¹⁵⁵ Laforie Pierre, *op.cit.*, p.306

¹⁵⁶ Sargos Jacques, *op.cit.*, p.477

¹⁵⁷ Ministère de la Guerre, *Enquête...dans la région landaise*, *op.cit.*, p.95

¹⁵⁸ Sargos Jacques, *op.cit.*, p.528

¹⁵⁹ Laforie Pierre, *op.cit.*, p.297. Les *ka* à quatre roues et les *bros* constitués de deux roues cerclées de fer sont en général tirés par des bœufs et leur vitesse n'excède pas les 5 km/h

¹⁶⁰ *Ibid.*, p.308

2) La gemme et ses produits dérivés

Le gemmage est une activité bien spécifique des Landes très florissante à l'origine des « plus riches heures de la forêt gasconne¹⁶¹. »

La récolte de gemme est une technique simple d'entaille dans l'arbre à l'aide du *hapchott*. On en récolte deux types de produits, la gemme et le galipot. La gemme se présente sous forme de gouttelettes limpides tandis que le galipot est un produit grisâtre et pâteux.

Le gemmeur est le plus souvent un métayer, les contrats de métayage varient fortement selon le propriétaire et la zone géographique. Globalement, deux situations se présentent : soit le contrat ne concerne que l'attribution du pignadar à exploiter, ou bien il peut s'y associer une maison avec un peu de terre pour compléter les revenus¹⁶². On recense en 1907 quelques 10 500 résiniers dans le département des Landes¹⁶³. D'autres gemmeurs ont des contrats de gemmage sur des pins communaux.

Les cours de la résine subissent d'importantes fluctuations. D'à peine 10 francs en 1859, le prix de la barrique-Chalosse flambe au début des années 1860 en rapport avec la guerre de Sécession et le blocus des Etats du Sud décrété par Abraham Lincoln. En novembre 1862, la barrique-Chalosse¹⁶⁴ de gemme molle se négocie à 240 francs et progresse jusqu'à 270 francs en 1864¹⁶⁵. Mais après cette flambée des prix, les cours reviennent à des valeurs nettement plus basses dans le dernier tiers du siècle se maintenant entre 40 et 70 francs la barrique-Chalosse ; ils se stabilisent ensuite dans les premières années du XX^e siècle entre 100 et 120 francs¹⁶⁶.

Les exportations de résine brute ou de produits dérivés, transformés sur place, se portent très bien.

Les produits dérivés font également l'objet d'un commerce florissant. Il convient ici de nous arrêter sur les principales usines de transformation de produits résineux.

Après la récolte, la gemme est transportée dans des barriques (*barcous*) à l'usine pour y être distillée. Plusieurs procédés de distillation existent et le département compte quelques 115 usines de ce type occupant quelques 500 ouvriers¹⁶⁷. Par ce traitement, on obtient dans la

¹⁶¹ Sargos Jacques, *op.cit.*, p.528

¹⁶² Milhères Jean, « Les grèves de gemmeurs (1906-1910) origines et conséquences : un essai de sociologie landaise en 1911 » dans le *Bulletin de la société de Borda*, 1988, 3^e trimestre, n° 411, 113^e année, p.319-321

¹⁶³ AD40 : 10M87, recensement par communes du nombre de résiniers, tableau récapitulatif.

¹⁶⁴ La barrique-Chalosse contient 340 litres

¹⁶⁵ Sargos Jacques, *op.cit.*, p.492-493

¹⁶⁶ *Ibid.*, p.528

¹⁶⁷ Ministère de la Guerre, *Enquête...dans la région landaise*, *op.cit.*, p.108

colonne de distillation l'essence de térébenthine, et au fond ce que l'on appelle les produits secs : braies et colophanes. Les colophanes constituent les résines de qualité supérieures, produit de vente le plus recherché. Les utilisations de ces produits sont fort nombreuses et variées.

Afin de se rendre compte de l'importance de ce secteur, en années dites normales, la production pour l'ensemble des Landes de Gascogne se situe aux alentours de 25 millions de kilos d'essence et 100 millions de kilos de produits secs, ce qui met la France deuxième producteur mondial derrière les Etats-Unis¹⁶⁸. Plus de la moitié de la production totale des dérivés de gemme est destinées à l'exportation.

L'essence de térébenthine est à la base des vernis, peintures, cirages, dégraissants,... elle trouve également des applications médicales. Les produits secs entrent dans la composition des savons résineux, l'encollage et le glaçage des papiers.

3) Lièges et paillons

L'exploitation des chênes liège est une activité en déclin mais toujours importante. En 1917 on compte encore environ 14 000 hectares de chênaies situées principalement dans le canton de Dax et dans le Marensin. Cette matière première alimente une industrie du bouchon qui se répartie au sein de 56 établissements. Depuis les années 1880 la fabrication se mécanise ce qui permet des économies de main d'œuvre. La capacité de production annuelle se situe entre 60 et 100 millions de bouchons. En 1911, un peu plus de 800 patrons, ouvriers et ouvrières (60%) surtout sont occupés à la transformation du liège¹⁶⁹.

La fabrication de paillons de bouteille est une autre activité importante. Les paillons servaient à la protection et à l'embellissement des bouteilles en verres aussi bien pour les producteurs d'eaux minérales que de vins et spiritueux. Le marché anglais était très demandeur de ce type de produits. En 1914 on compte dans les Landes 60 établissements qui emploient 1 113 femmes et 96 hommes.

¹⁶⁸ Ministère de la Guerre, *Enquête...dans la région landaise*, op.cit., p.136

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.232

D) Travaux public et secteur du bâtiment

Les sources sont nettement plus floues, en ce qui concerne ce secteur d'activité, essentiel et très dynamique, et obligent à effectuer des recoupements. Il est certes difficile d'évaluer le nombre d'ouvriers du bâtiment mais ce secteur est probablement l'industrie qui emploie le plus de main d'œuvre dans le Midi aquitain. Les mouvements sociaux de ces catégories professionnelles sont parmi les plus importants pour la Belle Epoque.

La raison principale est la grande dispersion de ces professionnels travaillant le plus souvent seuls. Cette industrie apparaît comme « un secteur très éclaté, mais à l'image de l'industrie de la fin du XIX^e siècle¹⁷⁰. » On peut ajouter qu'à cette grande dispersion s'ajoute un défaut de modernisation allant de pair avec une faible productivité. L'enquête industrielle de 1896 donne des données relativement hétérogènes qui ne correspondent qu'en partie à la réalité. Cet artisanat est difficilement saisissable en ce qui concerne les maçons ou les peintres pour lesquels le travail saisonnier et le caractère conjoncturel rend toute statistique extrêmement délicate à interpréter.

« Dans la France entière, en 1891, l'industrie du bâtiment avait en moyenne un patron pour moins de trois salariés¹⁷¹. » De plus, cette frontière entre le patronat et le salariat apparaît très ténue et les « navettes » entre ces deux statuts compliquent encore la lecture numérique de ces corporations.

Par ailleurs, de nombreux agriculteurs journaliers trouvent un complément de salaire dans ce secteur d'activité ce qui complexifie d'avantage une approche fine. Les archives nous donnent malgré tout quelques informations parcellaires.

Deux métiers du bois font partie intégrante de l'industrie du bâtiment, la charpenterie et la menuiserie. La première travaille des bois lourds afin de former une ossature solide permettant de supporter le poids d'un recouvrement. La menuiserie confectionne et pose des produits de finition : lambris, cloisons, fenêtres et parquets. On ne compte pas moins de 2 800 charpentiers et 1 274 menuisiers en activité dans les Basses-Pyrénées en 1896 et respectivement 2 137 et 918 dans les Landes¹⁷², chiffres à peu près stables pour les données de 1906.

¹⁷⁰ Sirot Stéphane, *Le syndicalisme, la politique et la grève. France et Europe : XIX^e et XX^e siècles*, Arbre Bleu, 2011, p.23

¹⁷¹ Chatelain Abel, « Une grande industrie motrice française attardée : le bâtiment », *Annales, économies, sociétés, civilisations*, 1958, volume 13, n°3, p.575

¹⁷² Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896). Tome III, Région de l'Ouest au Midi (45 départements)

Sur les vingt-sept établissements industriels de la ville de Dax recensés en 1904, on compte sept entreprises de construction¹⁷³. Les maçons sont nombreux, aux alentours de 1 600 et 3 000 dans les Landes et les Basses-Pyrénées en 1906¹⁷⁴.

Les carrières de pierres de construction et matériaux d'empierrement emploient elles aussi beaucoup d'ouvriers. Signalons également l'extraction du marbre qui a une certaine importance.

Les principaux centres d'extraction sont :

- Pour la pierre : Saint-Jean-de-Luz, Ciboure, Gan, Arudy, Bidache, Autevielle, Bidarray, Louvie ;
- Pour le marbre, Arudy et Izeste.

Pour 1896, le travail de la pierre se répartit entre 369 personnes à la taille et 57 au cassage¹⁷⁵. Une des principales exploitations se situe à Bidache où les entrepreneurs de Biarritz s'approvisionnent pour la construction d'hôtels ou de villégiatures. Toutes ces carrières sont exploitées à ciel ouvert.

On comptabilise vingt-neuf carrières d'empierrement dont vingt-cinq temporaires. Environ 135 ouvriers y concassent des pierres destinées aux nombreux chantiers de constructions de route et voies ferrées. Villefranque possède plusieurs carrières d'empierrement et de pierres de taille pour les constructions de Bayonne.

L'importance de ce secteur se comprend mieux à la lumière des constructions incessantes sur la côte basque et dans la ville de Pau. Nous l'avons déjà en partie évoqué, les deux sœurs « ennemies » s'individualisent nettement dans les activités touristiques avec une concurrence évidente surtout à partir du début 1900 où Pau perd petit à petit de sa superbe face à Biarritz. Il en résulte une profonde modification du paysage urbain, directement liée à ce tourisme, qui entraîne une flambée de constructions sans précédent. Aussi bien sur le plan urbanistique que dans la construction de villégiatures, en passant par les grands hôtels et les divers équipements touristiques, ces villes grandissent et attirent de plus en plus de monde.

Biarritz se transforme en un immense chantier avec des maisons qui se construisent en permanence ; de 645 maisons en 1872 on passe à 1 852 en 1901, avec plus de 90 maisons par

¹⁷³ AD40 : 9M3

¹⁷⁴ Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 Mars 1906. 3, Population présente, régions de l'Ouest et du Midi.

¹⁷⁵ Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896). Tome III, Région de l'Ouest au Midi (45 départements).

an entre 1891 et 1896¹⁷⁶. Mais ce sont également des promenades, des parcs, des casinos, des salles de bals et de spectacles qui sortent de terre pour le plus grand bonheur des visiteurs. On construit des routes, des tramways et des tunnels. En 1912 on comptabilise 34 hôtels très modernes avec l'électricité pour les plus luxueux.



Photographie n°4 : chantier de construction du casino de Biarritz

Pau a connu un peu plus tôt, avant la décennie 1890, l'extension des villégiatures et des grands hôtels particuliers au sein de nouveaux quartiers. L'embellissement et la modernisation de la ville est une réalité avec la réalisation de tramways électrifiés en 1899 et le début de l'éclairage électrique la même année. De grands chantiers s'ouvrent, les Grands hôtels, le boulevard des Pyrénées, le Palais d'Hiver mais également une multitude de propriétés appelant une main d'œuvre conséquente. Un artisanat du luxe se développe dans les villes alentours notamment dans la fabrication du meuble. Le tourisme modifie profondément la physionomie de ces villes et participe à un développement très important de l'urbanisme. « L'expansion ininterrompue des villégiatures pendant la dépression des années 1880 et 1890 montre que si l'industrie du loisir n'allait pas à contre-courant des cycles économiques, elle bénéficiait néanmoins d'un élan suffisant pour continuer à tourner quand les autres secteurs fléchissaient¹⁷⁷. »

Mais les villes touristiques ne sont pas les seules à demander des bras. Les constructions vont bon train dans les villes industrielles. Boucau, Tarnos, Mauléon ont un besoin important en ouvriers du bâtiment afin de satisfaire au mieux la demande de logements.

¹⁷⁶ Laborde Pierre, *Biarritz, huit siècles d'histoire, 250 ans de bains de mer*, Atlantica, p.92

¹⁷⁷ Weber Eugen, *op.cit.*, p.228

D'importants travaux publics sont également en cours, surtout dans l'aménagement des moyens de communication terrestre. On construit des lignes de chemin de fer ou de tramways, des routes et des ouvrages d'arts. Plusieurs grands chantiers se concrétisent au début du XX^e siècle, le tunnel du Somport par exemple avec quelques 250 à 350 mineurs et terrassiers employés à son percement¹⁷⁸. Le chemin de fer transpyrénéen est en voie d'achèvement¹⁷⁹. Parmi les grands chantiers d'intérêt public on peut également citer la construction d'une usine hydroélectrique à Licq-Atherey, qui concentre 650 ouvriers dont 300 mineurs et environ 350 terrassiers-manœuvres, auxquels on peut rajouter une quarantaine de maçons¹⁸⁰. Les travaux de la barre d'entrée du port de Boucau occupent une cinquantaine de terrassiers¹⁸¹.



Photographie n°5 : vue d'ensemble du chantier d'entrée du tunnel du Somport côté français

¹⁷⁸ AD64 : 10 M 22, questionnaire relatif à la grève des mineurs terrassiers d'Urdos en mai 1909

¹⁷⁹ Bouneau Christophe, *op.cit.*

¹⁸⁰ AD64 : 10 M 22, questionnaire relatif à la grève des terrassiers de Licq-Atherey en 1914

¹⁸¹ AD64 : 10 M 22, questionnaire relatif à la grève des terrassiers d'Anglet en 1908

E) L'économie du tourisme et les services

La notion de tourisme apparaît au XIX^e siècle sous la Restauration et diffère quelque peu de notre conception actuelle. En effet, le tourisme est avant toute chose lié au corps et à la santé en général. Une sorte de pause régénératrice que le loisir contribue à procurer. « La parenthèse de la cure, puis des vacances, s'ouvre sur une durée où se conjuguent les plaisirs de soi et leur ostentation¹⁸². »

Le Midi aquitain offre de nombreux atouts aussi bien pour accueillir le curiste que divertir les touristes avec le double avantage de la proximité de l'océan et de la montagne. Il s'agit d'un secteur important, en expansion continue, que les différents acteurs politiques, y compris à l'échelle nationale, prennent bien soin de valoriser. La politique commerciale de la Compagnie du Midi se révèle par ailleurs un levier crucial qui élargit les aires de marché. En proposant des « billets famille », des billets « aller et retour » pendant les vacances ainsi que des facilités de communication entre les différents réseaux ferroviaires le trafic des voyageurs croît de manière importante¹⁸³.

Les Pyrénées et la vallée de l'Adour représentent un espace important pour le développement du thermalisme. Certaines bourgades au sein de vallées sinistrées ont su rebondir grâce à l'industrie thermale. Dans les Basses-Pyrénées, l'on recense 21 stations thermales¹⁸⁴ très variées offrant des compositions aqueuses diverses, de sorte qu'il « n'est pas une maladie qui ne puisse recevoir dans l'une des quelconques de ses stations un traitement efficace¹⁸⁵. » Cauterets, Salies-de-Béarn et Cambo-les-Bains sont les stations qui possèdent les établissements les plus importants capables de drainer un public au moins national. Selon la statistique des voyageurs arrivés, on enregistre 117 889 personnes pour la première et 55 199 pour la seconde en 1913¹⁸⁶.

Dans la partie landaise, c'est Dax qui occupe une place importante dans cette industrie et qui possède des infrastructures permettant un accueil important. Plusieurs sources sont exploitées et les boues végéto-minérales ont fait sa réputation. De 1906 à 1914 ce sont près de 4 000 curistes par an en moyenne qui sont pris en charge dans les deux principaux établissements de Dax. Mais l'on compte d'autres sources importantes comme Eugénie-les-Bains par exemple.

¹⁸² Rauch André, « Les vacances et la nature revisitée (1830-1939) », dans A. Corbin (dir.), *L'avènement des loisirs 1850-1960*, Aubier, Paris, 1995, p.88

¹⁸³ Chadefaud Michel, *Aux origines du tourisme dans les pays de l'Adour*, Biarritz, Société Atlantique d'Impression, 1988, p.500-502

¹⁸⁴ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne*, op.cit., Tableau p.381

¹⁸⁵ *Ibid.*, p.379

¹⁸⁶ *Ibid.*, p.383

En tout ce sont 13 communes qui offrent des sources aménagées pour différents soins et 22 établissements thermaux¹⁸⁷.

Par ailleurs, les activités touristiques sont très développées dans notre région, surtout pour les Basses-Pyrénées qui possèdent le double avantage géographique permettant un accès facile au bord de mer et à la montagne. Le tourisme climatique d'hiver se combine parfaitement à la station balnéaire l'été offrant des activités extrêmement variées au visiteur. Nous l'avons vu plus haut, Pau et Biarritz sont à l'avant-garde de ce secteur. Pau tient son développement à une activité de tourisme de luxe, « de 1830 à 1930, la santé de l'économie locale va dépendre en majeure partie des riches « étrangers » qui font alors à Pau un séjour plus ou moins prolongé¹⁸⁸ ».

Les emplois créés sont surtout liés aux différents services parmi lesquels la domesticité est particulièrement importante pour les femmes. Pour les années 1896, on ne recense pas moins de 7 402 domestiques au sens large dans les Basses-Pyrénées et un peu plus de 4 000 dans les Landes (80% sont des femmes)¹⁸⁹. L'industrie hôtelière est le principal employeur de ce personnel, souvent dans des conditions assez précaires. Le tourisme surtout offre à la domesticité féminine de nouveaux horizons : les jeunes filles sont placées comme cuisinières ou femmes de chambre dans des familles bourgeoises qu'elles suivent parfois à Bordeaux ou à Paris, pour se faire une dot et aider leurs parents¹⁹⁰.

Mais de manière plus générale, de nombreux emplois liés aux services émergent. Des salles de spectacles et de bals offrent un programme varié, mais on se divertit également au casino. Les activités de plein air complètent le panel des activités.

Le golf, le premier parcours est installé à Pau, les courses hippiques, la chasse et les excursions sont proposés toute l'année dans l'arrière-pays. Les sports d'hiver font leur apparition, des concours internationaux de ski sont organisés dans les Pyrénées en 1913. Le club Pyrénéen, un des premiers clubs d'alpinisme est fondé à Pau en 1880. Plusieurs syndicats d'initiative naissent et constituent un relais efficace pour assurer la promotion du tourisme local.

Si ce tourisme reste avant tout en majorité national, surtout du fait de l'éloignement géographique par rapport au pays du nord de l'Europe, la clientèle anglaise et néerlandaise garde toujours une importance réelle. Biarritz accueille de nombreuses personnalités issues de

¹⁸⁷ Ministère Guerre, *Enquête...dans la région landaise*, op.cit., p.272-273

¹⁸⁸ Tucoo-Chala Pierre (dir.), *op.cit.*, p.170

¹⁸⁹ Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896). Tome III, Région de l'Ouest au Midi (45 départements).

¹⁹⁰ Bacqué Martine, *op.cit.*, p.222

la noblesse russe et espagnole, ainsi qu'une clientèle de grands industriels. Pas moins de 4 500 à 6 000 espagnols séjournent chaque année dans cette ville balnéaire dans la décennie précédant la Première Guerre mondiale¹⁹¹. Les Britanniques représentent le deuxième flux d'étrangers vers Biarritz avec des variations annuelles qui amènent entre 2 300 et 4 300 personnes de 1889 à 1913¹⁹².

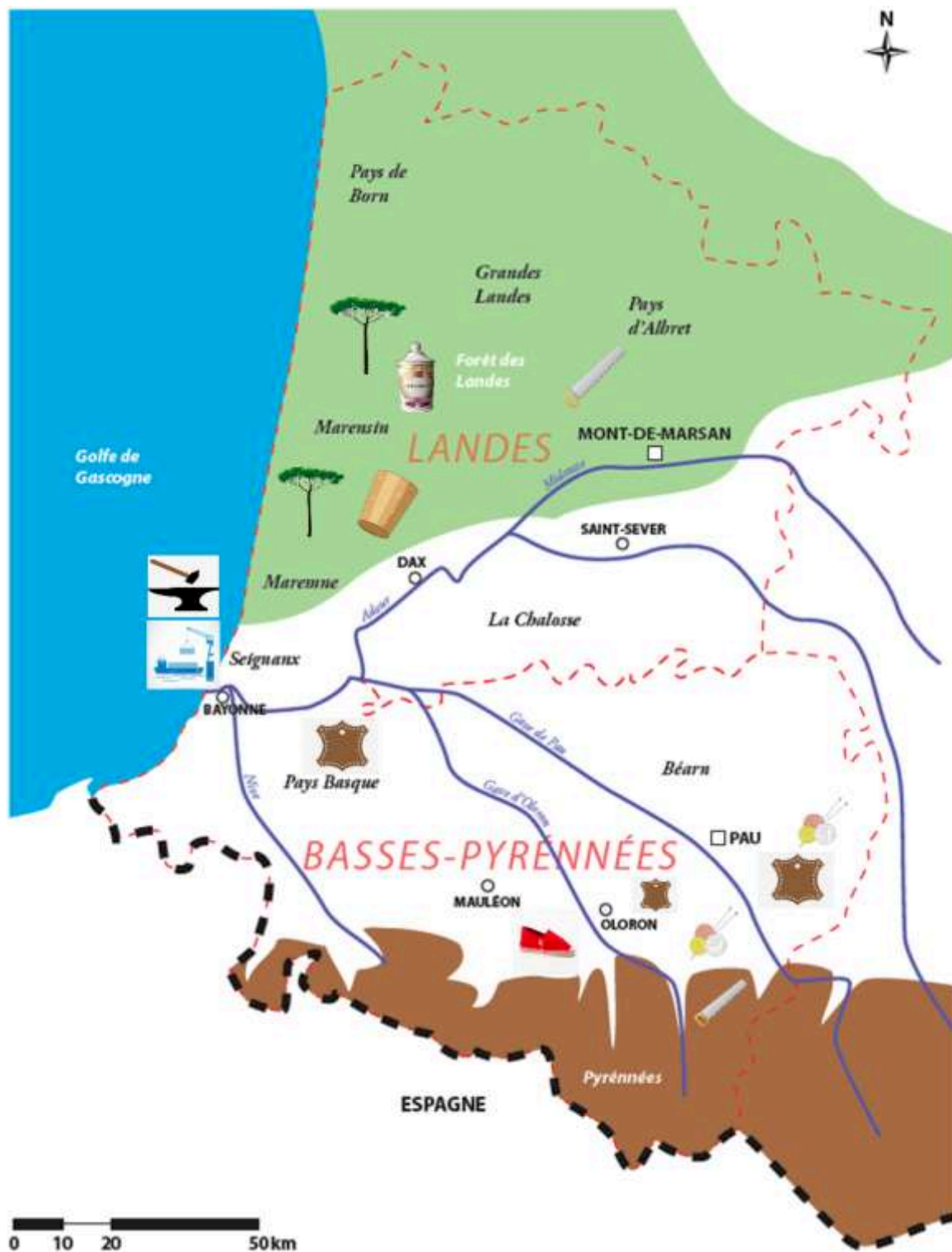
En comparaison, le potentiel touristique des Landes est largement inexploité et méconnu du public. A l'origine, villages ruraux au milieu des pins, des embryons d'infrastructures se créent et se cantonnent à la zone littorale au sud du département. Quelques villégiatures parsèment les dunes du Vieux-Boucau et de Capbreton. Le lac d'Hossegor attire certains artistes et écrivains qui lancent en 1909 la Société des amis du lac participa au décolllement de cette station balnéaire¹⁹³. Plus calme que la côte basque tout en étant très proche et largement plus abordable, le courant d'Huchet est une attraction reconnue et appréciée des étrangers.

Derrière les chiffres et les nombres, bruts et changeant, que nous avons avancé se cachent des hommes et des femmes qui constituent la main d'œuvre de notre région d'étude. Il est temps maintenant de recentrer plus précisément l'analyse de ces groupes de travailleurs afin de mettre en relief les mondes ouvriers à la charnière des XIX^e et XX^e siècles.

¹⁹¹ Chadeaud Michel, *op.cit.*, p.395

¹⁹² *Ibid.*, p.395. La proportion globale d'étranger croit régulièrement de 1900 à 1913. A la veille de la Grande Guerre ce sont 40 509 étrangers qui viennent profiter des charmes de Biarritz.

¹⁹³ Laborde Pierre, « L'urbanisation du sud de la côte Landaise », *Revue géographique des Pyrénées et du sud-ouest*, Toulouse, tome 44, fascicule 2-3, p.245



Carte n°5 : vue globale et simplifiée des principaux secteurs industriels du Midi aquitain.

III) La main d'œuvre ouvrière

Cerner les différentes composantes d'une main d'œuvre ouvrière en ce début de XX^e siècle n'est pas chose aisée. Aucune statistique ne peut donner une idée précise de la mobilité et de la porosité des frontières qui règnent au sein de la population laborieuse. Il faut donc bien prendre garde à ne pas imaginer un tableau de catégories socio-professionnelles figées, telles qu'elles peuvent apparaître dans les différentes statistiques officielles¹⁹⁴. Si l'on s'en tient aux données du recensement de 1906, il ressort que la « population industrielle » des Landes et des Basses-Pyrénées croît discrètement entre 1896 et 1906, se situant respectivement à 19% et 26% de la population active en 1906.

Nous allons donc essayer de circonscrire les principales caractéristiques de cette main d'œuvre ce qui permettra, par la suite, de mieux comprendre ses attentes et ses comportements lors des différentes grèves.

Dans un espace où la ruralité domine, la relation entre industrie et campagne est très étroite. Nous l'avons déjà souligné, la pluriactivité apparaît, au moins jusqu'à la veille de la Grande Guerre, comme une constante qui perdure dans la plupart des familles paysannes, y compris dans une période de relance partielle de l'activité agricole (1890-1914). « Dans nombre de vallées, les travaux agricoles restent un complément presque constant du travail industriel, de sorte que les opérations des cultures saisonnières enlèvent, durant des périodes plus ou moins longues, certains ouvriers aux usines¹⁹⁵. » Au sein de cette main d'œuvre rurale très hétérogène, l'ouvrier paysan est ainsi très nettement représenté, et ce dans la plupart des métiers et industries. Par ailleurs, l'industrie à la campagne se renforce, notamment dans les industries de transformation. Le travail à domicile représente une donnée importante dans ces industries notamment pour le secteur textile, le cuir et l'industrie de la sandale.

L'émergence d'un sentiment d'appartenance à un groupe ouvrier est une notion complexe qui se situe au centre de notre travail. Très progressivement, le travailleur se stabilise dans un secteur d'activité et se détache de la terre. Mais là encore les « frontières » socio-professionnelles sont très instables, toujours en mouvement. Il existe néanmoins des groupes ouvriers formés ou en formation parmi les ouvriers qualifiés, qui détiennent un « savoir ». Ici, nous pouvons distinguer l'artisanat urbain et les ouvriers de la grande industrie.

¹⁹⁴ Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906*, tome 3 régions de l'ouest et du midi, Paris, Imprimerie Nationale.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p.110

A) La pluriactivité, une constante du milieu rural

Le mélange du travail des champs et celui de l'industrie, entendue au sens large, n'est pas un fait nouveau. Il prend d'ailleurs de multiples formes, à l'image de l'éclatement des statuts que l'on rencontre chez les peuples ruraux.

Cette répartition des tâches répond avant tout à un impératif financier pour les familles rurales. C'est en partie grâce à lui que l'on se prémunit de la misère. C'est ce même lien étroit à la terre qui perdure chez de nombreux ouvriers. Garder un ancrage dans les campagnes lors des mortes saisons du bâtiment par exemple ou lors des conflits du travail est une stratégie courante.

Nous allons donc en suivant essayer de mettre en relief les principales formes que prend la pluriactivité pour les ouvriers du Midi aquitain.

1) Les enjeux de la diversification du travail

Le Midi aquitain, comme la majorité du territoire français au XIX^e siècle¹⁹⁶, est une région rurale où les structures agraires majoritaires correspondent à des petites exploitations. Mais plus que par sa superficie, qui peut varier dans le temps et dans l'espace selon les systèmes de culture, c'est par cette double indifférenciation entre famille et entreprise d'une part, entre travail agricole et non agricole d'autre part, que se définit la petite exploitation rurale¹⁹⁷. Néanmoins, la grande propriété n'est pas inexistante, notamment dans les Landes où elle occupe entre 40 et 49% de la superficie du département, pour 30 à 39% dans les Basses-Pyrénées¹⁹⁸.

Différents modes de faire valoir existent mais il est intéressant de noter la large persistance du métayage avec 46% de métayers, par rapport à l'ensemble des exploitants agricoles, dans les Landes et 23% pour les Basses-Pyrénées¹⁹⁹. La polyculture, dans une perspective d'autosuffisance, est majoritaire. Quelques bêtes complètent ces activités agricoles. On ne retrouve que très peu de cultures spéculatives, comme la vigne dans le Languedoc ou le maraichage de la vallée du Rhône, en dehors de quelques plantations de tabac ici et là ainsi

¹⁹⁶ Sur les 5 671 987 exploitations agricoles dénombrées en 1882, 84.6% sont inférieures à 10 hectares. Mayaud Jean-Luc. De la pluri-activité paysanne à une re-définition de la petite exploitation rurale. In: *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*. Tome 106, numéro 1, 1999. p.232

¹⁹⁷ Martine Bacqué, *op.cit.*, p.10

¹⁹⁸ Moulin Annie, *op.cit.*, p.142. Chiffres donnés pour l'année 1884 à partir de « *Atlas historique de la France contemporaine, 1800-1965* », Paris, Colin, 1966

¹⁹⁹ *Ibid.* Chiffres donnés pour l'année 1882 à partir de « *Atlas historique de la France contemporaine, 1800-1965* », Paris, Colin, 1966

qu'un début de mise en terre du maïs. Par ailleurs, la diversité géographique de ces départements entraîne des modes de vie et de travail très différents et spécifiques que l'on soit dans une zone de montagne, de plaine fertile ou forestière. Quoi qu'il en soit, une constante paraît malgré tout régner : la pluriactivité.

En fait, la pluriactivité élargit la notion d'exploitation paysanne par une ouverture à d'autres formes de revenus que celui du travail agricole²⁰⁰. On peut la définir plus techniquement « comme une configuration qui implique la diversité des activités économiques formelles ou non, l'organisation familiale du ménage à la parenté et les mobilités spatiales²⁰¹ ». Afin de compléter cette définition, il est important de donner les caractères principaux de cette constante.

Qu'elle émane de stratégies individuelles ou collectives, la pluriactivité répond à un impératif simple : compenser la faiblesse des ressources agricoles par un surtravail²⁰². Mais cet objectif, si important soit-il, n'explique pas à lui seul la permanence de ce statut. La psychologie de l'ouvrier-paysan mêle un souci de sécurité associé à des satisfactions étrangères à l'idée de profit²⁰³. On peut citer par exemple l'attachement à la terre et les réseaux de solidarité rurale. L'assistance mutuelle est forte dans cette contrée, lors des grands travaux agricoles notamment. L'importance des liens familiaux et la transmission d'un patrimoine peuvent également être avancées. « On est plus vite au voisin qu'au cousin » dit un vieil adage, bien souvent les voisins partageaient tout, étaient de toutes les corvées et de toutes les peines²⁰⁴.

Par ailleurs, il faut noter ici l'extrême souplesse de ce fonctionnement qui réussit à s'intégrer dans le calendrier agricole. La petite usine et l'atelier s'insèrent sans dommage dans l'espace villageois, « c'est la volonté de rester à la terre qui explique l'association entre le travail agricole et le travail industriel²⁰⁵ ». Cela n'empêche bien sûr pas les mouvements migratoires temporaires, surtout saisonniers, directement liés aux périodes « mortes » de l'agriculture.

Enfin, la pluriactivité revêt une multitude de formes différentes. Toutes les combinaisons peuvent s'imaginer. Afin d'étayer notre propos, et en reprenant partiellement la typologie de Jean-Luc Maynaud²⁰⁶, on peut répartir les différentes formes d'activités

²⁰⁰ Mayaud Jean-Luc, *op.cit.* p.235

²⁰¹ Judet Pierre, « Du paysan à l'horloger. Histoire sociale d'un Faucigny pluri-actif (1850-1930) », *Ruralia* [En ligne], 09 | 2001, p.2

²⁰² Moulin Annie, *op.cit.*, p. 84.

²⁰³ Juillard Etienne, Le Balle Yves, L'ouvrier paysan en Lorraine mosellane. Études sur l'alternance d'activités. In : *Études rurales*, N°5-6, 1962. pp.202-204

²⁰⁴ Abadie Aline, *Le gemmeur, sur le sentier des Landes*, Cheminement, 2001, p.51

²⁰⁵ Judet Pierre, *op.cit.*, p.4

²⁰⁶ *Ibid.*, p.3

complémentaires au sein de l'artisanat rural, du statut d'ouvrier-paysan et du travail à domicile. L'association d'activités agricoles avec une activité à domicile est une pratique courante dans le Midi aquitain et ce jusqu'au premier conflit mondial. « Bien des ouvriers redeviennent paysans pendant la morte-saison²⁰⁷. »

2) L'artisanat en milieu rural

Ici, lorsque l'on parle de pluriactivité, elle se situe d'abord et avant tout au sein d'une économie familiale et doit donc se comprendre dans le cadre de stratégies collectives. Bien souvent, cette forme de pluriactivité se borne au service de la communauté. Il faut visualiser la micro exploitation, l'airial landais ou l'etxea basque regroupant plusieurs générations voire plusieurs familles, en tant que « cellules autonomes ». Au sein de celle-ci, chaque membre, en fonction de son âge et de son sexe, se voit attribuer des fonctions bien définies²⁰⁸. Une complémentarité s'installe entre ses membres de sorte que l'ensemble des activités complémentaires générées sont reliées avec la taille de la famille. L'artisanat représente une activité très répandue avec de nombreuses spécialisations en fonction des régions. Elle comprend la fabrication d'outils, la confection de vêtements ou un travail textile (tissage par exemple) que l'on échange contre du travail ou autre chose. Les gains complémentaires ainsi générés sont souvent indispensables.

L'école Le Playsienne nous offre la monographie d'une famille de métayers dans le canton de Peyrehorade, plus précisément à Saint-Etienne d'Orthe²⁰⁹, petit village de Chalosse au sein d'un environnement très rural, sans industrie conséquente à plusieurs dizaines de kilomètres. Composé de 824 habitants en 1879, il s'agit principalement de paysans dont seulement 30% sont propriétaires. Le reste comprend des métayers, fermiers et locataires. Quelques petits commerçants vendent des produits de première nécessité et « vivent, pour une part égale à celle de leur commerce, d'un travail agricole ou du produit de petites industries domestiques [artisanat]²¹⁰. » Le travail de la terre reste donc central mais l'artisanat est une activité répandue. Les activités, parfois très spécialisées, de saboterie, cordonnerie, forge, meunerie et autres, sont ainsi assurées quasi exclusivement en complément d'une activité agricole. En se plaçant sous une forme autarcique ou bien dans des circuits courts, famille ou

²⁰⁷ Halbwichs Maurice, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, livre 1, p.20

²⁰⁸ Rinaudo Yves, « Un travail en plus : les paysans d'un métier à l'autre (vers 1830-vers 1950) », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 42^e année, N.2, 1987, p.290

²⁰⁹ Le Play Frédéric, « Métayer à famille-souche du pays d'Horte (Gascogne) », *Les ouvriers des deux mondes*, 1887.

²¹⁰ *Ibid.*, p.348

voisinage, l'artisanat représente pour les familles paysannes un moyen de satisfaire les besoins minimaux sans avoir recours au marché²¹¹. Ces artisans ruraux sont indépendants et ne doivent donc pas être confondus avec les ouvriers à domicile.

Cette monographie nous présente la situation d'une famille de métayers vivant sur un domaine de taille moyenne et pratiquant de la polyculture (tabac, maïs, froment, seigle, quelques vignes, etc..). Au sein de cette famille, la pluriactivité s'oriente pour les femmes vers le filage du lin et la confection de toiles et de vêtements. Pour les hommes, les travaux secondaires les occupent au charronnage, la menuiserie et la charpente. Le tableau suivant indique le temps alloué à ces activités secondaires²¹².

	Hommes	Femmes	Jeunes filles
Charpente, menuiserie et charronnage	12 jours/an		
Filage du lin et confection de toiles	2 jours/an	51 jours/an	10 jours/an
Confection de vêtements	1 jour/an	10 jours/an	90 jours/an

En termes de revenus, ces activités peuvent être considérées comme secondaires, néanmoins, lorsqu'elles sont cumulées pour l'ensemble des membres de la cellule familiale cela représente un certain appoint. Ici, on ne retrouve pas de phénomènes migratoires en rapport avec ce type d'activités complémentaires. Néanmoins, le cas du beau-frère, chef de famille, nous révèle une autre dimension au sein de cet ensemble. En effet, celui-ci travaille hors du foyer environ un quart de l'année, à priori en dehors du village. Il se rapproche en cela des nombreux journaliers agricoles souvent attachés à un chantier ou à des artisans chefs de métiers²¹³. En fonction de la demande ou d'impératifs divers, ils peuvent facilement glisser du secteur agricole au secteur industriel en fonction des occasions qui se présentent²¹⁴.

3) Le statut d'ouvrier-paysan

Le statut protéiforme de l'ouvrier-paysan est important à préciser. En effet, certaines activités complémentaires vont permettre, ou bien contraindre, au paysan de s'affranchir de certains rythmes du travail rural, sans toutefois les supprimer. Pour le différencier de

²¹¹ Moulin Annie, *op.cit.*, p.84

²¹² Le Play Frédéric, *op.cit.*, p.373

²¹³ Le Play Frédéric, *op.cit.*, p.348

²¹⁴ Judet Pierre, *op.cit.*, p.3

l'artisanat encore un peu plus, même si toutefois les nuances peuvent être floues, on peut ajouter deux aspects majeurs : il ne s'inscrit plus dans le cadre de circuits courts, on peut encore dire à propre compte, et il implique le plus souvent des phénomènes migratoires. En fonction des saisons ou tout simplement des occasions qui se présentent, certains paysans deviennent ouvriers.

Un vaste nuancier se profile entre le « paysan-ouvrier » et « l'ouvrier-paysan ». En effet, il existe un foisonnement de ces formes de pluriactivité qui dépend de multiples variables; on peut citer par exemple l'environnement, avec les ressources naturelles et les moyens de communications existants, les « savoir-faire » ou bien l'existence d'une demande particulière²¹⁵.

Certaines fonctions sont assurées en grande partie par des paysans, cela leur confère une activité annexe à proximité de leurs champs, dans les transports de marchandises notamment. Ainsi, les bateliers de l'Adour qui transportent tantôt des produits agricoles, tantôt des matériaux de construction et des pyrites pour les ateliers des Forges de l'Adour, sont avant tout paysans. Certains paysans dans les grandes Landes possédant un attelage et des bœufs se « spécialisent » comme charretiers. Au sein de la cellule familiale, cette tâche revient à l'aîné de la fratrie que l'on appelle encore le *bouvier*. Ils transportent ainsi de la résine et ses produits dérivés, du bois, des matériaux de construction et des produits agricoles sur des chemins cahoteux, ce qui leur offre un complément de revenu parfois très conséquent²¹⁶.

Ensuite, il faut signaler toute la gamme des activités étroitement liées à l'agriculture et notamment les activités forestières qui représentent une économie très importante dans les Landes, et à un moindre degré aussi dans les régions de montagne. Ainsi, le bucheronnage, et toutes les activités liées à la récolte de résine et sa transformation sont assurés en grande partie par des paysans, souvent en métayage. Ces travaux, le plus souvent hivernaux, représentent des appoints complémentaires parfois très substantifs. Nous reviendrons plus longuement sur les activités de gemmage des métayers situés dans la partie forestière des Landes. Par ailleurs, les activités halieutiques représentent une activité annexe fréquente dans les rivières poissonneuses de plaines mais également en mer. Ainsi, les lamaneurs, sont également pêcheurs lors de grèves ou de périodes chômées²¹⁷.

²¹⁵ Rinaudo Yves, *op.cit.*, p.284.

²¹⁶ Ministère de la Guerre, *Enquête... dans la région landaise*, *op.cit.*, p.110

²¹⁷ AD64 : 10M13, questionnaire de grève de l'Office du travail concernant les lamaneurs de Boucau en 1907

De fait, cette pluriactivité possède un caractère saisonnier. Les activités complémentaires sont très souvent liées aux temps morts de l'agriculture. Depuis des générations, la mauvaise saison favorise une pluriactivité périodique, avec des implications très diverses. Les populations de montagne en général migrent en hiver vers les vallées et la plaine à la recherche de travaux agricoles ou dans le bâtiment.

Mais au-delà de ces rythmes saisonniers apparaissent des formes d'emplois complémentaires plus stables, le plus souvent en milieu urbain, qui attirent cette main d'œuvre bon marché. Les grands bassins d'emplois arrivent à capter une partie de ces ruraux impliquant probablement des filières de recrutement locales. On retrouve ainsi une masse de paysans landais ou pyrénéens sur le port de Bayonne à la recherche d'une journée ou d'une demi-journée de travail. Le bâtiment en période faste recrute énormément de ruraux. Le recensement de cette population flottante est donc très difficile à réaliser car très variable en fonction des travaux agricoles et de l'offre de travail dans les villes.

Dans sa thèse, Martine Bacqué a étudié la pluriactivité de plusieurs familles dans le Pays basque. L'auteur montre combien l'exploitation rurale est aussi l'habitation, le refuge, et plus encore le lieu de l'insertion familiale et sociale. Au sein de l'exploitation Mendisca, à Ascain, la pluriactivité du ménage se recompose, durant près de trente ans, autour des métiers du bâtiment, des activités liées au tourisme, des migrations et de la domesticité des femmes. A Hélette, la forge de l'exploitation Carricaburua, qui emploie en permanence deux ou trois ouvriers, est prospère et bien plus lucrative que l'exploitation agricole. Etienne Marot, le propriétaire, fournit le village en faux et en râteaux métalliques, il est aussi chaudronnier et serrurier. Pourtant, si la forge est sa principale source de revenus et s'il lui consacre l'essentiel de ses activités, Etienne Marot exploite directement son petit domaine avec l'aide de journaliers ou de petits exploitants, qui peuvent s'acquitter ainsi de leur abonnement chez le forgeron²¹⁸.

Les exemples foisonnent dans les archives. On retrouve ainsi sept ouvriers tanneurs à Billère tous petits propriétaires considérés comme « ouvriers d'occasion, des journaliers²¹⁹. »

Enfin, un des effets de la pluriactivité est de permettre l'entrée dans le monde du travail salarié. L'expérience de l'usine permet à certains journaliers de s'évader un temps des activités agricoles. Ici, se dessine toute une carrière plus ou moins ascensionnelle, parfois porteuse de promotion sociale, éloignant parfois ses bénéficiaires des frontières de la

²¹⁸ Bacqué Martine, *op.cit.*, pp.239 à 243

²¹⁹ AD64 : 10M21, lettre du Commissaire central de Pau datée du 23 mai 1912

paysannerie²²⁰, vers une spécialisation qui conduit à un travail salarié à temps plein. Les contraintes et les représentations sociales se modifient. Malgré toutes leurs nuances et complexités, nous allons maintenant essayer de décrire les mondes ouvriers de notre région.

B) Les mondes ouvriers du Midi aquitain

Malgré la permanence de la pluriactivité, qui a tendance à nous égarer, il existe des mondes ouvriers que l'on peut identifier assez nettement. En effet, le glissement des activités agricoles vers le travail salarié s'accélère dans certains secteurs qui ont un grand besoin de main d'œuvre. Ce processus n'est bien entendu pas homogène et linéaire mais il permet d'identifier plusieurs formes de concentrations ouvrières.

Le travail à domicile, surtout en milieu urbain, est très représenté dans les industries du cuir et de la sandale. De nombreux ouvriers se consacrent ainsi à une activité spécifique qui s'intègre dans un système cohérent de fabrication de produits de transformation. Mais le travail à domicile ne peut être vu comme une phase de transition entre le monde rural et le monde urbain.

Il est plus facile de circonscrire le milieu des ouvriers qualifiés, qu'ils appartiennent aux anciens métiers du compagnonnage ou bien à la grande industrie. Là encore, ces mondes sont multiples avec des codes et des comportements spécifiques. Cela amène immédiatement à la notion d'identité, que nous aborderons de manière globale.

1) La distanciation progressive des activités agricoles

De manière plus prosaïque, nous arrivons indirectement à question de la transition entre le passage du statut de paysan à celui d'ouvrier. Problème complexe, multiforme, qui se place dans le temps long. Il relève autant de facteurs économiques que psychologiques. Nous l'avons vu plus haut, la pluriactivité brouille les pistes et il est difficile de préciser les statuts professionnels, à fortiori de parler d'identité. La distinction entre le paysan, l'ouvrier et le patron est parfois très difficile à démêler. Il est néanmoins clair qu'à partir des années 1880, une partie de la main d'œuvre rurale va se « fixer » progressivement dans un statut de prolétariat. Qu'il travaille à domicile, dans des fabriques ou dans des usines, en milieu rural ou urbain, sédentaire ou migrant, l'ouvrier se détache plus ou moins complètement de la terre. En effet, l'activité en usine exige une organisation temporelle moins souple que les activités

²²⁰ Rinaudo Yves, *op.cit.*, p.290

d'artisanat et limite l'autonomie du paysan. Le paternalisme de certains patrons révèle parfois le désir d'ancrer durablement une partie de la main d'œuvre dans un souci de mieux réguler la production. Ce changement se traduit initialement par une recomposition de la pluriactivité et des sociabilités²²¹.

Par ailleurs, des mutations profondes s'additionnent et viennent changer des rapports et des structures morales anciennes. Les mentalités évoluent, les référentiels des générations précédentes deviennent de moins en moins pertinents et l'attachement à la terre ne peut plus jouer son rôle de stabilisateur social. Pierre Judet montre comment, pour l'industrie horlogère, s'opère un basculement de la pluriactivité : de secondaire pour les pères, le travail en usine devient principal pour les fils²²². Dès lors, c'est l'activité salariée qui permet la pérennité de la pluriactivité et se confond avec l'émergence d'un prolétariat ouvrier, et ce dans tous les secteurs d'activité. A titre d'exemple on peut avancer la dichotomie qui se dégage également chez les gemmeurs landais. D'abord métayers, certains préfèrent se reporter uniquement vers un travail exclusif de la gemme, nettement plus rémunérateur, en revendiquant le statut d'ouvrier.

La crise agraire à partir de la fin des années 1870 joue un rôle de premier plan dans la recomposition sociale des campagnes, ses effets sont nombreux et conduisent à la chute généralisée du prix des denrées agricoles qui entraîne un endettement mécanique et croissant des familles paysannes. « Entre 1871 et 1896, l'indice des prix de gros des denrées alimentaires traduit une baisse de 39%²²³ ». La fuite des bras représente une des réponses à la crise parmi les marginaux du groupe familial et les plus jeunes, notamment les filles²²⁴. Néanmoins, l'exode des campagnes se reporte presque à part égale entre le tertiaire et l'industrie²²⁵.

Cet éloignement géographique et familial n'est pas systématiquement définitif ; par ailleurs, il apparaît clairement que le déracinement complet vers la ville ou vers l'usine, et ses contraintes temporelles propres, rencontre des résistances. On peut être tenté d'y voir la force essentielle de la pluriactivité venant de sa souplesse extrême et de sa capacité de recomposition. A titre d'exemple certains dockers réguliers, travaillant à Bayonne, sont des

²²¹ Judet Pierre, *op.cit.*, p.8

²²² Judet Pierre, *op.cit.*, p.7

²²³ Moulin Annie, *op.cit.*, p.120

²²⁴ Moulin Annie, *op.cit.*, p.132

²²⁵ Christophe Charles, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 1991, p.278

petits propriétaires avoisinants. Ils ne se séparent pas de leurs champs et font travailler « un domestique qu'ils paient 30 sous par jour pendant qu'ils viennent gagner 8 à 9 francs²²⁶. »

En fait, le choix des paysans semble se faire de manière sélective vers certains secteurs, en laissant d'autres de côté. Les cas de la fabrique de sandale, et du textile plus globalement, sont éloquents. Pourtant située en zone rurale et s'intégrant dans des formes de fabriques territorialisées, la main d'œuvre paysanne reste très minoritaire dans les usines. Le recrutement se fait quasi exclusivement parmi les femmes, issues des campagnes aragonaises ou navarraises, créant ainsi une sorte de sous-prolétariat. Le travail à domicile apparaît alors comme une solution intermédiaire qui permet à l'ouvrier de garder la main sur son emploi du temps.

2) Le « travail à domicile »

Le Midi aquitain offre, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, de nombreux exemples de proto-industries qui prennent forme dans des fabriques territorialisées englobant la fabrique, ou la petite usine, mais également marquée par le recours aux travailleurs à domicile. Ici encore, la définition du « travail à domicile » n'est pas forcément évidente. Celui-ci peut être rural, nettement majoritaire, mais on trouve également un début d'installation de ces travailleurs en zone urbaine. Quoi qu'il en soit, même en milieu urbain, le travail de la terre n'est pas très loin. A Mauléon et dans les villages avoisinants, les « fenêtres s'ouvrent sur des potagers et des basses cours, autant de lieux où les gens pratiquent une économie de subsistance²²⁷. »

Le travail à domicile concerne toujours un petit nombre de personnes : parents, enfants avec parfois un ou deux aides réunis chez eux pour la fabrication. Quelle que soit les modalités de ce travail, il existe toujours un intermédiaire entre les producteurs et les consommateurs, la production n'est donc pas vendue directement²²⁸.

Si ce type d'activité n'est pas une nouveauté, elle prend un essor important lors des phases d'industrialisation au XIX^e siècle. Les hommes et les femmes sont concernés, mais ces dernières sont largement représentées. Il semble que ce « choix » de mode de travail réponde à des impératifs de logistique familiale, le travail à domicile ne désorganisant pas la

²²⁶ *Le Courrier de Bayonne* (Per.) du 12 mai 1908

²²⁷ Inchauspé Véronique, *op.cit.*, p.59

²²⁸ Avrane Colette, *Les ouvrières à domicile en France de la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale : genèse et application de la loi de 1915 sur le salaire minimum dans l'industrie du vêtement*, thèse Histoire, Université d'Angers, 2010, p.73

famille ouvrière²²⁹. En effet, il s'agit le plus souvent de femmes mariées ayant en charge des enfants qui, après quelques années passées en atelier ou en usine, choisissent de rentrer chez elles. Mais cela peut aussi répondre à un souhait personnel, ou tout simplement lié à un âge avancé qui ne permettent plus le travail en usine. En 1913 les résultats de l'*Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la fleur artificielle*, font apparaître ainsi que 67% des femmes font ce choix en se mariant, 14% par choix personnel, 10% pour raison de santé (maladie contagieuse ou incapacité de se déplacer), 4% en raison d'un âge avancé et 4% pour raisons diverses non précisées²³⁰.



Photographie n°6 : famille de sandaliers au domicile à Mauléon

Le principal atout de ce mode de travail pour les patrons est sa souplesse. En effet, le domicile privé est impénétrable et il n'existe pas d'inspection de ces logements. La loi de 1892 qui interdit le travail des femmes de 22h à 5h ne s'applique pas au domicile²³¹. Ce mode de travail permet également aux employeurs d'adapter très facilement la production en fonction de la demande, de ne faire aucun investissement lourd pour l'achat de machines et de payer des salaires plus bas qu'à l'usine.

Classiquement, ce sont les industries de transformation qui occupent les travailleurs à domicile. Au premier rang le textile, plus grand consommateur de cette main d'œuvre, que ce soit l'industrie de la sandale ou de l'habillement. On estime qu'environ 2 000 personnes

²²⁹ *Ibid.*, p.8

²³⁰ Office du Travail, *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la fleur artificielle*, Paris, Imprimerie Nationale, 1913, 426 p., dans Avrane Colette, *op.cit.*, p.75

²³¹ Avrane Colette, *op.cit.*, p.74

fabriquent des sandales à domicile dans les Basses-Pyrénées au début du XX^e siècle²³². A Oloron, devant « chaque porte sont assis les confectionneurs d'espadrilles hommes et femmes tressant les semelles, cousant l'empeigne de la toile²³³. » En dehors de l'assemblage, tous les composants de l'espadrille, le travail du jute, les semelles et le moulage, peuvent être effectués par des ouvriers à domicile. Mais on le retrouve dans la cordonnerie, le travail du buis et la fabrication de chapelets.

Le travail à domicile en milieu urbain sépare un peu plus l'ouvrier du travail des champs. Le système de la fabrique a ponctionné largement la main d'œuvre rurale misérable et sans terre. Pour autant il est bien difficile de mettre en évidence une conscience de classe chez ces travailleurs dispersés. Certes, il se développe une identité collective liée à un savoir-faire spécifique, mais ce monde ouvrier semble ancré dans un système socio professionnel complexe et très hiérarchisé qui empêche véritablement toute autonomie.

3) L'univers des ouvriers qualifiés

Il est nettement plus aisé de mettre en lumière un sentiment d'appartenance chez les ouvriers qualifiés, qui détiennent un « savoir ». Ici, nous pouvons distinguer deux groupes²³⁴ : l'artisanat urbain, essentiellement représenté par les corporations du bâtiment, et les ouvriers de la grande industrie (verriers, sidérurgistes, etc.).

Plusieurs caractéristiques permettent de mettre en lumière le statut de ces ouvriers que l'on peut qualifier d'autonome. En premier lieu, il s'agit de métiers à forte hiérarchie interne qui se modulent à travers une longue période d'apprentissage. La prédominance masculine est écrasante, avouée et défendue. Ainsi, les typographes de Mont-de-Marsan dans une grève en 1907 demandent, en plus d'une augmentation de salaire, le renvoi des femmes²³⁵. Par ailleurs, la détention et la transmission des savoirs se fait entre ouvriers par l'imitation et la répétition des gestes²³⁶. L'apprentissage est long et très codifié pour arriver à une maîtrise des gestes. Enfin, il existe une forme d'endogamie associée à une forte hérédité professionnelle. Le maintien de l'usage visant à former les élèves verriers parmi les fils de verriers est l'une des revendications principales lors de la grève des verriers de Moustey en 1890²³⁷.

²³² Ministère de la Guerre, *op.cit.*, p.277

²³³ Dumazé Ardouin, *Voyage en France 41e série...op.cit.*, p.166

²³⁴ Nous reprenons ici la classification de de Noiriel Gérard dans *Les ouvriers dans la société française*, Seuil, 1986, p.56

²³⁵ AD40 : 10M73, questionnaire relatif à la grève des imprimeurs de Mont de Marsan en 1908

²³⁶ Noiriel Gérard, *op.cit.*, p.57

²³⁷ AD40 : 1M156

L'artisanat urbain – essentiellement concentrés dans les grandes villes de Bayonne, Biarritz, Pau, Mont-de-Marsan et Dax – regroupe les métiers de tradition compagnonnique dans le bâtiment : tailleurs de pierre, plâtriers, maçons, serruriers ou peintres. L'imprimerie en plein essor emploie obligatoirement une main d'œuvre spécialisée. Dans l'alimentation, on retrouve également les ouvriers boulangers, très surveillés en raison de l'importance du pain dans l'alimentation quotidienne de la population.

Par ailleurs, la deuxième industrialisation appelle une main d'œuvre spécialisée. Dans le Midi aquitain, les ouvriers d'industrie se concentrent dans la métallurgie qui s'installe sur les bords de l'Adour. L'usine des Forges recrute une petite partie de sa main d'œuvre qualifiée dans les usines du centre et de l'est du pays. Ces ouvriers spécialisés, venus de Rive de Giers, Saint-Etienne, Commentry ou Saint-Chamond²³⁸, côtoient et forment ainsi la main d'œuvre locale au travail de l'acier. Dans les années 1880, Les Boucalais et les Tarnosiens disaient que « ces étrangers dou aout (sous-entendu du nord de la France) viennent mettre la famine dans le pays et puch ne parleunt pas com nous atis (et puis ne parlent pas comme nous ici)²³⁹. » Aux Forges de l'Adour, le recrutement ouvrier se fait facilement dans la population paysanne alentour, c'était les fils qui partaient s'embaucher « parfois avec regret, regret de [leur] indépendance²⁴⁰. » Cela entraîne une concentration ouvrière regroupée dans des habitats nouveaux, construits dans les communes du Boucau et de Tarnos qui possèdent pour la plupart un bout de jardin pour élever le cochon et faire pousser quelques légumes²⁴¹. L'insertion de ces ouvriers dans l'espace urbain modèle certains quartiers comme Saint-Esprit à Bayonne par exemple qui accueille de nombreux ouvriers dockers régulièrement embauchés préférant s'installer plus près de leur lieu de travail.

D'autres professions se détachent de par leur degré de spécialisation dans le domaine de l'automobile à Pau, que ce soit en mécanique ou en carrosserie. Dans les transports, les cheminots et certains ouvriers dockers indispensables et difficilement remplaçables, les grutiers notamment.

C'est la congruence de tous ces éléments, auxquels se surajoutent bien d'autres facteurs, qui participe à la structuration des identités. Aborder ici ce schème est probablement prématuré, forcément réducteur, mais il est important d'essayer à minima de mettre en relief la construction d'un sentiment d'appartenance parmi les ouvriers.

²³⁸ Vergès Jacques, *Les Forges...op.cit.*, p.28

²³⁹ Vergès Jacques, *La cité des Forges...op.cit.*, p.13

²⁴⁰ *Ibid.*, p.10

²⁴¹ *Ibid.*, p.18

Ce processus d'appartenance semble se mettre en place par métiers, parfois seulement limité à un groupe au sein d'une même profession. A la charnière du XIX^e et XX^e siècle, ce processus est plus ou moins avancé selon les professions, quoiqu'il en soit nous sommes bien loin d'une conscience de classe. Ici, le savoir et la qualification donnent une légitimité permettant de se positionner sur le marché du travail. Mais le rôle des sociabilités et de l'imprégnation syndicale et politique apparaissent centraux.

Ce n'est pas un hasard si la plupart des grèves conduites entre 1880 et 1914 sont menés par des ouvriers qualifiés. Bien entendu, il est difficile d'affirmer, à priori, une homogénéité identitaire dans les mouvements sociaux. La notion d'identité est très complexe, « toujours construite et à (re) construire dans une incertitude plus ou moins grande et plus ou moins durable²⁴² », en mouvement, développée tant par ceux qui s'en réclament que de ceux qui la pensent, la critiquent ou la défendent²⁴³. Elle sera au cœur de notre travail. Si on la rapporte à la dimension professionnelle, elle représente un facteur important car le travail conditionne la construction des identités sociales et induit des transformations identitaires²⁴⁴.

C) La précarité aux marges de la classe laborieuse

La précarité est bien souvent une constante dans les familles ouvrières, tout du moins la vulnérabilité des ménages à celle-ci au XIX^e siècle est grande, que ce soit par les aléas de l'existence ou l'instabilité du travail. En pratique, cette précarité est particulièrement palpable chez les ouvriers non qualifiés. En effet, en marge du monde ouvrier, il existe un « sous » prolétariat représenté par les femmes, les enfants et les immigrés. Cependant, la réalité est plus complexe et la relégation des étrangers ou des femmes dans certains emplois, textile ou travaux de terrassement, est en fait un phénomène plus général qui touche également les ouvriers français : il s'agit de la hiérarchisation des postes de travail²⁴⁵.

Les principaux recruteurs de cette main d'œuvre se retrouvent dans le textile, la domesticité, le bâtiment et les travaux agricoles ou liés à l'exploitation du bois. On retrouve aussi ces ouvriers dans d'autres secteurs où ils occupent des emplois peu ou pas qualifiés. Leurs rétributions sont bien entendu bien inférieures à des ouvriers qualifiés même si certains terrassiers peuvent gagner un salaire correct, mais avec quelles conditions de travail...

²⁴² Dubar Claude, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2000, p.108

²⁴³ Lafargue Jérôme, *Protestations paysannes dans les Landes, les gemmeurs en leur temps (1830-1970)*, L'Harmattan, 2001, p.59

²⁴⁴ Dubar Claude, *op.cit.*, p.16

²⁴⁵ Charles Christophe, *op.cit.*, p.284

Globalement moins organisés et moins revendicatifs, nous verrons que certains mouvements sociaux originaux sont amorcés par ces ouvriers et ouvrières.

1) L'appoint souvent nécessaire du travail infantile

Le travail des enfants est toujours une réalité mais difficilement perceptible. Souvent masqué, voire « oublié » au sein des familles, il constitue une réponse à l'évolution des processus de production : les salaires perçus par les enfants à l'usine sont un bon témoin de leurs besoins vitaux et confirment la nécessité de leur activité pour leur famille²⁴⁶. Il existe toujours en milieu rural où il est certainement largement sous-évalué. L'absentéisme scolaire était rare « sauf à l'époque des semailles où le travail des champs réclame tout le concours des bras disponibles²⁴⁷. » Il caractérise toutes les sociétés traditionnelles pauvres qui s'efforcent d'intégrer très tôt l'enfant dans le monde des adultes. Son histoire façonne la construction de l'enfance au XIX^e siècle et pose le problème de sa définition pour l'observateur du XXI^e siècle. En effet, vers 1800, l'âge de 6-7 ans marque la fin de l'enfance et le commencement du travail ; on passe à 8 ans sous la monarchie de Juillet, à 12 ans au début de la III^e République et à 13 ans dans les deux dernières décennies du siècle. En fait, on peut distinguer le travail des très jeunes enfants (avant 13 ans), illégal pour la période considérée, et celui des enfants de 13 à 18 ans.

Des dispositifs législatifs vont s'appliquer au secteur industriel par les lois de 1874, 1892 et de 1900 qui limitent et encadrent le travail des enfants de moins de 13 ans. Dans l'ensemble, ces lois semblent être suivies d'effets. Vers la fin du siècle, l'enfant commence à être reconnu à part entière grâce à la scolarité obligatoire et aux changements de mode de vie et de mentalités. Ainsi leurs effectifs baissent dans les entreprises. D'une part, la main-d'œuvre infantine n'est plus aussi attrayante pour le patron avec une législation plus sévère et des inspecteurs plus virulents. D'autre part, la conjoncture économique de la fin du siècle rend plus difficile leur embauche et les adultes ont la priorité pour limiter le chômage.

Il est difficile d'évaluer précisément les effectifs d'enfants au travail. A titre indicatif, en 1886 on recense 254 enfants âgés entre 12 et 16 ans dans le Midi aquitain dans 616 établissements visités par les inspecteurs du travail²⁴⁸. Ce rapport ne recense aucune infraction

²⁴⁶ Rohrbasser Jean-Marc. Rollet Catherine, « Les enfants au XIX^e siècle », *Population*, 2002, vol. 57, n° 1, pp.213-216. url : /web/revues/home/prescript/article/pop_0032-4663_2002_num_57_1_7334

²⁴⁷ Les Ouvriers des deux mondes, « Paysan-Résinier de Légnac (Landes) », *Société d'économie sociale*, tome 5, 1885, p.323

²⁴⁸ Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Rapport sur l'application de la loi du 19 mai 1874 pendant l'année 1886*, Paris, Imprimerie Nationale, pp.42-43

à la loi de 1874. Mais la lecture du rapport de l'inspecteur du travail en 1901, révèle que « l'admission des enfants avant l'âge de 13 ans se produit encore. Elle a particulièrement appelée l'attention de l'Inspection dans la région industrielle de Nay [...]»²⁴⁹. » Ce même rapport soutient que les charges maximales portées par les enfants étaient parfois tout simplement doublées dans certaines entreprises. Par ailleurs, les dépassements des heures de travail légales ne sont pas suivis, principalement dans le textile.

La plupart des industries emploie des enfants mais c'est le textile et l'habillement qui semblent majoritairement utiliser cette main d'œuvre. Il n'est pas anodin de retrouver ici les ouvriers parmi les plus gros établissements d'habillement, le plus important occupant plus de 1 000 jeunes filles pauvres, orphelines ou non, en 1906²⁵⁰. L'univers du travail à domicile ne fait pas exception. Univers, nous l'avons évoqué, largement féminin faisant travailler les très jeunes enfants.

Totalement soumis à l'autorité du contremaître ou du père, les travaux dévolus à ces jeunes âmes sont souvent répétitifs et ingrats. Dans ses mémoires, Marguerite Dassé évoque son « entrée » dans le travail. Fille de gemmeur, elle est admise à l'âge de treize ans aux travaux d'écorchage des pins, pour redresser les crampons et nettoyer la résine séchée dessus, « c'étaient des centaines qu'il fallait passer en une journée, j'avais de petites mains il fallait que je remplace ma sœur qui avait eu des crevasses terribles l'année précédente en faisant ce travail²⁵¹. » Avant ses treize ans, l'école avait été une stricte obligation à laquelle son père veillait de manière autoritaire. Le contexte de vie de cette pauvre enfant habitant dans les bois à plusieurs heures de marche de l'école (l'hiver et le froid rendaient rude cette expédition à travers la forêt) ne la soustrait pas à la scolarisation. Les geignements et les pleurs pendant ses longues heures de marche où elle ne croisait personne constituaient ses seuls moments de révolte²⁵².

On retrouve rarement des enfants à l'origine des grèves. Un seul exemple nous est donné de jeunes ouvriers âgés de 13 à 18 ans occupés au train-file à l'usine des forges de l'Adour qui cessent le travail quelques jours en 1910. Certains participent aux manifestations

²⁴⁹ Rapports et délibérations du Conseil général des Basses-Pyrénées, rapport de l'Inspecteur départemental, année 1902, p.169

²⁵⁰ Machot Pierre, *op.cit.*, p. 79. Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 Mars 1906. 3, Population présente, régions de l'Ouest et du Midi, Bibliothèque numérique des universités Grenoble 2 et 3. <http://bibnum-stendhal.upmf-grenoble.fr/items/show/212>.

²⁵¹ Dassé Marguerite, *op.cit.*, p.67

²⁵² *Ibid.*, p.43

dans des cortèges de gemmeurs en 1906 et 1907²⁵³. On retrouve également des familles avec enfants lors des grèves de dockers en 1911 mais aussi dans les rassemblements du 1^{er} mai à partir de 1890.

2) L'ambivalence du travail des femmes : essentiel et peu considéré

Les femmes représentent une part importante de la main d'œuvre dans de nombreux secteurs d'activité. Les recensements de 1896 et 1906 nous apportent des renseignements plus précis. Si les choses sont à peu près claires pour les activités salariées en terme de classement, « on peut penser que le caractère intermittent du travail de nombreuses femmes, la fréquente pluriactivité alors que seule est retenue la profession principale, les petits métiers ont été négligés dans les comptages²⁵⁴. »

En dehors du secteur agricole, qui reste majoritaire dans le Midi aquitain, les femmes occupent en 1896 environ 37% des emplois industriels dans le département des Basses-Pyrénées et un peu plus de 31% dans les Landes²⁵⁵. Les données du recensement de 1906 font état de 38 et 39% respectivement²⁵⁶. Ce sont les secteurs textiles et l'habillement qui emploient le plus d'ouvrières. Pour les deux départements des Landes et des Basses-Pyrénées, la couture, la taille et le tissage occupent près des deux tiers des ouvrières de la région. Des activités textiles plus spécifiques, principalement regroupées sur le piémont pyrénéen, dans la fabrication de bérets, de couvertures de laines et surtout la sandale occupent beaucoup de femmes, environ un quart de cette main d'œuvre²⁵⁷. En général moins bien loties que les hommes, le travail s'effectue très souvent au domicile.

On retrouve également des travailleuses dans plusieurs autres industries de transformation. Dans les Landes par exemple, les fabriques de paillons de bouteilles se dotent d'un personnel quasi uniquement féminin au sein d'usines pouvant regrouper 45 personnes²⁵⁸. Dans les environs de Nay, ce sont les femmes qui sont dévolues aux différentes tâches de la fabrication

²⁵³ Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, pour les années 1906 et 1907. 10 enfants sont comptabilisés comme grévistes lors de la grève de résiniers de Moliets-et-Maâ en 1906 et 75 enfants à Lit-et-Mixe l'année suivante.

²⁵⁴ Battagliola Françoise, *Histoire du travail des femmes*, 3^e éd., Paris, La Découverte « Repères », 2008, p. 23
Lien : <<http://www.cairn.info/histoire-du-travail-des-femmes--9782707166258.htm>>.

²⁵⁵ Chiffres obtenus à partir des *Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896)*, Tome III, Région de l'Ouest au Midi, Imprimerie Nationale, 1900

²⁵⁶ Chiffres obtenus à partir des *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906*, Tome III, Population présente Région de l'Ouest au Midi, Imprimerie Nationale, 1910

²⁵⁷ *Ibid.*

²⁵⁸ Ministère de la Guerre, *Enquête...dans la région landaise*, op.cit., p.234

des chapelets, aussi bien dans des petits ateliers qu'à domicile²⁵⁹. La domesticité, entendue au sens large²⁶⁰, regroupe plus de 80% de femmes²⁶¹. L'industrie hôtelière est un employeur important dans une période de croissance touristique.

Globalement, les femmes sont largement laissées à l'écart d'un mouvement de concentration industrielle qui ne concerne que des secteurs fortement masculinisés²⁶². Pour l'immense majorité des femmes, le travail est rémunéré à la pièce jusqu'à la veille de la Guerre, avec des rémunérations très basses, car considéré comme appoint, ce qui rend difficile la subsistance d'une femme seule. De plus, elles ne peuvent espérer aucune perspective d'évolution. Si les domestiques et femmes de chambre étaient bien logés, bien nourris, bien traités, « il ne devait régner aucune contestation ; aucune négligence n'était tolérée ; sinon c'était la mise à la porte immédiate²⁶³. »

Le travail féminin apparaît ainsi très spécifique : souvent intermittent, rythmé par le statut matrimonial, les besoins du ménage, logé dans les interstices du tissu familial²⁶⁴. La discipline imposée aux femmes est souvent proche de l'asservissement. Encore soumises, au début du XX^e siècle, à l'économat ou au paiement de l'électricité de la fabrique lors des veillées de travail qui pouvaient se prolonger fort tard. Parallèlement, les systèmes de surveillance se confondent avec des exigences morales, des systèmes de punitions infantiles et un discours qui oscille du paternalisme à la grossièreté²⁶⁵. Parmi les 20 ateliers de confection de vêtements les plus importants en 1894, la journée de travail normale pour les femmes et les jeunes filles est de 11 heures. Mais au changement de saisons et lors des grandes fêtes, elle atteint 2 à 3 fois par semaine, 14 à 15 heures²⁶⁶.

3) L'intégration des espagnols sur le marché du travail

L'importance de la main d'œuvre étrangère ne peut être sous-estimée dans notre étude. Avec 632 comme maximum d'étrangers recensés pour l'année 1906 dans les Landes, on est bien loin des 17 273 étrangers dénombrés à la même date dans les Basses-Pyrénées²⁶⁷ ; on atteint même le chiffre de 21 862 immigrants d'origine étrangère en 1911 dans ce même

²⁵⁹ Machot Pierre, *op.cit.*, p.101

²⁶⁰ Femmes de ménage, ménagères, domestiques, femmes de chambres...

²⁶¹ *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906, op.cit.*

²⁶² Battagliola Françoise, *op.cit.*, p.26

²⁶³ Chadeaufaud Michel, *op.cit.*, p.843

²⁶⁴ Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998, p.197

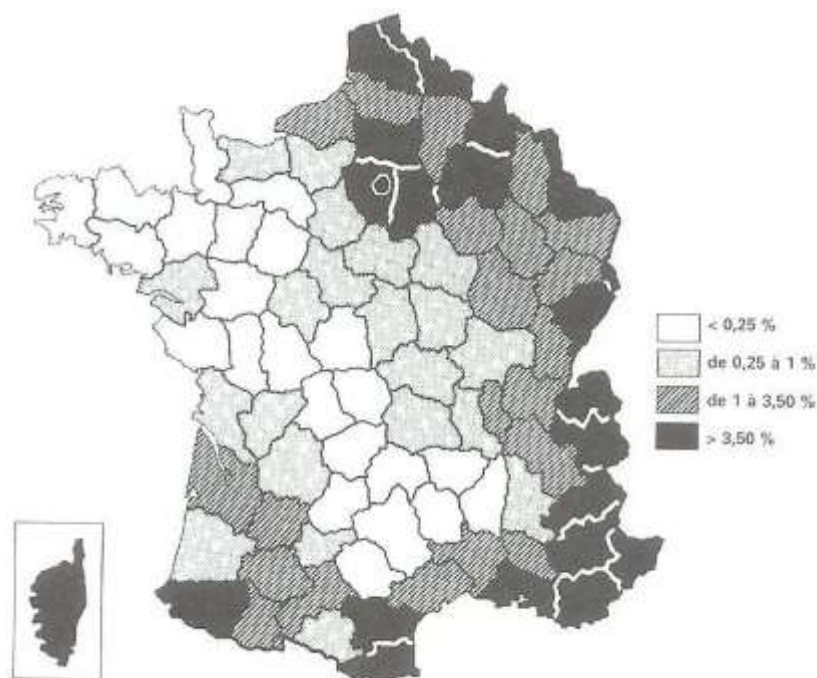
²⁶⁵ *Ibid.*, p.199

²⁶⁶ Rapport de l'inspection du travail dans Machot Pierre, *op.cit.*, p.80

²⁶⁷ Chiffres obtenus à partir des *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906*, Tome III, Population présente Région de l'Ouest au Midi, Imprimerie Nationale, 1910

département²⁶⁸. Bien entendu, il est très difficile d'estimer précisément une population par définition flottante. En effet, ces migrations sont majoritairement temporaires, saisonnières le plus souvent. Mais l'ancrage définitif dans certains bassins d'emploi se concrétise à partir de la fin du XIX^e siècle²⁶⁹.

La proximité de l'Espagne explique la prépondérance de ces ouvriers et ouvrières par rapport à d'autres nationalités. Ils représentent environ 80% des étrangers du Midi Aquitain en 1906²⁷⁰. Ces flux migratoires anciens s'inscrivent au sein de réseaux familiaux et amicaux encadrés par la communauté villageoise²⁷¹. La majorité de ces ouvriers émigrent de l'Espagne du nord, plus spécifiquement de Navarre, d'Aragon mais également, quoique en proportions moindres, des provinces basques de Biscaye et du Guipúzcoa.



Carte n°6 : Proportions d'étrangers dans la population active masculine en 1891. Source : Le Bras Hervé. Lieux et métiers des étrangers en France depuis 1851. In: *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°7, juillet-septembre 1985. Étrangers, immigrés, français, sous la direction de Louis Bodin, p.26

Cette main d'œuvre se retrouve souvent sur des emplois saisonniers ou temporaires, peu qualifiés et difficiles.

²⁶⁸ INSEE, *Population par commune de 1876 à 1954, département des Basses-Pyrénées*, Bordeaux, INSEE, 1959

²⁶⁹ Les arrondissements de Mauléon et d'Oloron offrent de nombreux exemples de fixation des migrants espagnols, souvent par le biais de mariages mixtes. Source : *150 ans d'espadrille à Mauléon*, publié par Ikerzaleak, 1986, p.13

²⁷⁰ Chiffres obtenus à partir des *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906*, Tome III, Population présente Région de l'Ouest au Midi, Imprimerie Nationale, 1910

²⁷¹ Inchauspé Véronique, *op.cit.*, p.22

Chaque année, « aux premiers jours de l'automne, après la récolte de pommes de terre – dernière des récoltes de l'année – les villages [aragonais et navarrais] se vident de leur jeunesse féminine²⁷². » Leur destination : les usines textiles d'Oloron et de Mauléon et surtout dans les fabriques d'espadrilles mais également à « domicile ». De la fin des années 1870 à 1900, les ouvriers espagnols représentent à Mauléon entre 20 à 25% de la population. En 1911, cette proportion s'élève à 39% avec 1 850 Espagnols pour 4 784 habitants²⁷³. Les ouvrières, que l'on surnomme les « hirondelles », sont souvent très jeunes : douze ans, treize ans, parfois seize ans mais toujours mineures²⁷⁴. Etre femme et espagnole constitue une sorte de « double peine ». L'entrée de la sandale dans l'ère industrielle entraîne une demande de main d'œuvre importante que seule l'immigration peut satisfaire. Chez Cherbéro ou Béguerie, parmi les principaux fabricants d'espadrilles, les ouvrières sont toutes espagnoles. Le travail est dur à l'usine et les « Hirondelles » sont payées à la tâche²⁷⁵. En effet, si les paysans locaux travaillent dans l'espadrille, c'est bien chez eux à domicile. Ici, G. Viers, met en lumière cette réticence du paysan vis à vis du travail à l'usine : « Quand l'arrivée de la main d'œuvre espagnole a lancé l'industrie sandalière sur la pente de la prospérité, la population française prend, à son tour, le chemin de la ville. [...] Si l'exode rural ne les porte plus aux Amériques au même rythme qu'auparavant, leur répugnance pour l'industrie n'a cessé pour autant. C'est la prospérité générale de la ville qui les attire²⁷⁶. »

Différencions la main d'œuvre masculine qui s'emploie sur les grands chantiers de terrassement et de construction, sur la côte et dans les montagnes, qui occupent plusieurs centaines d'ouvriers. Mais les travailleurs saisonniers Espagnols se dirigent également dans les Landes pour les travaux très pénibles de bucheronnage et gonflent aussi la masse de dockers occasionnels sur les quais de Bayonne.

Toutefois au-delà de l'immigration temporaire, il existe de nombreux ouvriers Espagnols complètement intégrés et installés dans les Basses-Pyrénées. On les retrouve surtout dans le bâtiment à Pau, Oloron, Bayonne et Biarritz. Ils sont peintres, plâtriers ou maçons. Ils sont également très présents dans l'industrie de l'ameublement à Orthez où ils font partie du syndicat des bois ouvrés qui reste le plus actif de la commune²⁷⁷. Les forges de

²⁷² Inchauspé Véronique, *op.cit.*, p.18

²⁷³ Viers Georges, *Mauléon-Licharre*, *op.cit.*, p.107

²⁷⁴ Inchauspé Véronique, *op.cit.*, p.15

²⁷⁵ *Ibid.*, p.79

²⁷⁶ Viers Georges, *op.cit.*, pp.47-49

²⁷⁷ AD64 : 10M12, lettre du sous-préfet d'Orthez datée du 1^{er} mai 1911

l'Adour appellent également une main d'œuvre étrangère diversifiée. On compte environ 10% d'Espagnols en 1918²⁷⁸.

L'importance de ces ouvriers installés se révèle tout d'abord lors des Premiers mai. Ils forment un groupe d'influence à Biarritz qui manifeste en cortège lors du 1^{er} mai 1913 avec la SFIO locale et la CGT. Plusieurs orateurs espagnols s'expriment lors de grand meetings, notamment en 1913 où ce rassemblement est placé sous une bannière franco espagnole²⁷⁹.

Ce n'est donc pas un hasard si les nombreux discours donnés dans les Basses-Pyrénées par les propagandistes de la CGT sont assez systématiquement traduits en Espagnol. De plus, l'organe de presse de la Bourse du travail de Bayonne édite des articles dans la langue de Cervantès lorsqu'elle appelle les ouvriers dockers ou les ouvriers du bâtiment à se syndiquer²⁸⁰. L'accent est mis sur l'impérieuse nécessité de lutter aux côtés des ouvriers français.

L'influence de l'idéologie anarchiste espagnole est difficile à déterminer. Certains individus, suspectés d'activisme anarchiste, sont étroitement surveillés par les autorités. Lors des rassemblements ouvriers ou bien lors de grèves, leur présence est systématiquement mentionnée dans les rapports de police. Mais la presse syndicale, et plus globalement l'ensemble de la presse locale, relaie assez largement les nouvelles venant de l'autre côté de la frontière. L'exécution de Francisco Ferrer eut un fort retentissement dans la communauté espagnole et dans les milieux syndicaux²⁸¹. Pas moins de 3 000 personnes se réunissent dans le quartier Saint-Esprit à Bayonne, à l'appel de la Ligue des droits de l'Homme, le lendemain de sa mort²⁸².

L'implication des ouvriers espagnols dans les conflits sociaux est assez variable en fonction des corporations, mais de manière générale les seules grèves d'ouvriers que l'on pourrait qualifier de « communautaire » sont menées par des ouvriers terrassiers, milieux où ils sont très présents. Les tensions que l'on peut voir lors de certaines de ces grèves, au cours desquelles des ouvriers espagnols menacent des ouvriers français, restent exceptionnelles. En 1882, le conseil d'arrondissement de Mauléon émet le vœu qu'une brigade à pied provisoire soit installée afin de protéger les populations en raison de l'affluence toujours croissante

²⁷⁸ AD40 : 10M81, sur les 204 ouvriers étrangers répertoriés, 171 sont de nationalité espagnole.

²⁷⁹ AD64 : 10M12, 1^{er} mai 1913 à Biarritz

²⁸⁰ *L'action Syndicale* (Per.) de février 1911

²⁸¹ Cet évènement fait la une de *L'action Syndicale* de novembre 1909. Par ailleurs, plusieurs notes de la sous-préfecture de Bayonne révèlent une certaine agitation dans les milieux ouvriers biarrots et bayonnais à cette occasion, AD64 : 1M239

²⁸² *La France* (Per.) du 15 octobre 1909

d'espagnols attirés par les travaux du chemin de fer et de la sandale²⁸³. Cela dit, on ne relève pour ainsi dire aucun acte de xénophobie violent patent, y compris dans la presse locale, émanant d'une communauté ou d'une autre. Certes, la concurrence qu'exerce cette main d'œuvre meilleur marché ne va pas sans poser quelques problèmes. La Bourse du travail de Bayonne déplore ainsi le manque de patriotisme des employeurs qui préfèrent embaucher des ouvriers étrangers, « [...] notre région pullule d'Espagnols qui travaillent à bas prix. Le résultat le plus immédiat est l'abaissement des salaires quand ce n'est pas le chômage forcé pour les ouvriers Français plus exigeants. » Elle modère ces propos en rajoutant [...] il ne nous appartient pas non plus d'entreprendre une lutte fratricide contre nos camarades étrangers, pauvres diables pour la plupart que la famine a chassé de leur pays. »²⁸⁴

Bien souvent les ouvriers français et espagnols marchent ensemble dans les cortèges. Des élans de solidarité se manifestent parmi les ouvriers ébénistes français de Béhobie en 1908, travaillant dans une usine de meuble avec deux sites de part et d'autre de la Bidassoa. Ils protestent contre l'abaissement du salaire aux pièces pour les ouvriers de l'usine espagnole.

Complètement intégrés dans la population laborieuse du Midi aquitain, les ouvriers Espagnols se révèlent progressivement de véritables cibles militantes pour les organisations syndicales en place. Leur nombre important et leur cohésion expliquent en partie les stratégies syndicales dirigées vers cette catégorie de travailleurs.

²⁸³ Conseil général des Basses-Pyrénées, *Rapport du préfet et procès-verbaux des séances et des délibérations du Conseil Général, session ordinaire d'août 1882*, Imprimerie Vignancourt, Pau, 1882 p.181

²⁸⁴ *Arch. Mun. Bayonne* : 7F3, fiche de renseignement des activités de la Bourse du travail de Bayonne en 1911

Conclusion de la première partie

Qu'ils soient géographiques, sociaux, économiques ou culturels les espaces que nous avons essayé de décrire ne dégagent aucune homogénéité globale. Les industries qui se développent dans ce début de XX^e siècle ne sont certes pas légions et perdurent dans des structures de petites tailles avec peu de salariés. Il n'en est pas moins vrai que des industries originales et variées développent une certaine dynamique mais il s'agit d'exceptions manifestes dans une mer de ruralité. Il n'existe pas vraiment de dualité entre la ville et la campagne qui sont complètement interdépendantes lorsqu'on analyse les flux et les circuits qu'empruntent les travailleurs. Mais l'exode rural opère une recomposition sociale qui s'amplifie à la fin du XIX^e siècle.

Il est difficile donc de dégager une cohérence dans des milieux ouvriers souvent cloisonnés par des carcans sociaux et culturels qui restent forts. Néanmoins, la population laborieuse du Midi aquitain n'évolue absolument pas dans un monde figé, bien au contraire il est animé de profonds mouvements sociaux et se modèle très vite en s'adaptant aux crises et aux contextes politiques.

La place de l'univers ouvrier grandit petit à petit. Le salaire devient alors un enjeu central pour tous ceux qui ne dépendent plus directement de la terre. « La grève devient donc le mode de contestation [que l'ouvrier] utilise de plus en plus souvent pour améliorer ses conditions d'existence. »²⁸⁵ Il est temps d'analyser la réalité de ces grèves qui nous permettrons de mieux appréhender les comportements, les attentes et les stratégies des groupes ouvriers.

²⁸⁵ Sirot Stéphane, *La grève en France, une histoire sociale, XIXe-XXe siècle*, Odile Jacob, 2002, p.28

Deuxième partie

Les grèves ouvrières dans le Midi aquitain

(1870-1914)

I) Insertion des grèves du Midi aquitain dans le contexte de la Belle Epoque

La grève représente un moyen de pression économique mais elle est aussi un moyen d'expression. En effet, outre les revendications matérielles immédiates, la grève se donne progressivement d'autres objectifs moraux, symboliques ou politiques. Elle est un phénomène mêlé aux grandes évolutions du XIX^e siècle en matière sociale avec l'avènement de la société industrielle et la montée en puissance du monde ouvrier. Les évolutions, les permanences et les ruptures du phénomène gréviste sont pleinement immergées dans les transformations globales des sociétés²⁸⁶.

Définie comme une cessation concertée et collective du travail en vue d'appuyer une revendication professionnelle, la grève constitue le point de départ de notre travail. La période qui nous intéresse, 1870 à 1914, représente une phase de croissance importante des mouvements sociaux dans l'histoire sociale française, et plus largement européenne. En effet, leur nombre augmente progressivement et de manière significative, avec des « vagues » successives, jusqu'à un pic jamais atteint dans le Midi aquitain pour les années 1906 et 1907. Le nombre de gréviste augmente lui aussi et les arrêts de travail concernent tous les métiers. Evènement le plus « visible », elle représente l'acmé de l'opposition entre patrons et ouvriers au sein de l'usine. Si nous lui accordons beaucoup d'importance, il ne faut pas oublier les autres formes de contestations qui peuvent trouver des dérivatifs dans un embryon de dialogue social. Ce dernier reste malgré tout assez marginal car la confrontation entre les parties se place le plus souvent directement dans le rapport de force.

Par ailleurs, la structure des grèves qui se déroulent au sein de nos deux départements nous aidera par la suite à mieux comprendre comment à travers le travail, et les conflits qui peuvent en résulter, se recomposent les sociabilités. Dans le Midi aquitain, comme ailleurs en France, l'utilisation des grèves connaît les mêmes rythmes et témoigne de profonds changements dans les sociétés et les sociabilités rurales.

Ainsi, les grèves participent « à l'identification d'une identité commune, en dépit des origines et des conditions composites de l'univers laborieux.²⁸⁷ »

²⁸⁶ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.15

²⁸⁷ *Ibid.*, p.14

A) La grève comme fait social

La lecture des conflits du travail ne se réduit pas à un antagonisme de classes proposé par Marx et Engels. Plusieurs déterminants participent à ce moment social qui prend progressivement racine dans les sociétés industrielles et salariales, se connecte avec son environnement et devient petit à petit un instrument de régulation et d'intégration. « La grève entretient des relations non seulement avec les grands acteurs de la scène sociale (syndicats, patronat, pouvoirs publics), mais aussi avec l'événement (conjunctures économique et politique) et l'opinion²⁸⁸. » Certes, il existe des cadres économiques, politiques et sociaux qui orientent et conditionnent la grève. Mais il ne faut pas oublier qu'elle est avant tout le produit de comportements humains, d'un groupe qui reste le seul décisionnaire final.

1) Les déterminants économiques de la grève

La plupart des auteurs²⁸⁹ sont à peu près d'accord sur l'état des relations économiques avec la grève. Ils sont au moins de deux ordres : s'il n'apparaît pas de stricte coïncidence entre la grève et son environnement économique ; en même temps l'économie exerce une influence inévitable sur cette dernière.

Autrement dit, l'importance du contexte économique ne peut fournir à lui seul une variable d'explication mécanique qui suffise à déclencher la cessation du travail. En généralisant à l'échelle nationale, si l'on se réfère uniquement à des motifs d'ordre économique, l'essor des grèves au cours de la Belle-époque se révèle difficilement compréhensible²⁹⁰. La composante conjoncturelle, interprétée au sein de l'évolution des cycles économiques permet, malgré tout, de donner une tendance générale : « le climat économique peut être une incitation à la grève s'il est positif et un frein s'il est négatif²⁹¹. »

Assez logiquement, les grèves du Midi aquitain se placent dans cet ordre de faits. En effet, difficile d'attribuer au seul contexte de dépression économique la rareté des mouvements sociaux dans les années 1870-1890 qui paraissent en revanche beaucoup plus liés à une immaturité encore prononcée du mouvement ouvrier local. Evidemment, une période de crise n'est pas propice au déclenchement d'un mouvement de grève, la diminution de la

²⁸⁸ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.37

²⁸⁹ Pour les relations entre les grèves et l'économie en France : Rist Charles, Marchal André et Aguet Jean-Pierre sont régulièrement cités. Source : Andéani Edgard, *Grèves et fluctuation, la France de 1890 à 1914*, Paris, Editions Cujas, 1968

²⁹⁰ Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Péchu Cécile, *op.cit.*, p.257-258

²⁹¹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.40

productivité entraînant automatiquement une instabilité de l'emploi, augmentée par la pression du marché du travail liée au surnombre de main d'œuvre disponible. Par ailleurs, le traumatisme encore récent de la Commune de Paris a porté un sérieux coup au mouvement ouvrier. Difficile toutefois de repérer les répercussions de cet épisode dans les mentalités ouvrières du Midi aquitain, lointain de la capitale.

De même, la période 1890-1914, années au cours desquelles on observe véritablement une poussée de grèves avec deux pics en 1906 et 1907, ne correspond pas complètement à la conjoncture économique nationale plus favorable. Durant ce quart de siècle, plusieurs indices de l'activité économique sont en croissance : la production industrielle double tout comme les importations de matières premières, l'indice des prix de gros augmente de plus de 15%. Dans le même temps, le cycle économique de la France subit quatre crises d'ampleurs inégales en 1891, 1900, 1908 et 1913²⁹². Les marqueurs de la condition ouvrière montrent une augmentation du salaire global, du salaire nominal et du salaire réel jusqu'en 1910. En revanche, ce dernier repasse en 1911 à son niveau de 1896. Le coût de la vie, quant à lui, augmente régulièrement de 1904 jusqu'en 1914²⁹³. A partir de ces données, l'analyse statistique globale réalisée par E. Andréani ne révèle pour ainsi dire qu'une association entre la conjoncture économique et la fréquence des grèves. « Le maximum d'agitation ouvrière se rencontre au moment où l'écart entre prix de gros et prix de détail est le plus favorable aux ouvriers.²⁹⁴ »

Les contextes économiques paraissent jouer plus nettement sur le caractère offensif ou défensif de la grève, sans pour autant en représenter là encore les déterminants uniques. Les périodes de croissance paraissent favoriser les mouvements offensifs pour obtenir de meilleures conditions de travail tandis que les périodes de dépressions entraînent des replis défensifs²⁹⁵.

Enfin, il est important de comprendre la sensibilité du monde du travail à certains éléments spécifiques de la conjoncture²⁹⁶. Bien que fort imprécises, deux plaintes s'entremêlent de manière récurrente tout au long de notre période : le coût de la vie trop élevé et le chômage, ou plus précisément l'instabilité de l'emploi. Mis bout à bout, l'ensemble des déterminants économiques de la grève définissent la notion complexe de « conscience

²⁹² Andréani Edgard, *Grèves et fluctuation, la France de 1890 à 1914*, Paris, Editions Cujas, 1968, pp.31 à 47

²⁹³ *Ibid.*, p.47

²⁹⁴ *Ibid.*, p.195

²⁹⁵ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.40. De manière schématique on attribue un caractère aux grèves qui peut les placer sur un registre offensif lorsque les ouvriers engagent un bras de fer pour conquérir des avantages ou défensif lorsqu'il s'agit de défendre des acquis. Il est parfois difficile de classer certains conflits qui peuvent posséder des caractéristiques mixtes.

²⁹⁶ *Ibid.*

ouvrière de conjoncture » définie par Michelle Perrot. « Avant toute stratégie élaborée et explicitée, la grève se profile comme une décision où composent des facteurs, des considérations multiples. Elle révèle une grande attention aux conditions de marché, une estimation remarquable de la situation politique.²⁹⁷ »

2) Le cadre socio-politique des conflits du travail

Les relations entre la grève et la politique sont complexes. L'insertion des conflits du travail dans le domaine politique se fait de diverse manière et permet parfois de comprendre l'ampleur de certaines poussées de grèves²⁹⁸. Inévitablement, la politique menée par les différents gouvernements, selon qu'elle soit « permissive » ou plutôt répressive, influence de manière générale l'activité gréviste²⁹⁹.

La période qui nous concerne représente une sorte de transition au cours de laquelle se dégage une expression politique. En effet, même si les motifs principaux des grèves sont toujours et encore représentés par les conditions de travail au sein de petites entreprises, on commence à entrevoir l'émergence d'actes politiques au cours de certaines grandes grèves comme celle des cheminots en 1910, des dockers en 1911 ou des résiniers entre 1906 et 1910. Ces grèves apparaissent comme les plus symboliques dans les formes de pressions exercées sur les institutions locales mais aussi par leurs débordements nationaux. La dialectique du syndicalisme d'action directe et l'adoption par le syndicalisme français, à partir de 1888, de l'idée de grève générale contribue à introduire une dimension politique dans l'acte gréviste³⁰⁰.

Par ailleurs, la réponse politique à un conflit, qu'elle soit sollicitée ou spontanée, met la grève au centre du champ politique. Ici, les organisations qui se posent en représentantes légitimes du monde du travail n'hésitent pas à appuyer les conflits les plus emblématiques³⁰¹. Les socialistes gravitent souvent autour des grèves, appuyant de manière diverse les ouvriers même s'ils restent souvent en marge de la plupart des conflits du travail. Ces appuis s'observent surtout lors des grandes poussées de grèves comme celles des gemmeurs en 1906 et 1907 ainsi que lors des événements de Bayonne en 1911. Les soutiens peuvent aussi être

²⁹⁷ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.199

²⁹⁸ *Ibid.*

²⁹⁹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.45

³⁰⁰ *Ibid.*, p.43

³⁰¹ *Ibid.*, p.44

apportés par certains élus locaux qui approuvent les revendications des gemmeurs par exemple.

Parallèlement, les représentants grévistes cherchent de plus en plus souvent l'aide des élus ou de représentants de l'Etat. Mais, la tendance globale s'oriente vers une intervention grandissante du politique dans les grèves qui devient inévitable en raison de ses ramifications socio-politiques de plus en plus profondes. Le rôle toujours central de la hiérarchie préfectorale s'oriente, dans les années 1880 avec Waldeck-Rousseau, vers une médiation plus équilibrée des conflits du travail³⁰². Les différentes correspondances préfectorales concernant les grèves survenues dans les Landes ou les Basses-Pyrénées qui nous ont été permis de dépouiller montrent des hommes très proches des partis Républicains. La teneur des rapports adressés par les sous-préfets révèle une neutralité dans l'analyse des situations et une certaine honnêteté vis-à-vis des conditions ouvrières. Ils représentent cependant le dernier maillon d'un interventionnisme forcé de l'Etat devant la multiplication des grèves à partir des années 1890 mais surtout devant les défaillances chroniques des organisations patronales ou ouvrières pour arriver à régler les différents collectifs³⁰³. Lors de la grève des dockers du port de Bayonne en 1911, on peut mesurer à quel point les représentants de l'Etat usent d'un certain pouvoir de persuasion. Non sans contrepartie puisque les « [...] patrons ne pardonnent pas à Mr. Le Préfet [des Basses-Pyrénées] d'avoir pesé sur leur décision pour leur faire accepter la priorité de l'embauche aux ouvriers syndiqués.³⁰⁴ »

Un dispositif prend forme en 1892 avec le vote de la loi « sur la conciliation et l'arbitrage en matière de différent collectif » avec pour objectif principal la prévention des conflits sous la houlette des juges de Paix. Ce dispositif purement facultatif montre rapidement ses limites et fait apparaître au grand jour toute l'ambivalence des Républicains en matière de droit du travail et l'impossibilité de « fixer un cadre juridico-institutionnel à une négociation collective que tout le monde souhaite en réalité autonome.³⁰⁵ »

L'institutionnalisation de la grève implique donc de manière croissante la société. La puissance médiatique de la presse écrite dans la deuxième moitié du XIX^e siècle fait parvenir l'information dans la majorité des foyers. Les grèves, même peu importantes, intéressent la presse. Par ce biais, les organisations ouvrières prennent à témoin le public à travers de

³⁰² Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t1, p.195

³⁰³ Viet Vincent, « les Républicains face aux grèves : intervenir pour ne plus avoir à intervenir (1880-1914) », *Cahiers Jaurès*, 2011/1 n°199, p.53-69

³⁰⁴ Arch. Mun. Bayonne : 7F3, rapport du commissaire central de Bayonne du 29 mars 1911

³⁰⁵ Viet Vincent, *op.cit.*

communiqués de presse ou des tracts. Cette démarche s'inscrit principalement dans une volonté d'explication afin d'obtenir la bienveillance de la population et éviter son incompréhension³⁰⁶. Dans un article de *La Dépêche* daté du premier mai 1905, les musiciens de l'orchestre de Pau en grève écrivent : « Après avoir également publié le texte de l'article 36 des statuts du syndicat, jugé inacceptable par la direction, nous n'avons plus parlé de cette affaire, estimant que le public que l'on semblait vouloir faire juge du différent possédait les éléments suffisant pour l'apprécier et espérant qu'il aurait une solution amiable et souhaitable dans l'intérêt des deux parties³⁰⁷. » Lors d'une grève en 1907, le syndicat des ouvriers et employés des tramways de Pau exprime également cette bataille de l'information : « Dans un but trop facile à comprendre, on répand en ville les bruits les plus fantaisistes, les plus contradictoires et les plus mensongers sur les causes du conflit. Le public doit connaître toute la vérité ; c'est ainsi qu'il pourra apprécier et juger en parfaite connaissance de cause³⁰⁸. » Paradoxalement, cette démarche, que l'on peut qualifier de pédagogique, n'implique pas forcément la recherche de l'adhésion du public. Il n'en reste pas moins que les réactions de l'opinion exercent une influence notable sur l'évolution des conflits³⁰⁹.

Les rapports de la grève à la politique et à la société s'étoffent en même temps que se transforment les répertoires d'action collective, se renforce la puissance de l'Etat et que le monde ouvrier s'intègre à la nation³¹⁰.

B) La croissance des grèves à la Belle Epoque

La période 1870-1914 voit éclore dans toute la France une montée en puissance des grèves. La périodisation établie par Stéphane Sirot³¹¹ place cet intervalle temporel dans « l'âge de l'intégration ». Intégration au sens légal qui exprime une tolérance de la grève à partir de la loi de 1864, en supprimant le délit de coalition. La grève passe ainsi de l'état de marginalité à celui de centralité des rapports sociaux dans l'industrie³¹². Elle n'en représente par pour autant un droit.

³⁰⁶ Sirot Stéphane, *La grève... op.cit.*, p.48

³⁰⁷ AD64 : 10M18, article publié par le comité de grève des musiciens de Pau en 1905.

³⁰⁸ AD64 : 10M22, article publié par le comité de grève des tramways de Pau en 1907 dans *L'Indépendant des Basses-Pyrénées* daté de septembre 1907.

³⁰⁹ Andréani Edgard, *Grèves...op.cit.*, p.237

³¹⁰ Sirot Stéphane, *La grève... op.cit.*, p.46

³¹¹ Stéphane Sirot, périodise les âges de la grève en trois phases. La première, de la Révolution à la loi de mai 1864 est le temps de la grève interdite, âge de l'exclusion. La seconde, de 1864 à la Seconde Guerre mondiale est le temps de l'intégration. Enfin, à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale l'âge de l'institutionnalisation.

³¹² Sirot Stéphane, *La grève... op.cit.*, p.27

Le Midi aquitain ne reste pas en marge de ce mouvement. Mieux, l'évolution du nombre de grèves suit globalement la tendance nationale avec quelques spécificités que nous expliquerons. Il est donc important de rapporter quelques éléments de comparaison qui permettront de mieux cerner la réalité du mouvement social de notre région.

1) Une tendance haussière sur le plan national

Ce mouvement d'accroissement général du nombre de grèves avant 1914 est bien connu. On passe en effet d'une centaine de conflits en 1870 à plus d'un millier en 1904 et 1906³¹³. Michelle Perrot estime l'inflation des journées de grèves entre 1872 à 1911 à 2 858%³¹⁴. L'augmentation du phénomène gréviste en France est très significative à partir des années 1890. A partir de cette date, jusqu'en 1914, pas moins de 18 414 conflits sont ainsi recensés³¹⁵.

De plus, l'activité des grèves elle-même augmente avec un allongement de leur durée moyenne (environ 14.5 jours dans la période 1890-1914³¹⁶). Cet allongement va de pair avec des affrontements de plus en plus durs. Parallèlement, l'ampleur (nombre de grévistes par grève) des grèves tend à diminuer ce qui peut être rattaché à la multiplication des petites grèves. Le pic du nombre de grévistes est atteint au cours de l'année 1906 qui concentre à elle seule près de 438 466 grévistes pour près de 9 438 594 jours chômés³¹⁷.

Cela nous amène logiquement, lorsque l'on évoque les grèves en France, à évoquer la récurrence des accès de fièvre sociale que l'on dénomme « vagues de grèves ». On repère les vagues de grèves au moment où « le nombre de grèves et de grévistes pour une année dépasse de plus de 50% la moyenne des cinq années précédentes³¹⁸ ». Cette définition nous donne une grande concentration de vagues : 1869-1870, 1878-1882, 1888-1890, 1893, 1899-1900, 1904 et 1906.

L'explication de ces poussées de grèves serait liée à la conjonction de deux éléments. En premier lieu, la « nationalisation » de la classe politique à partir des années 1880-1890, associée au développement des institutions sociales régulant les relations professionnelles. D'autre part, l'organisation syndicale débutante et le début de l'action politique des

³¹³ Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1906 et 1907

³¹⁴ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, p.49

³¹⁵ Andréani Edgard, *Grèves...op.cit.*, p.105

³¹⁶ Sirot Stéphane, *La grève... op.cit.*, p.57

³¹⁷ Andréani Edgard, *Grèves...op.cit.*, p.106

³¹⁸ Tilly Charles, Shorter Edward, « Les vagues de grèves en France, 1890-1968. » Dans *Annales. Economie, Sociétés, Civilisations*, 28^e année, N. 4, 1973, p.866

travailleurs³¹⁹. « Le développement simultané des grèves et du syndicalisme ne résulte pas d'une coïncidence. Beaucoup de conditions favorables sont communes à celui-ci comme à celle-là. Le développement syndical est lui-même favorable à l'accroissement des conflits, puisque le syndicat fourni aux ouvriers des ressources [et des soutiens] accrues.³²⁰ »

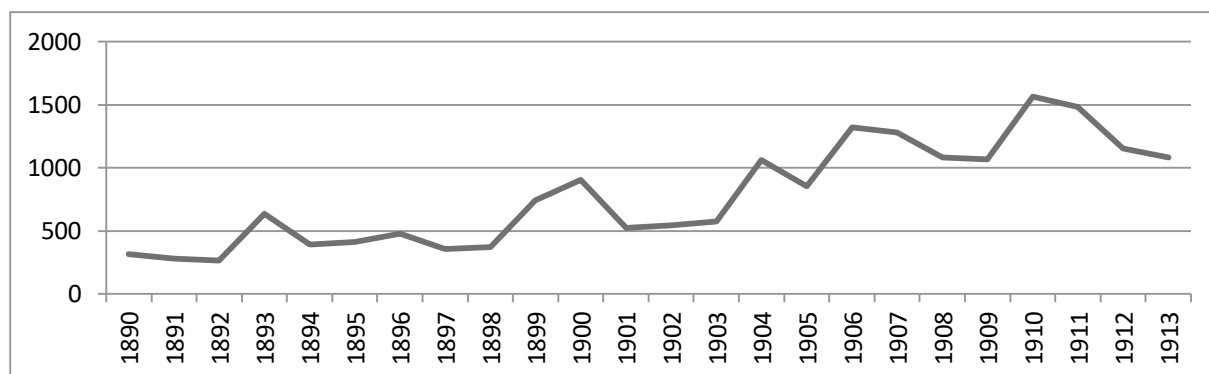


Tableau n° 7 : évolution du nombre de grèves en France de 1890 à 1913. Source : *Statistique des grèves*

Classiquement, ce sont les industries dites traditionnelles – textile, cuirs et peaux – qui prennent une part majoritaire aux grèves jusqu'en 1900. Ils sont ensuite remplacés par les industries prolétariennes (dans le déclenchement des grèves), parmi lesquelles la métallurgie et les secteurs du bâtiment³²¹.

En outre, il est important de préciser que la grève, progressivement, se diffuse dans des métiers de plus en plus variés et de moindre dimension. Autrement dit, « la fréquence grandissante du nombre des grèves vient de l'extension d'un mode de revendication, de son acclimatation, de sa vulgarisation³²². » Ainsi, la grève atteint également les secteurs non industriels comme les transports qui arrivent à la quatrième place en pourcentage par rapport à l'ensemble des mouvements de grèves entre 1894 et 1913. La première place est occupée par les secteurs du bâtiment, suivis en deuxième position par les industries textiles et en troisième l'industrie métallurgique³²³.

Enfin, la croissance des grèves prend également une dimension géographique. Le nombre de communes touchées par les mouvements sociaux augmente de manière significative avec une diffusion semi-rurale et rurale à côté des « capitales » traditionnelles³²⁴.

³¹⁹ Caire Guy, *La grève ouvrière*, Paris, Ed. économie et humanisme ; Les éditions ouvrières, 1978, p.39

³²⁰ Andréani Edgard, *Grèves...op.cit.*, p.240

³²¹ Tilly Charles, Shorter Edward, *op.cit.*, p.879

³²² Perrot Michelle, *Les ouvriers... op.cit.*, t.1, p.53

³²³ *Ibid.*, pp.56 à 58

³²⁴ *Ibid.*, p.59

C'est pourquoi nous allons maintenant détailler précisément les nuances de ce mouvement de grève à l'échelle de nos deux départements.

2) Évolution des grèves dans le Midi aquitain

Les données d'ensemble nous donnent de 1878 à 1914 : 210 grèves, 17 387 grévistes et 3 284 journées de grèves³²⁵. Signalons d'emblée qu'il existe un net retard à l'allumage en matière de mouvements sociaux dans le Midi aquitain. En effet, très peu de conflits y éclatent avant les années 1903-1904. De 1871 à 1889, on comptabilise 6 grèves seulement pour les deux départements selon nos sources. Néanmoins, les données statistiques avant cette date sont peu fiables et nécessitent le recoupement de plusieurs sources. Il est donc très probable que les chiffres avancés avant 1890 soient sous-évalués. En effet, les sources sont difficilement exploitables, pour les Basses-Pyrénées notamment, car très lacunaires. Même si les archives landaises sont mieux fournies, les données restent parcellaires. Les comptes rendus sont très concis et peu de renseignements transparaissent. La plupart des incidents entre patrons et ouvriers ne sont pas pris en compte avec la minutie que l'on connaît à partir de 1890.

A cette date, l'office du travail comptabilise et répertorie les grèves au sein de la *Statistique des grèves survenues en France* de 1890 à 1914. Ces données sont établies à partir des sources préfectorales. Ici encore les chiffres apparaissent sous-estimés mais le recoupement des sources, notamment préfectorales et policières, permet de relever des données largement concordantes de sorte que ce biais semble s'atténuer. Malgré le zèle demandé aux préfets par les gouvernements successifs, quelques courtes grèves occupant peu d'ouvriers ne sont pas recensées.

De 1890 à 1914, on comptabilise 131 grèves pour les Basses-Pyrénées et 79 pour les Landes. Si l'on compare la courbe d'évolution des grèves du Midi aquitain à la tendance nationale, on s'aperçoit que leur morphologie est différente. En décryptant la courbe du nombre de grèves dans le Midi aquitain, on remarque immédiatement le « pic » de grève en 1906 et 1907. Cette période représente en effet le paroxysme de cette « fièvre » gréviste. Dans le Midi aquitain, ces années concentrent en deux ans plus de la moitié de l'ensemble des conflits de la période.

³²⁵ Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, AD64 : 10M13-22 et AD40 : 10M71-78

Les années suivantes sont relativement calmes avec des fluctuations inter annuelles assez faibles. Notons toutefois une moyenne de grèves annuelles doublée à partir de 1908 par rapport aux trois années précédant le « pic ».

Il est intéressant de comparer ce pic de grève en 1906 avec les autres départements français. En effet, à cette date on recense 26 grèves dans les Landes et 20 dans les Basses-Pyrénées, soit 3.5% des conflits à l'échelle nationale. Cela paraît très modeste mais il est intéressant de voir que la moyenne calculée des grèves se situe à 14 par département à cette même date. A titre d'exemple, les données de l'Office du travail rapportent, au niveau des principaux départements du sud-ouest de la France : 8 grèves dans le Tarn, 12 en Haute-Garonne et 22 en Gironde. Plus à l'est, on comptabilise 35 grèves dans les Bouches du Rhône et 37 dans la Loire. Par ailleurs, et toujours à la même date, seulement trois départements français concentrent près d'un tiers des grèves (Le Nord, la Seine et la Seine inférieure).

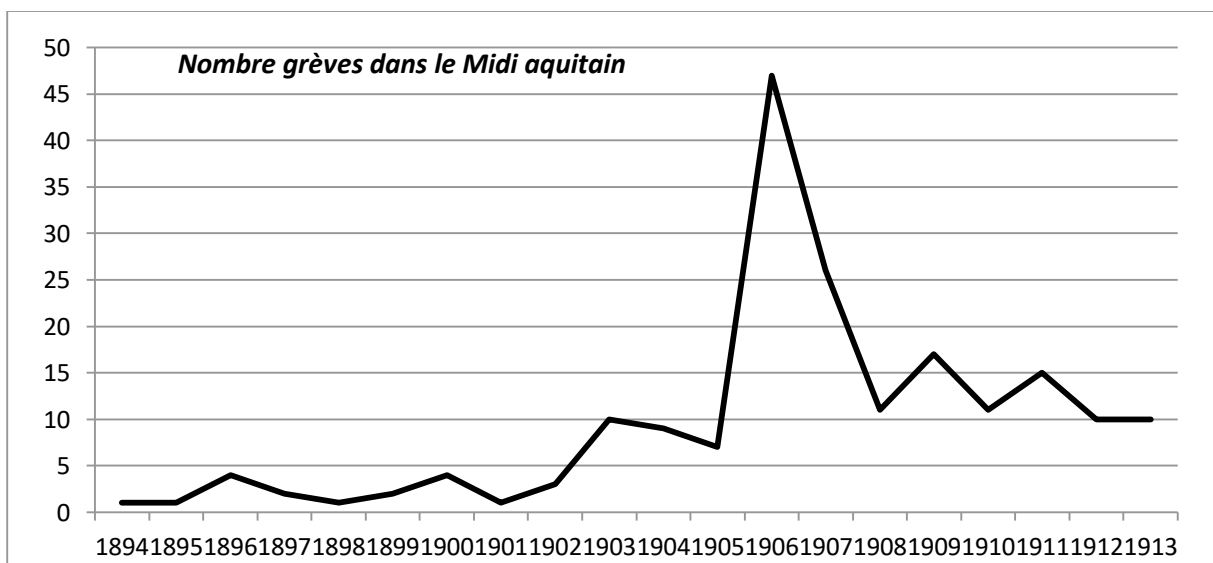


Tableau n°8 : courbe reflétant le nombre de grèves annuelles dans le Midi aquitain de 1890 à 1913.
Source : *Statistique des grèves survenues en France 1894 à 1913*

Dans notre série, l'augmentation du nombre de gréviste se corrèle assez bien à l'augmentation du nombre de grèves. Bien entendu, ces chiffres ne révèlent absolument pas les importantes fluctuations du nombre d'ouvriers par grève qui peuvent varier considérablement selon que l'on se situe au début ou à la fin d'une grève. En sachant que « plus que le nombre annuel moyen de gréviste, leur nombre par grève est significatif du degré de concentration géographique et technique de la production et de la main d'œuvre.³²⁶ »

³²⁶ Andréani Edgard, *Grèves...op.cit.*, p.106

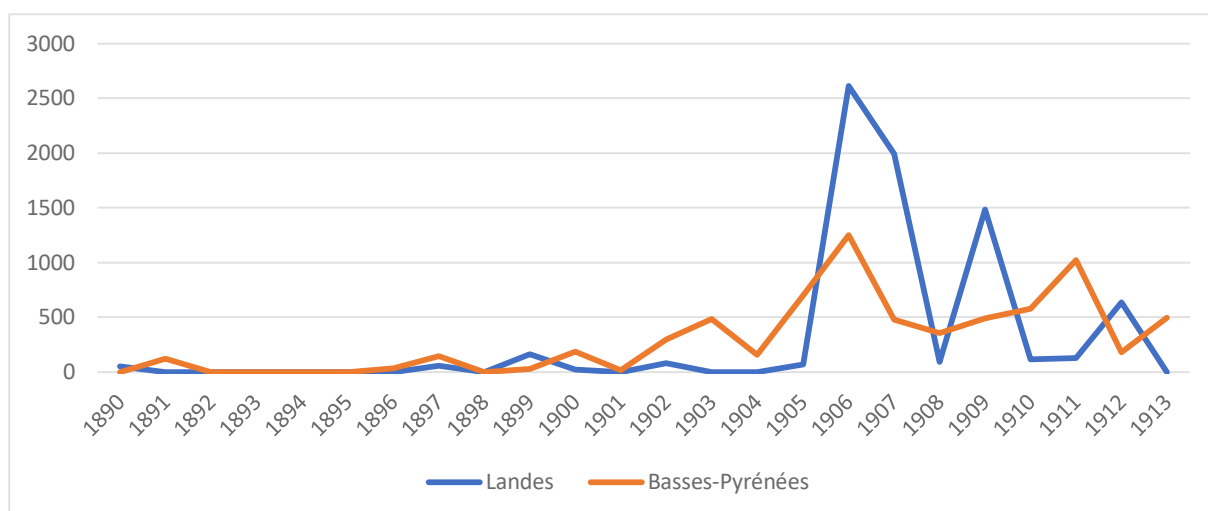


Tableau n°9 : nombre de grévistes par année dans les deux départements des Landes et des Basses-Pyrénées de 1890 à 1914. Source : Statistique des grèves

Il faut donc interpréter ces données brutes en fonction des professions des grévistes. « La grève est un langage que parlent de plus en plus de travailleurs, un mode de revendication et d'expression dont ils usent de plus en plus volontiers³²⁷. »

Les tableaux suivants permettent de mettre en lumière l'indéniable diffusion professionnelle de la grève et rappelle clairement qu'elle reste, à cette époque, majoritairement un fait ouvrier souvent limité à l'usine. Malgré tout, les vieilles corporations et les vieux métiers – verriers, tailleurs, professions du bâtiment – coordonnent un « fond » assez constant de grèves sur la durée. De plus, les ouvriers du bâtiment, auxquels on intègre les différentes professions du bois, sont souvent à l'avant-garde des mouvements sociaux. Cet effet d'entraînement est remarquable lors de certaines périodes, notamment en 1906.

S'il existe des grèves que l'on pourrait qualifier « d'insolites » comme les musiciens de l'orchestre de Pau en 1905 ou bien plus encore des porteurs de cannes de golf à Biarritz en 1903, les grèves dans les services ne sont pas encore d'actualité.

Plutôt que d'évoquer une classification par grands secteurs d'activité, source de confusion, il est plus lisible de passer en revue les principales professions grévistes par département :

- Dans les Landes, les résiniers landais représentent le principal groupe gréviste avec plus de 39 grèves pour la période considérée. Les différents statuts professionnels existant dans cette profession ne permettent pas de qualifier leurs grèves de « paysannes » au sens strict. De nombreux gemmeurs constituent une classe d'ouvriers

³²⁷ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.59

agricoles qui les place près du monde ouvrier. Quoi qu'il en soit, l'écrasante prépondérance de ce groupe professionnel modifie largement les données statistiques des grèves de ce département.

Les grèves des ouvriers du bâtiment représentent environ 10% des conflits, tandis que les autres catégories professionnelles se situent bien en deçà.

- Pour les Basses-Pyrénées, les répartitions apparaissent plus « homogènes » par rapport aux tendances nationales, avec des industries prolétariennes³²⁸ aux avant-postes. Le bâtiment et le terrassement sont les principaux déclencheurs de mouvements d'arrêt de travail. En nombre, ils représentent, à part égale, environ 45% du total des grèves pour le département. Le secteur des transports, principalement les ouvriers des quais et conducteurs de tramways, est à l'origine de plus de 20% des conflits. En revanche, le textile et la métallurgie fournissent très peu de grévistes.

Ces données permettent de bien mettre en relief les principaux secteurs économiques du Midi aquitain précédemment évoqués dans la première partie.

Tableau n°10 : récapitulatif des principales grèves recensées dans les Basses-Pyrénées pour la période 1871 à 1914. Source : *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*.

Année	Profession des grévistes	Durée de la grève	Nombre de grévistes	Ville concernée
1891	charpentiers	9	120	Pau
1895	imprimeurs	1	7	Pau
1896	charpentiers	10	127	Pau
	maçons/tailleurs de pierres	13	94	Pau
	peintres/plâtriers	11	46	Pau
1897	dockers (charbon)	2	40	Bayonne
	peintres	63	60	Pau
	terrassiers/mineurs	1	30	Lurbe
1899	terrassier (voies ferrées)	1	30	Oloron
1900	typographes	7	17	Pau
	sandalières (monteuses)	2	74	Mauléon
	marins/mécaniciens	2	92	Bayonne
1901	mécaniciens/constructeurs	34	18	Pau
1902	mineurs (cuivre)	3	17	Laruns
	tailleurs de pierres	10	180	Arudy
	terrassiers (voies ferrées)	5	98	Oloron
1903	mineurs (cuivre)	1	48	Bielle
	typographes	87	15	Bayonne
	typographes	11	6	Bayonne
	tailleurs (textile)	8	30	Bayonne
	ébénistes/sculpteurs	13	44	Bayonne
	serruriers	56	36	Pau

³²⁸ Tilly Charles, Shorter Edward, *op.cit.*, p.879

1904	tailleurs de pierres	5	80	Arudy
	terrassiers/carriers	2	102	Eysus et Lurbe
	dockers (poteaux de mines)	1	40	Boucau
	porteurs de cannes (golf)	7	80	Biarritz
	sandaliers (monteurs)	6	18	Oloron
1905	carrossiers	98	66	Pau
	tailleurs de pierres	10	73	Arudy
	carriers	8	266	Bidache
	carriers/tailleurs de pierres	28	200	Bidache
	peintres	1	70	Biarritz
1906	plâtriers	41	74	Pau et Billère
	dockers (arrimeurs)	4	40	Bayonne
	musiciens	14	48	Pau
	charpentiers	1	10	Bayonne
	menuisiers	167	62	Pau et Gélós
	dockers	3	160	Boucau
	dockers	1	40	Boucau
	carriers/tailleurs de pierres	16	170	Arudy
	boulangers	1	12	Pau
	boulangers	3	30	Biarritz
	ébénistes	+ 200	30	Bayonne
	menuisiers	2	85	Biarritz
	mécaniciens/monteurs électriciens	1	18	Pau
	serruriers	3	35	Biarritz
	maçons	38	74	Pau
	plâtriers	106	60	Biarritz
	tailleurs de pierres	27	35	Biarritz
	terrassiers	4	145	Escot, Sarrance
	dockers	4	20	Boucau
	dockers	1	100	Boucau
tramways (spécialités diverses)	2	58	Oloron	
marins	11	15	Anglet	
1907	charretiers et travailleurs du Gave	15	72	Pau, Gélós, Billière, Bizanos
	ouvriers du gaz	1	20	Pau
	ouvriers de salins	1	11	Salies-de-Béarn
	mineurs (cuivre)	3	25	Ossès
	sandaliers (couseurs de semelles)	5	20	Oloron
	tisseurs (laine)	3	22	Bidos
	tanneurs	25	35	Oloron
	ébénistes	1	6	Bayonne
	ouvriers du bâtiment	10	84	Oloron
	terrassiers (voies ferrées)	2	80	Urrugne
	terrassiers (voies ferrées)	2	45	Bayonne
	tramways (employés et ouvriers)	2	57	Oloron
	tramways	18	47	Pau
	tramways	7	35	Oloron

1908	lameurs	11	32	Boucau
	Manœuvres usine St Gobin	1	15	Boucau
	carriers/tailleurs de pierres	15	150	Arudy
	tailleurs (habillement)	30	60	Bayonne
	ébénistes	7	41	Urrugne
	terrassiers	1	12	Saint-Etienne de Baigorry
	terrassiers	1	9	Hendaye
	terrassiers	1	42	Anglet
1909	bateliers	13	10	Lahonce
	bateliers	13	30	Bidache
	peintres	11	150	Biarriz
	sandaliers (finisseurs)	23	24	Oloron
	terrassiers	4	26	Cette-Eygun
	terrassiers	3	256	Urdo
	charretiers	35	32	Baudreix et Boeil-Bezing
	ébénistes	2	-	Orthez
1910	jardiniers	-	-	Biarriz
	boulangers	8	54	Pau
	ouvriers (usine d'extraits tanniques)	1	33	Ossès
	terrassiers (tunnel)	1	180	Urdo
	terrassiers (voie ferrée)	3	20	Urdo
	terrassiers/mineurs (voie ferrée)	1	100	Urdo
	cheminots	11	93	
	dockers	1	100	Bayonne
1911	boulangers	14	170	Bayonne et Biarriz
	ébénistes	6	40	Nay
	ébénistes	8	23	Nay
	charpentiers	45	23	Orthez
	peintres	7	58	Bayonne
	terrassiers	1	23	Biarriz
	terrassiers/maçons	3	167	Pau
	terrassiers (canal)	2	26	Les Aldudes
1912	terrassiers/mineurs	1	16	Urdo
	dockers	14	400	Bayonne
	dockers	18	500	Bayonne
	ébénistes	2	20	Nay
	salaisonniers	5	30	Biarriz
	tanneurs	2	10	Pau
	maçons	1	10	Hendaye
	terrassiers	3	107	Bedous
1913	pêcheurs/marins	1	9	Bayonne
	couturières	2	35	Biarriz
	charpentiers	2	21	Salies-de-Béarn
	tailleurs de pierres	45	170	Arudy
	terrassiers	2	28	Sames
	terrassiers	1	80	Licq-Atherey
	terrassiers	1	21	Oloron

1914	terrassiers	1	40	Ciboure
	dockers	2	41	Bayonne
	dockers	1	51	Bayonne
	tisseurs (laine)	3	10	Oloron
	ouvriers du bâtiment	4	650	Licq-Atherey
	terrassiers	6	650	Licq-Atherey
	terrassiers	1	44	Saint-Jean-de-Luz
	terrassiers	1	75	Biarritz
	dockers	1	60	Boucau
	dockers	1	102	Boucau
	dockers	1	83	Bayonne
	dockers	1	10	Bayonne
	dockers	1	30	Bayonne
	dockers	1	25	Boucau
	dockers	1	60	Boucau
	dockers	2	182	Boucau
Total	131	1749	9702	

Tableau n°11 : récapitulatif des principales grèves recensées dans les Landes pour la période 1871 à 1914. Source : *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage* et AD40 : 10M71-78.

Année	Profession des grévistes	Durée de la grève	Nombre de grévistes	Ville concernée
1878	ouvrières (paillons de bouteilles)	-	80	Rion les Landes
1884	ouvriers (usine injection de traverses)	1	17	Labouheyre
1890	verriers	120	50	Moustey
1894	terrassiers	1	50	
1897	dockers	1	-	Tarnos
	métallurgistes	3	56	Tarnos
1898	terrassiers (voie ferrée)	-	53	Saint-Geour de Marenne
1899	dockers	1	160	Tarnos
1900	mouleurs (sidérurgie)	-	50	Saint-Paul-Lès-Dax
1904	scieurs à la mécanique	-	37	Tartas
	mouleurs (sidérurgie)	-	15	Aire-sur-l'Adour
1905	charpentiers	-	-	Aire-sur-l'Adour
	charpentiers	3	70	Dax
1906	résiniers	11	35	Lit-et-Mixte
	résiniers	2	72	Moliets-et-Maa
	résiniers	5	80	Beylongue
	résiniers	7	66	Gastes
	résiniers	12	245	Lesperon
	résiniers	4	60	Lévignacq
	résiniers	5	150	Linxe
	résiniers	5	200	Mézos
	résiniers	4	250	Lesperon
	résiniers	9	200	Mimizan
résiniers	2	56	Saint-Vincent-de-	

1907				Paul
	résiniers	7	103	Seignosse
	résiniers	2	42	Soorts
	résiniers	9	255	Soustons
	résiniers	7	14	Capbretron
	sciurs à la mécanique	15	200	Castets
	sciurs à la mécanique	7	12	Sabres
	charpentiers	14	38	Mont-de-Marsan
	menuisiers	23	40	Dax
	mouleurs (sidérurgie)	13	57	Mont-de-Marsan
	mouleurs (sidérurgie)	27	55	Mont-de-Marsan
	cimentiers	3	20	Tarnos
	terrassiers	3	60	Aire-sur-l'Adour
	terrassiers	11	50	Aire-sur-l'Adour
	dockers	4	135	Tarnos
	dockers	4	120	Tarnos
	résiniers	97	378	Sainte-Eulalie-en-Born
	résiniers	2	200	Saint-Julien-en-Born
	résiniers	5	198	Saint-Julien-en-Born
	résiniers	7	300	Rien-les-Landes
	résiniers	6	69	Azur
	résiniers	31	350	Lit-et-Mixte
	résiniers	13	80	Beylongue
	résiniers	9	80	Laluque
	résiniers	18	52	Saint-Vincent-de-Paul
	résiniers	42	29	Mézos
	typographes	15	22	Mont-de-Marsan
ouvrières (paillons de bouteilles)	10	120	Tartas	
1908	charpentiers	4	30	Dax
	maçons/tailleurs de pierres	21	31	Mont-de-Marsan
1909	ouvriers (bois de ballast)	6	30	Labouheyre
	résiniers	90	68	Arzur
	résiniers	22	226	Soustons
	résiniers	91	172	Léon
	résiniers	80	140	Lesperon
	résiniers	66	60	Lévignacq
	résiniers	85	245	Linxe et Saint-Michel-Escalus
	résiniers	115	43	Saint-Vincent-de-Paul
	résiniers	82	110	Vielle-Saint-Girons
	résiniers	56	60	Moliets-et-Maa
	résiniers	77	340	Lit-et-Mixte
	1910	peintres	14	22
boulangers		2	25	Dax
ouvriers (bois de ballast)		4	30	Labouheyre

1911	ouvriers (paillons de bouteilles)	2	25	Laluque
	métallurgistes	1	35	Tarnos
	résiniers	13	71	Pontonx-sur-Adour
	boulangers	8	26	Mont-de-Marsan
1912	typographes	7	10	Mont-de-Marsan
	charpentiers	7	-	Hagetmau
	résiniers	23	132	Castets
	résiniers	2	332	Rion-les-Landes
	ouvriers (bois de ballast)	24	25	Labouheyre
1914	ouvrières (paillons de bouteilles)	20	125	Tartas
	charpentiers	8	21	Mont-de-Marsan
	ouvrières (paillons de bouteilles)	6	102	Rion-les-Landes
	Total	79	1535	7667

C) Structure des grèves du Midi aquitain

La grève est un fait social mesurable. Elle offre plusieurs composantes plus ou moins stables : nombre de grévistes, localisation des établissements, durée, types de revendications... Cela permet de dégager des tendances et des caractéristiques générales que nous allons détailler à travers deux grandes perspectives : les différents temps de la grève, avec les cycles et les fluctuations qui s'y rapportent, et les stratégies ouvrières. De nombreuses similitudes apparaissent avec les grèves nationales.

1) Les marqueurs de temporalité

Le premier marqueur que l'on dégage est la durée des mouvements de grèves, la cessation de l'activité peut aller de quelques heures à plusieurs jours, voire plusieurs mois. La durée moyenne des conflits se situe à 13 jours environ pour les Basses-Pyrénées et 19 jours dans les Landes. Si la durée des grèves s'allonge de manière importante dans notre période³²⁹, les grèves prolongées, au-delà d'un mois, restent exceptionnelles. Le « record » étant détenu par les ébénistes de Bayonne qui se mettent en grève plus de 200 jours entre 1906 et 1907. On recense ces grèves prolongées chez les ouvriers de tradition compagnonniques : huit dans le bâtiment, une grève de carrossiers et une grève de typographes. Mais elles existent aussi

³²⁹ Sirot Stéphane, *La grève... op.cit.*, p.57. La durée moyenne des conflits sociaux dans la période 1890-1914 en France se situe à environ 14.5 jours.

chez les résiniers, qui mènent des grèves de plusieurs semaines en 1906 et 1907. Ce n'est pas un hasard si ces professions spécialisées peuvent se « permettre » de prolonger aussi longtemps ces conflits. La problématique de survivre à la grève, qui entraîne une perte sèche de revenus, n'est pas l'apanage de toutes les professions. Ici, plusieurs paramètres entrent en jeu : le degré de préparation de la grève, l'importance du soutien syndical et de la population locale mais aussi de la, ou des, fédérations nationales, s'il existe du travail complémentaire pour les ouvriers et, plus rarement, la mise en place de coopératives ouvrières. Néanmoins, à la fin du XIX^e siècle, la grève devient une pratique courante de l'ensemble du monde ouvrier, y compris parmi les jeunes ouvriers non qualifiés³³⁰.

Par ailleurs, les grèves se caractérisent aussi par des fluctuations annuelles qui ne cadrent pas complètement à la rationalité économique des groupes ouvriers. Dans la période précédant la Première Guerre mondiale, il existe un cycle saisonnier des grèves avec une cessation d'activité préférentiellement lors des beaux jours, notamment au printemps. Dans les Landes, pour la période 1890-1914, environ 40% des grèves éclatent dans les trois mois d'avril à juin. La proportion est moindre dans les Basses-Pyrénées puisqu'un conflit sur trois se déclenche durant ce même trimestre.

Les rythmes du calendrier agricole impriment toujours une marque caractéristique dans la survenue des mouvements sociaux du Midi aquitain. Les périodes de moissons, fenaison et de récoltes permettent aux ouvriers restés proches de la terre de se garantir du pain quotidien. Il est vrai que l'arrivée des beaux jours accompagnés de températures plus clémentes facilite la vie quotidienne.

A l'inverse, l'hiver constitue une période de repli au cours de laquelle la plupart des secteurs d'activité connaissent un ralentissement de croissance. De plus survivre en grève durant les mois d'hiver complique considérablement la vie quotidienne des ouvriers, et donc les chances de réussir un conflit. Les dépenses de chauffage et de vêtements augmentent. « Il est logique [...] que les hivers les plus rudes, les plus générateurs de misère et de privation, soient suivis des printemps les plus batailleurs³³¹. »

Dans la majorité des cas, la périodicité de ces arrêts de travail n'a rien d'erratique, bien au contraire « on constate une distribution ordonnée des grèves, qui exclue le hasard et suggère un choix.³³² » Les jours de paie et les débuts de mois sont propices à la mise en grève,

³³⁰ Sirot Stéphane, *La grève... op.cit.*, p.51

³³¹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.113

³³² Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.103

c'est à ce moment-là que les disponibilités financières sont les plus fortes. De 1900 à 1910, notre série révèle des caractéristiques superposables puisqu'un conflit sur trois se déclenche au cours de la première semaine du mois. De plus, les lundis concentrent 30% des mises en grève ; le dimanche permet alors aux ouvriers de se réunir pour préparer plus posément le conflit. Cette attitude est assez reproductible parmi les ouvriers du bâtiment et témoigne d'une plus grande maturité de la pratique gréviste. Parfois, la grève est décidée le samedi soir ou le dimanche et elle commence effectivement le lundi.

Néanmoins, le rythme des grèves est souvent imposé par les professions et leurs contraintes.

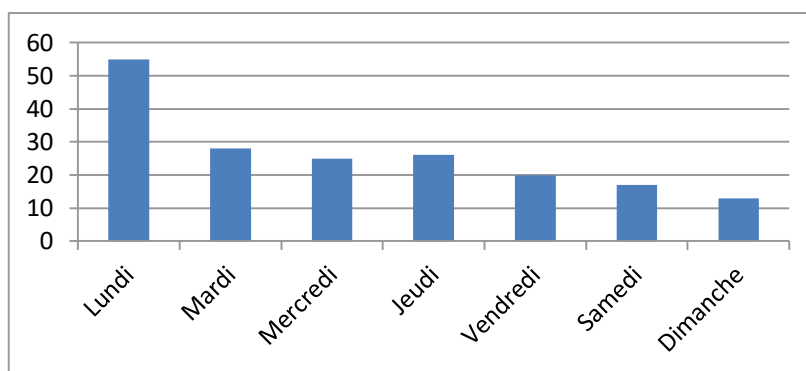


Tableau n°12 : répartition des grèves en fonction du jour de débauchage de 1900 à 1914. Source : *Statistique des grèves*

La comparaison avec les indicateurs conjoncturels liés à l'emploi révèle des influences qui ne sont pas des concomitances généralisées et indiscutables, sauf pour des secteurs comme le textile ou, surtout, le bâtiment³³³. La reprise de l'embauche à la « belle saison » pour les métiers de la construction se corrèle bien souvent avec le temps des revendications. La majorité des grèves de charpentiers, tailleurs de pierre et de maçons se concentrent entre mars et aout.

L'influence de ce secteur d'activité sur les autres professions reste très présente de par son effet moteur sur le mouvement ouvrier. Ce rythme saisonnier, « imposé » par les corporations du bâtiment, laisse une sorte de legs durable au mouvement gréviste³³⁴. Au basculement vers le XX^e siècle « le mouvement économique est en voie de changement, mais le mouvement des grèves ne le suit pas encore³³⁵. »

³³³ Sirot Stéphane, *La grève... op.cit.*, p.39

³³⁴ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.112

³³⁵ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.112

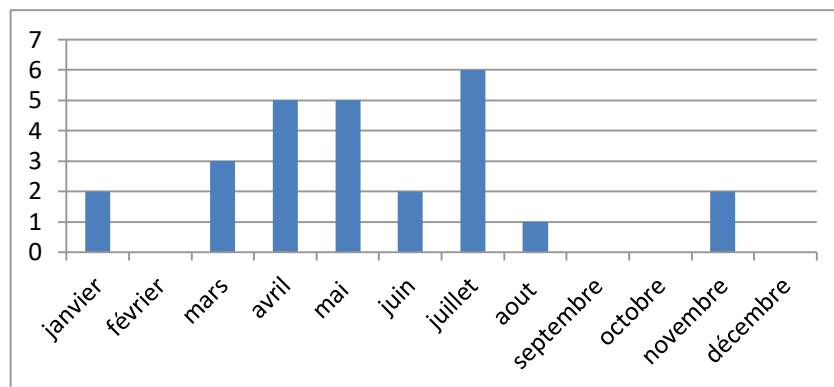


Tableau n°13: périodicité mensuelle des grèves des ouvriers charpentiers, tailleurs de pierre et maçons des landes et des Basses-Pyrénées, de 1890 à 1914. Source : *Statistique des grèves*

Si l'on souhaite comprendre plus précisément les stratégies mises en place au sein des différents métiers, il faut en connaître les temps forts. C'est le cas par exemple des résiniers landais qui déclenchent leurs conflits surtout l'hiver, en janvier février, au moment des travaux de préparation des pins. Si ce travail n'est pas fait à ce moment-là de l'année, c'est toute la saison qui est perdue. C'est également dans la même période que se renouvellent les contrats de métayage. Logiquement, une grève de résinier sur deux est donc déclenchée en janvier ou février. Tout retard dans l'exploitation de résine se répercute forcément sur la production et accentue d'autant la pression mise sur les propriétaires.

C'est aussi le cas pour les tanneurs qui, à l'inverse des gemmeurs, privilégient les mois chauds de l'année car les peaux ne peuvent être conservées longtemps. Le but évident est d'utiliser un moyen de pression sur le patron pour établir un vrai rapport de force.

Les dockers sont dépendants des aléas météorologiques. Le marché du travail est très irrégulier, directement en rapport avec la grande difficulté d'accès du port de Bayonne. En effet, lors des périodes de grosse mer le trafic maritime devient très aléatoire, déséquilibrant à son tour le marché du travail. Certains mois, de nombreuses journées sont obligatoirement chômées, les salaires s'en trouvent profondément amputés, ce qui augmente les tensions sociales et le déclenchement des grèves.

2) Les principaux attributs de la grève

Trois grands traits de caractère doivent maintenant être détaillés pour compléter ce panorama global des grèves du Midi aquitain.

Tout d'abord, la nature des grèves menées se révèle nettement offensive, caractéristique que l'on peut rattacher à 73% des conflits. L'aspect économique conjoncturel n'y est certainement pas étranger. La Belle Epoque, qui fait suite à une dépression majeure de

l'économie nationale, est une phase d'expansion, de hausse des prix, des profits, des salaires et de l'emploi. S'il semble que les phases de dépressions économiques aient un effet sur le déclenchement de grèves plutôt défensives, le nombre de grèves de notre série n'est pas assez puissant pour se livrer à des conjectures trop vagues.

Précisons ici que la nature offensive ou défensive des conflits sociaux se confond également avec le niveau de spécialisation de la profession, et la précarité qui y est parfois rattachée. Le mode de déclenchement de grèves concernant les femmes et les ouvriers espagnols est souvent défensif et beaucoup moins prévisible. C'est très clair pour les terrassiers par exemple. Mais le niveau d'encadrement syndical représente également une composante fondamentale dans la canalisation des comportements et la rationalisation des mouvements sociaux.

Le taux de syndicalisation apparaît assez différent entre les Basses-Pyrénées, qui regroupent 55% de grèves syndiquées, et les Landes, où le taux est à 72%. Ce différentiel est certes significatif mais peut être expliqué par la mobilisation des résiniers landais. En effet, ces dernières s'étalent à partir de 1906 jusqu'en 1912 et représentent à elle seules près d'un conflit sur deux pour ce seul département. Etant donné que la syndicalisation est majoritaire dans cette profession, il résulte une « inflation » du taux de grèves syndiquées dans les Landes. Il est toutefois très délicat d'évaluer précisément le nombre de grévistes adhérents. Les comportements ouvriers varient beaucoup selon les tendances et les conjonctures. Les effectifs d'ouvriers syndiqués apparaissent donc très labiles et une grève ratée peut suffire à anéantir tous les efforts d'organisation.

Globalement, la moyenne de ces grèves syndiquées se situe en dessous du niveau national puisqu'entre 1902 et 1914 ce taux oscille entre 70% et 80%³³⁶. Quoiqu'il en soit, le rôle des organisations syndicales progresse de manière continue dans la conduite des conflits du travail et ce dès la fin du XIX^e siècle.

Soulignons enfin que l'immense majorité des grèves est conduite par des hommes. Les femmes, souvent installées dans des situations de précarité dramatique, cessent plus rarement le travail que les hommes et dans des conditions souvent plus brutales et désorganisées. « Elles protestent plus qu'elles ne revendiquent³³⁷. » On enregistre seulement 8 grèves féminines sur les 210 cataloguées dans les départements du Midi aquitain pour la période concernée et 6 grèves mixtes, soit respectivement environ 4% et 3 % de l'ensemble des conflits du travail recensés dans les deux départements des Landes et des Basses-Pyrénées. La

³³⁶ Andréani Edgard, *Grèves...op.cit.*, p.244

³³⁷ Michelle Perrot, *Les femmes... op.cit.*, p.122

faible représentation des grèves mixtes est malgré tout relative. En effet, les femmes prennent souvent part dans l'organisation des grèves et des cortèges.

En corollaire, le nombre de grévistes par grève constitue un bon indicateur de la puissance des conflits. Alors que la moyenne nationale pour les années 1871 à 1913 se situe entre 200 et 300 grévistes par grève, nous sommes ici bien en deçà, d'autant plus si l'on compare aux seules années 1890 à 1914, avec 97 grévistes par grève en moyenne dans les Landes, chiffre qui chute à 74 dans les Basses-Pyrénées durant la même période. Il n'en reste pas moins que les grèves et ses différents acteurs s'intègrent progressivement dans la société. Derrière ce premier visage de la grève que nous avons circonscrit, il nous faut analyser maintenant les revendications portées par ces ouvriers.

II) Les revendications ouvrières

La fonction première de la grève est d'obtenir une amélioration des conditions de travail, ou bien d'éviter leur détérioration. La causalité d'une grève ne se résume pas uniquement à un, ou plusieurs, griefs énoncés par les ouvriers au début du conflit. En effet, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, la grève se confond aussi avec un profond besoin de démocratie sociale³³⁸. La reconnaissance syndicale en fait entièrement partie et représente un objet de grève en lui-même. Il est néanmoins indispensable d'analyser précisément les motifs déclarés de mise en grève. Ceux-ci révèlent de nombreuses informations sur les attitudes et les comportements des mondes ouvriers en formation.

Parmi ces revendications les problématiques salariales sont omniprésentes et sont une constante dans l'histoire des grèves. Elles découlent de manière mécanique de l'industrialisation des sociétés occidentales, synonyme de privations, de misère et de pauvreté de masse dès le début du XIX^e siècle³³⁹. Le salaire est souvent le seul revenu de l'ouvrier et représente un enjeu décisif qu'il faut défendre.

Viennent ensuite les questions relatives aux conditions et au temps de travail. Mais souvent, les motifs avancés, bien que très explicites, peuvent cacher des subtilités qu'il faut savoir repérer. En effet, lorsqu'on examine les formulations écrites, fréquemment dictées par les syndicats, la question salariale apparaît parfois comme un simple objet de négociation afin d'obtenir d'autres revendications moins matérielles.

Enfin, les rapports de forces au sein de l'entreprise entre patrons et salariés font l'objet de plusieurs grèves. Ici, l'autorité patronale, qui vise à encadrer et contraindre, s'oppose à la recherche de droits et d'autonomie chez les salariés. L'émergence progressive du contre-pouvoir syndical vient souvent perturber les microcosmes hiérarchiques des usines ou des fabriques. Le droit à une représentation syndicale doit souvent passer par des conflits très durs avec les patrons.

Bref, il n'y a pas de grève sans motif. « Néanmoins, les motifs véritables ne sont pas nécessairement ceux qui sont avancés et la grève peut avoir un caractère expressif conduisant à ce résultat paradoxal que la revendication au lieu de précéder la grève ne surgit qu'une fois que celle-ci a éclaté comme une sorte de rationalisation à postériori³⁴⁰. »

³³⁸ Goux Guy, Pernot Jean-Marie, *La grève*, Paris, Presses de Sciences Po., 2008, p.13

³³⁹ Goux Guy, Pernot Jean-Marie, *op.cit.*, p.9

³⁴⁰ Caire Guy, *La grève...op.cit.*, p.8

A) Aspects généraux des doléances ouvrières

La revendication représente l'objet même de la grève. Dans plus de 65% des cas le motif de grève est unique et peut parfois se préciser au cours de la grève. 34% des grèves présentent plusieurs revendications, majoritairement au nombre de deux (22%). L'association augmentation de salaire et réduction du temps de travail est très fréquente. Par ailleurs, seulement 12% des grèves possèdent plus de deux revendications.

<i>Nombre de revendications</i>	<i>Nombre de grèves</i>	<i>%</i>
0	2	1
1	136	65
2	46	22
3	16	8
4	7	3
5	2	1

Tableau n°14 : Répartition des grèves en fonction du nombre de revendications présentées par les ouvriers. Source : *Statistiques des grèves*

La plupart des ouvriers se contente souvent d'un motif de contestation unique, « l'ouvrier sait se plaindre, mieux que réclamer³⁴¹ ». Les programmes revendicatifs développés demeurent limités et varient beaucoup selon la nature des conflits, le degré d'organisation, la qualité des grévistes (sexe ou qualification par exemple)³⁴². Ainsi, les demandes des terrassiers apparaissent bien plus frugales que celles des menuisiers.

De plus, l'analyse plus approfondie de certains conflits permet de se rendre compte de l'évolution des revendications au cours de la grève, souvent liée à l'immixtion d'un représentant syndical. On peut donc voir apparaître chez les dockers lors des grèves de 1911 une liste de revendications allant du salaire au temps de travail en passant par la représentation syndicale sur les quais ou les jours de repos.

Le contenu des revendications permet de se rendre compte de la variété des motifs de grèves et les subtilités qui s'en dégagent. Le tableau suivant nous renseigne partiellement sur la nature des demandes ouvrières qui peuvent évoluer au fil de la grève tandis que d'autres se dessinent. Néanmoins, il ne doit pas s'interpréter de manière figée.

³⁴¹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit*, tome 1, p.252

³⁴² *Ibid.*

Tableau n°15 : Motifs de grèves principaux recensés dans le Midi aquitain. Source : *les données de l'Office du travail 1890-1914*

REVENDEICATIONS CONCERNANT LE SALAIRE

Taux de salaire	146
Uniformité du taux	11
Salaire Minimum	1
Augmentation des heures supplémentaires	1
Païement des frais divers (outillage, éclairage, frais de transports, ...)	15
Indemnités de déplacement	1
Païement du travail au temps	5
Contre païement à la tâche	5
Meilleure mesure du travail aux pièces	2
Affichage du tarif	2
Retard de paie	3
Périodicité de la paie	4
Divers	3

LA DUREE DU TRAVAIL

Réduction de la journée de travail	31
Obtention d'un jour de repos hebdomadaire	3
Travail de nuit	1
Aménagement des horaires	1

ORGANISATION DU TRAVAIL ET DISCIPLINE D'ATELIER

Règlement d'atelier	4
Amendes	1
Demande de renvoi de cadres (contremaitres)	9
Contre renvoi d'ouvriers	8

DEFENSE DE L'EMPLOI, SECURITE DU TRAVAIL

Contre l'emploi de main-d'œuvre non qualifiée (femmes)	1
Préférence embauche ouvriers de la localité	1
Contre mauvaise qualité des matières premières	1
Question d'hygiènes de l'atelier	1
Sécurité du travail	1
Caisse de retraite ou de secours	3
Contre accroissement de productivité	2
Modification de contrat	1
Suppression des corvées	3
Grèves de solidarité avec d'autres ouvriers	4

QUESTION SYNDICALE

Grèves de défense syndicale	5
Réintégration d'ouvriers syndiqués	9
Pour le monopole syndical de l'embauche	9

DIVERS

Augmentation du prix du logement ouvrier	1
Autres	9

Les revendications ouvrières s'articulent autour de plusieurs thèmes plus ou moins récurrents. Leurs « [...] contenus connaissent des modifications qui suivent pour une large part les transformations des sociétés industrielles et salariales.³⁴³ » Mais une revendication prédomine largement : le salaire et notamment l'augmentation de son taux, qui représente à lui seul environ 48% des griefs. « Cet aspect salarial de la grève française est un signe de relations sociales peu évoluées, dominées par le laisser faire individualiste, par l'équation revenu = salaire³⁴⁴. » Mais il existe également d'autres revendications plus élaborées comme la périodicité de la paie, ou les demandes de travail au temps qui permettent d'entrevoir les signes d'une classe ouvrière en formation.

Viennent ensuite la réduction du temps de travail, environ 10% des griefs, souvent accolée à une demande d'augmentation de salaire. Ces revendications se modulent en fonction des lois sociales de la Belle Epoque.

Les problèmes de discipline à l'usine sont l'objet de 10% des conflits sociaux. De plus, la demande de réintégration d'ouvriers se place souvent dans une perspective de défense syndicale et est indissociable de la pénétration syndicale à cette époque.

Les questions liées à la sécurité ou à l'hygiène au travail sont très peu présentes. Pourtant, les conditions de travail des ouvriers sont bien peu enviables et plusieurs témoignages confirment l'absence d'hygiène élémentaire sur les lieux de travail.

Enfin, seuls les employés des chemins de fer de la Compagnie du Midi et des tramways du P.O.M. se mobilisent pour la mise en place et l'amélioration des caisses de retraites. Selon Michelle Perrot, cette carence est probablement une attitude de défiance vis à vis du patronat qui gère ce domaine de manière souvent arbitraire.

³⁴³ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.64

³⁴⁴ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.262

B) L'hégémonie des questions salariales

Les revendications salariales représentent le motif principal de grève chez les ouvriers. Plus de trois quart des conflits³⁴⁵ se rattachent à un problème de salaire. L'absence de toute prestation sociale et le détachement rural mettent le salaire au centre des préoccupations ouvrières et la grève devient logiquement un mode de contestation de plus en plus utilisé pour améliorer l'existence³⁴⁶. Bien souvent, derrière des doléances qui peuvent paraître beaucoup plus complexes et variées, la question du salaire reste prédominante.

De plus, les différences de traitement de salaires, au sein des mêmes métiers, sont extrêmement variables, avec d'un côté des ouvriers rétribués au temps de travail effectué et d'autres payés à la tâche. Ces différences n'apparaissent pourtant pas comme des objectifs prioritaires pour les ouvriers. En revanche, les variations de salaires d'un village à l'autre commencent à devenir de plus en plus insupportables et font l'objet de plusieurs mouvements.

1) L'importance du salaire dans les rapports sociaux

Le travail salarié, et le recul de la pluriactivité, prend de plus en plus de place dans certains secteurs industriels, plaçant ainsi la question salariale au cœur de la problématique ouvrière. Cela d'autant plus que les transformations culturelles, politiques et sociales, avec l'influence de l'école et de la presse, donnent un écho particulier à cette question³⁴⁷.

L'Etat n'intervient que très peu directement en matière de législation salariale. Pour autant, l'importance donnée à la rémunération du travail devient telle que la société s'interroge concrètement sur la question. La grève devient alors, pour le législateur républicain, l'occasion d'une action réformatrice. L'apparition des commissions de conciliations et d'arbitrages, à partir de la loi de 1892, vise à établir les conditions d'un débat public sur le litige, et principalement la question salariale. Par ailleurs, une procédure instaurée par décret en 1899 par le ministre du Commerce Alexandre Millerand stipule que les conditions du travail devaient être inscrites dans les cahiers des charges soumis aux entrepreneurs dans le cadre des adjudications de chantiers publics. Ces conditions étant d'abord déterminées à partir des « conventions collectives » conclues par des syndicats professionnels³⁴⁸. Enfin, la loi du 7

³⁴⁵ 75% pour des Basses-Pyrénées et 85% pour les Landes

³⁴⁶ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.28

³⁴⁷ Judet Pierre, *op.cit.*, p. 9

³⁴⁸ Didry Claude, « La production juridique de la convention collective », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 6/ 2001 (56e année), pp.1253-1282

décembre 1909 garantit le versement du salaire à intervalles réguliers, tous les 15 jours pour les ouvriers et tous les mois pour les employés.

La fixation du salaire semble être dévouée, dans la majorité des cas, au seul jugement patronal, sans assise contractuelle, au gré de l'offre et de la demande. Néanmoins, au fur et à mesure que l'on avance vers 1914, les conventions deviennent de plus en plus apparentes. Les professions les mieux organisées, en général syndiquées, cherchent à mettre en place un barème des revenus par le biais de conventions collectives³⁴⁹. On retrouve ces accords conventionnels dans les professions marquées par une forte tradition corporative ou héritières du compagnonnage : le bâtiment, les gemmeurs, les dockers, les typographes. Ces « conventions collectives » sont issues de négociations entre les ouvriers, souvent syndiqués, et les patrons, en général syndiqués, non sans avoir été provoquées par d'importants mouvements de protestation. Elles fixent les niveaux de salaire et les conditions de travail pour une durée déterminée, en général plusieurs années. Néanmoins, ces conventions restent marginales et peu encadrées et les renégociations conventionnelles passent quasi systématiquement par une nouvelle grève car aucun dialogue social apaisé n'est encore possible. Les travaux législatifs sur la mise en place d'une « convention collective » sont intenses mais rencontrent peu d'écho aussi bien auprès des patrons que des syndicats ouvriers, notamment la CGT. Ainsi, de 1878 à 1914, le rôle de la grève comme processus de régulation des rapports sociaux est manifeste.

2) Le salaire comme point de fixation

Les demandes d'augmentations directes des taux de salaires reviennent en permanence. Ces revendications salariales représentent environ sept conflits sur dix dans les Basses-Pyrénées et ce, de manière majoritairement offensive. Le salaire constitue l'unique revenu de l'ouvrier, par conséquent son accroissement est donc la seule manière d'augmenter le niveau de vie³⁵⁰. Il n'existe par ailleurs aucun mécanisme d'adaptation des salaires au coût de la vie. La cherté de la vie et du logement sont souvent avancés mais surtout dans les villes de luxe, Biarritz et Pau. On retrouve cet argument plus rarement dans des villes comme Mont-de-Marsan ou Bayonne et émanent essentiellement des corporations du bâtiment. La pénibilité du travail revient aussi fréquemment dans l'argumentaire ouvrier qui demande une compensation en numéraire. Les dockers charbonniers du Boucau revendiquent 50 centimes

³⁴⁹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.66

³⁵⁰ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.265

par tonne pour toute l'escouade, en raison « d'un travail très pénible et, disent-ils, très dangereux à exécuter³⁵¹. »

La formulation des revendications est de plus en plus précise avec des demandes chiffrées qui montrent une bonne connaissance des déterminants économiques de certaines professions. Les ouvriers s'expriment peu en pourcentage et plus volontiers en chiffres absolus³⁵². Ici on sollicite 5 ou 10 centimes de l'heure ou 50 centimes à 1 franc de plus par jour. Globalement, ces demandes de revalorisation sont le plus souvent modérées, voire timides, majoritairement comprises entre 20 et 30% de hausse.

La hiérarchie des demandes d'augmentation de salaires au sein d'une profession apparaît très souvent homogène malgré la division du travail. Les ouvriers boulangers par exemples échelonnent leurs revendications salariales en fonction du grade dans la profession : brigadiers, adjudes et apprentis. On retrouve ces échelles de salaires en fonction des postes de travail dans de nombreuses professions comme les ouvrières pailleuses ou même les saleuses. Plus rarement l'élite des travailleurs, tout du moins les mieux rémunérés, se dissocie complètement des autres catégories en revendiquant des augmentations de salaire limitées à eux seuls. Cela peut montrer d'ailleurs la complexité de l'unité ouvrière, tout au moins localement.

Ces accroissements de salaires peuvent également prendre des formes différentes via la demande d'indemnités de déplacement. Lorsque les ouvriers du bâtiment dépassent les limites de l'octroi, cela représente pour eux une perte de revenus qu'ils entendent compenser par ces mesures. Tout comme lorsque les tailleurs de pierre demandent une modification du mesurage des pierres dont l'objectif est également une augmentation de salaire.

On peut également citer les conflits qui visent à limiter le nombre d'apprentis ou bien les typographes de Mont-de-Marsan qui se mettent en grève en 1907 pour supprimer le travail féminin dans leur branche. Tous ces motifs sont, aux yeux des ouvriers, des moyens de garantir le niveau de leur rémunération³⁵³.

Les demandes de maintien de salaires sont marginales dans les revendications et apparaissent plutôt conjoncturelles. On les rencontre principalement dans les grèves défensives avant 1900. Par ailleurs, ces demandes sont souvent adossées, lors de quelques conflits, à une réduction du temps de travail.

³⁵¹ *La Dépêche* (Per.) du 16 juin 1906

³⁵² Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.269

³⁵³ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.65

3) Une dysharmonie salariale source de conflits

A la charnière des XIX^e et XX^e siècles, plusieurs formes de rémunération du travail se superposent, dont les deux principales : à la tâche et au temps de travail. Le marchandage tendant à périlcliter³⁵⁴. Ainsi, le temps de travail ouvrier à cette époque module des salaires qui peuvent paraître faussement élevés.

3% des conflits sont directement liés au mode de rémunération avec une demande de suppression du paiement à la tâche. Les ouvriers demandent un salaire horaire, parfois à la journée ou à la demi-journée, notion plus concrète qui permet d'introduire celle d'heures complémentaires³⁵⁵. Toutefois, ce pourcentage révèle que ces demandes d'évolution vers un salaire horaire apparaissent étonnamment peu fréquentes. Cette forme de rétribution au rendement peut même parfois être défendue par certains ouvriers qui perdraient beaucoup en l'abandonnant. Les dockers, les charbonniers plus précisément, en sont l'exemple type car le travail à la tâche permet d'obtenir un salaire plus élevé dans les périodes de gênes. Le travail à la pièce, ou à la tâche en fonction de la profession, reste largement prédominant dans le textile, l'habillement, le travail à domicile. E.P. Thompson décrit bien l'importance que les ouvriers attachent au temps « orienté par la tâche » : « [Il est en premier lieu] plus compréhensible, humainement parlant, que le travail mesuré en unité de temps. Le paysan ou l'ouvrier semblent s'acquiescer de ce qui est une nécessité objective. Deuxièmement, dans une communauté réglée sur l'orientation par la tâche, la sphère du travail semble moins dissociée de la sphère de la « vie ». Travail et rapports sociaux sont étroitement imbriqués – la journée de travail est plus ou moins longue selon la tâche – et il n'y a guère de conflit entre travailler et « passer le temps de la journée ». ³⁵⁶ »

Pourtant le travail au temps se répand progressivement, et est assez largement défendu par les syndicats. Les raisons sont multiples : le salaire horaire est nettement plus lisible pour l'ensemble des partenaires et l'égalité de traitement semble le principal motif.

En effet, le salaire présente une variabilité extrême, source d'inégalités criantes entre les métiers et à l'intérieur même des professions. Tout au long du XIX^e siècle, les disparités de salaires sont importantes, aussi bien dans le secteur agricole que dans le secteur industriel. Mais d'autres niveaux de disparité apparaissent, entre les régions, entre les métiers, même dans les branches de métiers, et entre hommes et femmes. Les rapports de force existant en

³⁵⁴ Vigna Xavier, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Editions Perrin, 2012

³⁵⁵ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.67

³⁵⁶ Thompson Edward P., *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, Editions la Fabrique, 2004, p.37

fonction du degré de qualification, la proportion de femmes ou d'étrangers et l'abondance ou le manque de main d'œuvre locale, modulent également la durée du travail et les niveaux de salaires³⁵⁷. De plus, l'écart entre les salaires agricoles et industriels se creuse dans les dernières décennies du XIX^e siècle. Les salaires nominaux agricoles augmentant quatre fois moins vite que les salaires ouvriers de 1860 à 1890³⁵⁸. Ici encore, les effets de la grande Dépression de font sentir.

L'éclatement des taux de salaire entre les métiers et entre zones géographiques est manifeste. Si on prend l'exemple des typographes, profession pourtant fédérée au plan national et réglementée, on constate des différences assez significatives entre les ouvriers travaillant à Bayonne, rémunérés 3.50 francs à la journée en 1903, et les typographes de Mont-de-Marsan qui touchent entre 3.25 et 4 francs, avant leur grève de 1907³⁵⁹. Chez les boulangers, on retrouve les mêmes disparités entre les maîtres valets de Dax dont le salaire journalier se situe entre 3.50 et 4.50 francs et les ouvriers boulangers de Pau qui touchent entre 4.75 et 5.75 francs³⁶⁰. Les menuisiers palois perçoivent 0.35 francs de l'heure cependant que le menuisier biarrot ou hendayais touche 0.50 francs³⁶¹.

En comparaison, le travail féminin est complètement dévalué. En 1907 les confectionneuses de paillons de bouteilles touchent à peine 1.70 francs pour neuf heures de labeur quotidien. Sans compter l'éclairage à leur charge et un système d'économat toujours en place.

Entre métiers, l'écart est parfois gigantesque. Les terrassiers, souvent espagnols, touchent entre 3 et 5 francs par jour pour dix à onze heures de travail. Les salaires des ouvriers du bâtiment en général, et du textile, ne sont guère plus élevés. En revanche, certains dockers peuvent toucher jusqu'à 8 francs par jour.

Enfin, à l'intérieur même de l'entreprise les écarts de salaires sont parfois d'un facteur 2 à 3. La grille salariale aux Forges de l'Adour en 1914 nous révèle des salaires allant jusqu'à 14.75 francs la journée pour les lamineurs et les chauffeurs, à 4 francs à peine pour les leveurs de portes³⁶². Pour les gemmeurs, on peut avancer au moins trois grands facteurs de variabilité sur les revenus de la résine de pin qui rendent toute tentative de généralisation des revenus impossible. En premier lieu, la part de l'activité du métayer dédiée au gemmage à partir du

³⁵⁷ Charles Christophe, *op.cit.*, p.291

³⁵⁸ Chanut Jean-Marie, Heffer Jean, Mairesse Jacques, Postel-Vinay Gilles. Les disparités de salaires en France au XIX^e siècle. In: *Histoire & Mesure*, 1995 volume 10 - n°3-4. Consommation. pp.381-409

³⁵⁹ Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ AD64 : 10M14, note de service du cabinet du préfet lors de la grève des ouvriers du bâtiment de Pau en 1906

³⁶² AD40 : 10M81

nombre de cares qu'il entretient³⁶³ ; en second lieu, le cours de la résine qui fluctue énormément ; en dernier lieu, le contrat de métayage qui diffère fortement en fonction des territoires.

Ces disparités de salaires sont parfois à l'origine de conflits, ou au moins de revendications, ayant pour but d'obtenir une harmonisation salariale au sein d'une même profession à l'échelle communale, parfois départementale, rarement au-delà. L'action syndicale et la presse sont un puissant facteur d'harmonisation des rémunérations ; favorisant les contacts entre ouvriers et les rapprochements³⁶⁴. Michelle Perrot décrit très clairement ces réseaux d'imitation à structure régionale composés de points stratégiques au sein desquels se produisent les modifications salariales qui vont ensuite se propager de proche en proche³⁶⁵. Ainsi, dans le bâtiment, le syndicat des ouvriers du bâtiment de Pau avance l'argument de salaires très insuffisants et « inférieurs aux taux pratiqué dans diverses villes moins importantes de la région³⁶⁶. » Il en est de même lors de la grève des sandaliers couseurs de semelles de la maison Carçabal à Oloron en 1907. Si ces derniers cessent le travail subitement à la suite d'un problème de qualité de matière première, le syndicat des sandaliers d'Oloron, qui prend en charge les négociations, demande une augmentation de salaire pour ces ouvriers au prétexte qu'il existe une différence de traitement entre les ouvriers de même catégorie dans l'autre principale usine de sandale de la ville³⁶⁷. On retrouve les mêmes arguments lors de grèves de gemmeurs, de dockers et chez les ouvrières de paillons de bouteilles.

Bien entendu, il faut moduler ces salaires bruts en fonction des aléas conjoncturels, avec des périodes de presses qui prolongent les journées de travail déjà bien remplies. Mais il faut également compter avec de nombreuses journées obligatoirement chômées, les salaires s'en trouvant profondément amputés, ce qui augmente les tensions sociales. Globalement, les travaux extérieurs sont souvent très ralentis pendant la période hivernale. Il faut donc interpréter prudemment les données du tableau suivant, à titre uniquement indicatif.

³⁶³ Nous reviendrons plus longuement sur les aspects techniques du travail de gemmage. A ce stade signalons simplement que la « care » est l'entaille pratiquée dans l'arbre, mais un arbre peut en compter plusieurs. On parle donc en « care » pour évaluer l'activité de gemmage plutôt qu'en nombre de pins. On compte que 1500 « care » produisent environ 5 barriques de gemme. Source : Dupuy Francis, *Le pin de la discorde. Les rapports de métayage dans la Grande Lande*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1996, p.229

³⁶⁴ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.268

³⁶⁵ *Ibid.*, pp.265-269

³⁶⁶ AD64 : 10M14, lettre du syndicat des ouvriers du bâtiment de Pau datée du 19 avril 1906

³⁶⁷ AD64 : 10M20, lettre du sous-préfet d'Oloron du 23 novembre 1907

Profession	Salaire
Dockers :	
Grainetiers	8fr. /journée
Charbonniers	8fr. /journée
Phosphatiers	8fr. /journée
Bois et traverses	5.50 à 6fr. /journée
Journaliers	5.50fr. / journée
Sandalier à Mauléon :	
Couseurs de semelle	2.50 à 3.50fr. /journée (travail à la tâche)
Ebéniste à Nay	4.25fr. /journée
Peintre à Bayonne	3.50 à 4.50fr. /journée
Peintre à Dax	4.45 à 4.95fr. /journée
Plâtrier à Biarritz 1ere catégorie	5.75fr. /journée
Terrassier mineur aux Aldudes	0.45fr. /heure
Ouvriers pailleurs :	
Hommes	2.75 à 3fr. /journée
Femmes	1.75 à 2fr. /journée
Charpentier à Hagetmau	2.75fr. /journée
Manutentionnaires de traverses pour la Cie du Midi	7fr. /journée
Lingères palaises ³⁶⁸	1.50fr. /journée
Gemmeur des forêts domaniales ³⁶⁹	3fr. /journée
Journalier agricole ³⁷⁰ :	
Avec nourriture	1.25fr. /journée
Sans nourriture	2fr. /journée

Tableau n°16 : tableau indicatif des salaires de certaines professions entre 1910 et 1913. Source : *Statistique des grèves*

C) Les enjeux liés au temps de travail

Immédiatement après le salaire, les griefs portant sur la durée du travail viennent se placer au deuxième rang, soit 31 grèves pour notre série. Notons toutefois que, quantitativement, ce motif de grève apparaît nettement moins souvent que les salaires, environ deux grèves sur dix. Ces deux revendications apparaissent toutefois fortement liées : les demandes de diminution du temps de travail se combinent avec les demandes d'augmentation de salaire.

³⁶⁸ AD64 : 10M4, note du sous-préfet d'Oloron en 1912

³⁶⁹ AD40 : 10M89, lettre de conseillers municipaux de Lit-et-Mixe du 25 janvier 1907

³⁷⁰ AD64 : 10M4, note du professeur départemental d'agriculture des Basses-Pyrénées en 1912

Si on analyse de manière plus globale, la réduction de temps de travail représente un moyen indirect d'augmentation du salaire³⁷¹. De plus, ces demandes relatives à la modification des rythmes de labeur quotidien s'intègrent dans des grèves à nette prédominance offensive (dans 90% des cas) et ce de manière assez logique puisqu'elles apparaissent lors de cycles de bonne conjoncture qui valorise le temps de travail³⁷².

1) Le rapport des ouvriers au temps de travail

La notion de temps de travail se précise à mesure que l'on s'avance vers la Grande Guerre. En effet, il existe une grande variabilité de cette notion par le fait du caractère saisonnier des activités, agricoles ou industrielles, mais également par les variations brutales de l'activité industrielle qui voit l'alternance de périodes « mortes », conjoncturelles ou structurelles, et de presse. Ici encore la pluriactivité complexifie la temporalité de l'ouvrier. La notion de durée de travail témoigne par elle-même d'une évolution de la définition du travail, dans lequel le référent n'est plus la tâche à accomplir mais le temps de travail lui-même³⁷³.

En fait, tout au long du XIX^e siècle, plusieurs processus de production et de réduction de la durée du travail³⁷⁴ se combinent. Cela explique sans doute pourquoi les luttes sociales ne s'orientent pas majoritairement vers l'abaissement du temps de travail.

En effet, progressivement à partir des années 1840, le législateur contribue à réglementer, accompagner ou modifier la perception du temps dans le travail³⁷⁵. La loi du 22 mars 1841, interdit le travail des enfants de moins de huit ans et limite la journée de travail à huit heures pour les 8-12 ans et à douze heures pour les 12-16 ans. Le travail de nuit (9 heures du soir-5 heures du matin) est interdit aux moins de 13 ans, et pour les plus âgés, deux heures comptent pour trois. La loi du 2 novembre 1892 limite et réglemente le travail des femmes et des enfants et organise le corps des inspecteurs du travail. En 1900, la loi Millerand abaisse à dix heures la durée du travail journalier en fixant un délai de quatre ans pour une application progressive ; plus précisément, cette loi instaure la semaine de 60 heures. En 1905, la journée de travail des mineurs passe à huit heures tandis que le repos obligatoire hebdomadaire de 24 heures est voté le 3 juillet 1906.

³⁷¹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.284

³⁷² *Ibid.*, p.287

³⁷³ Fridenson Patrick, Reynaud Bénédicte (dir.), *La France et le temps de travail (1814-2004)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p.22

³⁷⁴ *Ibid.*, p.55

³⁷⁵ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.70

Néanmoins, ces cadrages législatifs, qui pèsent indéniablement dans la modification de la norme sociale du temps de travail, doivent être nuancés. En effet, ces lois sont peu ou pas appliquées³⁷⁶ : les patrons peuvent ignorer sans grand soucis le repos dominical et les dix heures sont bien souvent dépassées. Enfin, il n'y a absolument aucune uniformité sur les régimes de travail.

Dans une société rurale, où les ouvriers partagent souvent leur existence entre la culture de la terre et l'usine, la gestion et le contrôle du temps représentent un enjeu primordial des sociétés industrielles en construction³⁷⁷. Ici, les intérêts patronaux et ouvriers, ces derniers étant majoritairement pluriactifs, sont diamétralement opposés. Les patrons sont souvent très réticents à limiter la durée du travail. Bien au contraire, leur objectif est d'arriver à imposer la régularité de la journée de travail. Le rythme usinier modifie l'appréhension du temps qui oppose le moment du labeur et le non-travail. « Le contenu des revendications sur le temps de travail est profondément lié à cette perception sociale du temps, qu'elles contribuent aussi, à la marge, à faire évoluer³⁷⁸. » La grève des mouleurs de Mont de Marsan en 1906 s'inscrit complètement dans une perspective duale entre ces deux temps, agricole et usinier. En demandant le renvoi du contre maître, jugé trop sévère, ils protestent avant tout pour garder la liberté d'entrée et de sortie pour les ouvriers payés aux pièces³⁷⁹. Néanmoins les grèves de ce type sont très peu nombreuses probablement du fait de la faible concentration d'ouvriers français dans les usines, elles-mêmes relativement peu nombreuses, et ceux qui y exercent sont de plus en plus rarement pluriactifs.

Notons toutefois qu'une évolution paradigmatique s'opère avec une perception sanitaire du temps de repos ouvriers étayée par des rapports de médecins et d'hygiénistes³⁸⁰.

2) Reprendre la main sur son temps de travail

Si l'on analyse plus en avant les demandes de réduction du temps de travail dans le Midi aquitain, on s'aperçoit qu'elles sont majoritairement orientées vers la journée de 10 heures. Ce sont les professions du bâtiment qui affermissent cette revendication quasi exclusivement. En 1890, la journée de 8 heures représente la revendication phare du mouvement ouvrier lors de chaque Premier mai. Mais on ne retrouve que deux grèves de

³⁷⁶ Fridenson Patrick, Reynaud Bénédicte (dir.), *La France...op.cit.*, p.66

³⁷⁷ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.70

³⁷⁸ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.71

³⁷⁹ AD40 : 10M72, rapport du commissaire de police du Mont de Marsan du 22 juin 1906

³⁸⁰ Fridenson Patrick, Reynaud Bénédicte (dir.), *La France...op.cit.*, p.60

terrassiers, en 1909 et 1910, qui invoquent comme première demande la journée de 8 heures. Malgré tout, ce rituel qui s'instaure contribue à populariser ce thème et devient emblématique³⁸¹. Le Premier mai 1906, la CGT organise une grande campagne en faveur de la journée de 8 heures. Cette année 1906 concentre la moitié des mobilisations collectives en faveur d'une réduction du temps de travail. Mais ici, ce sont les 10 heures journalières que demandent les ouvriers. En définitive, les grèves du Midi aquitain sur le temps de travail appellent plutôt à une application de la loi, plus qu'à obtenir par un compromis conflictuel une réduction du temps de travail plus contraignante.

L'attitude des ouvriers devant le temps de travail est une variable qui dépend de plusieurs facteurs dont un paraît important : le mode de rémunération. En effet, les travailleurs aux pièces sont moins intéressés par la limitation du temps de travail. Par ailleurs, le degré de qualification et le genre entrent également en considération : les femmes gardent à l'usine un comportement de ménagère, prodigues de leur temps, et ne manifestent pas de besoin en ce domaine³⁸².

La demande du repos dominical est plus rare, seulement mise en avant au cours d'une seule grève en 1911 par des ouvriers dockers. Toujours en 1911, les ouvriers boulangers se mobilisent à Bayonne et Biarritz eux pour la suppression du travail de nuit associé à une demande de repos hebdomadaire par roulement, qui n'est bien souvent pas respectée par les patrons³⁸³. Cette dernière revendication est également au premier plan lors de la grève des ouvriers boulangers de Mont-de-Marsan la même année³⁸⁴.

Par ailleurs, le temps de travail peut être « utilisé » par les ouvriers comme moyen de pression sur les patrons concernant la rémunération. Les plâtriers de Pau en 1905 revendiquent initialement la journée de 8 heures et une augmentation de salaire. Très rapidement, au cours des négociations cette revendication est rapidement mise de côté à la faveur de l'augmentation de salaire.

La rhétorique gréviste pour argumenter les demandes de diminution de temps de travail est souvent peu lisible. De manière redondante on retrouve des éléments liés à la pénibilité du travail et à la fatigue de longues heures de labeur. Le temps de récupération est une requête salubre permettant de vivre mieux et d'échapper à l'épuisement. Les employés des tramways de Pau l'expriment ainsi : « Les mécaniciens, chauffeurs et chefs de trains eux, travaillent plus de 17 heures par jour et bénéficient à peine de trois jours de repos par mois.

³⁸¹ Stéphane Sirot, *La grève...op.cit.*, p.73

³⁸² Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.287

³⁸³ AD64 : 10M15

³⁸⁴ AD40 : 10M73

Plus de 17 heures par jour, pour un salaire minime, n'est-ce pas là un surmenage auquel il est impossible de résister³⁸⁵. » Les boulangers quant à eux, se positionnent essentiellement sur la suppression du travail de nuit qui use les corps. Le comité de grève des ouvriers boulangers de Biarritz écrit alors : « Nos aspirations sont-elles donc exagérées lorsque nous demandons à goûter nous aussi les joies et les caresses de la famille, en étant pas astreints par un travail de nuit exténuant nous obligeant à chercher le repos alors que tout est à la joie, à l'activité.³⁸⁶ »

« Sans doute plus encore que les autres, les revendications sur la durée du travail évoluent avec les mentalités et la perception du temps, elles-mêmes influencées par la construction progressive des sociétés salariales.³⁸⁷ »

D) Les rapports d'autorité dans le travail

Les espaces laborieux, au sens large, font émerger des rapports de force entre patrons et salariés. L'autorité patronale, qui vise à encadrer et contraindre, s'oppose ici à la recherche de droits et d'autonomie des salariés. La discipline instaurée au sein de l'espace usinier laisse peu de marge de manœuvre aux ouvriers. Les règles imposées par l'employeur prennent ainsi une place considérable : l'emploi du temps, les horaires, le rythme de travail les temps de pauses, les conditions d'interruptions du travail.

Ces rapports d'autorité se heurtent également à la question montante à partir des années 1880 de la représentation du monde du travail dans l'entreprise qui prend bien souvent la forme d'organisations syndicales. Cela donne lieu à plusieurs conflits souvent durs tant les divergences sont fortes.

1) Les réactions envers la domination patronale

A l'atelier, à l'usine ou au chantier, en plus des oppositions relatives aux temporalités du travail que nous venons d'aborder, se surajoutent deux grands types de conflits. En premier lieu contre l'autorité du patron et ses abus. Par extension les différends, nombreux, avec le personnel d'encadrement.

Au sein d'une société rurale, l'industrialisation progressive tente d'amener ses rythmes propres et d'encadrer les salariés afin d'améliorer les rendements. Néanmoins, discipliner une

³⁸⁵ *L'Indépendant des Basses-Pyrénées* (Per.) du 28 septembre 1907

³⁸⁶ *L'Action Syndicale* (Per.) d'avril 1911

³⁸⁷ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.76

main d'œuvre toujours fortement attachée à la terre n'est pas chose aisée et provoque souvent des ruptures. Dans le Midi aquitain on compte environ 7% des grèves en rapport direct avec un problème lié à des conflits d'autorité. Il s'agit de grèves courtes, en moyenne 8 jours, défensives et souvent très suivies. Le plus souvent ces conflits se limitent à un établissement donné, lieu du problème. Par ailleurs, ces grèves présentent comme caractéristiques une certaine spontanéité et un manque d'organisation.

Mais l'autorité directe est parfois doublée d'une chape plus sournoise qui vise à cheviller les ouvriers au sein de l'usine. Nous parlons ici des abus patronaux visant à étouffer l'ouvrier et le rendre dépendant de son travail usinier qui font l'objet d'environ 8% de grèves.

Plusieurs entraves apparaissent insupportables chez les travailleurs, souvent les moins qualifiés. Les économats par exemple, gérés par les chefs d'entreprise, dans lesquels les ouvriers étaient obligés de s'approvisionner, existent encore au début du XX^e siècle. Ou bien encore l'éclairage et l'outillage, souvent au frais des ouvriers tout comme le transport de la résine devant être payé par les résiniers. La suppression des corvées et autres travaux de manutentions font aussi partie des griefs, notamment par les ébénistes de Nay en 1911 et les ouvrières pailleuses de Tartas en 1912 qui se mettent en grève pour cela³⁸⁸.

Peu de grèves concernent le système des amendes même si celui-ci semble toujours assez répandu. Le textile est souvent incriminé³⁸⁹ dans cette doctrine, mais bien souvent l'espace usinier est occupé par des ouvrières étrangères qui peuvent difficilement contester ces brimades. On en retrouve trois types : les amendes pour malfaçon ou insuffisance de productivité, pour absence et pour retard³⁹⁰.

Parallèlement, les conflits dirigés contre les personnels d'encadrement représentent 3% des grèves. Ici on demande le renvoi du contremaître ou du surveillant trop zélé. Ces conflits sont particulièrement nombreux parmi les terrassiers avec 5 grèves (soit plus de la moitié de la totalité de ces grèves). On retrouve aussi ces revendications parmi les ouvriers mouleurs et les dockers à parts égales. La grève sert aussi de défouloir aux ouvriers contre leurs supérieurs, sans représenter pour autant un motif de grève. Lors des événements de 1911 sur le port de Bayonne, le contremaître Latapy est ainsi copieusement insulté dans une communication émanant du syndicat des ouvriers dockers³⁹¹. Nous pourrions multiplier les exemples de ce type et montrer à quel point les relations entre les ouvriers et leur hiérarchie peuvent être compliquées, voire pathologiques.

³⁸⁸ AD64 : 10M18 et AD40 : 10M74

³⁸⁹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.297

³⁹⁰ *Ibid.*, p.298

³⁹¹ AD64 : 10M30, lettre du sous-préfet de Bayonne du 22 juin 1911

Elles sont le signe de relations sociales peu évoluées avec un patronat intransigeant et dominateur et des ouvriers mal informés et peu organisés³⁹². On leur reproche principalement leur dureté ou leur sévérité, mais également des décisions absurdes, comme ces terrassiers qui refusent un surcroît de travail imposé par le contre maitre du Transpyrénéen à Oloron. Ce dernier impose de porter les traverses de deuxième catégorie (devant être manipulées par deux ouvriers car pesant entre 160 et 200 kilos) par un seul ouvrier³⁹³. En 1902 à Laruns, 17 mineurs demandent le renvoi d'un chef employait des méthodes de surveillances trop vexatoires³⁹⁴.

Plus largement, les ouvriers demandent plus de transparence quant aux règlements d'ateliers et par-dessus tout plus de transparence dans la réglementation des renvois, souvent abusifs et complètement arbitraires. Le renvoi d'ouvriers, syndiqués ou non, occupe une part conséquente des motifs de grèves puisque on enregistre environ 17 conflits au cours desquels la réintégration des ouvriers congédiés est au-devant de la scène. Bien souvent c'est le renvoi d'ouvriers syndiqués qui déclenche les différents entre patrons et ouvriers sur la question syndicale.

2) L'immixtion d'un nouvel acteur au sein de l'entreprise : le syndicat

A partir des années 1890, la défense de la liberté syndicale au sein de l'entreprise revient de manière récurrente et se prolonge jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Même si cette liberté représentative est accordée par la loi de 1884, il ne s'agit pas encore d'un acquis et aucune mesure dans l'arsenal juridique ne peut sanctionner les patrons récalcitrants.

Environ 7% des conflits se rapportent à la question syndicale. Si cela paraît quantitativement peu important, ils touchent à la question fondamentale des relations industrielles³⁹⁵.

On peut diviser ces grèves en deux grandes catégories : les grèves de défense syndicale, directement liées à la question de la mise en place du syndicat à l'usine ou dans l'entreprise ; les autres liées à l'affirmation du syndicat déjà existant. Dans les deux cas, l'opposition entre patron et ouvriers syndiqués est explosive et conflictuelle. Les grèves qui en résultent sont

³⁹² Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.299

³⁹³ AD64 : 10M16, lettre du Sous-Préfet d'Oloron datée du 15 juillet 1913

³⁹⁴ Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphe, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1902

³⁹⁵ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.304

majoritairement dures et prolongées avec des positions souvent irréconciliables³⁹⁶. Il s'agit de grèves longues, en moyenne 15 jours, et très suivies.

La création d'un syndicat est souvent vécue par le patron comme un acte de défiance envers son autorité, considérée comme absolue au sein de l'établissement. En effet, des principes fondamentaux entrent ici en jeu : principe d'autorité mêlé à celui du patronage social³⁹⁷. Ces grèves, par essence ne naissent pas n'importe où puisque la personnalité du patron et l'emprunte qu'il laisse dans son institution conditionnent grandement sa réaction face à ce contre-pouvoir. Les petites fabriques ou usines familiales marquées par un fort paternalisme sont des lieux où les syndicats ne sont pas les bienvenus.

Il n'en reste pas moins que la plupart des patrons n'hésite pas à mener la vie dure à ces ouvriers « frondeurs », intimidations, menaces qui se commuent souvent par le renvoi pur et simple. Parfois il s'agit des quelques militants qui essaient de mettre sur pied le syndicat. Mais si la contagion gagne l'ensemble des ouvriers, certains employeurs en arrivent à des solutions radicales comme le licenciement de masse voire même le lock-out. En réaction à la tentative de mise en place d'un syndicat d'ouvriers mouleurs au forges d'Abbeses en 1900, le patron fait rassembler les ouvriers en cercle autour de lui et leur dit : « J'ai eu l'habitude d'employer des ouvriers toujours satisfaits ; vous ne l'êtes plus. A partir du 24 février courant, les usines seront fermées. Rompez !³⁹⁸ » Un de leur collègue est renvoyé sur le champ. En réponse, les ouvriers décident de la grève qui est suivie par de 80% des ouvriers.

Les négociations sont rapidement rompues et chacun campe sur ses positions. En général, aucun dialogue n'est possible entre les parties et les tentatives de conciliations restent souvent lettre morte. Lors de la grève des tanneurs à Oloron en juillet 1907, survenue à la suite du renvoi de trois ouvriers syndiqués, le sous-préfet s'émeut de l'attitude du patron qui « ne veut rien entendre pour le moment et toute tentative faite auprès de lui pour l'amener à une plus saine appréciation de ses droits et de ceux de ses ouvriers resterait infructueuse³⁹⁹. »

Les propositions de médiations par les juges de paix restent également sans réponse lors des grèves de scieurs de long de Sabres en 1906 et des forges d'Abbeses en 1900.

L'affirmation syndicale prend des contours différents lorsque le syndicat est déjà bien implanté dans l'entreprise. Dans ce cas de figure, les revendications sont nettement plus élaborées et complexes. La volonté du contrôle syndical à l'embauche est une revendication de plus en plus avancée chez les dockers, les gemmeurs, les boulangers et certaines spécialités

³⁹⁶ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.83

³⁹⁷ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.305

³⁹⁸ *La Dépêche* (Per.) du 5 mars 1900

³⁹⁹ AD64 : 10M21, correspondance du sous-préfet d'Oloron datée du 27 juillet 1907

du bâtiment. Elle permet au syndicat de contrôler la main d'œuvre et de s'imposer en tant qu'interlocuteur direct avec le patronat. Les grèves des ouvriers dockers en 1911 sont emblématiques de ce combat, mené par les représentations syndicales au premier rang desquelles la CGT, pour arriver à peser sur l'organisation et le contrôle des professions.

III) Au fil de la grève

A la charnière des XIX^e et XX^e siècles, la geste des grèves se transforme. Elles héritent de pratiques anciennes qui se prolongent et s'enracinent tandis que d'autres se ramifient, se renouvellent et viennent compléter le répertoire d'action des grévistes.

Débuter une grève et la mener au bout, quel que soit le résultat, ne va pas de soi car de nombreux déterminants entrent en jeu. Les grèves sont multiformes. Toutefois on retient trois grands moments dans leur construction : le déclenchement, la méthode conflictuelle et leur organisation.

Le mode de mise en grève n'est pas anodin et révèle les caractères et les spécificités des hommes qui conduisent le mouvement. Selon qu'elle soit initiée de manière brutale ou annoncée, les stratégies qui se dégagent influent inévitablement sur le cours et l'issue d'une grève.

La plupart des conflits du travail apparaissent « isolés », au sein d'un lieu de travail unique, sans grande répercussion extérieure. Néanmoins, on trouve de nombreux exemples de grèves organisées possédant une structure assez superposable composée de trois temps. Le débrayage et l'occupation du lieu de travail vont de pair avec le début de la grève. Vient ensuite l'espace de temps qui se déroule jusqu'à l'issue de la grève dans lequel se superposent deux impératifs majeurs, représentés par le maintien de l'union des grévistes et assurer leur survie. Cette exigence vitale se pose avec une acuité croissante à mesure que la conflictualité se densifie et que les arrêts de travail se prolongent⁴⁰⁰.

Bien menée ou non, le résultat d'une grève dépend de nombreux facteurs d'ordre économique, politique ou psychologique. Ce rapport de force entre patron et salariés se termine d'une manière ou d'une autre par une issue favorable à l'une ou l'autre partie. L'analyse de ce que produit une grève est donc intéressante à plus d'un titre.

Tout au long de ce chapitre nous allons donner et interpréter des données brutes pour évaluer les tendances de fond. Cependant, il faut insister une fois de plus sur l'importance de l'analyse plus fine et spécifique qui permet dans un second temps de faire ressortir les nuances.

Ainsi, plusieurs caractéristiques se dégagent et permettent de mettre en lumière les principales tendances d'un mouvement ouvrier, certes original, mais complètement ancré dans une réalité nationale.

⁴⁰⁰ Sirot Stéphane, « La pauvreté comme une parenthèse : survivre en grève du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 101 | 2007, 51-64

A) Les modes de déclenchement de la grève

Il existe deux manières d'entamer une grève : brusquement, avant toute formulation de revendication, on parle alors de grèves spontanées ; ou après la formulation de griefs, dans un laps de temps plus ou moins long, ou après négociations.

En fait, ici encore, plusieurs facteurs vont influencer et déterminer l'amorce de la grève : la nature de la grève, offensive ou défensive, le degré d'organisation des ouvriers, leur qualification, l'évolution de la syndicalisation. « Mais c'est d'abord la place occupée par les conflits du travail dans les sociétés industrielles et salariales qui détermine leur mode de déclenchement.⁴⁰¹ »

Les données que nous avons à partir de 1905 révèlent ainsi une répartition assez équitable entre les deux grands modes de mise en grève :

	Grèves avec préavis	Grèves subites	Grèves non cataloguées
Basses-Pyrénées	37	44	10
Landes	35	14	18
Total	62	58	28

Tableau n°17 : Nombres de grèves en fonction de leur mode de déclenchement de 1905 à 1914. Source : AD64 : 10M13-22 et AD40 : 10M71-78

1) La permanence de la grève subite

Classiquement, les grèves subites sont « surtout typique d'un moment où les conflits du travail n'ont pas atteint un fort degré de banalisation, où le monde ouvrier est pour une large part marginalisé, où l'absence fréquente d'organisations permanentes laisse une plus grande latitude au développement d'épisodes où la spontanéité l'emporte⁴⁰². » Ces grèves spontanées sont essentiellement l'apanage d'une catégorie d'ouvriers peu qualifiés. Il est assez logique de les retrouver préférentiellement chez les ouvriers étrangers mais elles caractérisent également les grèves féminines.

Les grèves défensives sont le terreau de prédilection de l'arrêt du travail subit⁴⁰³. Il s'agit en fait d'une réaction « primitive » face à l'annonce de mesures patronales jugées intolérables :

⁴⁰¹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.90

⁴⁰² *Ibid.*

⁴⁰³ *Ibid.*, p.91

diminutions de salaires ou paiement d'arriérés, modifications de règlements dans l'atelier ou, très fréquemment, le renvoi d'ouvriers. Dans ces cas-là, tous les ouvriers cessent le travail immédiatement et vont trouver le patron afin de négocier au plus vite. En cas de refus de dialogue, les ouvriers marquent le pas et prennent de plus en plus souvent l'habitude de demander l'aide du juge de Paix, d'un élu ou d'un représentant de l'Etat. C'est le cas des ébénistes d'Orthez qui se mettent immédiatement en grève en 1909 car le patron décide du transfert de matériel en dehors des heures de travail et sans rémunération⁴⁰⁴. Le conflit est rapidement résolu avec un accord facilité par le commissaire de police préalablement consulté par une délégation de grévistes.

Mais la grève spontanée peut aussi constituer une arme très opérante pour des ouvriers organisés. En effet, tactiquement, elle est efficace pour mettre en difficulté les patrons qui se retrouvent devant le fait accompli. Ces attitudes se fondent alors avec les stratégies de grèves que nous avons évoquées plus en amont et nécessitent un certain degré de préparation ou au moins une forte cohésion du groupe. En 1910, les ouvriers boulangers de Dax se mettent en grève brutalement, sans préavis, afin que les patrons ne puissent pas faire appel à des ouvriers extérieurs⁴⁰⁵. Bien entendu, ce type de grève dite spontanée nécessite une préparation en amont. Dans le cas présent, c'est le comité de grève mis sur pied le jour même qui décide de cette entrée en grève brutale.

Les dockers utilisent assez régulièrement le débrayage immédiat lorsqu'ils souhaitent une augmentation de salaire pour désorganiser le travail puisque le temps de déchargement des navires est compté et toute perturbation sur les quais se fait vite ressentir lors des périodes de « presse ». Les amendes en cas de retard peuvent être de plusieurs centaines de francs. Par ce biais ils veulent obtenir l'instauration d'un dialogue immédiat avec les responsables. Comme l'indique le sous-préfet de Bayonne : « Ces interruptions dans le travail sont le résultat d'un plan concerté.⁴⁰⁶ » Les ouvriers des quais optent également pour l'arrêt de travail sans préavis lorsqu'une remarque déplacée d'un contremaître, une palanquée incomplète, un ouvrier non syndiqué embauché au déchargement d'un navire ou tout autre évènement susceptible de contrarier l'environnement de travail de ces ouvriers, devient équivoque⁴⁰⁷.

⁴⁰⁴ AD64 : 10M18, lettre du sous-préfet d'Orthez du 16 septembre 1909

⁴⁰⁵ AD40 : 10M73

⁴⁰⁶ AD64 : 10M13, lettre du sous-préfet de Bayonne du 8 juin 1914

⁴⁰⁷ AD64 : 10M13

La grève subite peut avoir un objectif également très démonstratif lorsque les musiciens du Palais d'hiver de Pau entament leur mouvement au milieu d'une représentation de « Werther »⁴⁰⁸.

Même si ces grèves subites restent importantes en valeur absolue, pour la période qui nous concerne, il n'empêche que le degré de préparation en amont est un facteur clé dans la réussite d'un mouvement social. La plupart des organisations syndicales préfère de plus en plus montrer leur volonté initiale de dialogue en annonçant les revendications ouvrières par des préavis.

2) La normalisation du préavis

Dans le Midi aquitain à la Belle Epoque, de nombreuses grèves surviennent après avoir préalablement déposé des revendications au patron. Ainsi les annonces préalables sont recensées dans environ 51% des conflits dont le mode déclenchement est connu. L'encadrement croissant du syndicalisme n'y est pas étranger. Progressivement, « la pratique gréviste, sous l'effet de l'intégration du monde ouvrier, de sa meilleure organisation, de l'immersion du conflit dans le système des relations industrielles, est engagée dans un processus de ritualisation qui en fait un instrument rationnel, contrôlé de protestation.⁴⁰⁹ »

De plus en plus fréquemment, une délégation d'ouvriers va directement trouver l'employeur et lui formule ses demandes. Il semblerait, les sources ne le dévoilent pas toujours clairement, que cette mise en demeure soit souvent orale, directement adressée au patron. C'est le cas par exemple des ouvriers mouleurs de Mont-de Marsan qui, après avoir délibérés entre eux, « ont nommé 5 délégués chargés de présenter leurs doléances à M. Tinarrage. Dans le cas où ce dernier refuserait d'accepter les propositions énumérées [...] ils se mettront aussitôt en grève.⁴¹⁰ »

Néanmoins, l'usage de l'écrit est fréquent et se généralise. Ces comportements sont particulièrement visibles et reproductibles parmi les ouvriers du bâtiment. On retrouve ainsi la trace de plusieurs lettres, plus ou moins bien écrites, adressées à l'employeur, bien souvent avec l'apposition du cachet syndical. Les syndicats gemmeurs utilisent également très tôt la formulation de préavis. Dans cette logique, les syndicats tentent d'éviter une situation de

⁴⁰⁸ AD64 : 10M18, lettre du préfet des Basses-Pyrénées du 3 février 1905

⁴⁰⁹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.92

⁴¹⁰ AD40 : 10M86, lettre du commissaire de Mont-de-Marsan du 21 juin 1906

conflit souvent préjudiciable aux ouvriers. Environ 70% des grèves de résiniers sont précédés de revendications écrites adressées aux propriétaires forestiers.

Notons également que la mise par écrit et la hiérarchisation des revendications ouvrières peut se faire par le biais d'un conciliateur, le plus souvent le maire, le juge de paix et parfois même le sous-préfet. La grève des résiniers de Lesperon en 1906 est déclenchée subitement avec des manifestations et des débuts de sabotage. C'est le juge de Paix du canton de Morcenx qui se rend sur les lieux pour parlementer avec les ouvriers et leur proposer une conciliation. Ces derniers acceptent et le juge de Paix met par écrit les demandes ouvrières⁴¹¹.

Il arrive parfois qu'une grève, à la base défensive, se transforme en grève offensive avec des doléances et un avis de grève déposé au patron. Pour illustrer ce propos, évoquons les ouvriers ébénistes de Bayonne qui refusent initialement la réduction de leur journée de travail à 9 heures décidée arbitrairement par le patron sous prétexte d'un problème d'éclairage. La situation ne pouvant s'éterniser, les ouvriers adressent alors une lettre au patron ainsi qu'une délégation d'ouvriers en demandant le maintien de leur salaire antérieur. Le refus d'entrer en négociation entraîne tous les ouvriers à se solidariser et à cesser le travail. Ils se réunissent à la Bourse du travail de Bayonne afin d'organiser la grève et faire appel à la Fédération de l'ameublement pour les aider financièrement⁴¹².

Le délai de réflexion accordé est généralement très court, jamais plus de 3 jours, bien souvent ce ne sont que quelques heures qui sont accordées au patron pour donner une réponse. En général, on relève systématiquement la présence d'une organisation ouvrière. « Elle est sans doute seule à même de contrôler la situation dans un tel cas de figure, de freiner les ardeurs offensives des ouvriers.⁴¹³ »

B) Les indicateurs de puissance des grèves

Il est important de voir le pouvoir d'attraction de la grève parmi des ouvriers de l'entreprise. Tous les ouvriers n'adhèrent pas forcément au projet commun d'arrêter la production pour revendiquer. De très nombreux facteurs individuels, économiques, psychologiques interviennent dans le choix de suivre une grève.

Ces indicateurs permettent de recentrer l'ampleur et l'influence des mouvements sociaux de notre région.

⁴¹¹ AD40 : 10M86, Lettre du Juge de Paix du canton de Morcenx datée du 28 février 1906

⁴¹² *L'Action Syndicale* de décembre 1906

⁴¹³ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.93

1) Le suivi des mouvements de grèves

De manière assez simple, on peut dégager deux cas de figure : la grève totale dans une entreprise qui implique tous les salariés ; la grève partielle qui regroupe une fraction des ouvriers de l'entreprise dont le nombre est susceptible de varier dans la durée du conflit.

En effet, l'efficacité d'une grève est en partie liée au taux de participation des ouvriers. Or, ces taux de participation sont très élevés. On ne retrouve pas moins de 40% de grèves totales au cours de la période 1896-1914. Mais au sein des 60% de grèves partielles, les taux de participations sont très significatifs puisque deux grèves sur trois réussissent à rassembler au moins la moitié des ouvriers de l'établissement.

Les conflits très suivis sont le marqueur de certaines professions comme les dockers, les résiniers, les boulangers ou les ouvriers du bâtiment. Par ailleurs, les grèves défensives sont très souvent totales⁴¹⁴. Il est intéressant de noter que la seule année 1906, moment du pic de grève pour le Midi aquitain, concentre 57% des grèves totales. « La mise en pratique, et surtout, l'idée de grève générale symbolisent l'entrée des conflits du travail dans l'ère du fait social.⁴¹⁵ »

Cela ne doit pas cacher les nombreuses réticences de certains ouvriers envers la grève. Elle représente par ailleurs un concept très flou dans de nombreux secteurs d'activité qui ne la mettent jamais en pratique.

Comme l'écrit Michelle Perrot, « le nœud de nombreux conflits se situe au cœur du ménage ouvrier⁴¹⁶ ». Les ouvriers ayant une famille à charge sont plus fragiles, financièrement parlant, qu'un ouvrier célibataire. Les syndicats le savent fort bien et les différents secours organisés lors des grèves sont souvent proportionnés au nombre d'enfants mais cela ne suffit pas toujours.

Les manœuvres et autres ouvriers peu qualifiés, facilement remplaçables, représentent une autre source de défection. Parfois, de profondes fractures apparaissent au sein de systèmes de main d'œuvre très hiérarchisés. C'est le cas notamment en 1890 lors de la grève des verriers de Moustey qui entraîne l'arrêt des fours contraignant ainsi quelques trois cent manœuvres au chômage⁴¹⁷. Devant ce fait accompli, de vives tensions se révèlent et montrent l'absence de cohésion entre les « métiers », les ouvriers peu qualifiés ne faisant pas partie du syndicat.

⁴¹⁴ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.501

⁴¹⁵ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.99

⁴¹⁶ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.507

⁴¹⁷ AD40 : 1M156

Les modes de salaire font également obstacle à l'unité dans la grève. En fonction d'une rémunération à la tâche ou au temps, les ouvriers ne font pas forcément grève ensemble⁴¹⁸.

Citons enfin les particularismes de métiers et les micro-conflictualités intra-professionnelles qui minent de façon complexe les tentatives de grèves étendues. Nous reviendrons plus précisément sur ce point dans le chapitre consacré aux ouvriers dockers.

Quoi qu'il en soit, dans tous les cas de figure, le principal ennemi de la grève est le temps qui passe. Plus les jours chômés se prolongent et plus les chances de mener le mouvement à son terme, avec l'ensemble des camarades engagés au départ, s'amenuisent.

2) Extension et puissance des conflits

L'immense majorité des conflits se limite à une, voire deux entreprises, beaucoup plus rarement au-delà. En effet, 55% des grèves se produisent au sein d'un seul établissement.

Ceci étant, ces pratiques sont de moins en moins applicables sur des formes de conflits plus longues, plus intenses, à la recherche d'un certain retentissement : « d'être une force, puisé au spectacle du nombre, le désir d'être ensemble⁴¹⁹. »

De là provient le développement de l'idée de grève générale, argumentée et mise en relief par le syndicalisme « d'action directe ». Elle symbolise l'entrée des conflits du travail dans l'ère du fait social. La progression de la grande industrie et de l'action revendicative ouvre la voie à des formes de contestations plus globales⁴²⁰. Ce concept de cessation générale et concertée du travail à l'échelle nationale se concrétise lors des manifestations du 1^{er} mai 1890⁴²¹. Il se place dans une période d'affirmation d'expansion du syndicalisme en France et en Europe. La CGT l'inscrit clairement parmi ses objectifs en 1905. Dès cette date, son secrétaire général, Victor Griffuelhes cautionne ouvertement cette idée de grève générale⁴²². Dans les faits, il s'agit de l'arrêt concerté du travail s'étendant à tout le pays et à toutes les corporations – ou du moins englobant les services publics et les industries clés (transport, mines, gaz, électricité,...)⁴²³. Cette idée s'infiltré et se diffuse dans de nombreux secteurs. On retrouve sa marque dans de nombreux conflits du Midi aquitain bien que ceux qui dépassent le cadre communal se comptent sur les doigts d'une main.

⁴¹⁸ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.509

⁴¹⁹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.490

⁴²⁰ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.99

⁴²¹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.497

⁴²² Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle, *op.cit.*, p.283

⁴²³ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.99

Si les ouvriers du bâtiment arrivent à se mobiliser de concert dans les villes de Pau et d'Oloron, ce sont les gemmeurs du Marensin qui détiennent la palme avec la généralisation d'un conflit social, dont les ardeurs révolutionnaires sont parfois difficilement canalisées par les syndicats, en 1906, 1907 et 1909. Plusieurs dizaines de propriétaires sont touchés au sein d'une large zone géographique.

Les dockers de Bayonne et de Boucau se démarquent également par une grève particulièrement importante en 1911 qui entraîne une réaction en chaîne de protestations à toutes les grandes places portuaires de l'Atlantique. Mouvement clairement mis en forme par la Fédération des Ports et Docks, intimement liée à la CGT.

Au même moment, les ouvriers boulangers de la ville profitent de ces événements à Bayonne en se mettant en grève. L'agitation sociale qui prend forme n'a pas d'équivalent durant la période qui nous concerne.

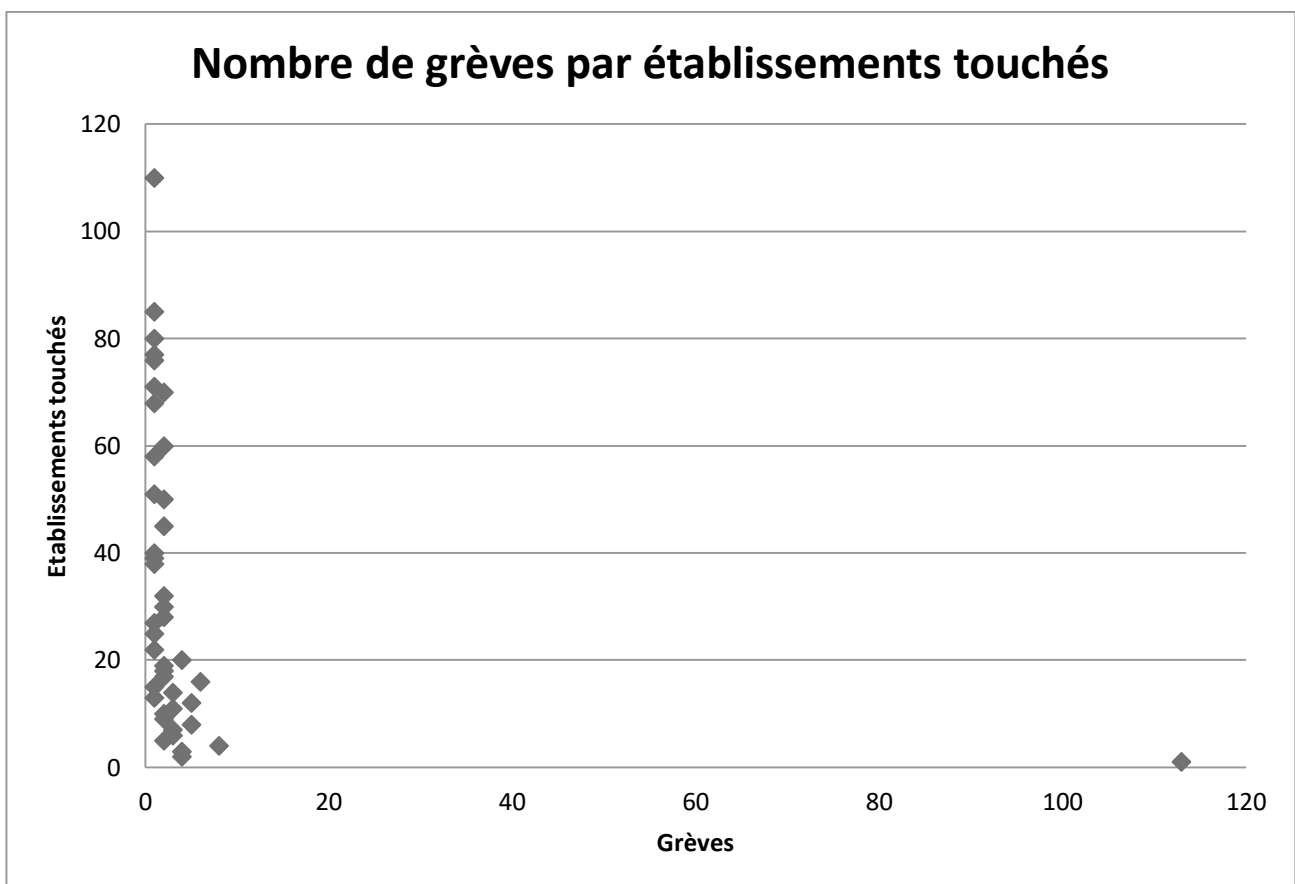


Tableau n°18 : répartition des grèves en fonction du nombre d'établissements touchés. Source : *Statistique des grèves*

Les méthodes de grèves employées varient assez peu. Néanmoins, la faible puissance des mouvements sociaux du Midi aquitain ne doit pas occulter la complexité des formes de grèves existantes. Ici, la grève peut se résumer à la cessation de travail par les ouvriers qui le reprennent une fois qu'elle est terminée. La majorité des conflits se résume à cette simple chronologie. Cela dit, on repère aussi une minorité de formes de grèves plus « élaborées » qu'il convient de préciser.

- Les dockers de Boucau nous donnent un exemple de grève perlée, qui se traduit par un ralentissement de la productivité. Cette forme de grève semble peu usitée mais elle est très difficile à percevoir si les sources n'en mentionnent pas clairement l'existence. Il est en effet très délicat d'évaluer et de juger ces types de grèves. Au cours du premier semestre de 1914, plusieurs micro-conflits éclatent durant lesquels les ouvriers effectuent un travail bâclé et volontairement lent. Par exemple, les chargements des poteaux de mines sont fait pèle mèle et prennent ainsi beaucoup plus de place⁴²⁴.
- Signalons au moins trois grèves tournantes en 1907 chez les gemmeurs de Gastes, Lesperon et Sainte-Eulalie-en-Born au cours desquelles les salariés se relaient, par équipes, pour ralentir la production. A chaque fois, au moins un propriétaire ou un adjudicataire sont visés. Cette méthode de grève est de tradition ancienne, issue des compagnonnages, de la « mise en interdit » d'un atelier où ne sont pas appliquées les règles exigées par les compagnons⁴²⁵. Ces grèves nécessitent une cohésion et une discipline ouvrière très fortes.⁴²⁶. La surveillance active du lieu de production est indispensable à la conduite de ces grèves. Le soutien syndical et les caisses de secours sont bien pourvues par les ouvriers gemmeurs et permet d'aborder ce type de conflit sur la durée.
- Par extension, la mise à l'index peut également être définie comme une stratégie de grève. Ce type de méthode est très utilisé par les professions du bâtiment mais aussi par les dockers. Lorsqu'un conflit émerge, le syndicat décide, avec ou sans vote des adhérents, d'interdire l'embauche chez un patron déterminé. Lors de la séance du 20 avril 1907, le syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy rapporte : « Considérant que les ouvriers du chantier *Legrand* ont travaillé à rabais des tarifs établis, l'assemblée

⁴²⁴ AD64 : 10M13, lettre du sous-préfet de Bayonne du 8 juin 1914

⁴²⁵ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.96

⁴²⁶ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.487

décide de mettre ce chantier à l'index. Les ouvriers syndiqués n'iront y travailler que lorsque *M. Legrand* leur aura tenu compte de la perte sensible qu'il leur a fait subir en ne se conformant pas à nos tarifs.⁴²⁷ »

3) L'organisation de la grève

Il est important de rappeler d'emblée que toutes les grèves ne sont pas conduites par une organisation ouvrière. Environ un conflit sur trois échappe à toute influence syndicale.

On retrouve donc des conflits que l'on peut qualifier de spontanés, c'est à dire sans organisation interne. Ici, la grève est menée de manière individuelle par des ouvriers dont la forte personnalité s'impose à leurs camarades, ce sont les « meneurs »⁴²⁸. Peu de choses transparaissent à propos de ces personnages, souvent jeunes et intrépides. Leurs noms sont rarement mentionnés dans les rapports, on préfère plutôt parler d'agitateurs. De par leur position, ils sont rapidement identifiés et renvoyés sans ménagement.

Ces grèves apparaissent minoritaires dans une période où la progression du syndicalisme canalise de plus en plus ces « explosions » sociales. Elles représentent environ 15% des grèves dans notre région⁴²⁹. Typiquement, on les retrouve chez les terrassiers, le plus souvent d'origine espagnole, qui cessent le travail subitement en adressant verbalement au patron des demandes d'augmentation de salaire. Parmi les 34 conflits non organisés répertoriés, on retrouve 21 grèves de terrassiers.

C'est également le cas en 1908 des bateliers de Lahonce qui se mettent en grève à la suite du refus d'augmentation d'un franc par voyage et par homme pour le transport de la pierre vers l'usine du Boucau⁴³⁰. Ces onze bateliers âgés de 17 à 44 ans, en même temps journaliers agricoles, ne tiennent aucune réunion. Jean Lafargue semble être le meneur de cette grève et parle au patron au nom de ses camarades.

Néanmoins, les organisations syndicales sont de plus en plus présentes dans l'organisation des grèves, la majorité des conflits du Midi aquitain y sont directement liés. En effet, 56% des conflits débutés dans les Basses-Pyrénées sont menés par des ouvriers syndiqués ; 79% dans les Landes. La grève est « syndicalisée », même si l'organisation

⁴²⁷ Documents conservés à la Mairie d'Arudy. Il s'agit des procès-verbaux des réunions syndicales des tailleurs de pierre de cette commune qui s'étalent de 1902 à 1930.

⁴²⁸ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.107

⁴²⁹ Notons ici que le mode d'organisation n'a pas pu être déterminé pour environ 15% des grèves du Midi aquitain.

⁴³⁰ AD64 : 10M13, procès-verbal de gendarmerie daté du 6 juin 1908.

syndicale peut être présente avant la grève ou bien, beaucoup plus rarement, naître de celle-ci. Il est toutefois intéressant de signaler que les formes d'organisations temporaires peuvent exister en dehors du syndicat dans un peu plus de 5% des grèves.

L'organisation la plus élémentaire, réside dans la désignation de délégués. Les sources ne nous renseignent que très partiellement sur ces derniers, il n'existe en effet ni procédure ni principes. Ils sont élus dans les assemblées ouvrières, le plus souvent par acclamation, plus rarement tirés au sort⁴³¹. Leur mission de représentation n'est pas aisée. En effet, l'hostilité des patrons est grande envers ces personnes parfois vite cataloguées comme meneuses. De nombreux ouvriers composant ces délégations se retrouvent ainsi limogés sans avoir eu ne serait-ce qu'une entrevue avec le patron.

Le comité de grève représente un échelon supplémentaire dans l'organisation d'une grève. Il s'agit en fait d'un organe d'exécution, les décisions étant prises à l'assemblée générale des grévistes⁴³². Ce comité comprend habituellement les délégués ouvriers, souvent encadrés par des représentants syndicaux. Les membres des comités sont fréquemment des militants⁴³³ qui peuvent parfois rassembler des représentants d'autres professions. Dans les faits, le comité de grève est quasi systématiquement animé par un syndicat.

Peu de documentation nous permet d'étudier en profondeur ces comités relativement à leur composition - les ouvriers non syndiqués y avaient-ils une place ? – ainsi que leur organisation. Il apparaît néanmoins qu'ils accompagnent surtout les conflits d'ampleur, réunissant de nombreux ouvriers ou plusieurs entreprises. On peut les trouver associés, dans nos départements comme ailleurs, à des conflits de moindre importance mais qui sont d'assez longue durée⁴³⁴.

C) Les trois temps d'une grève organisée

La plupart du temps, les ouvriers en grève sortent de l'établissement pour rentrer chez eux et reprendre leurs activités complémentaires. On les retrouve ainsi aux champs ou sur des activités halieutiques. Néanmoins, au fur et à mesure, l'organisation des grèves devient de plus en plus visible. Mener et conduire une grève représente une tâche ardue. De sa naissance à son issue, quelle qu'elle soit, de nombreux paramètres vont alimenter son déroulement. Globalement, on retrouve trois moments qui vont articuler une grève dite organisée.

⁴³¹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.426

⁴³² *Ibid.*, p.427

⁴³³ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.109

⁴³⁴ *Ibid.*, p.108

1) Amorcer et maintenir l'arrêt de la production

En premier lieu, c'est le débauchage et la tentative de stopper le travail au sein de l'établissement. En effet, lorsque la grève est déclarée, les ouvriers se concentrent sur la cessation de l'activité productive.

Le débauchage s'organise alors rapidement, généralement dans la perspective de se maintenir dans la durée. En effet, le non gréviste est la bête noire des salariés en action⁴³⁵ et l'adhésion massive des ouvriers à la grève est un des facteurs favorisant la réussite finale. Ce débauchage peut se révéler assez facile dans une petite usine. Il devient en revanche plus difficile à mettre en place au sein d'un espace usinier de plusieurs centaines d'ouvriers, ou si le mouvement à l'ambition de s'étendre à d'autres établissements. On voit alors apparaître les « cortèges de débauchage » qui se déplacent d'un lieu de travail à l'autre, afin de mobiliser les ouvriers. Lors de la grève des terrassiers et aides maçons de Pau en 1911, 80 ouvriers « ont parcouru divers chantiers sur la commune de Billère et de la route de Bordeaux ; ils ont réussi à faire cesser le travail à plusieurs ouvriers. [Par la suite, ils ont formé] des groupes distincts de 15 à 20 personnes, ils ont visité divers chantiers de la ville [de Pau].⁴³⁶ » Des tensions peuvent émaner de ces situations. Bien souvent on ne retient que des insultes à l'encontre des ouvriers récalcitrants, les bagarres sont rares.

Mais, corollaire du débauchage, il devient important de bloquer l'accès à l'établissement, ou tout du moins limiter la reprise du travail. Cela nécessite une logistique assez avancée en général mise en place par le comité de grève.

Plusieurs tactiques sont alors adoptées par les grévistes. Le plus souvent, les ouvriers se positionnent non loin de l'entrée de l'usine ou à proximité des chantiers afin de surveiller et mettre la pression sur les non-grévistes. Lors de la grève des tanneurs d'Oloron en 1907, c'est le Procureur de la République qui se rend en personne pour dialoguer avec le représentant syndical, Monsieur Cadier, afin que les ouvriers abandonnent la surveillance de la porte d'entrée de l'usine⁴³⁷. Le piquet de grève est malgré tout une exception, peu utilisé par crainte des représailles de la part du patron mais aussi de l'Etat⁴³⁸. En effet, l'entrave à la liberté du travail est illégale, très surveillée et constamment réprouvée, avec zèle, par les représentants de l'Etat.

⁴³⁵ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.116

⁴³⁶ AD64 : 10M22, Rapport du Commissaire central daté du 18 juillet 1911

⁴³⁷ AD64 : 10M21, Rapport du Maréchal des logis daté du 14 août 1907

⁴³⁸ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.118

Les choses se compliquent lorsque les lieux de travail sont « ouverts ». Sur des docks par exemple, le blocage prend des formes plus violentes avec des barricades et des patrouilles de surveillances. Lors des événements de 1911 à Bayonne plusieurs groupes d'ouvriers bloquent les convois de charbons à des endroits stratégiques de la ville⁴³⁹. La forêt, espace du gemmeur, est un lieu atypique où mener une grève et défendre ses intérêts peut passer par des actes de sabotage. On assiste à des bris de pots parfois en quantité très importante et souvent ciblée sur les parcelles des résiniers qui n'adhèrent pas à la grève⁴⁴⁰. Ces pots de résine brisés, tout le travail de récolte du gemmeur est anéanti bloquant de fait toute production.

2) Maintenir la cohésion par la communication

La grève c'est aussi le temps des réunions, parfois dénommées assemblées générales, afin d'organiser au mieux la conduite du mouvement et élaborer un consensus sur les objectifs à atteindre⁴⁴¹. La fréquence de ces rassemblements est variable, principalement en fonction de la durée du conflit et de son ampleur. Les ouvriers carrossiers de Pau se réunissent de manière hebdomadaire durant les 3 premières semaines du conflit⁴⁴². Par la suite, on ne relève plus d'assemblée générale car la plupart des ouvriers a repris le travail et le mouvement s'étouffe. Elles sont quasi quotidiennes lors de la grève des dockers de 1911 mais encore lors de certains conflits de gemmeurs.

En milieu rural, ces réunions se déroulent souvent dans des lieux de sociabilité populaire. Cafés et auberges accueillent des groupes d'ouvriers, qui ne disposent que rarement d'endroits dédiés. Dans les plus grandes villes de la région, il existe des points de ralliement pour les ouvriers comme le foyer du théâtre de Mont-de-Marsan par exemple où se tiennent les grèves des ouvriers maçons et tailleurs de pierre en 1908 et des ouvriers charpentiers en 1911. A Oloron, le local de réunion habituel des ouvriers du textile est dénommé le « Cor d'Henric ». Les cafés accueillent également souvent les assemblées ouvrières. Ainsi, les halles de Pau et le café des halles adjacent voient se produire plusieurs assemblées générales. Les maires cèdent parfois une pièce de la mairie aux grévistes. Il n'existe, au début du XX^e siècle, que deux Bourses du travail à Pau et à Bayonne.

⁴³⁹ AD64 : 10M13, rapport du commissaire central de Bayonne du 15 mars 1911

⁴⁴⁰ AD40 : 10M86, lettre du juge de Paix de Morcenx lors de la grève des résiniers de Lesperon datée du 2 mars 1906

⁴⁴¹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.124

⁴⁴² AD64 : 10M17

Mais ces réunions peuvent aussi se dérouler dans des lieux ouverts comme des terrains vagues. Cette ouverture ne doit pas cacher le caractère formel et parfois secret de ces rassemblements comme le traduisent les réunions de gemmeurs en forêt, à l'écart des oreilles indiscretes.

Dans les faits, ces réunions servent trois objectifs essentiels⁴⁴³. En premier lieu un rôle d'information des ouvriers sur l'état de la grève en cours : avancement des négociations avec les patrons, financements de la grève et heure de distribution des secours. Ensuite, c'est la prise de décisions, accompagnants des discussions, sanctionnées quasi systématiquement par un vote à main levée. Le syndicat des résiniers de Lesperon, par exemple, tranche systématiquement par acclamation, « les meneurs ayant toujours refusés les votes au scrutin secret »⁴⁴⁴. Les votes à bulletins secrets restent rares en effet et un des seuls exemples que nous ayons vient des ouvriers tailleurs de pierre d'Arudy qui décident la poursuite de leur grève de 1908 par ce moyen avec 76 voix contre une⁴⁴⁵. Sont ainsi débattues les questions sur les revendications, l'activité du comité de grève et surtout la poursuite ou l'arrêt du conflit. Enfin, la troisième fonction de l'assemblée générale est la légitimation des représentants désignés ou acceptés par les grévistes. « La réunion est le centre d'une dialectique de la représentation, dans laquelle le mandataire se soumet formellement au mandant qui conteste rarement la légitimité de ses porte-parole, confirmés la plupart du temps dans leur rôle de personnification de la contestation⁴⁴⁶. »

Il est malheureusement difficile de trouver les contenus des discussions des assemblées de grévistes. Peu de documents nous sont parvenus mais on peut facilement imaginer qu'il puisse exister des dissensions devant les enjeux.

Le pouvoir « législatif » des assemblées est en fait contrôlé et canalisé. L'enjeu réside dans le renforcement de la cohésion des grévistes et la centralisation des énergies individuelles dans un esprit de groupe. La balance des rapports entre la représentativité des mandataires et le degré d'autonomie de la base ouvrière peut poser problème. Les débats hors cadres et les contradictions sont souvent malvenues dans ces assemblées. Lors des grèves de dockers en 1911, la dernière assemblée générale s'anime de vifs débats⁴⁴⁷ entre les ouvriers qui ne souhaitent pas abandonner les concessions salariales et ceux qui conseillent la résistance à outrance. Les enjeux syndicaux, parfois mal compris par les ouvriers, sur les priorités

⁴⁴³ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.127

⁴⁴⁴ AD40 : 10M92, lettre du maire de Lesperon du 17 janvier 1909

⁴⁴⁵ AD64 : 10M16, lettre de l'Association syndicale des ouvriers tailleurs de pierres du canton d'Arudy du 3 septembre 1908

⁴⁴⁶ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.127

⁴⁴⁷ Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.274

d'embauche des ouvriers syndiqués par exemple peuvent être une source de confusion. « En somme, la contradiction ne peut s'exprimer réellement que lorsqu'elle est collective, sinon majoritaire⁴⁴⁸. »

3) Survivre en grève

La perte de revenu occasionnée par une grève peut entraîner très rapidement des situations dramatiques. Se mettre en grève est un acte courageux et parfois téméraire. L'arrêt de travail provoque une perte complète de revenus et le risque de ne plus être réembauché. Plusieurs solutions s'offrent alors pour compenser ce déficit.

L'attitude la plus répandue parmi les ouvriers est la recherche d'une activité complémentaire. Nous avons déjà évoqués que l'attachement à la terre reste fort dans notre région. Les ouvriers paysans se calquent encore sur le calendrier agricole pour revendiquer. Cette complémentarité peut se révéler être un atout intéressant dans le rapport de force. Certains dockers, les scieurs de long de Castets, les charpentiers de Salies-de-Béarn, et bien d'autres s'emploient ainsi aux travaux des champs. Le manque de bras dans les campagnes à partir des années 1890 facilite ce retour à la terre.

Les professions du bâtiment ont l'habitude de travailler à leur compte. En 1906, Les menuisiers de Dax déclarent qu'ils ne se livreront à aucune manifestation durant leur grève, et qu'ayant du travail à domicile, ils attendraient que les patrons se montrent plus conciliants⁴⁴⁹. Mais le changement d'établissement et de spécialité est une attitude très fréquente. L'ouvrier peut ainsi se déplacer vers les communes limitrophes. Sur les 158 ouvriers tailleurs de pierre d'Arudy en grève, une quinzaine d'entre eux sont allés trouver du travail à Pau, Morlaàs et Tarbes⁴⁵⁰. Parfois, le départ peut être définitif et plus lointain comme cinq ouvriers typographes de Mont-de-Marsan qui s'embauchent à Agen et à Bordeaux⁴⁵¹.

Tout mouvement d'ampleur nécessite également de collecter des secours et de rassembler des moyens financiers. Le plus souvent, les grévistes reçoivent des sommes d'argent. Le montant octroyé est cependant fort variable. Il dépend principalement de trois critères : la qualification des ouvriers, les charges familiales qui leur incombent et la durée du conflit⁴⁵².

⁴⁴⁸ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.135

⁴⁴⁹ AD40 : 10M72, rapport du sous-préfet de Dax daté du 16 novembre 1906

⁴⁵⁰ AD64 : 10M16, rapport du sous-préfet d'Oloron daté du 15 septembre 1908

⁴⁵¹ AD40 : 10M73, questionnaire relatif à la grève des Imprimeurs de Mont-de-Marsan en 1908

⁴⁵² Sirot Stéphane, « La pauvreté comme une parenthèse », *op.cit.*

Ces secours financiers sont rares et variables selon la profession des grévistes. On ne repère que 22% de conflits secourus. En général plus le salaire est élevé, plus la caisse de grève est bien fournie. La situation familiale de l'ouvrier gréviste est un souci permanent pour le syndicat. Les enfants à charge ou un parent malade représentent un fort risque de « désertion » du champ de grève et sont donc souvent les premiers à bénéficier des secours en numéraire. Mais ces aides ne compensent en général qu'une maigre partie du salaire perdu. Le syndicat des carrossiers lors de la grève de 1904 à Pau accorde des subsides journaliers de 1fr.50 pour les célibataires et 1fr.75 pour les hommes mariés auquel s'ajoutent 0fr.25 par enfant⁴⁵³. Ces aides sont de bien maigres compensations par rapport au salaire perdu (de l'ordre de 5fr. par jour pour les ouvriers les mieux payés de cette corporation). Pourtant, les carrossiers sont une profession que l'on pourrait qualifier d'assez privilégiée. Le syndicat des plâtriers palois accorde un secours uniquement pour les ouvriers qui ne peuvent s'embaucher dans une autre commune pour raison familiale⁴⁵⁴.

Pour gérer au mieux les entrées et les sorties, les grévistes utilisent une caisse de grève constituée à partir de cotisations perçues avant ou pendant le conflit. A titre d'exemple, la caisse de grève des carrossiers de Pau en 1904 s'élève avant à la grève à 4 000 francs. Ce montant est très élevé car en général les caisses de grèves sont pourvues de quelques centaines de francs au maximum. Cette caisse est le plus souvent organisée et gérée par le syndicat lorsqu'il existe. Certains syndicats comme celui des gemmeurs de Lit-et-Mixe, dont la caisse de grève est largement pourvue lors de la grève de 1907, entretiennent le mystère sur les origines des fonds⁴⁵⁵.

Plus rarement, le soutien vient des Fédérations ; celle du livre finance cinq grèves, la Fédération des mécaniciens deux et celles des carrossiers et boulangers une chacune.

La caisse peut être renflouée par d'autres ouvriers d'une même spécialité. On retrouve en effet quelques exemples de solidarité intra professionnelle chez les gemmeurs et les tanneurs. Le plus souvent il s'agit d'un soutien corporatif, on peut même dire de classe, qui peut s'étendre à d'autres professions. Ceci témoigne de l'insertion grandissante de la grève au sein de la société. Néanmoins, on ne retrouve que six grèves soutenues par des syndicats d'autres corporations. D'autre part, l'aire géographique du, ou des, soutiens reste limitrophe au conflit. Les corporations adhérentes à la Bourse du travail de Bayonne peuvent éditer dans le mensuel qu'elle publie des appels à cotisation pour élargir la demande. Malgré tout, les apports

⁴⁵³ Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1904, p.183

⁴⁵⁴ AD64 : 10M14, documents relatifs à la grève des plâtriers de Pau en 1905

⁴⁵⁵ AD40 : 10M89, rapport du capitaine Biche-Latour du 14 avril 1907

extérieurs restent rares mais on retrouve plusieurs exemples de recours à la souscription, c'est à dire une solidarité privée.

Par ailleurs, lors de la grève des ouvrières pailleuses de Tartas en 1912, le conseil municipal décide de venir en aide aux grévistes à hauteur de 300 francs⁴⁵⁶ et les syndicats des localités voisines viennent en aide à ces ouvrières à la hauteur de 100 francs.

Les secours en nature complètent l'offre d'assistance aux grévistes. Le plus souvent il s'agit de nourriture. Fréquemment la caisse de grèves sert à financer des repas communs, les « soupes populaires » encore appelées « soupes communistes », en général chapotée par la Bourse du travail de Bayonne. Ces initiatives permettent d'apporter un soutien au gréviste mais aussi de renforcer la cohésion⁴⁵⁷. Elles restent marginales puisqu'on n'en retrouve la trace qu'au cours des événements de Bayonne en 1911.

Un seul exemple de soutien direct d'un bureau de bienfaisance nous est donné lors du conflit des pailleuses de Tartas en 1912, qui allouent près de 200 francs de pain.

Notons également les gardes d'enfants, organisées par des familles ouvrières, lors de grèves de dockers en 1911, permettant aux familles en grève de s'alléger de plusieurs bouches à nourrir le temps du conflit.

D) La production de la grève

Intéressons-nous maintenant au résultat de ce bras de fer entre patrons et ouvriers. Autrement dit, la grève dans le Midi aquitain apparaît elle comme « rentable » pour les ouvriers ?

Classiquement, le résultat d'une grève peut se solder par :

- La réussite, les grévistes obtiennent entière satisfaction sur leurs demandes.
- La transaction lorsque seulement une partie des demandes est satisfaite. Ces transactions peuvent bien sûr être plutôt à l'avantage des ouvriers ou uniquement des concessions patronales extrêmement minces
- L'échec enfin qui conclue une grève sans accord positif pour les ouvriers.

⁴⁵⁶ AD40 : 10M74, rapport du préfet des Landes au ministre de l'Intérieur, du Travail et de la Prévoyance daté du 22 décembre 1912

⁴⁵⁷ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.139

Les résultats bruts apparaissent ainsi :

	Réussite	Transaction	Echec
Basses-Pyrénées	23 (18%)	46 (36%)	59 (46%)
Landes	15 (20%)	33 (43%)	28 (37%)
Total	38 (19%)	79 (39%)	87 (42%)

Tableau n°19 : issues des grèves menées dans le Midi aquitain durant la période 1890-1914.

Ces chiffres permettent de mettre en lumière un taux de transaction et de réussite légèrement supérieur à la moyenne nationale pour la période 1890-1914. En effet, on compte 58% de grèves dans cette catégorie contre 55% à l'échelle nationale⁴⁵⁸. Ce pourcentage à lui seul est intéressant car il montre que la grève s'ancre dans une réalité sociale qui n'est pas circonscrite au département.

Si dans les faits la confrontation se termine souvent par un échec des ouvriers, ou plus rarement, par une capitulation patronale, il est intéressant de noter que 39% de grèves ont une issue négociée. « Cette montée en puissance des dénouements transactionnels est favorisée par la pratique accrue de la négociation, qu'elle contribue à nourrir en retour⁴⁵⁹. » Ouvriers et organisations syndicales cherchent un compromis tandis que les patrons acceptent de plus en plus la discussion et l'entremise des syndicats. Les réactions patronales brutales deviennent minoritaires comme le refus de négocier ou le « lock-out », arme peu employée mais que l'on retrouve en 1900 à l'usine d'Abesse où le patron refuse l'organisation d'un syndicat dans son usine et décide de fermer l'établissement ; en 1912, le patron d'une usine de salaison de Biarritz ferme immédiatement lorsque la grève est déclarée par les salariés.

Grèves syndiquées			Grèves non syndiquées		
R	T	E	R	T	E
22	59	47	16	19	41
17%	46%	37%	21%	25%	54%

Tableau n°20 : issues des grèves du Midi aquitain en fonction de la présence ou non d'un syndicat ouvrier

⁴⁵⁸ *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1890 à 1914

⁴⁵⁹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.112

Si les taux de réussite sont assez comparables entre ces deux types de grèves, l'appui syndical tire clairement la grève vers une issue négociée. En revanche, plus d'un conflit sur deux non syndiqué est vouée à l'échec.

L'analyse du résultat des conflits en fonction des principales catégories socio-professionnelles donne les résultats reportés dans le tableau ci-dessous :

	R+T	E
Bâtiment	81% (35)	19% (3)
Alimentation	67% (4)	33% (2)
Gemmeurs	66% (25)	34% (13)
Transports	61% (19)	39% (12)
Bois	50% (6)	50% (6)
Métaux	50% (3)	50% (3)
Textile/Sandale/Cuirs	45% (5)	55% (6)
Terrassiers/Mineurs	41% (14)	59% (20)
Imprimeurs	0	100% (6)

Tableau n°21 : résultats des grèves selon les catégories professionnelles durant la période 1890-1914

Si l'on excepte les ouvriers typographes, il apparaît clairement que les professions les plus syndiquées ont les taux de réussite les plus significatifs. Les ouvriers du bâtiment, les gemmeurs, les boulangers et les ouvriers des transports. Les imprimeurs représentent une exception dans ce paysage, cette profession a un taux d'échec record qui peut surprendre. Ceci peut être lié à un syndicalisme très actif, ces ouvriers qualifiés possèdent une puissante organisation fédérative (la Fédération des ouvriers du Livre), qui peut mettre les patrons sur la défensive. D'une manière générale, si ces derniers acceptent assez facilement de négocier les réclamations salariales, celles qui concernent la durée du travail ou bien l'affirmation syndicale génèrent des crispations⁴⁶⁰. La grève des typographes de 1907 à Mont-de-Marsan résume bien l'attitude patronale de défiance envers la préférence syndicale à l'embauche, les patrons refusent tout dialogue avec les délégués ouvriers et la grève se solde par un échec. Dans le textile, la métallurgie et chez les travailleurs du bois, l'issue des grèves est assez équilibrée ce qui témoigne d'une pénétration syndicale débutante et assez efficace.

⁴⁶⁰ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.2, p.648

Mais d'autres paramètres influent sur le devenir positif d'une grève :

Les grèves offensives ont plus de réussite que les grèves défensives⁴⁶¹.

O : 62% R+T et 38% E

D : 40.5% R+T et 59.5% E

Tout comme les grèves préparées par rapport aux grèves subites⁴⁶².

P : 60% R+T et 40% E

S : 48% R+T et 52% E

Les grèves soutenues financièrement ne semblent pas garantir un niveau de succès plus important par rapport à la moyenne générale⁴⁶³.

S : 54% R+T et 46% E

Derrière ces moyennes, peut-on vraiment conclure que les mouvements sociaux sont efficaces sur le niveau de rémunération des ouvriers durant la période considérée ?

Il est très difficile de répondre à cette question. En imaginant que l'on se base sur les taux de rémunération bruts et sans tenir compte de l'inflation, qui est une donnée fondamentale si l'on souhaite étudier le niveau de vie des ouvriers, on pourrait dire qu'on arrive à une discrète augmentation des taux de salaires.

Plusieurs exemples concrets montrent la difficulté d'une telle entreprise en pleine période de transformation vers une société salariale. Si l'on prend des professions qui revendiquent régulièrement dans la période que nous avons circonscrite, de manière arbitraire les ouvriers dockers par exemple, les données que nous dégagons sont très compliquées à analyser. Avant 1911, ils sont majoritairement payés à la tâche. Après cette date c'est un salaire horaire qui se généralise or, celui-ci s'avère inférieur en comparaison au mode de rémunération antérieur. Bien sûr, les heures de travail se modulent en parallèle.

Les gemmeurs offrent un autre exemple de difficulté d'extrapolation. Les conventions collectives améliorent nettement la rémunération de leur travail mais uniquement lorsque les cours de la résine dépassent un certain montant. Ils sont donc tributaires de l'évolution des marchés qui rendent difficile toute évaluation précise du niveau de vie.

Si l'on en reste au salaire nominal et toutes choses égales par ailleurs, force est de constater que bien peu de profession relèvent leurs salaires bruts de manière significative.

⁴⁶¹ *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale 1890-1914

⁴⁶² *Ibid.*, 1905-1914

⁴⁶³ *Ibid.*, 1890-1914

Dans les suites d'un mouvement de grève, on ne répertorie aucune envolée du coût du travail horaire au-dessus d'une vingtaine de centimes dans la région.

Les professions du bâtiment arrivent souvent à obtenir des améliorations mais ils se contentent de peu. Comme les peintres de Biarritz qui relèvent leur salaire horaire de 5cts en 1905 et 1909. Les plâtriers palois arrivent, lors de leur mouvement de 1905 à une augmentation de 10cts par heures en deux tranches espacées d'un an.

En fait, dans la majorité des cas, on serait tenté de conclure que les grèves menées le sont surtout pour la défense du salaire et du pouvoir d'achat sur des salaires de base assez bas.

Conclusion de la deuxième partie

Si l'on en croit la vision administrative, les ouvriers de nos contrées apparaissent « [...] généralement sobres, dociles et sables. [Ils possèdent] une vive intelligence méridionale, à laquelle se joint une juste dose de bon sens et une saine appréciation des nécessités de la vie. [...] l'on peut compter dans cette région sur une main d'œuvre calme. [...] Il n'y a jamais eu dans la région de conflit important entre le capital et le travail, mais simplement des désaccords individuels. » Les ouvriers de nos contrées apparaissent donc bien sympathiques... « Vaillants et faciles à commander. »⁴⁶⁴

Mais cette image simpliste et édulcorée de la psychologie des ouvriers du Midi aquitain ne colle cependant pas totalement avec la réalité de la situation. A ce stade, nous pouvons déjà affirmer que le mouvement social ne passe pas à côté des Basses-Pyrénées et des Landes.

Certes la majorité des grèves déclenchées est d'une ampleur et d'une puissance assez faible sur le plan statistique, il n'en reste pas moins qu'il faut replacer ces chiffres par rapport à la population ouvrière peu nombreuse du Midi aquitain. On pourrait rajouter que ces mouvements sont assez peu « efficaces » en partie du fait de la timidité des revendications dans un mouvement social qui tarde un peu à prendre ses marques.

Cela dit, le retentissement réel de ces mouvements ne se situe-t-il pas à l'aune de ses répercussions locales ? Auquel cas on ne peut ignorer que certains mouvements apparaissent assez inhabituels dans nos contrées comme ceux que mènent les gemmeurs et les dockers.

Quoi qu'il en soit le mouvement ouvrier s'organise et se transforme. Il communique et se connecte avec des réseaux nationaux à travers des syndicats qui le modèlent. Il est donc maintenant temps d'évoquer le rôle des organisations syndicales dans la mise en marche du mouvement social.

⁴⁶⁴ Ministère de la Guerre, *Enquête ... dans la région pyrénéenne (Hautes et Basses-Pyrénées)*, op.cit., p.110

Troisième partie

L'organisation du mouvement ouvrier dans le Midi aquitain

Dans cette partie, nous avons délibérément fait le choix de nous concentrer sur les organisations ouvrières qui se mettent en place dans la période d'étude. Cela nous permet d'esquisser à grand traits l'architecture générale du mouvement ouvrier local.

Très vite, on s'aperçoit que la CGT a vocation à servir de charpente au sein des mondes ouvriers en construction. Toutefois, si cette organisation est la plus visible dans le paysage syndical, elle n'a pas le monopole du contrôle du mouvement ouvrier. Les structures syndicales plus modestes semblent être plus méfiantes envers la propagande révolutionnaire que véhicule la CGT. Il existe de fait un cloisonnement assez marqué des mondes ouvriers mal masqués par les différentes tentatives d'unions opérées par la Confédération.

I) Un phare dans le monde ouvrier du Midi aquitain : la Bourse du travail de Bayonne

La Bourse du travail de Bayonne est une structure incontournable dans le monde ouvrier du Midi aquitain. Cette institution représente en fait un creuset où se mélangent des idées politiques, allant de l'anarchisme au radicalisme, en passant par les socialismes.

Les enjeux politiques apparaissent souvent en première ligne mais il est difficile de mettre en reliefs les rivalités de pouvoirs entre les factions en présence. Ils n'en sont pas moins bien réels et conditionnent son existence et son évolution.

Ses débuts discrets sont assez vite bousculés par la naissance de l'Union des syndicats de Biarritz qui se place immédiatement dans le giron de cette dernière. Le dynamisme de ses militants lui donne assez vite un rôle moteur dans l'organisation de ces deux structures syndicales à la faveur de mouvements de grèves en 1906 dont le succès apparaît aux yeux de tous probant. Toutefois, la composition sociale de ce groupement syndical s'avère fragile et un peu trop dépendant des métiers du bâtiment, corporations dominantes dans cette ville.

Dans un deuxième temps, la Bourse du travail change ses statuts et ses dirigeants réformistes se placent dans une dynamique d'extension de sa zone d'influence géographique. Plusieurs syndicats se forment dans le département aidés par les délégués syndicaux bayonnais.

Son appui logistique dans les grèves reste d'actualité mais se place surtout dans une aide surtout matérielle et logistique.

Mais l'arrivée des ouvriers du port bouleverse les équilibres en présence. Les événements de 1911 vont affaiblir cette institution et précipiter le transfert de compétences vers l'Union des

syndicats des Basses-Pyrénées.

Tout au long de son existence, la Bourse arrive à assumer ses prérogatives essentielles : le placement et l'éducation ouvrière au sens large pour ses adhérents.

Cette institution gérée par des ouvriers pour des ouvriers représente donc une institution phare qui arrive en l'espace de quelques années à se placer au centre des enjeux sociaux du Midi aquitain.

A) Des débuts difficiles, étouffés par des enjeux de pouvoir

Nous savons peu de choses sur les origines réelles de la Bourse du travail de Bayonne. Aucun document officiel sur sa mise en place n'a été conservé à priori. Seuls les statuts de 1908 ont été reproduits dans la presse à la suite d'une réforme de cette institution.

Il semble bien que la gestion initiale de ce lieu hautement symbolique soit un peu paralysée par les enjeux liés à sa construction.

1) L'indispensable accord municipal

Fondée assez tardivement en mars 1903, la bourse du travail de Bayonne se construit autour de neuf syndicats dont la liste est adressée à la CGT pour confirmer sa création. Ses liens avec la confédération ne souffrent aucune contestation.

L'année suivante, onze syndicats y adhèrent, représentant près de 1 200 ouvriers. Il faut toutefois nuancer ce chiffre. En effet, les métallurgistes des Forges entraînent une inflation de membres syndiqués mais ils apparaissent nettement à l'écart dans la gestion des affaires de la Bourse. Il s'agit en quelque sorte d'un syndicat affilié mais absolument indépendant et qui n'est obligé à aucune convocation mensuelle ou trimestrielle à la Bourse.

Aucune source ne vient nous renseigner sur les conditions exactes de sa formation. Néanmoins, il apparaît qu'à l'origine plusieurs syndicats virent la nécessité de s'unir pour défendre leurs intérêts. En revanche, il est difficile de dire quel contexte politique local porte ce projet même si l'enracinement des courants socialistes et radicaux associés à une poussée syndicale au début du siècle semblent porter l'idée de créer une Bourse du travail. Quoi qu'il en soit, la municipalité Républicaine modérée dirigée par Pouzac accepte la validation finale du projet.

Son fonctionnement est assuré par un conseil d'administration qui se réunit tous les

mois⁴⁶⁵. Ce dernier est composé de trois membres par syndicats adhérents et se divise en trois commissions : une exécutive, une de propagande et une de contrôle. Il n'existe donc aucune représentation proportionnelle en fonction du poids des différents syndicats.

Un secrétaire est chargé d'assurer la mise en forme des décisions prises par la commission exécutive et appose sa signature sur tous les documents dépendants de la Bourse. Le trésorier est chargé de la comptabilité et de la gestion des flux de monnaie.

Le siège de la Bourse se situe rue Port-Neuf en plein cœur de la ville. Ce local semble assez vaste pour accueillir plusieurs dizaines de personnes⁴⁶⁶. L'extension couverte formée par les arcades devant l'entrée permet d'augmenter quelque peu la capacité de réception lors de grands rassemblements.

Dès sa formation, la mairie lui octroie une subvention de 500 Fr. par an, complétée en 1907 par 500 Fr. du département⁴⁶⁷. Le subventionnement d'une Bourse se place au sein d'enjeux complexes. S'il peut correspondre à une tactique électoraliste rentable⁴⁶⁸, elle reste aussi un moyen de pression par le caractère temporaire de ses attributions. Ces dons sont accordés annuellement par un vote du conseil municipal sur le budget de la commune, sous forme de crédits extraordinaires⁴⁶⁹. En conséquence, la première réponse des municipalités en cas de conflits avec les dirigeants est la suppression des financements. C'est d'ailleurs ce qui se passe en 1908 à la suite de plusieurs mouvements de grèves, le conseil municipal décide de ne pas voter l'accord des subventions pour cette année-là⁴⁷⁰.

Les relations entre les dirigeants de la Bourse et l'équipe municipale se fixent donc dans une subordination matérielle très nette, que ce soit pour le versement de subventions, pour le bon fonctionnement de ses activités diverses, ou bien la mise à disposition de locaux de réunion.

De plus, à partir de 1909 les subventions qu'elle reçoit au nom de l'entraide ouvrière sont intégralement pourvues par la mairie, aux couleurs Radicales et dirigée par Garat, à hauteur de 1000 francs.

Ce taux de subvention en espèces se place dans la fourchette basse de la moyenne générale à l'échelle du Pays, mais se proportionne en partie à l'importance du mouvement syndical⁴⁷¹.

⁴⁶⁵ Les statuts de fonctionnement de la Bourse du travail ont été reproduits dans *l'Action Syndicale* de novembre 1908

⁴⁶⁶ Lors de la grève des ébénistes de Bayonne en 1906, un meeting aurait rassemblé quelques 350 personnes. Source : *L'Action Syndicale* (Per.) de décembre 1906. Il semble difficile de confirmer cette information et il est surtout probable que la majorité de ce groupement a pris place dans la rue.

⁴⁶⁷ Ministère du Travail et la Prévoyance Sociale, *Annuaire statistique*, Imprimerie Nationale, 1907

⁴⁶⁸ Schöttler Peter, *Naissance des bourses du travail, un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIXe siècle*, PUF, 1985, p.99

⁴⁶⁹ *Arch. Mun. Bayonne* : 7F3, lettre d'un conseiller municipal non signée.

⁴⁷⁰ *L'Action Syndicale* (Per.) de mai et juin 1908

⁴⁷¹ Pelloutier Fernand, *Histoire des Bourses du travail*, Paris, 1946, p.138

2) Les tiraillements idéologiques

Les neuf syndicats regroupés initialement sont : l'Ameublement, le Bâtiment, les Ebénistes, le Livre, les Tailleurs d'habits et les Tapissiers auxquels se rajoutent les Métallurgistes du Boucau, les maçons et les Tailleurs de Biarritz.⁴⁷²

Composée essentiellement de syndicats locaux, l'écrasante majorité est représentée par des corporations bayonnaises, l'évolution des effectifs syndiqués apparait variable d'une année sur l'autre. Cela rend très délicat l'évaluation précise de la proportion d'ouvriers qui sont représentés par cette institution.

En corollaire, ces fluctuations renseignent indirectement sur des probables dissensions idéologiques qui traversent les différents milieux ouvriers qui choisissent ou non l'adhésion à la Bourse. Toutes les réunions des syndicats adhérents se déroulent en présence des dirigeants de la Bourse et on peut facilement s'imaginer que cette tutelle peut parfois s'avérer encombrante. Ainsi, son existence apparait rythmée par des rapprochements et des désistements.

Aucune branche particulière ne domine nettement dans les premiers temps même si l'on voit poindre deux grands champs idéologiques opposés entre les ouvriers ébénistes et de l'ameublement, de tendance révolutionnaire, et les typographes que l'on peut classer dans le syndicalisme réformiste.

Dans ses premières années d'existence, la Bourse du travail de Bayonne apparait relativement timorée. S'agit-il d'un biais lié au manque de sources, se concentre-t-elle d'abord sur un rôle institutionnel afin de consolider ses bases ?

On voit les dirigeants de la Bourse s'immiscer pour la première fois dans un conflit du travail lors de la grève des tailleurs de pierre de Bidache en 1905. Appelés par le tout nouveau syndicat, ils ne participent qu'à une seule réunion de négociation. Il est difficile de savoir quel impact a eu le déplacement de cette délégation mais il est certain qu'elle était quelque peu redoutée par les services de la préfecture⁴⁷³.

Son premier secrétaire, un dénommé Dupont⁴⁷⁴, s'efface progressivement en rapport avec des problèmes de santé et, au début de l'année 1906, il est remplacé par Cazaux, cordonnier biarrot, membre actif de l'Union des syndicats de cette ville et ouvertement partisan d'un

⁴⁷² Unions Départementales-CGT confédérées, *La CGT et le mouvement syndical*, Paris, 1925, p.557

⁴⁷³ AD64 : 10M16, note de service de la préfecture du 9 avril 1905

⁴⁷⁴ Nous n'avons pas de renseignement sur l'origine professionnelle de ce personnage.

syndicalisme révolutionnaire. Son accession à ce poste reste un mystère, mais on peut penser que la base militante a fait ce choix au moins sur deux critères ; en premier lieu son implication sans limites dans les instances et les projets qui prennent forme à ce moment-là dans les mondes ouvriers de la côte basque, et par là une compétence probablement reconnue ; en second lieu on peut légitimement penser que cette base militante se retrouve dans son approche idéologique de tendance révolutionnaire.

Bien que résidant à Biarritz il participe de manière rigoureuse aux différentes réunions institutionnelles, exprimant le souhait de sortir la Bourse d'une certaine apathie. Mais ces ambitions semblent se heurter à ses multiples activités et implications dans les milieux ouvriers biarrots et bayonnais. Sa nomination à la gérance de la cordonnerie ouvrière de Biarritz, ouverte en 1906, efface partiellement son rôle premier au sein de la Bourse, même s'il en reste le secrétaire jusqu'en 1907.

Avant d'aborder plus en profondeur l'évolution de la Bourse du travail et les différentes actions qu'elle joue dans les mondes ouvriers du département, il est important de s'arrêter sur l'activisme syndical du milieu ouvrier biarrot. En effet, l'Union des syndicats de Biarritz s'organise dans un deuxième temps mais le dynamisme de ses militants place assez vite ce satellite comme moteur dans l'organisation des structures syndicales de la côte basque jusqu'en 1907-1908.

B) Un satellite aux pieds d'argiles

La Bourse du travail doit beaucoup, à ces débuts tout du moins, à l'Union de syndicats qui se crée à Biarritz un an plus tard. Bien qu'elle regroupe un nombre d'ouvriers presque dix fois inférieur que la Bourse en 1904, l'implication de ses membres en fait une véritable force.

1) Analyse de la base sociale de l'Union des syndicats de Biarritz

L'Union des syndicats de Biarritz naît en juin 1904, soit environ un an après la Bourse de Bayonne. Au départ, six syndicats y participent et représentent 172 membres affiliés⁴⁷⁵. On retrouve ainsi les maçons, les tailleurs, les boulangers, les cordonniers, les typographes et les coiffeurs, dans une ville en pleine croissance autour de la villégiature⁴⁷⁶ et pourvoyeuse d'emplois de tout type.

⁴⁷⁵ Arch. Mun. Biarritz : 7F5, lettre de l'union des syndicats au maire de Biarritz du 22 juin 1904

⁴⁷⁶ Puyau Alain, *Mémoires de Biarritz*, Ed. Cairn, 2013

Tout en étant très complémentaires, la Bourse et l'Union ont des organes indépendants mais avec des fonctionnements très superposables. L'Union se dote ainsi d'un comité général qui est le pendant du conseil d'administration de son homologue bayonnaise. Il se compose de deux délégués par corporation adhérente⁴⁷⁷. Un secrétaire et un trésorier complètent l'organigramme de fonctionnement. Très tôt, elle s'attribue de nombreuses compétences arrivant même à obtenir une subvention de la mairie de 300 Fr. annuels.

L'intitulé de ses statuts n'offre aucune équivoque par rapport à la Bourse du travail : « Union des syndicats ouvriers de Biarritz adhérents à la Bourse du travail de Bayonne⁴⁷⁸ ». L'ambition affichée est de « nouer des relations entre toutes les organisations syndicales ouvrières de Biarritz et Bayonne⁴⁷⁹ », ce qui, dans les faits, se traduit par une collaboration étroite entre les deux structures tout en gardant une complète indépendance. Cette union se place donc logiquement sous la bannière cégétiste.

La coopération entre les deux structures est complète et équilibrée principalement dans le domaine de la propagande. Mais c'est l'Union des syndicats qui apparaît motrice dans les milieux ouvriers de Bayonne et Biarritz. C'est elle qui impulse l'idée d'un organe de presse dédié à la cause ouvrière, *l'Action Syndicale*, géré par les deux structures avec la création d'une imprimerie ouvrière « La Rénovatrice » qui s'installe quai Chao à Bayonne en novembre 1905. Fondée à la suite de mouvements de grève chez les typographes en 1903, dans la ville sous-préfecture, cette association ouvrière entre les typographes de Bayonne et Biarritz est administrée uniquement par des ouvriers et fait travailler 8 typographes en 1907 avec un bilan comptable très positif.

Dès sa formation on voit que sa base socio professionnelle se structure autour de petits groupements de métiers strictement locaux, voire de l'artisanat, qui trouvent un intérêt évident à se regrouper. Les cordonniers et les coiffeurs animent ces milieux ouvriers autour d'une idéologie orientée vers le syndicalisme révolutionnaire. Progressivement, cette base s'élargit mais sa composition reste relativement homogène, tournant toujours autour de corporations qui se placent encore dans des rapports de production semi-artisanaux. En 1908, sur les quinze syndicats adhérents, on compte huit corporations du bâtiment et cela la place dans une fragilité systémique qui se révèle rapidement. Cette écrasante proportion correspond de fait à la principale activité représentée dans cette commune.

⁴⁷⁷ Arch. Mun. Biarritz : 7F5, statuts déposés l'union des syndicats de Biarritz en 1904

⁴⁷⁸ Arch. Mun. Biarritz : 7F5, statuts déposés l'union des syndicats de Biarritz en 1904

⁴⁷⁹ Ibid.

2) Une légitimation par la grève

C'est la grève des plâtriers de Biarritz en 1906 qui représente le premier grand test pour ce mouvement. L'Union des syndicats se lance dans une épreuve de force avec les patrons. Ses dirigeants font preuve d'un activisme soutenu et organisent plusieurs meetings solidaires, il y en aura au moins trois durant cette grève. La première grande réunion se veut visible et bruyante et l'on souhaite la présence de tous les représentants syndicaux. Plusieurs corporations assurent aux plâtriers grévistes leur soutien. On y entend même le secrétaire de la Bourse du travail de San Sebastian, venu d'Espagne pour la cause, qui « exprime le désir des travailleurs espagnols de voir leur beau mouvement couronné de succès⁴⁸⁰ ». Ces soutiens moraux se doublent de soutiens matériels : des quêtes sont organisées lors des rassemblements et les dirigeants de l'Union délèguent une commission chargée de négocier une aide de la mairie devant cette grève qui s'éternise.

En relai de cette grève, le conflit des boulangers prend forme et se durcit. L'Union, forte de sa première expérience se place à nouveau au cœur de la mêlée. L'enivrement de ses dirigeants aux lendemains de l'issue victorieuse de ces grèves est manifeste. Les plâtriers ont en effet obtenu les augmentations de salaires demandées avec une limitation de la journée de travail à 10 heures. Plusieurs syndicats du bâtiment se forment et adhèrent à l'Union : les peintres, les maçons, les charpentiers et les tailleurs de pierre.

On se projette même sur la création d'une caisse de grève globale pour venir en aide aux travailleurs. Les grandes lignes de ce projet sont rapidement mises en place par une commission dédiée. L'Union patronne également l'installation de plusieurs coopératives ouvrières à Biarritz. Ainsi, une cordonnerie ouvrière voit le jour en 1906, gérée par Cazaux toujours, devenu secrétaire de la Bourse. L'année suivante, une boulangerie ouvrière est inaugurée et s'englobe dans un deuxième temps au sein d'une coopérative de consommation, que l'on nomme symboliquement « *L'Espérance* ».

3) L'effritement progressif de son influence

Après une ascension, que l'on peut qualifier de fulgurante, on voit rapidement poindre un déclin, partiellement masqué par l'expansion relative que connaît l'Union au début de l'année 1908. Les maréchaux ferrants de Bayonne et Biarritz rejoignent respectivement la Bourse et l'Union à la fin de l'année 1907. Les jardiniers et les électriciens suivent en 1908 de

⁴⁸⁰ *L'Action Syndicale* (Per.) de juin 1906

sorte qu'au début de cette même année quinze syndicats sont affiliés à l'Union.

Mais on repère des fissures évidentes dans la base de cet édifice. Dans un premier temps, l'Union perd assez vite la confiance du conseil municipal. Lors de la grève des boulangers de 1906, elle met en œuvre une intense politique de propagande en direction de la population par voie d'affichage qui froisse les élus en place. La mairie essaye alors de délégitimer l'Union en supprimant les subventions pour l'année suivante et propose de répartir elle-même des fonds aux syndicats « faisant œuvre utile »⁴⁸¹. Malgré le mot d'ordre de ne pas y toucher, certains acceptent ces fonds si facilement gagnés.

Toutefois, le nœud du problème ne relève pas d'une simple subvention perdue. Plusieurs causes peuvent être avancées mais c'est surtout l'effritement progressif de la base syndicale qui pose un problème majeur à cette structure.

En effet, à la suite des différents avantages obtenus par les ouvriers du bâtiment, s'en suit un lent mais inexorable désintéressement de la cause commune parmi ces corporations. L'immaturation syndicale à laquelle font référence les dirigeants syndicaux ne semble pas être la seule composante de cette perte de vitesse. Les appels au fédéralisme maintes fois répétés sont loin de faire l'unanimité dans des corporations très cloisonnées comme celles du bâtiment.

Par ailleurs, les messages véhiculés par une propagande ouvertement révolutionnaire ne sont pas du goût de la majorité des ouvriers. Rappelons que le nombre d'affiliés reste relativement faible comparativement au millier d'ouvriers du bâtiment que l'on estime travailler à Biarritz à cette période. De plus, des dissensions importantes, mais qu'il est difficile de mettre en relief compte tenu de l'absence de sources, freinent considérablement l'efficacité de ces syndicats. A ce titre, le premier bilan de la coopérative d'alimentation inaugurée en grandes pompes, et censée représenter un instrument clé dans l'œuvre émancipatrice de la classe ouvrière locale, est un demi échec. Au bout de huit mois d'exercice, les comptes ne sont pas bons et sur les 280 clients inscrits en 1908 on ne compte que 70 syndiqués...⁴⁸²

Par un jeu de vase communicant, ce déclin relatif de l'Union se combine à un relèvement progressif de la Bourse du travail. Elle s'autonomise, se réforme et s'affirme comme un phare pour le mouvement ouvrier du département.

⁴⁸¹ *L'Action Syndicale* (Per.) de décembre 1906

⁴⁸² *L'Action Syndicale* (Per.) de septembre 1908

C) Le moment réformiste

Deux facteurs entraînent un changement d'orientation au sein de la Bourse du travail. Tout d'abord, le noyautage progressif des différents postes à responsabilité au sein des institutions ouvrières par les ouvriers du Livre. Cette mainmise se combine par ailleurs à un certain affaiblissement de leurs principaux concurrents : les ébénistes et les ouvriers de l'Ameublement.

Ces équilibres de la base socio professionnelle se retrouvent brusquement renversés par l'arrivée des ouvriers du port. Les événements de 1911 (grèves portuaires, notamment des dockers) provoquent, entre autres conséquences, une accélération de l'effacement de la Bourse du travail au profit d'une Union syndicale départementale demandée par les instances nationales de la CGT.

1) L'affaiblissement des ouvriers du meuble

A la suite du mouvement de grèves à Biarritz en 1906, ce sont les ouvriers de l'ameublement et les ébénistes qui se mettent en grève à Bayonne en décembre de la même année. L'origine de cette grève se trouve dans un problème d'éclairage qui oblige les ouvriers à travailler neuf heures par jour au lieu de dix. Une délégation est envoyée auprès de la direction de l'atelier Perret, pour demander le paiement de la journée de dix heures malgré la perte d'une heure. Sans surprise, la réponse patronale provoque une mise en grève totale de la trentaine d'ouvriers et met l'atelier à l'arrêt. Pour la première fois la Bourse de travail est amenée à gérer un conflit sur ses bases et sert de lieu de réunion et de discussion⁴⁸³.

Le comité de grève organise une permanence à la Bourse qui met donc ses locaux à disposition. Les ouvriers mettent en place un service de correspondance, de comptabilité et de surveillance des ateliers pour éviter l'embauche des ouvriers non-grévistes⁴⁸⁴. Des réunions s'organisent les samedis ou l'on demande aux autres corporations un soutien solidaire d'ampleur. On prélève ainsi l'impôt de grève parmi les ouvriers présents et Cazaux se montre très présent à chacun de ces meetings, prenant la parole pour donner du poids à ce mouvement et essayer de garder au fur et à mesure du temps qui passe une union inter corporatiste.

Ces messages de solidarité rencontrent un certain succès, tout du moins dans les premières semaines. Certains ouvriers ébénistes d'autres ateliers de la ville entrent en grève

⁴⁸³ AD64 : 10M18, lettre du sous-préfet de Bayonne du 10 décembre 1906

⁴⁸⁴ *L'Action Syndicale* (Per.) de décembre 1906

dans un élan de fraternité avec leurs camarades⁴⁸⁵. Le ton est dur et le dialogue est vite rompu entre les dirigeants syndicaux et les patrons. L'embrassement de l'ensemble de cette corporation n'a cependant pas lieu et le temps passant la générosité ouvrière s'amenuise. La grève s'éternise si bien qu'au début de l'année 1907, au cours d'une réunion inter corporatiste on envisage la création d'un atelier de chômage pour venir en aide aux ouvriers. Cette initiative se prolonge par la suite en coopérative ouvrière. Finalement, la maison Perret, la plus importante de Bayonne, est durement touchée et ferme ses portes en juillet 1907, faute de main d'œuvre. Cette grève se solde donc par un échec cuisant pour les deux parties qui restèrent complètement hermétiques à des possibilités de négociation. De plus, le mirage coopératif s'avère un échec puisque la liquidation de l'atelier ouvrier est actée en 1908. Castagnède alors secrétaire du syndicat de l'ameublement dresse un constat amer : « la nonchalance des uns, la mauvaise volonté des autres ; l'indifférence coupable d'ex syndiqués satisfaits des améliorations conquises ; l'inexpérience des premiers administrateurs ; le boycottage en règle auquel se sont trouvés en butte tous des coopérateurs⁴⁸⁶ ».

C'est dans ce contexte qu'un ouvrier typographe ambitieux et proche des milieux socialistes, Miremont, devient secrétaire par intérim de la Bourse du travail à la fin de l'année 1907. Sa sensibilité plutôt réformiste va contre des tendances révolutionnaires de la base, notamment le syndicat de l'ameublement, qui est encore assez puissant mais clairement affaibli par l'interminable grève des ébénistes de Bayonne. C'est ainsi qu'il prévoit de réorganiser les statuts de la Bourse qu'il fait adopter à la fin de l'année 1908. A ce moment, il en devient le secrétaire officiel.

Le noyautage des postes clé des institutions ouvrières par les typographes se fait progressivement. De nouvelles têtes émergent, tous typographes. Brau dirige le placement ouvrier et Brion se positionne au conseil d'administration de *l'Action Syndicale*. Les typographes bayonnais jouent alors un rôle pivot dans la vie ouvrière et syndicale de la ville.

2) Une volonté expansionniste

L'ambition de cette représentation ouvrière est d'assumer plus largement la diffusion des idées Confédérales dans tout le département. Le programme de propagande destiné à essaimer le syndicalisme en dehors des limites communales se poursuit de manière beaucoup plus active à partir de 1907. Le désir de croissance et d'expansion n'est pas nouveau et

⁴⁸⁵ AD64 : 10M18, lettre du sous-préfet de Bayonne du 10 décembre 1906

⁴⁸⁶ *L'Action Syndicale* (Per.) d'octobre 1908

constitue une obsession pour les dirigeants syndicaux. Les années 1907 et 1908 représentent à ce titre, ce que l'on pourrait appeler, l'apogée du mouvement ouvrier organisé et c'est sous le mandat de Miremont que cette politique porte enfin ses fruits.

En 1907, les délégués de la Bourse participent à la formation de deux syndicats du bâtiment à Orthez et à Saint-Martin-de-Seignanx. La même année la Bourse du travail patronne un syndicat sandalier qui est mis sur pied à Mauléon dans la Soule. En 1908, Cazaux, se rend à Pontacq, dans le Béarn, pour aider à l'organisation d'un syndicat cordonnier de cette ville.

La mise sur pied d'un syndicat des bois ouvrés à Orthez en 1910 connaît un certain succès. Cette ville industrielle comporte de nombreux ouvriers. Rapidement, ce syndicat englobe plusieurs corporations dans l'ameublement et dans les métiers du bois et du bâtiment. En quelques mois d'existence on compte une centaine de syndiqués. Mais ses dirigeants se heurtent également à la réalité sociale qui règne dans les campagnes environnantes, assez réticentes au mouvement ouvrier, dans un Béarn de tradition politique plutôt républicaine modérée.

Ailleurs, le volontarisme des dirigeants est relativement bloqué par les situations particulières des micro-territoires. Plusieurs cycles de conférences sont organisés dans le sud des Landes, plus précisément à Saint-Martin-de-Seignanx, pour essayer d'organiser un syndicat chez les métayers. S'ils sont nombreux à venir écouter les intervenants qui dénoncent leurs conditions d'existence, ils le sont moins à adhérer au syndicat qui prend forme en 1908. L'année suivante, la tentative de s'occuper du sort des cordonniers et ouvriers du cuir dans la région d'Hasparren représente un échec cuisant. A cette occasion, *l'Action Syndicale* double ses colonnes en Basque pour attirer ces 2 000 ouvriers du cuir, majoritairement à domicile, qui sont décidément bien difficiles à fédérer. Au cours de leur périple, les dirigeants de la Bourse décrivent la mainmise des barons industriels locaux sur les lieux de sociabilité. Il leur est impossible de trouver une auberge qui puisse accueillir une réunion syndicale.

Par ailleurs, la Bourse du travail continue d'assurer un soutien aux ouvriers en grève dans sa zone d'influence géographique. Lors de la grève des tailleurs d'habit en 1908, elle devient un lieu central où le comité de grève siège pendant toute la durée du conflit. Les réunions sont quotidiennes mais surtout la Bourse permet d'assurer un lien de communication facile et rapide entre les corporations afin de faciliter l'entraide, même si finalement, et à la différence du conflit des ébénistes, aucune extension de ce conflit n'est conclue lors de cette

grève⁴⁸⁷. Cette fonction d'intermédiaire entre les grandes centrales syndicales se confirme lors de la grève des cheminots en 1910 où elle centralise les ordres et les directives⁴⁸⁸ et joue un rôle plus actif.

La grève des ébénistes de Béhobie en 1908 montre également la difficulté pour les dirigeants de la Bourse de résoudre des conflits « à distance ». Cette usine des deux côtés de la Bidassoa se voit à l'arrêt suite à une décision patronale de diminuer les salaires des ouvriers espagnols. En réaction, les ouvriers français se solidarisent et viennent demander un appui à la Bourse du travail de Bayonne. Une délégation de la Bourse est envoyée sur place pour négocier mais sans succès. Elle organise néanmoins, en coopération avec le « Centro de Obrera »⁴⁸⁹ de San Sebastian, un meeting à Irun en faveur des ouvriers ébénistes. Là encore aucun résultat probant, même si on voit ici encore un vrai volontarisme pour créer des relations entre les organisations ouvrières transfrontalières. La Bourse essaie donc de jouer son rôle de coordinatrice dans ces conflits isolés, mais elle peine bien encore à convaincre les masses ouvrières de s'impliquer dans des mouvements plus organisés.

3) Dans la tourmente des événements de 1911⁴⁹⁰

La base socio professionnelle des adhérents se modifie donc assez peu au fil du temps, les corporations ouvrières de la grande entreprise restent prépondérantes en nombre et, bien que peu actives, assurent une certaine stabilité dans les effectifs. La balance des sensibilités politiques semble donc assez équilibrée mais se polarise à nouveau assez brutalement vers une tendance révolutionnaire avec l'entrée rapide et en masse des ouvriers du port à partir de 1911.

Profitant des infrastructures dont bénéficie la Bourse, plusieurs représentants syndicaux, au rang desquels Primault, délégué syndical des dockers de Bordeaux, et Vigneau, des dockers de La Palice, se déplacent à Bayonne pour tenter de fédérer les ouvriers du port. A vrai dire Miremont, alors secrétaire de la Bourse, ne croit pas à la possibilité d'un mouvement social d'ampleur sur les quais de Bayonne, daignant tout juste accueillir ces représentants avec un sourire septique⁴⁹¹. Plusieurs réunions se tiennent en présence des dirigeants de la Bourse et de la toute fraîche Union des syndicats de Basses-Pyrénées afin

⁴⁸⁷ AD64 : 10M22, rapport du commissaire de Bayonne du 29 octobre 1908

⁴⁸⁸ *Le Courrier de Bayonne* (Per.) du 14 octobre 1910

⁴⁸⁹ Cet organisme est comparable aux Bourses du travail.

⁴⁹⁰ Nous détaillerons au chapitre suivant cette révolte des ouvriers du port de Bayonne.

⁴⁹¹ *L'action Syndicale* (Per.) de mars 1911

d'examiner les revendications des ouvriers dockers. Du côté de ces instances, on préfère temporiser, estimant que le syndicat n'est pas assez solide.

Année	Nombre de syndicats adhérents	Nombres d'ouvriers syndiqués représentés
1904	11	1204
1905	16	1544
1906	10	1240
1907	20	1135
1908	15	787
1909	-	-
1910	9	1005
1911	10	-
1912	10	1209
1913	8	680
1914	6	220

Tableau n°22 : Evolution des effectifs de la Bourse du travail de Bayonne 1904-1914⁴⁹²

Néanmoins, il semble que les discours révolutionnaires, incitant aux actions de sabotage⁴⁹³, font échos auprès de ces ouvriers, en surnombre sur les quais qui font la queue pour espérer être pris dans les palanquées, au bon vouloir des contremaitres. Ils se mettent donc en grève brutalement début mars 1911.

L'extension rapide du mouvement, avec les violences qui l'accompagnent, prend une tournure et une ampleur jamais atteinte dans cette ville. La Bourse du travail devient, de manière plus ou moins subie, un pivot dans l'organisation du conflit comme interface entre la Fédération des ports et docks et la masse ouvrière locale. Elle entre en quelque sorte dans une phase d'autonomie forcée qui prend la forme d'un activisme qu'on ne lui connaissait pas jusqu'alors. Dos au mur, le maire de Bayonne, Joseph Garat, décide de fermer les portes de la Bourse au plus fort du mouvement. Parallèlement, une surveillance rapprochée des lieux est mise en place afin de prévenir tout regroupement ouvrier en plein centre de la ville. Les principaux meneurs sont arrêtés devant la Bourse du travail⁴⁹⁴.

Les limites de l'action de cette organisation se font jour aux lendemains douloureux des événements de 1911. La mairie impute à la Bourse du travail, et à ses principaux acteurs,

⁴⁹² Ministère du Travail et la Prévoyance Sociale, *Annuaire statistique*, Imprimerie Nationale, 1904 à 1914.

⁴⁹³ Arch. Mun. Bayonne : 7F3, lettre du maire de Bayonne, Garat, datée du 6 juin 1912

⁴⁹⁴ Arch. Mun. Bayonne : 7F3, rapport du commissaire central de Bayonne du 15 mars 1911

un rôle direct sur les débordements survenus lors de ces grèves. Ces événements vont profondément modifier les rapports entre la Bourse et la mairie de Bayonne et la propulsent dans une nouvelle ère. Pourtant la majorité Radicale en place est très favorable aux ouvriers. La présidence passe l'année suivante à un autre acteur de la vie sociale bayonnaise, Mandagaran, sculpteur et menuisier militant socialiste très proche des ouvriers du port. Il participe ainsi à la reformation du syndicat docker, durement éprouvé lors des événements de 1911. En 1912, quelques semaines après sa nomination, le nouveau secrétaire de la Bourse, demande la salle des adjudications pour une conférence avec Primault, considéré comme « gréviculteur professionnel » et qui joua un rôle central lors des grèves de dockers. Il se voit essuyer un refus catégorique en bonne et due forme par le maire qui répond : « je considère de mon devoir de m'opposer à toute conférence à la mairie qui, sous le prétexte de doctrines économiques ou corporatives, n'ont d'autres but que de prêcher la violence, le sabotage et de porter atteinte à l'ordre et au respect des lois.⁴⁹⁵ » On le voit s'impliquer également en amont des grèves des ouvriers du port de 1913 et 1914. Mais la conséquence la plus immédiate est le refus du conseil municipal de renouveler le vote en faveur d'une subvention. Il semble bien que la grande majorité du conseil soit favorable à cette décision. Néanmoins, certains conseillers tentent d'assouplir cette mesure, bien conscients des effets positifs qu'apporte l'existence d'une Bourse au sein de la cité, en proposant de négocier sa dotation de subvention contre l'assurance que les différentes corporations cessent leur affiliation à la CGT. Cette phrase résume les débats internes qui traversent le conseil municipal : « il serait déplorable que nos subventions soient détournées, même en partie, de leur véritable destination pour aller alimenter des foyers de propagande révolutionnaire qui préconisent, parmi les travailleurs, les grèves violentes, les émeutes locales, l'odieux sabotage et la chasse au renard.⁴⁹⁶ » C'est un coup dur porté à son fonctionnement et le premier effet est l'abandon du siège de la rue Port Neuf⁴⁹⁷.

Sans local propre, les acteurs du mouvement ouvrier improvisent leurs lieux de réunion. Elles sont souvent organisées en plein air sur des terrains vagues ou bien au théâtre de la Nature en dehors de la ville⁴⁹⁸. D'autres se tiennent soit dans des cabarets ou bien à la salle Graciet —orthographiée Gréciet à l'occasion— à l'abattoir de Saint Esprit. Mais de fait la Bourse n'est plus au centre de la cité. Un projet de création d'une « maison du peuple » est

⁴⁹⁵ *Arch. Mun. Bayonne* : 7F3, courrier du maire de Bayonne, Garat, daté du 6 juin 1912

⁴⁹⁶ *Arch. Mun. Bayonne* : 7F3, discours d'un conseiller municipal dans les suites des grèves de 1911 non signée

⁴⁹⁷ Difficile de savoir s'il s'agit d'un local prêté par la mairie de Bayonne ou bien si l'arrêt des subventions entraîne de fait la résiliation du bail afin d'assurer le fonctionnement de la Bourse.

⁴⁹⁸ *Arch. Mun. Bayonne* : 7F3, rapport du commissaire central de Bayonne du 28 août 1913

avancé par les ouvriers typographes lors d'une réunion en 1914 avec une demande de souscription. Cette idée tardive ne verra pas le jour.

Malgré-tout, la Bourse du travail assume toujours sa mission éducative ainsi que le placement ouvrier. Dans ce cadre bien précis, la mairie de Bayonne reste relativement disponible et laisse des espaces de réunions ouverts. Toutefois, les problèmes corporatifs s'éloignent des préoccupations premières de la Bourse qui ont, de fait, été transférés de manière accélérée à L'Union départementale.

D) La recherche d'une autonomie ouvrière

Ce sont des ouvriers, essentiellement qualifiés, qui administrent les Bourses⁴⁹⁹. La fondation d'une Bourse du travail offre donc la possibilité de gagner en influence sur le marché du travail et de s'engager efficacement dans la défense de l'intérêt des travailleurs⁵⁰⁰. Si l'on excepte le service de propagande, nous savons avec certitude que la Bourse de Bayonne offre deux types de services : le placement et la formation ouvrière. Le *viaticum* s'organise de manière exceptionnelle pour certaines corporations mais reste assez peu usité.

1) L'appropriation du placement ouvrier

Le rôle initial de la Bourse du travail est le placement des ouvriers en chômage. « Le placement est, en effet, le premier et le plus grand des avantages que le groupement fédératif puisse offrir aux ouvriers. »⁵⁰¹

Pour ce faire, elle est en rapport régulier avec les différents bureaux syndicaux qui la composent. Les ouvriers syndiqués sont tenus d'informer leurs bureaux respectifs sur l'état de fonctionnement des ateliers ou chantiers où ils travaillent. Les patrons informent également des offres dont ils disposent. Tous ces renseignements sont centralisés à la Bourse du travail et le bureau de placement s'occupe de faire connaître aux ouvriers chômeurs les différents postes à pourvoir. Nous ne disposons que de quelques renseignements parcellaires sur l'importance de cette activité de placement uniquement pour quelques années. Par exemple en 1907 ce sont 372 ouvriers sur 418 demandes de placement qui sont dirigés vers des emplois mais il s'agit à priori d'une fourchette haute⁵⁰².

⁴⁹⁹ Pelloutier Fernand, *Op.cit.*, p.143

⁵⁰⁰ Schöttler Peter, *Op.cit.*, p.11

⁵⁰¹ Pelloutier Fernand, *Op.cit.*, p.144

⁵⁰² Ministère du Travail et la Prévoyance Sociale, *Annuaire statistique*, Imprimerie Nationale, 1907

Par sa dimension Fédérative, les Bourses du travail communiquent entre elles également pour diriger les ouvriers vers des régions plus demandeuses de bras et réguler ainsi plus facilement le marché de l'emploi. Ce dispositif semble assez efficace puisque si l'on prend les chiffres pour l'année 1907, 85% des placements sont réalisés en dehors de la zone d'influence de la Bourse du travail de Bayonne⁵⁰³.

En réalité, la question du placement ouvrier est très complexe et l'efficacité des Bourses du travail doit se nuancer. En effet, même si ce placement est gratuit, il se place dans une dualité de lutte des classes qui rend difficile l'entente cordiale entre patrons et ouvriers. Le patron n'ayant absolument aucune obligation d'embauche au sein de ce système, il a la liberté de trouver la force de travail dont il a besoin dans les différents bureaux de placement privés qui continuent d'exister, ou par un système de réseau propre, et jouer ainsi sur la concurrence pour négocier le salaire le plus avantageux⁵⁰⁴. Face à cela, les Bourses du travail sont obligées de composer ce qui les place dans une ambivalence dans la pratique du placement⁵⁰⁵.

Année	Demande de placement	Offres de placement gérées pour l'année en cours	Pourcentage de demandes pourvues
1904	-	-	-
1905	-	-	-
1906	177	90	50%
1907	418	372	88%
1908	-	-	-
1909	-	-	-
1910	-	-	-
1911	-	-	-
1912	205	148	72%
1913	140	53	37%
1914	-	-	-

Tableau n°23 : Activité de placement de la Bourse du travail de Bayonne 1904-1914. Source : *Annuaire statistique* pour les années correspondantes.

Le manque de formation dans l'activité du placement joue contre l'action des Bourses à ce niveau. Pour être efficient, les mises à jours doivent être quotidiennes, voire plusieurs

⁵⁰³ *Ibid.*

⁵⁰⁴ Schöttler Peter, *Op.cit.*, p.119

⁵⁰⁵ *Ibid.*, p.123

fois par jour et nécessite une excellence connaissance des milieux professionnels. Or il apparaît que les placeurs gratuits au sein des Bourses étaient bien souvent insuffisamment qualifiés⁵⁰⁶.

A partir de 1911, cette activité de placement se réorganise et les instances décident d'installer un deuxième bureau à Biarritz afin de faciliter les démarches pour les ouvriers au chômage et pour les rares patrons qui viennent chercher une main d'œuvre dans ces listes.

2) Des instruments d'émancipation

Le deuxième grand rôle dévolu à la Bourse du travail de Bayonne se place dans la participation à l'élévation « du progrès moral et matériel des travailleurs⁵⁰⁷ » qui passe par un service d'enseignement. Ce service, composante intégrale et maintes fois réitéré par les organisateurs, est essentiel dans l'idéologie des Bourses et de la CGT. Le but ultime est l'émancipation des travailleurs et celle-ci ne peut passer que par cette action pédagogique.

La bibliothèque représente un élément central de cette pratique. Elle s'étoffe au fil des ans et la Bourse valide des abonnements à des revues ou journaux accessibles pour les ouvriers. Des cycles de conférences s'organisent autour des thèmes phares du XIX siècle comme l'alcoolisme, l'hygiène et la sexualité.

Elle organise également la formation professionnelle. Des cours spécialisés sont animés par différents intervenants pour les ouvriers du Livre, de l'Ameublement, du bâtiment ainsi que pour les tailleurs⁵⁰⁸. On le voit, l'éventail des disciplines concerné reste faible et reflète partiellement la faiblesse de l'industrie locale et probablement de la demande de formation. On pourrait également ajouter que ces formations nécessitent des financements or, toutes les corporations locales ne peuvent, ou ne veulent, assumer ces dépenses. De temps en temps des tombolas sont organisées pour récolter des fonds qui serviront à dispenser les cours professionnels et les bureaux de bienfaisance⁵⁰⁹. Il est difficile de dire quels sont les effets concrets de ce programme d'enseignement théorique et pratique sur la population ouvrière bayonnaise.

Par ailleurs, les dirigeants syndicaux ont à cœur de mettre en place d'autres services, notamment juridiques pour aider les ouvriers dans des procédures complexes comme les accidents du travail. Un conseil juridique spécialisé se met en place dès 1906 à la Bourse et à

⁵⁰⁶ *Ibid.*, p.116

⁵⁰⁷ Pelloutier Fernand, *Op.cit.*, p.178

⁵⁰⁸ *Arch. Mun. Bayonne* : 7F3, courrier de Mandagaran, secrétaire de la Bourse en 1913

⁵⁰⁹ *L'Action Syndicale* (Per.) d'octobre 1906

l'Union avec des référents avocats et médecins bien identifiés qui gravitent dans les milieux ouvriers. Les ouvriers faisant partie des organisations adhérentes disposent ainsi d'avis spécialisés gratuitement. En 1908, un accord est conclu entre la pharmacie de M. Augey à Biarritz et l'Union des syndicats pour accorder une réduction des prix aux porteurs d'une carte de syndiqué⁵¹⁰.

Dans la même fibre, des délégations de la Bourse et de l'Union prennent une part active pour la mise en place d'une juridiction prudhommale. Par des discussions constructives avec les édiles ce projet devient réalité à la veille de la Guerre avec l'ouverture d'un conseil des prud'hommes à Bayonne en 1914. La municipalité de Bayonne toujours aux mains des Radicaux et Radicaux-Socialistes soutient activement la mise en place de cette juridiction. L'intense propagande pour les élections Prudhommales en mars 1913 porte ses fruits puisque plusieurs candidats ouvertement soutenus par la Bourse⁵¹¹ sont élus assez largement⁵¹² :

- Dans la section du Commerce : employés de 2eme catégorie Bonnemazou, garçon de restaurant, et Brasquet, musicien, passent au second tour suite à un ballottage du premier tour. Les représentants de 1ere catégorie en revanche ne sont pas élus.

- Dans la section de l'Industrie : employés de 1ere catégorie Mougine, plâtrier, et Balirac, tailleur de pierre, sont très largement élus. Tout comme les employés de 2eme catégorie Lamourane, maréchal-ferrant, et Uthurralt, charpentier.

A première vue on pourrait penser que le mouvement ouvrier local, à travers ses représentants cégétistes, jouit d'une certaine aura au sein de la classe ouvrière. Toutefois, si l'on analyse plus précisément le résultat de ces premières élections prudhommales, on relève une abstention très significative à plus de 60%⁵¹³. En fait, globalement les ouvriers paraissent peu impliqués peut-être par ignorance, par méfiance envers les rares candidats proposés ou encore par défiance envers un système auquel ils ne croient pas ?

La Bourse du travail de Bayonne est indéniablement un phare pour le monde ouvrier du département. Ses dirigeants sont des militants très actifs qui souhaitent étendre le mouvement ouvrier. Ils ne sont néanmoins pas les seuls car dans le même temps des associations syndicales se forment dans plusieurs villes annexes, mais également en milieu rural. Même si les sources sont beaucoup plus pauvres, nous allons essayer de retracer

⁵¹⁰ *L'Action Syndicale* (Per.) de février 1908

⁵¹¹ *L'Action Syndicaliste* (Per.) de février 1913

⁵¹² AD64 : 1U29, lettre du sous-préfet de Bayonne du 12 mars 1913

⁵¹³ AD64 : 1U31

l'histoire de ces associations syndicales.

II) L'animation des milieux ouvriers dans le reste du Midi aquitain

L'histoire de la construction syndicale dans le Midi aquitain n'est pas une histoire linéaire et progressive. Au contraire, elle est le reflet d'un monde ouvrier en perpétuelle transformation avec des unions, des désunions des accords et des désaccords que ce soit au sein des syndicats, entre syndicats ou entre les syndicats et les représentations locales ou nationales.

L'autre caractéristique de la construction syndicale est la polarisation géographique qui se limite initialement au bassin d'activité correspondant. Logiquement, que ce soit dans les Landes ou les Basses-Pyrénées, on retrouve une superposition des milieux industriels et des milieux ouvriers avec des dynamiques de construction bien différentes selon les zones.

Dans les Basses-Pyrénées par exemple, la construction syndicale est étroitement liée à des personnalités, le plus souvent locales, qui essaient de structurer les milieux ouvriers. Ce sont des hommes instruits ayant fait des études supérieures, ils sont avocats, médecins ou instituteurs. L'ambition politique n'est jamais bien loin, qu'elle compense une carrière en demi-teinte ou qu'elle soit purement idéologique, et représente ainsi un puissant levier pour jouer un rôle dans la vie locale de la cité, voire plus rarement prétendre à des fonctions supérieures.

Mais l'organisation du mouvement ouvrier dépend aussi de l'environnement préexistant. A ce titre, le syndicalisme ouvrier landais se met en place timidement. La faiblesse des industries landaises est manifeste devant un syndicalisme agraire qui, à l'inverse, se montre très dynamique chez les gemmeurs. Il n'en reste pas moins que certaines corporations apparaissent motrices dans l'animation des milieux ouvriers urbains.

Enfin, nous aborderons également les milieux ouvriers de la grande industrie et du rail, plus en retrait dans les années d'avant-guerre mais qui se structurent sur des modèles syndicaux forts. Même si les métallos et les cheminots n'engagent aucun mouvement social d'envergure avant 1914, les bases qu'ils mettent en place existent, canalisent et modèlent les masses ouvrières issues des campagnes.

A) Les groupements syndicaux dans les Basses-Pyrénées

Plusieurs groupements syndicaux voient le jour dans la période d'avant-guerre. Dans les Basses-Pyrénées ce phénomène est essentiellement urbain au sein des milieux ouvriers des principales villes du département. On retrouve ainsi l'influence de la Bourse du travail de Bayonne jusqu'à Orthez et Mauléon. Mais de manière assez singulière, dans les milieux palois et oloronais, l'organisation du mouvement ouvrier tourne autour d'une personnalité, que l'on pourrait qualifier d'homme clé. Bien évidemment il serait réducteur, et totalement faux de considérer ces personnages comme les uniques acteurs sur une scène éminemment complexe. Ils font partie d'un rouage de mécanismes complexes qui aboutit à une conjonction d'intérêts communs dont la valorisation des droits ouvriers représente un aspect central.

1) Un avocat politicien à Pau

Le milieu ouvrier palois est peu étendu et peu visible en dehors des quelques grèves qu'il déclenche. Néanmoins en 1907, la Bourse du travail de Pau compte quelques 17 syndicats adhérents pour 700 syndicalistes⁵¹⁴.

L'existence de cette institution ouvrière est intimement liée à son fondateur et président, Georges Maudaune, avocat du barreau bordelais qui met en place cet établissement en 1905, seulement quelques mois après le succès partiel de la grève des carrossiers de Pau durant laquelle il semble jouer un rôle assez central. Originaire de la commune voisine d'Auriac, il fut conseiller municipal à Pau en 1900 et se présenta, sans être élu, avec un programme d'action républicaine aux législatives de 1902 sous une étiquette Radicale. Nous n'avons malheureusement que des renseignements très parcellaires sur le fonctionnement de cette Bourse. Sans soutien financier de la mairie, il semble néanmoins qu'elle ait une autorisation d'utiliser la Halle Neuve dès sa mise en place⁵¹⁵.

La liste précise sur l'adhésion des syndicats locaux est lacunaire, faute de sources exhaustives, mais en 1906, grâce aux recoupements de sources de presse diverses notamment, on peut affirmer qu'y adhèrent au départ : les typographes, les charpentiers, les menuisiers, les maçons, les tailleurs de pierre d'Arudy, les ouvriers et les employés des tramways du P.O.M. (acronyme du Pau, Oloron, Mauléon).

Le rayonnement de la Bourse du Travail de Pau reste limité mais nous avons vu

⁵¹⁴ Ministère du Travail et la Prévoyance Sociale, *Annuaire Statistique*, Imprimerie Nationale, Paris, 1907, p.120

⁵¹⁵ Ce lieu de réunion sera utilisé jusqu'en 1914, soit quatre ans après la fermeture de la Bourse du travail de Pau. Il pourrait s'agir d'une concession faite par la mairie de Pau.

précédemment que les carriers d'Arudy décident d'y adhérer rapidement après sa mise en fonctionnement, en août 1905, à la suite d'une conférence donnée par son président au siège du syndicat vantant les mérites et les avantages d'une telle adhésion⁵¹⁶. Au cours des conférences, qu'il anime au sein des réseaux ouvriers de Pau et ses environs, Madaune insiste sur l'importance de se rallier aux syndicats déjà formés et de se fédérer en adhérant à la Bourse du travail. De plus, le projet de syndicalisme d'action directe de la CGT est mis en avant de manière systématique. En revanche, et de manière assez surprenante, aucune source n'évoque de rapports avec sa consœur bayonnaise.

Les rares sources qui permettent de retracer les fonctions de la Bourse du travail de Pau se retrouvent dans les différentes correspondances et rapports de police élaborés au cours des grèves ouvrières. On peut ainsi affirmer le rôle de la Bourse lors de plusieurs grèves assez marquantes. Ainsi les grèves des musiciens en 1905 et des plâtriers la même année sont soutenues et surtout provoquées par Madaune qui se retrouve systématiquement dans les réunions de discussions en amont de la grève. Il assure l'interface avec les principales Fédérations concernées pour demander des subventions ou autres soutiens⁵¹⁷. Les résultats de ces grèves sont mitigés. Personnage controversé et décrit, selon un rapport de la sureté générale, comme « politicien brouillon qui travaille [...] à former et à accaparer les groupements ouvriers locaux »⁵¹⁸, il s'immisce dans les réunions et donne de nombreux conseils, parfois peu avisés, aux ouvriers en grève. Même s'il s'agit d'un personnage du « cru » les ouvriers plâtriers semblent se méfier de ses capacités à diriger des négociations, ses manœuvres lors de la grève des musiciens du palais d'Hiver les ayant conduits à la misère⁵¹⁹. Considéré comme « l'âme de la grève » des musiciens de Pau⁵²⁰, il fit signer une sorte de contrat de mise en grève élaboré sur les conseils de la fédération des syndicats de Paris, en accord avec le bureau du syndicat des musiciens, sa rupture entraînant une amende de 100fr⁵²¹. On retrouve également ce même type de contrat lors de la mise en grève des ouvriers plâtriers.

Son rôle se prolonge au cours des grèves où il oriente les débats sur les revendications à présenter et rédige les demandes qu'il adresse aux patrons. Son influence s'étend jusqu'à Oloron où il anime la première grève des employés et ouvriers des tramways entre Oloron et Mauléon en 1906.

⁵¹⁶ Procès-verbal du syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy du 20 août 1905

⁵¹⁷ AD64 : 10M17, grève des carrossiers 1904 et 10M22, grève des tramways à Oloron en 1906

⁵¹⁸ AD64 : 10M14, rapport du commissaire spécial du 18 juillet 1905

⁵¹⁹ AD64 : 10M18, rapport du commissaire central de Pau le 4 février 1905

⁵²⁰ *Ibid.*

⁵²¹ *Ibid.*

Lors du conflit des tramways à Pau en 1907, les ouvriers se réunissent tous les jours à la Bourse du travail ou Madaune préside ces réunions et prodigue des conseils⁵²². Il participe également aux commissions d'arbitrage et aux différentes négociations. Les revendications de cette grève reposent essentiellement sur l'acceptation du syndicat ouvrier par l'administration des tramways départementaux. Ce conflit se solde par quarante révocations immédiates d'ouvriers grévistes.

Il semblerait que les échecs de la grève du bâtiment de Pau en 1906 et celle des employés des tramways du P.O.M. l'année suivante soit à l'origine du changement de trajectoire professionnelle qu'opère Madaune. A cette date, il accepte un poste de chargé d'enseignement juridique au lycée de Pau. La Bourse du travail ferme définitivement ses portes en 1910. L'année suivante, un projet d'Union syndicale des ouvriers de Pau est adopté lors d'une réunion à la Halle Neuve. Quatre syndicats sont présents : les ébénistes, les serruriers, les boulangers et les cuisiniers-pâtisseries, soit une trentaine d'ouvriers environ⁵²³.

2) Les premiers artisans du GALSO à Oloron

Deux autres avocats se distinguent lors de la série de grèves qui se déroule à Oloron en 1907. Tout comme Madaune, Henri Cadier et Marie-Georges Ferron sont eux aussi des hommes du terroir, issus des rangs du barreau bordelais. Difficile de savoir quelles relations ils entretiennent avec leur homologue palois.

Dans le courant de l'année 1907 ils aident les ouvriers sandaliers et les tanneurs à se former en syndicat à travers l'action du groupe d'action laïque et sociale (GALSO)⁵²⁴. Ce groupe prend forme un an plus tôt à l'initiative de Ferron et Baudéan et devient quelques jours plus tard le GALSO avec une vocation clairement orientée vers le syndicalisme et la défense des ouvriers. Il n'y a pas de Bourse du travail à Oloron mais une salle dans une auberge est dédiée aux réunions et aux conférences ouvrières : le « *Cor d'Henri* ». Ce lieu de sociabilité devient vite incontournable dans le milieu ouvrier d'Oloron. Par un travail de pédagogie et d'information, ce groupe social organise progressivement l'intégration de la vie ouvrière au sein de la cité. L'idéologie de ce groupe reste « modérée » proche des radicaux et radicaux-socialistes. Du fait de leurs actions, Ferron et Cadier semblent être assez pondérés vis-à-vis de l'utilisation de la grève comme moyen de pression. On le voit surtout lors des discussions qui

⁵²² AD64 : 10M22, rapport du commissaire central de Pau du 20 septembre 1907

⁵²³ AD64 : 10M33, rapport du commissaire spécial de Pau du 8 mai 1911

⁵²⁴ Bousquet Mélou Jean, *Louis Barthou et la circonscription d'Oloron (1889-1914)*, Pedone, Paris, 1972, p.197

se placent en amont de la grève des sandaliers faisant comprendre aux ouvriers « qu'il ne fallait rien précipiter et qu'il était beaucoup plus sage de ne pas prendre de décisions aussi graves sans en avoir recherché les conséquences. »⁵²⁵ Malgré cela ils vont subir d'importantes pressions, par voie de presse et notamment par une campagne d'affichage d'annonces calomnieuses dans les rues de la ville⁵²⁶.

En 1907, trois grèves se succèdent et ce sont les ouvriers du bâtiment unifiés au sein d'un même syndicat qui ouvrent le bal. Cadier est leur avocat conseil et la Bourse du travail de Pau participe également au soutien financier de la grève⁵²⁷. Viennent ensuite les ouvriers tanneurs et les sandaliers. Fait remarquable, toutes ces grèves arrivent à mobiliser de nombreux ouvriers syndiqués de ces trois secteurs d'activité. Cette mixité dans les cortèges est assez exceptionnelle et on ne la retrouve qu'au cours de certaines grèves de dockers (en 1911 notamment). Ainsi lors de la grève des tanneurs, en août 1907, ce sont près de 300 ouvriers syndiqués qui se coordonnent pour bloquer les portes et empêcher les « jaunes » d'entrer dans l'usine Bourdeu. C'est une longue grève, vingt-cinq jours d'arrêt de travail, qui montre la solidité de l'Union des syndicats ouvriers d'Oloron créée, à cette occasion, et qui regroupe près de 500 membres, 800 même à son zénith quelques mois plus tard.

Un manifeste est alors adressé à tous les habitants de la ville exposant l'utilité et le rôle du syndicat : améliorer les conditions de vie des travailleurs et harmoniser le marché du travail⁵²⁸. Cette Union choisit de ne pas adhérer à la CGT. L'influence de Barthou sur ces terres Républicaines tend peut-être à atténuer les tentations révolutionnaires ou socialisantes.

3) Le syndicat des bois ouvrés d'Orthez

L'influence de la Bourse du travail de Bayonne englobe le milieu ouvrier orthésien et cette dernière ne ménage pas ses efforts pour essayer de « catéchiser » les nombreux ouvriers de cette localité. La première tentative fut la mise sur pied d'un syndicat du bâtiment en 1907, rapidement dissout. A la fin de l'année 1910, les délégués de la Bourse du travail aidèrent à former un ambitieux syndicat au sein des métiers de l'ameublement qu'ils nommèrent « syndicat des bois ouvrés ». La municipalité apparaît favorable à ce regroupement, car très tôt, elle accorde une subvention annuelle.

⁵²⁵ AD64 : 10M20, courrier du sous-préfet d'Oloron du 29 novembre 1907

⁵²⁶ Cazajus Sylvie, *Fils des gaves, le patrimoine industriel textile à Oloron Sainte-Marie*, Mémoire de Master 1, UPPA, 2007, p.94

⁵²⁷ AD64 : 10M14, questionnaire relatif à la grève des ouvriers du bâtiment d'Oloron en 1907

⁵²⁸ Bousquet Mélou Jean, *Op.cit.*, p.197

Au départ 60 ouvriers adhèrent au syndicat, majoritairement de nationalité espagnole⁵²⁹. Deux mois plus tard trente ouvriers de plus prennent le train en marche. Mais assez rapidement le syndicat se vide de ses adhérents. Le milieu ouvrier d'Orthez est pourtant important, avec de nombreuses manufactures, mais la majorité des ouvriers ne voit pas l'intérêt d'une telle structure. En 1912, les ouvriers charpentiers rejoignent ce syndicat ce qui lui redonne un petit élan.

B) Un syndicalisme landais essentiellement agraire

Le département des Landes ne concentre que peu d'industries. Par ailleurs, les structures sociales landaises ne favorisent pas l'émergence d'un mouvement ouvrier réellement autonome. Les organisations syndicales sont peu nombreuses dans les villes principales et sont difficilement actionnées par des corporations motrices. En 1907 et 1908, si l'on excepte les représentations ouvrières de résiniers, on ne compte dans le département que cinq syndicats ouvriers⁵³⁰.

A l'inverse, le mouvement des ouvriers et métayers gemmeurs est très vivant. Bien que ses origines soient obscures, la mise en place de syndicats se diffuse très rapidement dans les villages du Marensin, sous des formes assez semblables.

1) Une propagation syndicale timide et limitée dans les secteurs urbains

Les milieux typographes apparaissent souvent comme de puissants catalyseurs dans l'organisation du mouvement ouvrier. S'il existe des imprimeries ouvrières à Pau, Bayonne et Mont-de-Marsan, leur implication dans la construction syndicale locale est éminemment variable. Nous avons vu précédemment le rôle phare des typographes bayonnais dans l'animation de la Bourse du travail qui contraste avec le peu d'activisme que l'on retrouve chez leurs homologues palois. Certes les milieux ouvriers au sein desquels ils évoluent sont très différents.

Néanmoins, l'action des imprimeurs montois se révèle assez significative. Tout comme le milieu ouvrier palois, la préfecture des Landes concentre assez peu d'ouvriers. La figure d'Anselme Ricard, qui, après son tour de France (1898-1902), impulse la constitution de nombreux syndicats locaux se démarque alors assez nettement. Ouvrier lui-même depuis ses

⁵²⁹ AD64 : 10M12, rapport du sous-préfet d'Orthez du 1^{er} mai 1911

⁵³⁰ AD40 : 10M131, état des syndicats patronaux et ouvriers pour les années 1907 et 1908

quatorze ans et syndiqué depuis 1902, il milite au syndicat des typographes de Mont-de-Marsan, l'un des rares milieux ouvriers connaissant une syndicalisation conséquente dans la ville. Le syndicat des ouvriers typographes fut fondé en juillet 1888 et en 1902 il en assure la présidence. En 1905, il est délégué au congrès de la Fédération des Travailleurs du Livre CGT, qui se tient à Lyon⁵³¹.

Il participe ainsi à la création de syndicats dans le secteur du bâtiment de Mont-de-Marsan, notamment les maçons en 1906 et les charpentiers en 1912⁵³². Lors de la première grève des ouvriers typographes montois en 1907, il semble qu'il ait été en contact avec plusieurs autres corporations ouvrières syndiquées pour essayer d'étendre le mouvement⁵³³. En décembre de la même année, l'Union locale des syndicats le délègue pour aller encadrer le premier congrès des résiniers landais à Morcenx et tente d'obtenir, sans succès, le rapprochement de la CGT à la Fédération des résiniers nouvellement créée.

Lors de la grève des maçons de 1908 dans la même ville il participe, probablement comme conseil, aux réunions ouvrières⁵³⁴. Il n'existe pas de Bourses du travail dans les Landes avant 1914, mais là encore, on retrouve un lieu dédié aux réunions et rassemblements ouvriers : le foyer du théâtre de la ville.

Renvoyé de l'imprimerie Arthur Dupeyron par son patron à la suite de la grève de 1911, Anselme Ricard fonde puis dirige, place Saint-Roch, une coopérative ouvrière, « l'Imprimerie nouvelle ». Il prend également des responsabilités dans la S.F.I.O. qu'il a rejoint, mais surtout à la CGT où il s'occupe notamment de la propagande.

A Dax, ce sont les ouvriers du bâtiment qui apparaissent en première ligne dans une tentative d'organisation du mouvement ouvrier. Les effectifs d'ouvriers syndiqués sont faibles dans les autres corporations de la ville. Ce sont les ouvriers tailleurs de pierre, charpentiers et maçons qui appuient une demande de création d'une Bourse du travail auprès du conseil municipal de la ville⁵³⁵. Aucune Bourse, ni aucune subvention ne sera accordée avant la Guerre. Le secteur du bâtiment est un milieu hétérogène et très éclaté en plusieurs métiers. Des regroupements s'opèrent mais c'est un secteur qui reste trop éparpillé, sans réelles actions communes. Les charpentiers d'Orthez, par exemple, sont si isolés qu'ils se rattachent au syndicat des bois ouvrés, seule organisation syndicale viable et active sur ce secteur. Nous

⁵³¹ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article128763>, notice RICARD Anselme [RICARD Jean, Anselme] par Madeleine Rébérioux, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 novembre 2010.

⁵³² Ces derniers refusent l'affiliation à la CGT lors de la création de leur syndicat.

⁵³³ AD40 : 10M73, rapport de la police municipale de Mont de Marsan du 16 décembre 1907

⁵³⁴ AD40 : 10M73, rapport de la police municipale de Mont de Marsan du 23 mai 1908

⁵³⁵ Arch. Mun. Dax : 7F3, courrier adressé au maire de Dax par les délégations syndicales de la ville le 19 février 1904

verrons plus en détails l'émergence d'un syndicalisme qui reste très circonscrit aux différents métiers.

2) Les acteurs de l'impulsion syndicale dans les villages du Marensin

Les paysans landais sont intégrés dans un système de métayage complexe qui lie ces ouvriers à un maître. Nous aborderons plus précisément ces aspects dans la partie dédiée aux grèves des gemmeurs. Les ressorts du syndicalisme en milieu rural ne sont pas si différents des milieux urbains. C'est plutôt la forme qui change et qui s'adapte aux espaces. A ce stade il est intéressant de comprendre la genèse de l'idée syndicale chez les gemmeurs du Marensin.

Les composantes de l'émergence de l'idée syndicale sont éminemment complexes et largement multifactorielles. Le milieu forestier est très vaste et largement ouvert et donc à priori moins pénétrable aux changements de mentalité. Mais comment expliquer la diffusion des syndicats dans le Marensin aussi rapidement à partir de 1905-1906, et sur des formes aussi semblables ?

Plusieurs auteurs ont mis en avant les progrès de l'instruction dans ces catégories sociales rurales. Ce fait est indéniable, au début de la Troisième République l'illettrisme est endémique dans les campagnes landaises bien qu'il soit difficile d'en évaluer précisément l'ampleur⁵³⁶. Mais si l'accès à l'enseignement primaire des enfants progresse sensiblement au début du siècle, avec près de 80% de taux de scolarisation filles et garçons réunis, l'accès à l'enseignement primaire supérieur et secondaire reste l'un des plus bas de France⁵³⁷. Quoiqu'il en soit, il est bien difficile d'évaluer l'impact réel dans les campagnes de la presse quotidienne rapportant les premiers conflits sociaux qu'ils soient nationaux ou régionaux. Le service militaire, par la mixité sociale qu'il permet, a pu servir à l'émergence d'une conscience politique chez certains jeunes gens. Les fils de la terre rencontrent les fils d'ouvriers. Mais là encore quelle est la réalité de la prise en compte de sa condition sociale au sein de ces groupes ?

Par ailleurs les propagandistes politiques qui circulent dans la région oublient bien souvent les campagnes, plus difficiles à « catéchiser », à l'image d'un Marcel Cachin qui « traita en quantité négligeable la partie forestière du département, qu'il ne jugeait pas suffisamment

⁵³⁶ AD40 : 10M6, enquêtes sur les conditions de travail en France 1873

⁵³⁷ Briand Jean-Pierre. Le renversement des inégalités régionales de scolarisation et l'enseignement primaire supérieur en France (fin XIXe - milieu XXe siècle). Dans : *Histoire de l'éducation*. n° 66, 1995. L'offre locale d'enseignement. Les formations techniques et intermédiaires. XIXe - XXe siècles, sous la direction de Bodé Gérard et Savoie Philippe, pp.193 et 194

préparée à recevoir la semence qu'il répandait, mais l'écho de ces conférences socialistes arriva cependant, quoique sans doute affaibli, dans certaines communes du Marensin. »⁵³⁸

Si les facteurs économiques représentent la matrice de l'idée syndicale, la mise en forme demeure bien obscure. Ici comme ailleurs, les lieux de sociabilité, auberges et café des villages, ont offert aux populations rurales des espaces de rassemblement et de discussions et ce très certainement au-delà du village. Le cadre politique dans lequel éclot le syndicalisme résinier est favorable avec l'émergence des idées radicales, en 1903 et 1905, qui se concrétisent avec l'élection de conseillers d'arrondissement mais aussi généraux en 1907. La figure de Léo Bouyssou est ici incontournable et jouit d'une grande popularité au sein des gemmeurs. Mais les récupérations politiques des grèves de résiniers ne se polarisent pas uniquement sur la gauche de l'échiquier politique.

On néglige probablement trop souvent l'intervention d'acteurs uniquement locaux, proches des résiniers, qui connaissent les problématiques qu'ils rencontrent et qui représentent probablement des moteurs puissants dans la défense des intérêts des résiniers. On parle ici des élus de village, maires ou conseillers municipaux, ou bien des curés ou encore des instituteurs. Combien de maires, de diverses obédiences, ouvrirent les portes de leurs institutions pour permettre des réunions d'ouvriers. A Lit-et-Mixe par exemple, le très controversé édile réactionnaire, Crouzet, et son garde champêtre sont très liés au mouvement social, et même considérés comme les fondateurs du premier syndicat de résiniers⁵³⁹, avec les suites que l'on connaît sur l'embrasement du Marensin. A Gastes, c'est encore le maire, ancien instituteur et ami de Léo Bouyssou, qui aida les ouvriers résiniers à se syndiquer, trop conscient des abus commis par les adjudicataires. « Mes sympathies sont pour les malheureux odieusement exploités. Je serai avec eux tant qu'ils resteront dans la légalité et les défendrait de mon humble pouvoir. »⁵⁴⁰

Ce sont aussi, paradoxalement, de certains hommes d'Eglise, ces curés de village qui savent lire et écrire et dont les prédications peuvent orienter leurs ouailles, que peut venir le réveil social. Le juge de paix du canton de Parentis-en-Born est persuadé que le chef de file du syndicat n'est autre que le Sieur Lapègue, curé de la commune. Ce dernier participe de manière récurrente aux réunions du syndicat dans une auberge du village passant plusieurs heures en leur compagnie. Le 1^{er} mai 1907, un mercredi, il se réunit avec les membres du

⁵³⁸ Desbordes Robert, *Les syndicats résiniers dans les Landes*, Imprimerie Moderne, Bordeaux, 1908, p.76

⁵³⁹ AD40 : 10M89, lettre du préfet des Landes du 19 avril 1907

⁵⁴⁰ AD40 : 10M89, lettre du maire de Gastes au préfet des landes datée du 12 mai 1907

syndicat et tous se dirigent vers l'église ou une messe est dite à son intention⁵⁴¹.

Des facilitateurs permettent également l'éclosion et la diffusion des idées sociales. Le rôle de l'administrateur Librain, régisseur d'un domaine forestier de la Société Pereire, est ainsi mis en cause comme participant actif au cours des grèves du secteur. Qualifié par le maire de Sainte-Eulalie de meneur actif mettant à disposition des grévistes une bergerie du domaine⁵⁴².

Nous verrons plus en avant les caractéristiques et les conséquences des mouvements sociaux de ce groupe d'ouvriers. Mais à ce stade ils nous rappellent que les lectures sociale, politique ou économique contingentées sont forcément réductrices et ne permettent pas d'analyser pleinement leurs composantes. Les individus qui lancent ce réveil social sont peu nombreux, avec des caractères très hétérogènes. Leur point commun, et sans aucun doute leur principal atout, est un charisme et une connaissance des codes sociaux qui leur permet de galvaniser leurs semblables.

C) Les îlots de la grande industrie et du rail

Même si les secteurs de la grande industrie représentent une part marginale des ouvriers du Midi aquitain, il n'est pas inintéressant de présenter leurs dynamiques dans la période d'avant 1914. Peu de mouvements sociaux d'envergure se dessinent dans ces mondes ouvriers mais les bases syndicales se construisent précocement.

1) Les milieux cheminots

Le réseau de la Compagnie des chemins de fer du Midi comporte plusieurs gares dans le Midi aquitain. Bayonne, Pau et Dax sont les principales. Morcenx, Hendaye et Puyoo sont des gares secondaires mais sur des grandes lignes. Malheureusement, peu de documents permettent d'analyser en profondeur le milieu ouvrier qui compose l'univers du rail dans notre région. Il n'en reste pas moins un bastion de la CGT à travers les sections locales du syndicat national des chemins de fer qui sont mises en place à Bayonne, Pau, Mont de Marsan et Dax. En parallèle, il n'existe à priori qu'une section de la Fédération des mécaniciens et chauffeurs commune à Dax et Bayonne.

La section bayonnaise du syndicat national est rattachée à la Bourse du travail (semble-t-il) avant 1910. Les taux de syndicalisation paraissent élevés, si l'on se fie aux chiffres. Pour la

⁵⁴¹ AD40 : 10M89, rapport du juge de paix du canton de Parentis du 9 mai 1907

⁵⁴² AD40 : 10M90, lettre du maire de Sainte-Eulalie en Born du 15 avril 1907

gare d'Hendaye en 1901 les deux tiers des effectifs de la gare sont syndiqués⁵⁴³. En 1910, à la veille de la grève nationale, ce sont 120 employés sur 145 qui sont syndiqués à la gare de Dax⁵⁴⁴.

Si l'on se penche sur l'activité syndicale proprement dite, les choses apparaissent assez calmes. Le paternalisme de la Compagnie du Midi semble assez arrangeant avec ses employés et privilégie les rapprochements familiaux, ce qui a un impact positif sur l'attitude de ses employés. On peut sans peine imaginer que cette attitude peut aussi servir de moyen de pression. Quoi qu'il en soit les employés de Dax et Hendaye paraissent plus réceptifs au message qui véhicule la non-utilisation de la grève comme outil de négociation. Ils restent également méfiants vis-à-vis de Saint Germain, leur délégué syndical régional « qui, disent-ils est bien rétribué et vit à leurs dépens sans profit pour eux. »⁵⁴⁵

En corollaire, la participation des ouvriers du chemin de fer lors de la grève de 1910 est assez variable. Si l'on prend l'ensemble des données que nous possédons pour les Basses-Pyrénées, il apparaît qu'un quart des effectifs, soit 93 personnes, toutes professions confondues, se lancent dans le mouvement de grève. La moyenne des grévistes pour la Compagnie des chemins de fer du Midi se situe à un peu plus de 30%⁵⁴⁶. Mais en fait ce mouvement semble surtout suivi par les employés de Bayonne qui décident de la mise en grève après une réunion secrète à la Bourse du travail⁵⁴⁷.

Le 14 octobre près des deux tiers du personnel est en grève et la gare se trouve placée sous contrôle militaire⁵⁴⁸. Immédiatement après la cessation du travail, trois conducteurs sont révoqués par le chef de gare. L'après-midi, 200 grévistes se rendent à la Bourse du travail de Bayonne et se prononcent à l'unanimité pour les revendications émises par le syndicat national⁵⁴⁹. Pour mémoire, ces dernières portent sur des revendications salariales mais surtout sur la rétroactivité de la loi sur les retraites votée l'année précédente⁵⁵⁰.

Dès le lendemain, 15 octobre, les conducteurs reçoivent nominativement un ordre de mobilisation émanant du Ministère de la Guerre. Après une réunion sur la place Saint Esprit les conducteurs décident de reprendre le travail ce qui les place en contradiction directe avec le vote de la veille⁵⁵¹. Cette dissension entre le syndicat des conducteurs et le syndicat

⁵⁴³ AD64 : 10M30, rapport du commissaire spécial de Pau du 4 novembre 1901

⁵⁴⁴ AD40 : 10M79, rapport du commissaire de Dax du 4 aout 1910

⁵⁴⁵ *Ibid.*

⁵⁴⁶ Office du Travail, *Statistiques des grèves et des recours à la conciliation*, 1910, p.557

⁵⁴⁷ *La tribune de la voie ferrée* (Per.) du 9 octobre 1906, n° 636, p.3

⁵⁴⁸ *L'humanité* du 15 octobre 1910, p.2

⁵⁴⁹ *Le Courrier de Bayonne* (Per.) du 14 octobre 1910, n°12506

⁵⁵⁰ Chaumel Guy, *Histoire des cheminots et de leurs syndicats*, Paris, 1948, p.74

⁵⁵¹ *Le Courrier de Bayonne* (Per.) du 15 octobre 1910, n°12507

national sonne la fin de ce court mouvement de grève. Les trains circulent normalement dans l'après-midi.

Peu de condamnations sont recensées mais on retrouve trace de dix-huit révocations dont six définitives confirmées par la Compagnie. Le président ainsi que deux membres de la section bayonnaise du syndicat national des chemins de fer en font les frais⁵⁵².

Les actes de sabotages qui suivent la grève restent limités et font l'objet d'une surveillance rapprochée.

L'impact de cette grève fut assez néfaste sur les sections locales avec une désaffection des employés pour le syndicat. En 1912 à Pau, Saint Germain organise une tournée de conférence dans le sud-ouest à la demande de la centrale nationale afin de reconstituer le syndicat. Seuls une quinzaine de participants y assistent et les nouvelles adhésions sont faibles⁵⁵³. L'argumentaire porte sur la responsabilité première de la CGT dans l'échec de cette grève.

2) Les métallurgistes et les fondeurs

La pénétration syndicale dans les milieux ouvriers de la métallurgie est assez précoce. Le principal point d'organisation ouvrière dans le département se situe dans les Forges de l'Adour à Boucau. Le mouvement syndical ouvrier y prend naissance en 1896 avec la fondation de la chambre syndicale de l'Union métallurgiste par le tourneur Jean Cazade et les frères (Maxime et Joanny) Perrin⁵⁵⁴. Les propagandistes bordelais du syndicat des métallurgistes jouent un rôle très actif dans la diffusion syndicale.

A l'image de Jean Cazade, la plupart des ouvriers des forges et des laminoirs sont issus des campagnes des alentours et ont de fortes racines paysannes qui retardent l'organisation ouvrière. De plus, d'importantes dissensions existent au sein de ces groupes ouvriers qui affaiblissent d'autant plus le syndicat. En 1907, la situation est telle qu'une amnistie est votée par les représentants, elle ouvre un droit d'accès non payant et ce jusqu'à nouvel ordre⁵⁵⁵. Toutefois, sur les 1400 ouvriers que comprend l'établissement, près de 400 ouvriers adhèrent au syndicat constitué en 1911⁵⁵⁶.

Aucun mouvement social d'envergure n'est répertorié avant 1914 aux Forges de l'Adour, qui représente la plus grande concentration ouvrière de notre région. En 1897

⁵⁵² *L'humanité* (Per.) du 27 novembre 1910

⁵⁵³ AD64 : 10M33, rapport du commissaire spécial de Pau du 25 avril 1912

⁵⁵⁴ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article104422>, notice CAZADE Jean par Jean-Claude Paul-Dejean, version mise en ligne le 4 novembre 2010, dernière modification le 4 novembre 2010.

⁵⁵⁵ *L'Action syndicale* (Per.) de septembre 1907

⁵⁵⁶ AD64 : 10M17, rapport du commissaire spécial du 25 avril 1911

toutefois, un semblant de protestation, vite étouffé, émane des ouvriers chargeurs des hauts fourneaux récemment syndiqués⁵⁵⁷. En 1910, une trentaine de jeunes ouvriers du train-fil, non syndiqués, tentent de débaucher des équipes pour appuyer une demande d'augmentation de salaire à la direction⁵⁵⁸. Ce mouvement, d'une journée à peine, n'eut aucun effet sur le reste des ouvriers présents.



Photographie n°7 : sortie des ouvriers de l'usine des Forges de l'Adour (vers 1900)

En février 1900, sous l'impulsion de Jean Cazade, sont créées une Maison du peuple et une coopérative. Cette dernière a pour objet l'achat, en gros et au comptant, de tous les articles de ménage et de consommation et leur répartition entre les membres au prix de revient. Elle est animée par des militants qui ne sont pas socialistes ; lors des élections municipales à Boucau où, avec Tarnos, la plupart des ouvriers résident, les radicaux dominent largement les socialistes. En 1912, le leader ouvrier des Forges, Jean Cazade, entre avec l'étiquette de radical-socialiste au conseil municipal de Boucau.

Même s'il existe un syndicat national spécifique aux mouleurs, il s'agit d'une branche du syndicat de la métallurgie dont l'influence pénètre au sein des fonderies « familiales » qui se pensent protégées par un paternalisme assumé. La formation de syndicats au sein de ces établissements passe mal et donne lieu à deux grèves significatives, aux forges d'Abesse près de Dax en 1900 et à l'usine Tinarrage en 1906.

Mais si la reconnaissance syndicale pose problème et donne lieu à des renvois, ces jeunes syndicats dénoncent aussi le carcan disciplinaire qui leur est imposé dans l'usine. C'est

⁵⁵⁷ AD40 : 10M81, lettre du commissaire spécial datée du 3 septembre 1897

⁵⁵⁸ AD40 : 10M81, rapport du maréchal des Logis Bourdet du 27 novembre 1910

particulièrement le cas des mouleurs de Mont de Marsan qui demandent le renvoi du contre maître jugé trop sévère, et surtout la liberté d'entrée et de sortie pour les ouvriers payés aux pièces⁵⁵⁹.

D) Le moment fédéraliste

Les regroupements syndicaux se font jour dans les premières années du XX^e siècle. La mise en place de la Bourse du travail de Bayonne en est le premier exemple effectif auquel font suite d'autres associations, de sorte que la majorité des grands foyers ouvriers des Basses-Pyrénées se concentrent dans des Unions.

La construction de ces regroupements est chapotée en haut lieu par les instances de la CGT, jusqu'à l'idée de fédérer l'ensemble des ouvriers sous une même bannière. Pour ce faire, elles s'appuient largement sur des acteurs locaux.

Une différence majeure se fait jour ici entre les Landes, largement paysannes, et les Basses-Pyrénées qui, bien que largement agricoles aussi, possèdent des milieux ouvriers qui trouvent une identité.

1) L'avortement précoce d'une Fédération syndicale du sud-ouest

En février 1907, à l'initiative de la Bourse du travail de Bordeaux, se réunissent 200 délégués syndicaux de tout le grand sud-ouest. De Tulle jusqu'à Bayonne ce sont 216 syndicats représentés qui viennent pour débattre de la mise en place d'une fédération syndicale régionale. Le principe de ces unions syndicales est en débat au sein de la CGT avec les partisans d'unions limitées aux départements auxquels s'opposent les acteurs d'unions plus larges. Mais, ces débats animent également les différents acteurs syndicaux, comme à Bayonne par exemple, où l'on craint une mainmise bordelaise sur les affaires locales.

A l'issue de ce congrès de Bordeaux la création de la Fédération syndicale du sud-ouest est votée à l'unanimité. Est également désigné un comité exécutif et les statuts sont rédigés en bonne et due forme. Un congrès en septembre 1907 est projeté afin de confirmer cette création. Mais cette union ne verra pas le jour car la CGT, en 1910, opta définitivement pour la mise en place de structures départementales dans une optique de simplification pyramidale. Cette structuration départementale se substitue en partie aux Bourses du travail qui

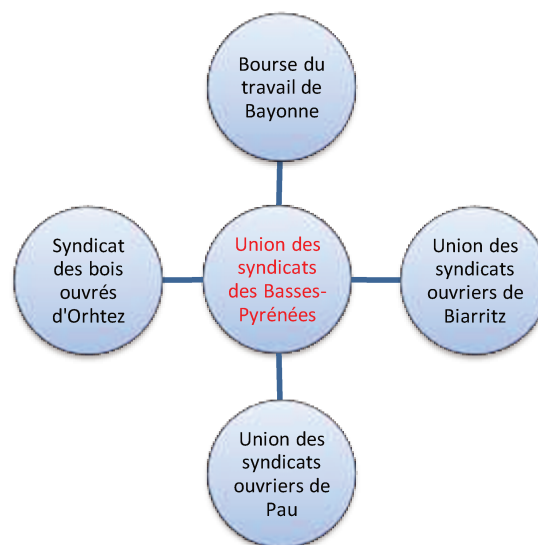
⁵⁵⁹ AD40 : 10M72, rapport du commissaire de police du Mont de Marsan du 22 juin 1906

apparaissent de plus en plus archaïques⁵⁶⁰. Cette volonté de changement de structure se confirme lors du congrès de la CGT du Havre en 1912 où il est décidé de réorganiser la Section des Bourses. Toutefois, si la mise en place de l'Union syndicale départementale dans les Basses-Pyrénées répond aux attentes nationales, le peu de moyens qui sont mis à sa disposition et le poids institutionnel des structures biarrot-bayonnaises font de la Bourse du travail le principal moteur de L'Union départementale qui ne s'autonomise vraiment qu'à partir de 1911.

2) L'accouchement d'une Union syndicale départementale

En janvier 1911, une Union des syndicats des Basses-Pyrénées (USBP) se met sur pied à la suite d'un congrès qui se tint à Pau. Mais cette union commandée par la centrale nationale de la CGT ne va pas de soi. La première conséquence directe est la mise à l'écart des ouvriers landais qui étaient pourtant intégrés dans un projet d'union régionale. Les rares organisations ouvrières de ce département restent donc relativement isolées car aucun regroupement syndical ne voit le jour avant 1914. En second lieu, ces ralliements, bien que validés par un vote au sein de chaque unions locales, prétendent réunir des organisations très différentes quant au nombre de leurs adhérents et surtout par des idéologies divergentes.

On retrouve ainsi la Bourse du travail de Bayonne, l'Union des syndicats ouvriers de Biarritz, l'Union des syndicats ouvriers de Pau et le syndicat des bois ouvrés d'Orthez⁵⁶¹. Quelques syndicats isolés, comme les ébénistes de Nay, les tailleurs de pierre d'Arudy et des syndicats Oloronais rejoignent cette Union au cours de l'année.



⁵⁶⁰ Michel Drefus, *Histoire de la C.G.T.*, Editions Complexe, 1995, p.70

⁵⁶¹ AD64 : 10M31, rapport du commissaire spécial de Pau en décembre 1911

Pour assurer son fonctionnement, un conseil est mis en place composé de sept membres selon une représentation qui n'apparaît pas vraiment proportionnelle. Le point de bascule de cette représentation se situe nettement en faveur des représentations ouvrières de Bayonne et Biarritz puisque on retrouve trois délégués ouvriers biarrots, trois délégués ouvriers bayonnais et 1 délégué d'Orthez⁵⁶². L'union paloise n'y est pas représentée. En 1912, le typographe bayonnais Brion en devient le secrétaire officiel.

Ses débuts sont difficiles car la coordination a du mal à se mettre en place entre les syndicats. Ses conditions matérielles sont assez limitées par la faiblesse des effectifs qu'elle draine dans une période où l'attrait syndical décline lentement. De plus, des dissensions se font jour rapidement entre les organisateurs lors du programme annoncé des tournées de propagande. Alors que l'Union de Pau montre clairement son opposition à la venue d'Yvetot dans le département, elle se voit obligée par les dirigeants de l'union de le produire à la Halle Neuve. On remarque au passage l'absence de participation de l'Union des syndicats ouvriers d'Oloron qui n'est pas affilié à la CGT.

Par la suite, de nombreux remaniements s'opèrent puisqu'en 1912, deux des principaux protagonistes, l'union des syndicats de Biarritz et le syndicat des bois ouvrés d'Orthez, disparaissent. De fait deux pôles principaux se mettent en place : un à l'est et un à l'ouest avec respectivement Pau et Bayonne comme centres de références.

Ces associations syndicales sont commandées en haut lieu par les dirigeants de la CGT. Or, la coexistence de ces micros entités ne va pas de soi et les unions qui naissent naviguent sur de nombreux écueils. La CGT, et ses représentants, instaure un rapport de force assuré par un intense travail de propagande mais son retentissement réel, notamment sur la base ouvrière, est difficile à percevoir.

⁵⁶² AD64 : 10M31, rapport du commissaire spécial de Pau en décembre 1911

	Bourse du travail de Bayonne	Union des syndicats de Biarritz	Bourse du travail de Pau	Union des syndicats de Pau	Union des syndicats Basses-Pyrénées
1903-1904	Dupont (?)				
1904-1905	-	Cathala (coiffeur)	Madaune (avocat)		
1905-1906	Cazeaux (cordonnier)	-	-		
1906-1907	-	Bazus (téléphone)	-		
1907-1908	Miremont (typographe)	-	-		
1908-1909	-	?	-		
1909-1910	-	?			
1910-1911	-	?			Dacharry (?)
1911-1912	Mandagaran (sculpteur)	Castagnède (employé)		Lasserre (ébéniste)	Castagnède (employé)
1912-1913	-	?		Flageollet (papetier)	Brion (typographe)
1913-1914	Brion (typographe)	?		?	-

Tableau n°24 : Tableau récapitulatif des différents secrétaires des principales organisations syndicales des Basses-Pyrénées

III) L'écho des idéologies confédérales dans le Midi aquitain

Il nous a paru important de centrer ce chapitre sur le relais des idées confédérales au travers des différentes organisations syndicales.

La propagande proprement dite, adressée aux ouvriers du Midi aquitain, s'organise en effet petit à petit. L'objectif premier est de parvenir à susciter l'intérêt pour les ouvriers de se former en syndicats. Mais plus on avance vers 1914, plus ces messages semblent se destiner à essayer de maintenir les syndicats en place et à renforcer l'adhésion de ces derniers à la CGT.

Les organisations ouvrières de la côte basque se dotent d'un organe de presse, effectif dès 1906, qui donne une dimension nouvelle. Ecrit par des ouvriers, au nom des ouvriers et pour les ouvriers, cet outil se révèle un puissant levier pour toucher le plus grand nombre.

La propagande se propage également au plus près des masses avec différentes tournées organisées qui permettent d'offrir une tribune aux militants syndicaux. Ainsi de nombreux délégués, régionaux ou nationaux de la CGT ou encore des délégués de Fédérations, sillonnent le département des Basses-Pyrénées tout au long de la Belle époque. Ces mêmes représentants ont tendance à négliger le département des Landes, beaucoup moins industrialisé. Ils sont remplacés dans cette tâche par des personnages plutôt d'obédience socialiste.

La réceptivité des milieux ouvriers à ces messages est assez variable, mais semble globalement mauvaise. L'analyse de ces comportements ouvriers est délicate, car complexe et dépendante de nombreux facteurs. On peut en donner toutefois les grandes tendances. Le plus substantiel de ces facteurs est sans aucun doute le milieu socio professionnel associé à l'environnement urbain ou rural dans lequel il se trouve.

La propagande confédérale fait également une large place à l'antimilitarisme. Elle n'en a pas le monopole puisque les anarchistes et les socialistes s'associent pleinement à ce combat. Il s'agit surtout d'un antimilitarisme que l'on peut qualifier de corporatiste. En effet, la question de l'antipatriotisme se révèle être une ligne rouge que peu de dirigeants syndicaux locaux osent franchir. Ici encore la pénétration de ces messages se heurte à des milieux ouvriers différents et reste difficile.

Enfin, l'internationalisme, trouve toute sa signification au cours des Premiers mai. Ici encore se sont les milieux ouvriers de la côte qui se démarquent puisque l'organisation de ces événements se centralise entre Biarritz et Bayonne. Au départ timide, cette date devient de plus en plus visible. Son contenu respecte l'idéologie d'origine syndicale marquée par

l'obtention d'amélioration des conditions d'existence par la grève générale. La journée de huit heures reste au centre des revendications. Par ailleurs, la simultanéité mondiale de ce mouvement en fait un évènement tout particulier auquel se raccrochent très vite les nombreux ouvriers espagnols du département.

A) Une propagande syndicale active dans les Basses-Pyrénées

La propagande est au centre de la stratégie de la CGT pour stabiliser et amplifier le mouvement syndical. Elle se met en place de manière assez progressive et est surtout visible dans les Basses-Pyrénées. L'impulsion des milieux ouvriers biarrots et bayonnais est, encore une fois, déterminante avec la création d'un organe de presse dédié. Il est par ailleurs très intéressant de voir l'hyperactivité des différents dirigeants syndicaux, y compris nationaux, qui prennent part à des cycles de conférences réguliers, qui se prolongent même jusqu'en Espagne.

Mais tous ces efforts déployés en direction des masses ouvrières ne semblent pas vraiment porter leurs fruits. A partir de 1907-1908 le mouvement syndical piétine et cette tendance s'accélère dans les années d'avant-guerre.

1) Un organe dédié : *L'Action Syndicale*

La plupart des Bourses du travail en France possède des périodiques afin de faciliter la diffusion des idées. Dans le milieu ouvrier de la côte, cela devient une réalité à partir de 1906, date à laquelle le journal *L'action Syndicale* prend forme avec la création d'un conseil d'administration paritaire, composé de trois ouvriers bayonnais et trois ouvriers biarrots, chargé d'assurer le bon fonctionnement de cet organe de presse. Grâce à ce journal ces deux organisations ouvrières se dotent d'un puissant outil de propagande par lequel les idéologies confédérales sont largement relayées. L'objectif principal est orienté vers la propagation des idées syndicales, organiser les solidarités et recruter de nouveaux adhérents⁵⁶³.

Ce mensuel est mis en page à l'imprimerie ouvrière « La Rénovatrice » qui s'installe quai Chao à Bayonne, en novembre 1905. Fondée suite à des mouvements de grève chez les typographes bayonnais en 1903, cette association ouvrière réunit aussi les typographes de Biarritz et est administrée uniquement par des ouvriers. Huit typographes y sont employés en 1907 avec un bilan comptable très positif.

⁵⁶³ Schöttler Peter, *Op.cit.*, p.130

Le premier numéro sort en mai 1906 avec une périodicité de parution mensuelle qui est relativement respectée. En revanche, on ne retrouve aucune mention du nombre de tirages ce qui rend difficile d'évaluer quelle influence pouvait avoir ce journal syndical. Sans surprise, le contenu de ce périodique est clairement « orienté », le but recherché par ce média est : « faire le plus grand nombre possible de prosélytes et les éduquer, dans la mesure de nos moyens, pour les rendre aptes aux inspirations dont nous voulons leur indiquer la voie, les amener à penser, afin qu'ils puissent agir consciemment quand le moment sera venu.⁵⁶⁴ »

Qu'on ne s'y trompe pas, aucun débat ne s'ouvre vraiment dans ces colonnes. Mais ce souci, quasi messianique, d'éduquer les masses « d'ignorants » demeure chez les responsables militants un vrai moteur.

Les articles sont écrits par les militants eux même sans le filtre journalistique que l'on connaît. On retrouve bien souvent les mêmes auteurs phares qui enchainent les articles d'un mois sur l'autre.

L'intérêt des thèmes abordés est très variable en fonction des numéros. Globalement, *L'Action Syndicale* s'utilise comme relais entre la centrale nationale de la CGT et la base militante locale. Ce mensuel fourmille également d'informations sur le déroulement des grèves en cours avec de nombreux détails très précis. Les principaux meneurs s'épanchent largement et de manière récurrente sur les rapports de classes et la lutte que ces organisations syndicales mènent au quotidien pour arriver à l'émancipation des travailleurs. Les références aux grands martyrs du prolétariat et leurs bourreaux sont récurrentes, pour ne pas dire redondantes.

On y retrouve sans surprise les grands sujets comme l'antimilitarisme par exemple, mais on rapporte également les conclusions des différents congrès syndicaux nationaux ou internationaux. Le néo malthusianisme est autre grand sujet très proluxe.

Régulièrement, les comptes rendus des bureaux de la Bourse du travail ou de l'Union des syndicats de Biarritz permettent de retracer l'organisation de ces structures. Par ailleurs, certains numéros comportent des détails, souvent noyés dans un contenu sans intérêt, sur la vie des différents syndicats locaux. Les appels des différents délégués sont récurrents dans les colonnes du journal dénonçant l'apathie des membres et stigmatisant les non syndiqués.

De plus, *L'Action Syndicale* n'hésite pas à se lancer dans la chasse aux « renards ». Lors de la grève des boulangers bayonnais une liste de noms d'ouvriers non-grévistes correspondant avec le lieu de travail, est publiée sous un titre évocateur : « Au Pilon !⁵⁶⁵ ».

En 1911, *l'Action Syndicale* est relayée par *l'Action Syndicaliste*, pris en main par

⁵⁶⁴ *L'Action Syndicale* (Per.) de mai 1906

⁵⁶⁵ *L'Action Syndicale* (Per.) d'avril 1911

l'Union des syndicats des Basses-Pyrénées. Dans les faits seule la dénomination change puisque, de la mise en page aux auteurs, on retrouve une pleine continuité.

2) L'organisation des tournées de propagande

L'organisation de la propagande est un enjeu fondamental pour assurer la survie des syndicats. Au départ erratique, elle se structure et évolue progressivement.

Nous avons vu précédemment que cette propagande se concentre dans un premier temps vers certains centres ouvriers dans un but de coordonner la création d'un syndicat. Les acteurs principaux sont en général des délégués C.G.T., régionaux ou nationaux, des fédérations correspondantes qui arrivent, avec plus ou moins de réussite, à leurs fins.

La mise en place des premiers regroupements syndicaux, BT et Unions diverses, change la donne car la propagande s'agence autour de ces centres qui coordonnent la venue des intervenants en facilitant par exemple la mise à disposition d'espaces adaptés à des auditoires qui, bien que limités, peuvent atteindre plusieurs centaines de personnes. En clair, la coordination des différents moyens donne plus de relief à des orateurs possédant une aura nationale. L'objectif principal des centrales locales est d'augmenter, ou du moins maintenir, leurs effectifs. De plus, ces orateurs, souvent brillants, possèdent une technicité très recherchée pour reformer des syndicats ou conseiller les leaders locaux. Le conseil d'administration de la Bourse du travail de Bayonne ne s'en cache pas, « l'envoi de camarades conférenciers dans notre région sera accueillie avant la plus grande bienveillance.⁵⁶⁶ »

Ces tournées de propagande prédominent nettement dans le département des Basses-Pyrénées. Les Landes paraissent moins intéresser les dirigeants régionaux bien que l'on retrouve des influenceurs politiques qui tentent d'organiser le mouvement ouvrier.

Plusieurs conférenciers sillonnent ainsi le département en diffusant des messages souvent simples et répétés pour essayer de galvaniser les masses ouvrières, les inciter à adhérer au syndicat et à se rapprocher de la fédération correspondante.

La fédération la plus active dans ce domaine est, sans conteste, celle du bâtiment qui convoque des réunions quasi annuelles à partir de 1909. Cela n'est bien sûr pas un hasard puisque ce sont les principales corporations syndiquées que l'on retrouve dans les villes du

⁵⁶⁶ *L'Action Syndicale* (Per.) d'octobre 1908

département. La fédération de l'habillement n'organise que deux conférences à Bayonne en 1908 et 1912 et une l'année suivante à Pau. Tout comme la fédération de l'alimentation qui fait une seule tournée en 1910 à Pau et Biarritz. Il s'agit souvent de délégués régionaux de la CGT qui se déplacent de Bordeaux sur invitation d'un groupement de syndicats. Signalons la venue en 1913 du délégué de la fédération des métaux à Tarnos, dans les Landes, aux Forges de l'Adour.

	Bâtiment	Alimentation	Marins	Habillement	Dockers	Chemins de fer	Typographes
1908	Bayonne			Bayonne			Bayonne Biarritz
1909	Oloron Biarritz		Bayonne				
1910	Oloron Biarritz Bayonne	Pau Biarritz		Bayonne	Bayonne Boucau		
1912	Pau			Bayonne	Bayonne Boucau	Pau	
1913	Bayonne	Bayonne		Pau	Bayonne Boucau		
1914	Oloron Pau Bayonne Nay						

Tableau n°25 : programme des tournées de propagande des différentes fédérations dans les Basses-Pyrénées.

La répétition de ces cycles de conférence, pour les secteurs industriels les plus importants de notre région, se comprend devant la faiblesse des bases syndicales qui peut être considérée, caricaturalement, comme la marque de fabrique de la plupart des organisations syndicales locales. Cela tient principalement au mode de formation et des objectifs syndicaux à atteindre. De manière récurrente en effet, les ouvriers se forment en syndicats puis revendiquent. En général, ces doléances sont assez vite repoussées par les patrons ce qui entraîne un mouvement de grève plus ou moins long. Ici, deux cas de figure : dans l'idéal les objectifs sont globalement atteints et progressivement les ouvriers se désengagent du syndicat qui, selon eux, n'a plus lieu d'être ; dans l'autre cas la grève est un échec et les ouvriers rompent avec le syndicat de manière plus brutale. Quelle que soit son issue, la grève est un puissant facteur de désertion syndicale.

On pourrait multiplier les exemples de ces cycles de formation-dissolution syndicale.

Toutefois elles sont particulièrement emblématiques chez les dockers, les boulangers et surtout chez les ouvriers du bâtiment. Bien d'autres syndicats professionnels périssent plus ou moins rapidement pour disparaître complètement. Les dirigeants syndicaux n'ont de cesse d'essayer d'enrayer ce phénomène. Ici, seuls les syndicats de typographes, très solides et constants sur toute la période, font figure d'exception.

Ces meetings syndicaux sont organisés sous forme de conférences contradictoires afin d'éviter les troubles à l'ordre public. Ils sont composés d'un bureau et d'un président chargés d'assurer une liberté de parole entre les contradicteurs et les orateurs mais également de contenir les débats afin de prévenir les débordements. Tâche ô combien difficile lorsque l'on pense à certains brillants orateurs qui ne se laissent pas impressionner ou qui cherchent même la contradiction pour asseoir une domination, en particulier lorsque qu'ils savent que leur public est acquis⁵⁶⁷. « Pourtant les interventions libres du public sont ce qui fait de la réunion contradictoire la forme la plus légitime de réunion à cette période. Ceux qui n'en organisent pas – leur préférant des réunions privées où la contradiction n'est pas admise – sont considérés comme des lâches qui craignent la critique⁵⁶⁸ ».

Ainsi les thèmes de ces conférences sont souvent reproductibles et empruntés à des rhétoriques polémiques. La lutte des classes se polarise de manière simpliste entre les exploités et les exploités. Une phraséologie percutante ponctue ces discours de type « Un boulanger est plus utile qu'un préfet. Néanmoins lorsque passent, en brillant cortège, ces préfets et officiers chamarrés d'or, c'est le bon peuple inconscient qui les acclame et crie : Vive la République !⁵⁶⁹ » Certains orateurs se caractérisent par des propos violents qu'ils dirigent souvent contre des hommes politiques ou des décideurs qu'ils placent comme des ennemis communs au groupe ouvrier.

A partir de 1911, la toute nouvelle Union des syndicats des Basses-Pyrénées prend en charge la coordination des tournées de propagandes. Par ce biais, elle légitime aussi son existence qui est en quelque sorte validée par la venue de dirigeants nationaux. Elle organise ainsi la venue d'Yvetot en 1911 qui se produit successivement à Orthez, Pau, Nay, Arudy et Oloron en décembre. Le nombre d'auditeurs est variable mais on enregistre au moins trois cent personnes à Orthez et une centaine à Pau. Le contenu de ses discours est bien rodé avec

⁵⁶⁷ Cossart Paula, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010. Cité dans l'article en note suivante.

⁵⁶⁸ Goin Émilie et Provenzano François, « Les Deux Méthodes : entre interdiscours et interlocution », *Exercices de rhétorique* [En ligne], 7 | 2016, mis en ligne le 19 juin 2016, consulté le 16 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhetorique/479>

⁵⁶⁹ AD64 : 10M30, rapport du commissaire central de Pau du 21 juillet 1914

un but pédagogique. Yvetot y professe une histoire générale de la classe ouvrière et de la C.G.T. et son antimilitarisme apparaît relativement contenu.

En 1914, à leur retour d'Espagne, où ils firent une intense et longue campagne de propagande dans les milieux ouvriers, Jouhaux, alors premier secrétaire de la CGT, et Frago⁵⁷⁰ se produisent successivement à Nay, Pau, Oloron et Bayonne. Ici encore la tonalité de ces réunions contradictoires se répète sous forme de longues litanies sur l'importance de la CGT comme fédération de tous les syndiqués et son rôle dans l'amélioration des conditions de vie des travailleurs par l'action directe. A Bayonne, où deux cent cinquante personnes se pressent, Frago reproduit le discours de Jouhaux en espagnol. Ils sont seulement trente-deux à Pau et cent trente à Nay⁵⁷¹.

3) Les résistances de la classe ouvrière aux messages révolutionnaires

Si le prosélytisme syndical reste actif jusqu'à la veille de la Grande Guerre, il ne faut pas en surévaluer les effets réels d'autant que, plus on s'approche de 1914, plus les effectifs d'ouvriers syndiqués fondent. Cela explique en partie cette hyperactivité des dirigeants syndicaux de tous bords pour tenter d'endiguer l'hémorragie.

Les mentalités ouvrières sont très changeantes selon le milieu dans lequel elles évoluent. De nombreux facteurs expliquent cette variabilité allant du caractère personnel de l'ouvrier, à la corporation dans laquelle il évolue, en passant par sa situation familiale. Il est donc difficile de généraliser leurs sentiments et leurs sensibilités devant les messages qui leurs sont transmis. Mais peut-on au moins approcher le retentissement réel des discours de propagandes sur les masses ouvrières du département ?

Nous pouvons essayer d'apporter des éléments de réponse qui permettent de voir quels foyers ouvriers sont les plus attirés par les discours syndicaux et ceux qui sont beaucoup plus prudents face à des communications qui peuvent être interprétées comme agressives. Les sources policières décrivent souvent avec précision le comportement des auditoires lors des réunions publiques.

D'une manière générale, les assemblées sont peu fournies regroupant au maximum quelques centaines de personnes pour les plus grands meetings. Cela dépend en partie de

⁵⁷⁰ Jean Frago est un enfant du pays. Il est né le 18 juin 1871 à Lurbe-Saint-Christau (Basses-Pyrénées). Ouvrier terrassier et syndicaliste révolutionnaire, Frago était membre, à la veille de 1914, du conseil d'administration du syndicat des terrassiers et il était délégué à l'Union des syndicats de la Seine et à la CGT. Source : <https://maitron.fr/spip.php?article114037>, notice FRAGO Jean (écrit parfois par erreur FRÉGO Jean) par J.-L. Pinol, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 24 novembre 2010.

⁵⁷¹ AD64 : 10M30, rapport du commissaire central de Pau du 28 juin 1914

l'orateur annoncé et du thème des conférences. Il est vrai que la venue des leaders nationaux attire plus qu'un délégué de la fédération de l'habillement par exemple.

Lors de la venue d'Yvetot à Pau par exemple, le secrétaire du l'union des syndicats de Pau « le voit venir avec regret, le trouvant trop violent, et il se propose de l'engager à rester calme et à s'abstenir de toutes attaques ; estimant que s'il n'agit pas ainsi il s'aliènera l'esprit de la majorité des ouvriers de la ville.⁵⁷² » Il est certain que les milieux ouvriers palois et oloronais ne se placent pas, pour la grande majorité, dans la mouvance du syndicalisme révolutionnaire. Les discours sur le sabotage sont souvent mal vus par les ouvriers et la population en général. A Nay à la suite du discours de Frago, un professeur de l'école primaire prend la parole et s'insurge contre les partisans du sabotage, qui peut s'avérer dangereux ; et rajoute que le sabotage est « un moyen de coercition indigne de la classe ouvrière, et [que] le prolétariat organisé peut obtenir des améliorations sans avoir recours à de pareils procédés.⁵⁷³ » L'observateur de cette séquence décrit des ouvriers assez indifférents, écoutant les orateurs dans le plus grand silence⁵⁷⁴. Cette apathie est assez redondante si l'on en croit les policiers sur place. Même à Bayonne ou Biarritz, la plupart des ouvriers semble peu exaltée.

Mais l'environnement professionnel est aussi important dans la réceptivité des messages. Si les dockers sont particulièrement présents et visibles au cours des différentes réunions organisées par la Bourse du travail, à l'inverse, les professions du bâtiment font figure de mauvais élèves. A partir de 1912, les délégués de la fédération du bâtiment ne réunissent que quelques dizaines d'ouvriers, ils sont une quarantaine à Bayonne toutes professions confondues⁵⁷⁵. L'année suivante, ils sont à peine trente et le même conférencier se voit annuler la réunion de Pau car il n'y a tout simplement pas assez d'inscrits⁵⁷⁶. La tournée de Frago en 1914 est un échec cuisant, dès l'annonce des cotisations pour la fédération du bâtiment les salles se vident et l'orateur devient inaudible⁵⁷⁷. Dans la même veine, les « grandes réunions corporatives » des ouvriers tailleurs d'habit ne réunissent respectivement que quatorze ouvriers palois⁵⁷⁸ et tout juste une quarantaine de tailleurs bayonnais⁵⁷⁹.

Les messages sont parfois violents et stigmatisant de la part des meneurs. Venu pour reconstituer le syndicat des boulangers, qui s'était également désaffilié de la Bourse, le délégué de la fédération de l'alimentation de bordeaux déclare : « qu'est-ce que le syndicat

⁵⁷² AD64 : 10M31, rapport du commissaire spécial de Pau du 1^{er} décembre 1911

⁵⁷³ AD64 : 10M31, rapport du commissaire spécial de Pau du 28 juin 1914

⁵⁷⁴ *Ibid.*

⁵⁷⁵ AD64 : 10M32, rapport du commissaire de Bayonne du 19 octobre 1912

⁵⁷⁶ AD64 : 10M32, rapport du commissaire central de Pau du 2 novembre 1913

⁵⁷⁷ AD64 : 10M30, rapport du commissaire central de Pau du 10 mars 1914

⁵⁷⁸ AD64 : 10M30, rapport de police d'aout 1912 et du 24 février 1913 respectivement

⁵⁷⁹ AD64 : 10M30, rapport du commissaire de Bayonne du 24 aout 1912

des ouvriers boulangers de Bayonne, un syndicat d'imbéciles, d'andouilles et d'idiots.⁵⁸⁰ » Là encore l'auditoire écoute en silence, à l'issue de la réunion un vote de principe valide la ré-affiliation à la Bourse et à la CGT. Mais deux semaines plus tard, à la réunion du syndicat un vote totalement contraire s'oppose à cette ré-affiliation par 19 voix contre 4.⁵⁸¹

Certains sujets attirent également plus que d'autres, à Orthez par exemple, les ouvriers ne se déplacent même pas pour la réunion de discussion sur les retraites ouvrières⁵⁸². Malgré deux reports, la réunion est finalement annulée. L'antimilitarisme prend de plus en plus de place dans la propagande syndicale mais se place sur un autre registre que le prosélytisme syndical. On retrouve de la part des dirigeants syndicaux une continuité discursive très nette.

B) Le relais d'un antimilitarisme corporatif

Sans surprise, la propagande antimilitariste, organisée à l'échelle nationale par la CGT, est largement reprise par les dirigeants de la Bourse du travail de Bayonne. Cette dernière fait d'ailleurs partie du cercle assez restreint des 93 Bourses classées par le ministère de l'Intérieur comme antimilitaristes et adhérentes à la CGT, qui entretiennent des rapports étroits avec les groupes socialistes⁵⁸³.

La doctrine de la CGT face à la possibilité d'une guerre est extrêmement complexe quant à sa genèse et sa portée véritable⁵⁸⁴.

Localement, c'est surtout une palette de points de vue différents qui s'exprime sur la question avec parfois des contradictions assez surprenantes ce qui rend d'autant moins lisible la propagande qui en résulte pour les masses ouvrières. De fait, l'antimilitarisme diffusé est largement théorique et occupe de nombreuses colonnes de *l'Action Syndicale*. Même si les discours prononcés par les principaux responsables locaux peuvent paraître virulents on ne s'aventure que très parcimonieusement sur le terrain glissant de l'antimilitarisme total. Pour reprendre la périodisation qu'élabore Jacques Julliard dans ce même ouvrage, à partir des années 1909-1910 on observe le reflux progressif d'un antimilitarisme total qui prévaut les trois années précédentes. Les dirigeants nationaux reviennent à un certain réalisme probablement par le peu de soutien de leurs bases.

⁵⁸⁰ AD64 : 10M33, rapport du commissaire de Bayonne du 24 juillet 1913

⁵⁸¹ AD64 : 10M33, rapport du commissaire de Bayonne du 12 août 1913

⁵⁸² AD64 : 10M30, lettre du sous-préfet d'Orthez du 4 juillet 1911

⁵⁸³ Julliard Jacques, *Autonomies ouvrières, études sur le syndicalisme d'action directe*, Gallimard, Paris, 1988, p.104

⁵⁸⁴ Julliard Jacques, *Op.cit.*, p.95

1) Des messages essentiellement théoriques sur un concept composite

La question de l'antimilitarisme est, là encore, considérée par les dirigeants de la Bourse avant tout comme une action éducative. Mais c'est assez tardivement que l'organe de presse de la Bourse du Travail, *l'Action Syndicale*, aborde ce sujet. Les premières colonnes sont publiées en 1908, par la suite de nombreux articles sont dédiés à ce thème à partir de sujets divers. Certains sont des reproductions de « *La voix du peuple* » dans le texte.

On y relaie un antimilitarisme, essentiellement corporatif, avec une vision binaire qui place l'armée comme l'ultime rempart d'un capitalisme bourgeois qui défend ses privilèges face à une classe laborieuse qui souhaite son émancipation ; « chaque fois que la classe ouvrière est aux prises avec le capitalisme, elle se heurte à une force toute puissante : l'Armée. »⁵⁸⁵ L'antimilitarisme dans sa version révolutionnaire peut donc être vu comme une posture visant à détruire l'Etat, et son principal soutien l'Armée, afin de renverser la domination économique bourgeoise⁵⁸⁶.

Cette hostilité à l'institution militaire n'est pas nouvelle dans la classe ouvrière et l'épisode de la Commune ne fait que confirmer ce divorce⁵⁸⁷. A maintes reprises, les rédacteurs font références aux grands drames survenus lors des grèves de Fourmies, Limoges, Nantes, Narbonne, Draveil, ... Les réquisitoires sont à charge et souvent violents. A travers ces exemples c'est le rôle de l'armée sur le territoire national qui est posé, l'armée peut-elle être utilisée contre ses propres concitoyens ?

En 1909, les appels aux conscrits se multiplient et l'on présente la caserne comme « l'école de toutes les dépravations, de tous les vices et de tous les crimes. »⁵⁸⁸ L'alcoolisme, la paresse et la syphilis menacent le jeune appelé et inondent les régiments. On demande à celui qui va porter les armes de rester ce qu'il est et de ne pas tirer sur ses « frères ».

En revanche, on ne retrouve aucun article sur la dénonciation du colonialisme et des exactions de l'armée dans ces territoires. Mais la campagne menée contre le bagne de Biribi en 1910 est largement reprise au sein de très longs articles. Le retentissement de cette affaire eut un écho national au sein de l'opinion publique⁵⁸⁹.

⁵⁸⁵ *L'Action Syndicale* (Per.) d'août 1909

⁵⁸⁶ Andréani Roland. L'antimilitarisme en Languedoc méditerranéen avant la première guerre mondiale. In: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 20 N°1, Janvier-mars 1973. Etudes d'histoire militaire (XVIIe-XXe siècles) pp. 104-123.

⁵⁸⁷ Julliard Jacques, *Op.cit.*, p.95

⁵⁸⁸ *L'Action Syndicale* (Per.) de mars 1909

⁵⁸⁹ Julliard Jacques, *Op.cit.*, p.102

2) Des actions à la portée limitée

Petit à petit, l'idée d'une guerre se fait de plus en plus présente et les tensions internationales se répercutent au sein des sections locales. Les dirigeants syndicaux sont secondés sur le terrain par des Ligues et surtout par les sections socialistes locales.

En 1912, la crise dans les Balkans fait l'objet d'une réunion et de débats dans les milieux syndicaux. 250 personnes, parmi lesquelles on compte de nombreux ouvriers du port, se réunissent salle Gréciet à Bayonne en présence de Bourguet délégué de la CGT. Mais aucun mouvement de grève ne prend forme, même si un vote de principe pour protester contre la guerre est adopté à l'unanimité des membres présents⁵⁹⁰. Le jour suivant une autre réunion de « protestation contre la guerre » se tient au Boucau avec les mêmes intervenants. On compte 200 personnes environ, dont de nombreux ouvriers espagnols, qui ne montrent que peu d'enthousiasme⁵⁹¹.

Il n'empêche que localement, les premiers débats parlementaires sur la loi des « trois ans » apportent de l'eau au moulin des principaux meneurs. En mai 1913, une réunion est organisée à la demande des représentants de la Ligue des droits de l'Homme en réaction aux perquisitions jugées abusives dans les milieux socialistes, anarchistes et syndicaux biarrots et bayonnais. La discussion porte principalement sur la légalité de ces perquisitions justifiées par le gouvernement au nom de la défense Nationale⁵⁹². Les commissions rogatoires concernent essentiellement la Bourse du travail et ses dirigeants mais aussi les milieux anarchistes. Plusieurs ouvrages et brochures sont ainsi perquisitionnés par la police et permettent de voir les orientations politiques et idéologiques des militants. Chez Elosu⁵⁹³ on retrouve un brouillon d'article adressé à Hervé, une brochure de ce dernier intitulée « Le congrès de

⁵⁹⁰ AD64 : 1M59, rapport du commissaire de Bayonne du 21 décembre 1912

⁵⁹¹ AD64 : 1M59, rapport du commissaire spécial d'Hendaye du 22 décembre 1912

⁵⁹² AD64 : 1M59, rapport du commissaire de Bayonne du 31 mai 1913

⁵⁹³ Plusieurs cercles libéraux et populaires se créent dans les années 1905-1910, notamment la section bayonnaise de la Ligue des Droits de l'Homme avec son président emblématique : le Docteur Elosu. Issu d'un milieu modeste il est né à Bordeaux, d'un père français et d'une mère basque espagnole. C'est dans cette même ville qu'il décide d'embrasser des études de médecine. Il revient par la suite au Pays Basque et, pendant de nombreuses années, il exerça à Bayonne, comme médecin de quartier⁵⁹³.

Il est difficile de dater précisément la période de son engagement en faveur des ouvriers bayonnais. Sans étiquette politique claire au début de son action sociale, il est indéniable qu'il existe un net penchant anarchiste. Ses diatribes violentes dirigées contre Barthou et Briand à l'occasion du vote de la loi des trois ans sont assez remarquables. Les perquisitions relevées chez lui en 1913 ne font que confirmer son penchant « hervéiste ». Il est par ailleurs un adversaire convaincu du député maire de Bayonne, Garat.

Sa présence est particulièrement remarquée dans la grève des tailleurs d'habit en 1908. Mais on le retrouve au premier plan lors de la grande grève des dockers en 1911. Il préside de nombreuses réunions et participe parfois aux comités de grève.

Le Docteur Elosu est très proche des socialistes locaux et il semble qu'il adhère à la SFIO en 1910-1911. Ce groupe socialiste SFIO semble également très lié à la Bourse, à la recherche d'un probable projet politique.

Stuttgart de l'antipatriotisme » et une autre « La crose en l'air »⁵⁹⁴. Chez Castagnède aussi les policiers tombent sur des ouvrages anarchistes et quatre brochures sur « L'Enfer militaire »⁵⁹⁵. Le milieu biarrot n'est pas épargné par ces mesures judiciaires.

Quelques jours plus tôt, les conscrits bayonnais de l'année 1913 sont peu nombreux à manifester leur mécontentement à propos de cette loi. A la sortie du conseil de révision du mois de mai, une dizaine de jeunes hommes, majoritairement issus de milieux ouvriers, marchent dans les rues de la ville avec des pancartes « A bas les trois ans ! » imprimées de manière clandestine par un jeune ouvrier typographe. Ils brandissent également une autre pancarte ou l'on peut lire : « Vive la loi des 2 ans ! »⁵⁹⁶.

A la fin du mois de mai, la Bourse du travail, le parti socialiste et la Ligue de Droits de l'Homme organisent un meeting, sous les auspices de la CGT, dans le quartier Saint Esprit à Bayonne en réaction contre les perquisitions arbitraires et contre la loi des « trois ans ». Environ 300 personnes se rassemblent pour écouter les différents orateurs. Tour à tour, le Docteur Elosu, les typographes Brion et Miremont puis, Datchary, secrétaire du groupe socialiste SFIO de Bayonne, prennent la parole en dirigeant leurs attaques contre les membres du gouvernement. Avec des mots très durs, chacun y va de sa verve pour essayer d'haranguer l'auditoire qui reste cependant bien passif⁵⁹⁷. Les ponctuations fréquentes envers le rôle de la CGT dans cette campagne contre la guerre se terminent par quelques acclamations « A bas les 3 ans ! A bas le maintien de la classe sous les drapeaux ! Vive la CGT ! »⁵⁹⁸. C'est à la suite d'un discours ou l'on crie « A bas le militarisme ! » qu'on entend une voix répondant « A bas les mauvais Français ! ». La foule, composée de femmes, d'enfants, d'ouvriers et de curieux n'applaudit que modérément les orateurs⁵⁹⁹. Les campagnes d'affichage qui suivent cette manifestation sont tuées dans l'œuf puisque les affiches imprimées furent saisies avant d'être apposées⁶⁰⁰.

Ces discours montrent toute la complexité de l'idée d'antimilitarisme à cette période. Ce n'est en effet « pas une idée simple polarisant la classe ouvrière dans une action unie et persévérante »⁶⁰¹. D'un côté on retrouve les thèmes classiques de l'armée au service de la classe dominante mais les débats s'organisent surtout sur l'espace très vague de la lutte contre la guerre. Aucune option très claire n'est donnée à l'occasion de ce rassemblement, on n'y

⁵⁹⁴ AD64 : 1M59, rapport du commissaire central de Bayonne du 27 mai 1913

⁵⁹⁵ AD64 : 1M59, rapport du commissaire central de Bayonne du 28 mai 1913

⁵⁹⁶ AD64 : 1M59, rapport du commissaire central de Bayonne du 7 mai 1913

⁵⁹⁷ AD64 : 1M59, rapport du commissaire de Bayonne du 2 juin 1913

⁵⁹⁸ AD64 : 1M59, rapport du commissaire de Bayonne du 2 juin 1913

⁵⁹⁹ AD64 : 1M59, rapport du commissaire central de Bayonne du 2 juin 1913

⁶⁰⁰ AD64 : 1M59, rapport du commissaire central de Bayonne du 2 juin 1913

⁶⁰¹ Julliard Jacques, *Op.cit.*, p.109

évoque aucunement l'option d'une grève générale ou sur l'adoption d'une forme d'antimilitarisme révolutionnaire à la Gustave Hervé.

Ces messages, semble-t-il, percent avec difficulté dans les masses. Plusieurs indices nous permettent de percevoir les réticences des milieux ouvriers à cette propagande, notamment autour de l'axe patriotique.

3) Une pénétration idéologique ténue

Ici encore il est bien difficile d'évaluer le retentissement réel de ces discours antimilitaristes chez les ouvriers du Midi aquitain. Plusieurs indices convergent cependant vers une prudence, voire un rejet, envers ce thème assez brûlant. En premier lieu l'insertion de cette propagande dans les colonnes de *l'Action Syndicale* révèle un certain malaise. En effet, de nombreux articles publiés sont des reproductions de « *La Voix du Peuple* », d'autres ne sont pas signés ou seulement avec des initiales, ce qui n'est pas la norme dans ce mensuel. Ainsi, sur la masse d'articles déposés et mis en pages on ne relève que quatre noms : Prieur, métallurgiste ; Castagnède employé de commerce ; Brion, typographe et Douguit, socialiste biarrot. De plus, plusieurs ouvriers syndiqués ne cachent pas leur désapprobation vis à vis cette propagande antimilitariste organisée dans *l'Action Syndicale* qui, selon eux, risque de « susciter des divisions entre syndiqués d'opinion différentes⁶⁰² ».

Le patriotisme et son contraire ne sont pas des notions secondaires dans le débat idéologique qui traverse les milieux syndicaux. Ce thème est globalement intégré dans le « pot-pourri » de l'antimilitarisme, mais il est un facteur profondément clivant, une limite que beaucoup n'osent pas franchir.

C'est également la crainte de « heurter trop violemment le sentiment de la grande majorité de la population⁶⁰³ » qui impose au groupe socialiste bayonnais, lié à la CGT, la prudence de ne pas tenter de propagande spécifique dirigée vers les soldats du 49^e régiment d'Infanterie.

Lors de la tournée d'Yvetot dans les Basses-Pyrénées en 1911, on le sent mal à l'aise avec la question de l'antipatriotisme devant les ouvriers du département. Rappelons que ce personnage, a consacré l'essentiel de son activité à l'antimilitarisme au détriment des questions corporatives⁶⁰⁴. S'il évoque la crise d'Agadir et ses possibles répercussions, il appelle, de manière quasi mécanique, à faire la révolution si les bourgeois décident de faire la

⁶⁰² *L'Action Syndicale* (Per.) d'août 1909

⁶⁰³ AD64 : 1M59, lettre du sous-préfet de Bayonne datée du 27 mai 1913

⁶⁰⁴ Julliard Jacques, *Op.cit.*, p.97

guerre. Un militant palois lui demande clairement son positionnement en lui disant : « je suis syndicaliste résolu, c'est entendu, mais je suis en même temps Français et je n'admets pas l'antimilitarisme qui signifie antipatriotisme.⁶⁰⁵ » Obligé de s'expliquer, Yvetot se positionne derrière une approche marxiste en évoquant le rejet en masse de la guerre par la classe ouvrière qui, n'ayant rien à défendre car non possédante, s'opposera à la guerre par une grève générale.

Par ailleurs, cette idéologie ne semble pas préoccuper le monde rural à cette période. Les messages antimilitaristes restent donc relativement circonscrits à quelques milieux urbains. De manière assez simpliste, on pourrait dire que plus on s'éloigne de Bayonne, et plus les refrains contre l'institution militaire se brouillent. Le manque de relais médiatique ou l'absence d'adhésion de certains cercles ouvriers à la CGT dans les environs de Pau et d'Oloron suffisent à l'expliquer.

Néanmoins, ces populations rurales n'y sont pas totalement imperméables comme l'atteste une manifestation de conscrits de Saint-Martin-de-Seignanx en mars 1914. Une poignée d'individus ayant loué des voitures parcourent les rues de Bayonne, Boucau et Tarnos avec un drapeau rouge et des pancartes accrochées « Notre patrie à nous ! Notre ennemi c'est le Capital ! »⁶⁰⁶

Mais encore une fois c'est surtout l'environnement socio professionnel qui apparaît déterminant dans le degré de réceptivité des ouvriers. Il semble que les ouvriers du port soient assez sensibles à ces thématiques comme l'atteste la présence d'Haramboure, président du syndicat des dockers de Bayonne, accompagné de nombreux dockers lors du meeting organisé à Bayonne en 1913⁶⁰⁷. En revanche les autres corporations se font beaucoup plus discrètes sur l'intérêt qu'elles portent à cette cause. Avec des discours différents, bien entendu, selon les penchants politiques. Les typographes apparaissent plus modérés dans leurs propos comme Miremont qui signe deux articles mais principalement accés sur les abus d'autorité commis dans les régiments. Il se dit antimilitariste mais également patriote⁶⁰⁸. A l'inverse, son collègue Brion se positionne sur une voie beaucoup plus radicale contre l'institution.

A travers son premier secrétaire Péricat, la Fédération du bâtiment se confond avec l'action révolutionnaire de la CGT⁶⁰⁹. Il n'est donc pas étonnant de voir les ouvriers du bâtiment bayonnais, certes désunis, relancer le débat sur le sou du soldat en 1911 lors d'une assemblée

⁶⁰⁵ AD64 : 10M30, rapport du commissaire spécial de Pau du 3 décembre 1912

⁶⁰⁶ AD64 : 1M59, rapport du commissaire central de Bayonne du 7 mars 1914

⁶⁰⁷ AD64 : 1M59, rapport du commissaire de Bayonne du 21 décembre 1912

⁶⁰⁸ AD64 : 1M59, rapport du commissaire central de Bayonne du 2 juin 1913

⁶⁰⁹ Julliard Jacques, *Op.cit.*, p.104

préparatoire pour le premier congrès de l'Union des syndicats des Basses-Pyrénées⁶¹⁰. Ils apparaissent néanmoins assez isolés sur la question.

L'antimilitarisme reflète encore une fois de manière directe les sensibilités variables des ouvriers face au discours du syndicalisme révolutionnaire. Là encore, on retrouve de grandes variabilités dans l'organisation de cette propagande et sa pénétration qui se concentre assez logiquement autour du foyer ouvrier bayonnais.

Les Premiers mai se placent également sur le terrain Internationaliste et les discours contre la guerre se prolongent lors de ces rassemblements. Les documents confédéraux se concentrent sur la journée de huit heures mais condamnent aussi de manière plus générale « tous conflits entre les peuples »⁶¹¹. Le premier mai 1913 est particulièrement marqué par la loi des trois ans. Mais le succès relatif de ces manifestations relève d'autres ressorts et englobe des aspects beaucoup plus larges.

C) Le baromètre social du 1^{er} Mai

Les Premiers mai représentent une occasion de mettre en évidence l'implication réelle des travailleurs dans le mouvement ouvrier local. Cette journée chômée marque l'autodétermination de l'ouvrier qui s'approprie de son seul vouloir la possibilité d'une alternative inventée pour s'opposer au capitalisme et à ses maux⁶¹².

De manière générale, ces rassemblements sont très timides dans les Basses-Pyrénées et inexistant dans les Landes. Ici encore le foyer ouvrier de la Côte basque se détache par l'organisation de meetings plus ou moins suivis selon les années. Il est cependant intéressant de voir comment s'organise progressivement le Premier mai et surtout quels codes les dirigeants souhaitent lui donner. L'implication des ouvriers espagnols dans cet événement lui donne par ailleurs un nouveau souffle.

Malgré tout, ce mouvement d'ensemble reste difficilement saisissable empruntant, tour à tour des référentiels divers, des codes, des pratiques de la culture républicaine, des cultures de branche professionnelle ou liées à l'immigration⁶¹³.

⁶¹⁰ AD64 : 10M31, rapport du commissaire spécial de Pau du 1^{er} décembre 1911

⁶¹¹ Tartakowsky Danielle, *La part du rêve, histoire du 1^{er} mai en France*, Hachette, Paris, 2005, p.73

⁶¹² Tartakowsky Danielle « le premier Mai » dans *Histoire des mouvements sociaux en France ... op.cit.*, p.274

⁶¹³ *Ibid.*, p.277

1) Une mobilisation poussive

Globalement, les Premiers mai attirent peu les ouvriers du Midi aquitain. Aucun jour chômé à cette date n'est répertorié dans les Landes pour la période d'avant-guerre par exemple. Mais le constat est le même dans les milieux ouvriers plus conséquents de Mauléon ou d'Oloron. De manière générale cette date symbolique ne prolonge ou ne provoque dans le département que quelques grèves isolées, surtout dans le bâtiment.

Ainsi avant 1912 on ne rapporte aucun évènement majeur dans les Basses-Pyrénées. Pourtant les dirigeants de la Bourse du travail et de l'union des syndicats de Biarritz apparaissent en plein accord sur le fait de marquer cette journée. Les appels à la désertion des ateliers, usines, bureaux ou mansardes reviennent chaque année dans les colonnes de *L'Action Syndicale*. Ils restent toutefois peu entendus à l'échelle du Midi aquitain. Les thèmes classiques de la CGT, confirmés par le congrès de Bourges en 1904, sont repris avec la journée de 8 heures et la nécessaire alliance générale du prolétariat mondial.

L'état d'esprit des ouvriers du département caresse plutôt des désirs de conciliation. Lors d'une réunion préparatoire du 1^{er} mai 1906 à Pau, les ouvriers syndiqués du bâtiment convoqués à la Bourse du travail décident de ne pas faire de grève générale pour ne pas nuire aux candidats républicains⁶¹⁴.

C'est lors du Premier mai 1907 que l'on voit bouger un peu les lignes. Sans surprise, c'est au sein des milieux syndicaux de la côte que l'on observe ces premiers mouvements puisque la vingtaine d'ouvriers employés dans les coopératives ouvrières de l'Ameublement et du Livre décide de chômer⁶¹⁵. Après une réunion champêtre, un débat à lieu à la Bourse du travail de Bayonne sur le thème de l'histoire du 1^{er} mai et la question syndicale. A la fin de la réunion, on crie : « Vive l'Emancipation ouvrière !⁶¹⁶ » ; les ouvriers sortent ensuite en chantant l'Internationale.

Progressivement, les groupes socialistes locaux accompagnent et parfois organisent ces évènements. Cette multiplicité d'initiateurs socialistes se combine à des synergies fréquentes et à géométrie variable avec les syndicats⁶¹⁷. On ne sent pas une réelle concurrence entre ces deux acteurs principaux mais le socialisme s'insinue dans les espaces de plus en plus larges que laisse la désertion syndicale. Pour la première fois en 1910, les socialistes locaux s'associent donc à la Bourse du travail et à l'Union des syndicats de Biarritz et facilitent la

⁶¹⁴ AD64 : 10M12, article de *La Dépêche* daté du premier mai 1906

⁶¹⁵ *L'action Syndicale* (Per.) de mai 1907

⁶¹⁶ *L'action Syndicale* (Per.) de mai 1907

⁶¹⁷ Tartakowsky Danielle, *La part du rêve...op.cit.*, p.45

coordination de cette manifestation. Plusieurs centaines de personnes y participent dont au moins 300, rien que pour l'Union des syndicats⁶¹⁸. L'endroit désigné se trouve à mi-chemin des deux communes, plus précisément au lac de Chiberta, en plein air. Des discours assez redondants s'organisent avec bien souvent les mêmes intervenants. L'alcool se mêle à ce moment que l'on veut malgré tout festif avec inévitablement quelques dérapages.

A Orthez on ne recense qu'un seul Premier mai en 1911 à l'initiative du comité socialiste d'Orthez. Des affiches sont placardées conviant les ouvriers du bâtiment à une réunion Halle neuve. L'objectif étant de mettre sur pied un syndicat et d'envisager le chômage lors de cette journée. En fait les ouvriers montrent peu d'entrain et surtout n'arrivent pas à un accord sur la constitution d'un syndicat qui regrouperait les principales corporations du bâtiment⁶¹⁹.

A Nay en 1913 c'est le groupe radical et radical-socialiste qui prend l'initiative d'organiser un banquet présidé par l'avocat Ferron⁶²⁰.

2) De l'importance accordée au contenu

La question du Premier mai, et des actions à mener pour cette journée, apparaissent assez tardivement. Pour la première fois en 1908, un débat s'ouvre dans les milieux syndicaux de la côte basque pour définir la forme à donner à cette journée. On s'aperçoit ainsi que de nombreux points de vue s'opposent sur la conduite à tenir parmi les différents syndicats qui composent l'Union des syndicats de Biarritz. Pour commencer, la plupart, ne souhaite pas chômer avançant des arguments plus ou moins valables. Ainsi Béhotéguy, représentant des plâtriers, ne souhaite pas chômer ce jour-là sous prétexte ne pas donner un caractère politique à cette manifestation puisque cette date correspond également aux élections municipales. Le représentant des manœuvres préfère réserver le chômage pour concurrencer le jour de la fête du travail organisée par les patrons. Des discussions suivent et il est finalement décidé que seule l'après-midi du 1^{er} mai serait chômée. Une centaine d'ouvriers biarrots se réunissent alors, cela donne lieu à des causeries dont les plus significatives portent sur l'organisation future et la propagande à mener pour donner plus de relief à cette manifestation⁶²¹.

A Bayonne, les discussions en amont du 1^{er} mai se polarisent sur l'importance de ne pas se disperser quant à la signification de cet événement et surtout de ne pas en détourner

⁶¹⁸ *L'Action Syndicale* (Per.) de mai 1910

⁶¹⁹ AD64 : 10M12, rapport du sous-préfet d'Orthez du 1^{er} mai 1911

⁶²⁰ AD64 : 10M12, lettre du sous-préfet du 29 avril 1913

⁶²¹ *L'Action Syndicale* (Per.) de mai 1908

l'idéologie première. Miremont demande alors que la manifestation du Premier mai « soit essentiellement revêtue du caractère que comportent ses véritables origines⁶²² ». On touche donc ici l'importance donnée au combat pour les 8 heures au sein d'une journée commune à la classe ouvrière décidée en 1890. Localement, c'est la conscience internationaliste des dirigeants syndicaux qui permet d'inscrire les ouvriers dans l'histoire des Premiers mai. Mais de toutes évidences, l'internationalisme ne peut s'intégrer pleinement dans les mentalités ouvrières qu'après avoir construit un lien entre des identités locales, que les Premiers mai ne font en fait que renforcer⁶²³. Mais il faut également compter sur les cultures de branches qui expriment des propensions inégales dans le fait de recourir à la grève⁶²⁴. Seuls les dockers et quelques professions du bâtiment répondent en partie seulement à l'appel de leurs fédérations. Globalement, les ouvriers ne préfèrent pas chômer, et pour des raisons très variables.

Quoi qu'il en soit, les Premiers mai 1908 et 1909 restent encore peu visibles. Le chômage est grandement marginal, des réunions s'organisent à la Bourse du travail et ne mobilisent qu'une centaine d'ouvriers. Aucun incident n'est à signaler en dehors d'un drapeau rouge arboré à une fenêtre⁶²⁵. Il faut dire que la municipalité ne facilite pas les choses. Les rassemblements ne sont autorisés que sous la condition expresse qu'il n'y ait aucun défilé par la suite. La police veille étroitement et au moindre écart c'est inévitablement un rappel à l'ordre. Mais en dehors de quelques incidents mineurs, les ouvriers apparaissent très disciplinés.

3) Un espace d'expressivité pour les ouvriers espagnols

L'année 1910 marque une autre étape dans l'organisation de ce mouvement. Certes, le ralliement des groupes socialistes à cet évènement participe certainement à lui donner un caractère plus visible. Mais le Premier mai 1910 est aussi marqué par la présence de nombreux ouvriers espagnols. Les meneurs syndicaux paraissent assez surpris, de manière positive, de l'élan trouvé parmi ces ouvriers. Lors de son compte rendu, Prieur évoque avec satisfaction « leur attitude très digne, leurs sentiments cordiaux et de franche camaraderie [...] J'ai pu constater que cette manifestation était pour eux l'occasion d'élever leur pensée vers un avenir meilleur, vers un monde nouveau. Ils ont manifesté cet idéal par des chants d'espoir en

⁶²² *L'Action Syndicale* (Per.) de mai 1908

⁶²³ Tartakowsky Danielle, *La part du rêve*, *Op.cit.*, p.54

⁶²⁴ *Ibid.*

⁶²⁵ AD64 : 10M12, télégramme du commissaire de Bayonne le 1^{er} mai 1908

s'accompagnant du son mélodieux de leur musique favorite : j'ai nommé la guitare.⁶²⁶ »

En raison des grèves de dockers en 1911, aucune manifestation n'est autorisée à Bayonne pour le Premier mai par le conseil municipal. Les tensions restent fortes et la surveillance policière étroite. Il n'empêche que quelques 300 ouvriers se réunissent à la Bourse du travail ce jour-là pour discuter et chanter⁶²⁷. Mais le 1^{er} mai 1912 s'organise à Bayonne à l'appel de la Bourse du travail sur un terrain en plein air, en dehors de la ville, appartenant à Bayle, pharmacien et conseiller municipal de Bayonne. Cent cinquante personnes y assistent : femmes, dockers sans travail et au moins quarante ouvriers espagnols principalement⁶²⁸. Pour la première fois le docteur Elosu, proche des socialistes de la SFIO et habitué aux tribunes, partage l'affiche avec trois ouvriers espagnols qui prennent la parole pour dénoncer les abus des patrons et des capitalistes.

En 1913, la « vague des Premiers mai » en France touche les milieux ouvriers de la côte et s'organise sur deux fronts. Une campagne d'affichage en amont invite les travailleurs à manifester ce jour-là. Les avancées sociales sont au programme des débats mais en toile de fond on retrouve la crainte d'une guerre à venir. Comme à chaque Premier mai, Elosu est annoncé comme conférencier accompagné d'un dénommé Argote présenté comme un délégué espagnol. Un concert causerie est animé par le groupe artistique syndical « l'Eglantine ».

A Bayonne tout d'abord, une réunion se tient au « Théâtre de la nature » aux portes de la ville. Le maire ayant autorisé ce rassemblement sous condition expresse qu'il n'y ait aucun défilé dans les rues ce jour-là. L'ensemble des membres français du groupe socialiste SFIO sont présent portant l'œillet rouge à la boutonnière⁶²⁹. De nombreux ouvriers espagnols assistent à ce rassemblement. Ces ouvriers apparaissent en fait très liés au parti socialiste. Argote⁶³⁰ fait partie d'un groupe ouvrier biarrot « Los Expatriados⁶³¹ » et prononce un discours antimilitariste virulent qui est très applaudit « par ses compatriotes ».

A Biarritz, c'est le groupe socialiste de la ville qui organise le 1^{er} mai sous la forme d'un meeting franco-espagnol. On y retrouve bien évidemment les meneurs de l'Union des syndicats. Seulement six français y assistent pour quatre-vingt espagnols⁶³².

⁶²⁶ *L'Action Syndicale* (Per.) de mai 1910

⁶²⁷ *L'Action Syndicale* (Per.) de mai 1911

⁶²⁸ AD64 : 10M12, rapport du commissaire central de Bayonne du 1^{er} mai 1912

⁶²⁹ AD64 : 10M12, rapport du commissaire central de Bayonne du 1^{er} mai 1913

⁶³⁰ AD64 : 10M12, rapport du commissaire spécial d'Hendaye du 1^{er} mai 1913. Victoriano Argote passe pour un anarchiste « très exalté » participant de manière active à des meetings de part et d'autre de la frontière. Nous ne savons malheureusement pas grand-chose sur ce groupe d'espagnols « Los Expatriados ». Il est recherché par la police espagnole

⁶³¹ AD64 : 10M12, rapport du commissaire central de Bayonne du 1^{er} mai 1913

⁶³² AD64 : 10M12, rapport du commissaire central de Biarritz du 1^{er} mai 1913



Photographie n°8 : Une partie des manifestants au lac de Chiberta lors du 1^{er} mai 1913.



Photographie n°9 : Discours de Bourguet au théâtre de la Nature en 1913.

Ces deux manifestations convergent ensuite au lac de Chiberta en chantant l'Internationale. On peut estimer la présence d'au moins 200 personnes présentes au cours de ce rassemblement. Là encore des femmes et des enfants participent à cet évènement qui se veut festif. Les orateurs Elosu et Argote répètent leurs discours à Chiberta portant essentiellement sur la « loi des trois ans » soutenus par de vives critiques contre le gouvernement.

Le point d'orgue est sans conteste le 1^{er} mai 1914 qui reste une répétition des précédents sauf que l'on ne compte pas moins de 800 participants. Elosu reste au premier plan mais parmi les conférenciers on trouve Gonzales le secrétaire de la « Federación de las sociedades obreras de Bilbao »^{633 634}. On compte de nombreux dockers en chômage volontaire ce jour-là. Les discours sont globalement superposables avec une tendance antimilitariste assez nette. Les références aux grands drames du prolétariat restent d'actualité avec Chicago, Fourmies,...

La présence d'ouvriers espagnols pour les Premiers mai s'intègre totalement dans une logique internationaliste. Mais ces ouvriers immigrés paraissent plus s'intégrer dans une mouvance socialiste. Dès 1912, des orateurs espagnols sont associés dans les meetings. Ces premiers mai favorisent donc un espace d'expressivité pour ces catégories socio professionnelles. On peut légitimement penser d'ailleurs que cette intégration d'ouvriers étrangers au sein d'une classe ouvrière locale très composite est précipitée par l'organisation du mouvement ouvrier, en particulier au cours des grèves. Cette assimilation n'est en fait rendue que plus visible lors des Premiers mai mais lui préexiste. « Le socialisme, l'international ou l'universel, largement confondus, pénètrent d'abord d'autant mieux que chacun précisément, les décline à sa manière. Cette diversité d'appropriation nationale et locale du 1^{er} Mai, loin d'exclure une unification internationale dans l'imaginaire, l'autorise au contraire. »⁶³⁵

⁶³³ AD64 : 10M12, rapport du commissaire central de police de Bayonne du 30 avril 1914

⁶³⁴ Cette association ouvrière créée en 1901 regroupe en 1915 environ 3 200 ouvriers de toutes corporations.

Source : Ramon Arnabat Mata, *Asocios y seréis fuertes. Sociabilidades, modernizaciones y ciudadanías en España, 1860-1930*, Zaragoza, 2019, p.183

⁶³⁵ Tartakowsky Danielle, *La part du rêve, Op.cit.*, p.68

Conclusion de la troisième partie

Le syndicalisme se met en place initialement par métiers dès les années 1890. Secondairement se tissent des réseaux entre eux, puis des associations qui les rendent plus visibles et plus cohérents.

Se sont d'abord les principaux centres industriels qui arrivent à créer des embryons de groupements comme à Bayonne, Oloron, Biarritz ; dans une moindre mesure Pau et Orthez. La CGT tente ensuite de pénétrer ces organisations ouvrières avec plus ou moins de réussite. Quelques temps après sa création, la Bourse du travail de Bayonne devient assez vite l'instrument qui donnera le rythme de cette diffusion. Les moyens de propagande mis en œuvre, associées à l'implication de certains meneurs, permettent l'éclosion d'une véritable structure de coordination à l'échelle du département.

Néanmoins la CGT n'a pas l'exclusivité de l'organisation du mouvement social puisque de nombreux syndicats existants sont assez timorés et l'étiquette cégétiste est aussi vite acceptée que rapidement refoulée. Par ailleurs l'hyperactivité de la Confédération, à partir des années 1908-1910, masque mal le reflux national des effectifs syndiqués, et particulièrement des affiliations avec la CGT.

Deux grands traits de caractères définissent le temps syndical dans notre région. Tout d'abord une dichotomie assez nette entre nos deux départements avec un syndicalisme essentiellement rural dans les Landes tandis qu'il est une réalité urbaine dans les Basses-Pyrénées.

On observe ensuite des degrés de maturation syndicale très variables en fonction des corporations qui se traduisent assez nettement dans la manière de mener des mouvements sociaux. Ils n'en sont pas toutefois les seuls déterminants et c'est ce que nous allons essayer de mettre en lumière dans le chapitre suivant.

Quatrième partie

Les principaux théâtres de contestations

Dans cette dernière partie, il nous a semblé opportun de centrer l'analyse sur deux mouvements sociaux emblématiques pour le lieu et la période : les grèves de dockers et les grèves de résiniers. Ces séries de grèves sont, sans conteste, les plus importantes et les plus visibles aux yeux des contemporains. Elles ont laissés de nombreuses sources d'archives. En suivant, nous nous sommes centré sur deux catégories bien différentes : les métiers de la construction au sens large, car c'est le secteur qui mobilise le plus grand nombre de bras, et les femmes qui, bien que peu visibles, se mobilisent aussi pour faire entendre leurs voix.

I) Les dockers du port de Bayonne à travers les mouvements sociaux de la Belle Epoque

Du Premier Empire aux années 1880, Bayonne est un port d'importance secondaire avec un trafic pour le moins moribond⁶³⁶. Même si les premières années de la Monarchie de Juillet annoncent un début de reprise, elle est éphémère et ne résiste pas à la crise des années 1850. Par la rétraction des horizons commerciaux et la diminution lente mais continue des armements, Bayonne est reléguée au rang de port local. Peu de documents nous renseignent sur les effectifs ouvriers du port et leurs attributs durant cette période.

Dans les vingt dernières années du XIX^e siècle, l'implantation d'un complexe sidérurgique le long de l'estuaire de l'Adour va entraîner une croissance portuaire pour le moins inespérée. Cette industrie va de pair avec l'apparition d'un prolétariat composé de plusieurs spécialisations que l'on va progressivement regrouper sous le terme générique de « docker »⁶³⁷. A la même époque, dans le Midi aquitain, comme dans l'ensemble du pays, des mouvements sociaux accompagnent la mutation du système productif. Les ports, dans lesquels la classe ouvrière se développe, n'échappent pas au phénomène.

C'est à travers ces grèves ouvrières que nous analyserons le processus de construction du groupe des dockers bayonnais, notamment au travers des « évènements de 1911 » dont l'empreinte et le retentissement à l'échelle locale sont très prégnants et constitueront, de fait, un fil conducteur. L'engagement massif des ouvriers dockers au cours de ces grèves est un fait nouveau à Bayonne. Le syndicalisme naissant joue un rôle central et complexe dans la formation d'une identité collective sur les quais. Les particularismes de métiers et les micro-

⁶³⁶ Pontet Josette, *op.cit.*, p.188

⁶³⁷ Sur l'étymologie du mot *docker* voir l'article : Pigenet Michel « Les dockers, retour sur le long processus de construction d'une identité collective en France, XIXe-XXe siècles », *Genèses* 1/2001 (n°42), p.5-25

conflictualités ont des racines profondes qui rendent toute tentative d'homogénéisation identitaire quasi impossible.

A) Les mutations de l'espace portuaire et la genèse d'un milieu ouvrier original

A partir des années 1880, le port de Bayonne entre dans une nouvelle ère et connaît une croissance continue jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'implantation du complexe sidérurgique des Forges de l'Adour fait entrer le port dans une nouvelle phase industrielle. Le trafic augmente de manière continue et les infrastructures se développent. On passe ainsi de 500 000 tonnes vers 1890 à un million de tonnes en 1913⁶³⁸. Si l'on s'intéresse aux entrées et aux sorties, on constate en 1904⁶³⁹ que 90% des importations se composent de houille, de minerais et de phosphates ; seulement 7% sont dévolus aux produits alimentaires. Les exportations font la part belle aux produits du bois : poteaux de mines, planches et bois divers représentant plus de 75%.

Mais lorsque l'on parle du port de Bayonne dans les premières années du XX^e siècle, il s'agit d'un abus de langage qui cache une réalité plus complexe. En effet, l'activité principale de ce port est de plus en plus liée aux Forges qui se situent sur la commune du Boucau⁶⁴⁰. La création de ce complexe sidérurgique « maritime » résulte d'un transfert vers l'embouchure du fleuve d'installations que la Compagnie des hauts fourneaux, fonderies et aciéries de la Marine et des Chemins de fer exploitait dans le centre de la France⁶⁴¹. Comme pour de nombreux ports de rivière de la façade atlantique à cette période, la problématique des avant-ports est déterminante pour permettre d'accueillir des bateaux à vapeur de fort tonnage et capter ainsi des trafics de marchandises⁶⁴². A Bayonne, ce glissement de l'activité portuaire vers l'embouchure de l'Adour s'accompagne d'un développement de quais nouveaux et modernes, qui drainent l'essentiel du trafic⁶⁴³. Entre 1884 et 1905, la longueur des quais est doublée⁶⁴⁴. Le dragage et le terrassement de la barre permettent l'accès à des navires de plus en plus gros. Par ailleurs, on assiste à une amélioration des équipements portuaires avec la mise en place d'appontement droits, une déserte ferroviaire qui s'étoffe et l'apparition

⁶³⁸ Ministère de la Guerre, *Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région pyrénéenne*, op.cit., p.16

⁶³⁹ Pontet Josette, *op.cit.*, p.190

⁶⁴⁰ Située au nord de l'estuaire de l'Adour

⁶⁴¹ Marnot Bruno, *Les grands ports de commerce français et la mondialisation au XIX^e siècle*, 2011, p.449

⁶⁴² *Ibid.*, p.136

⁶⁴³ 67 % du trafic se situent sur les quais du Boucau. Josette Pontet (dir.), *op.cit.*, p.190

⁶⁴⁴ Pontet Josette, *op.cit.*, p.191

d'engins de levage avec 25 grues en 1908 contre à peine 5 en 1887⁶⁴⁵. Les quais de la ville de Bayonne gardent une activité soutenue mais beaucoup plus variée et principalement orientée vers les produits alimentaires et agricoles.



Photographie n°10 : les quais du port de Boucau en 1909.



Photographie n°11 : les quais de Bayonne, rive droite et rive gauche.

⁶⁴⁵ Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.240

Si, sur le plan administratif, le port de Bayonne représente un ensemble unique, il existe en fait deux ensembles distincts avec des repères, des fonctionnements et des réseaux propres, mais dont la frontière n'est pas strictement imperméable. Les rapports entre les ouvriers des deux ports paraissent néanmoins compliqués.

1) La prolétarisation du monde des quais

Sur le plan social, les mutations sont rapides. Le nombre de personnes travaillant sur le port est en nette augmentation. Pour l'ensemble du département on recense ainsi 45 ouvriers pour l'année 1872⁶⁴⁶ ; en 1911 ils sont à peu près 700, répartis sur les quais de Bayonne et Boucau⁶⁴⁷. Mais parler des dockers sans plus de précision est forcément réducteur. De nombreuses spécialisations se dégagent, avec des statuts particuliers.

La population des dockers de Bayonne semble être constituée majoritairement de jeunes gens dans la force de l'âge : « 20 à 30 ans de présence sur les quais⁶⁴⁸ » paraît désigner le vieil ouvrier. Un métier aussi physique laisse des traces sur les corps. Deux documents nous permettent de corroborer ce fait mais doivent être pris avec tous les biais qu'ils présentent. En premier lieu, la liste nominative des dockers de la ville de Tarnos en 1906⁶⁴⁹, dans laquelle on compte 58 % de dockers, âgés de moins de 35 ans. Ensuite, les registres des condamnations pour la grève de 1911⁶⁵⁰, qui laissent apparaître un seul docker âgé de plus de 35 ans sur les trente condamnés.

Dans le port de Bayonne, comme sur les autres places portuaires françaises, les dockers peuvent se répartir en trois groupes. « Il existe [tout d'abord] une grande proportion d'ouvriers dockers sédentaires, vivant exclusivement du travail du quai⁶⁵¹. » Leur rémunération est donc *a priori* l'unique source de revenu de ces ouvriers. Ils travaillent, pour la plupart, sur les quais des Forges de l'Adour au Boucau, ils sont une centaine dans la période⁶⁵². On peut rajouter à cette catégorie une vingtaine d'ouvriers employés par la Chambre de Commerce⁶⁵³. Mais la proportion de ces dockers « classés⁶⁵⁴ » semble s'étendre

⁶⁴⁶ INSEE, données établies à partir de la Statistique Générale de la France pour l'année 1872, tableau T15 II, « Marinières et Ouvriers des ports ». A noter qu'il existe une sous-catégorie « Hommes de peines, Portefaix et Journaliers » qui n'est pas comptabilisée ici.

⁶⁴⁷ Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.243

⁶⁴⁸ Archives Départementales des Pyrénées-Atlantiques (AD64) : *l'Action Syndicale* (Per.), mai 1911, n°56, p.1

⁶⁴⁹ Citée par Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.248

⁶⁵⁰ AD64 : 3U1/1153

⁶⁵¹ AD64 : *l'Action Syndicale* (Per.), février 1911, n°51, p.4

⁶⁵² Données établies à partir de la grève de 1911. AD64 : 10 M13 et AD40 : 10M81

⁶⁵³ Paul-Dejean Jean Claude, *op.cit.*, p.243

⁶⁵⁴ Pigenet Michel, « Les dockers », *op.cit.*, *Genèses* 1/2001 (n°42), p.18

également sur les quais de Bayonne, les différentes maisons de commerces s'efforçant de stabiliser une partie de la main d'œuvre.

On trouve ensuite les dockers réguliers qui se recrutent parmi les agriculteurs voisins. Ils « ont un domestique qu'ils paient 30 sous par jour pendant qu'ils viennent gagner 8 à 9 francs⁶⁵⁵. » Mais ce sont aussi des ouvriers du bâtiment qui embauchent à la mauvaise saison, ou encore des sandaliers, des pêcheurs à la recherche de travail⁶⁵⁶...

Les occasionnels enfin, les plus nombreux, parmi lesquels on trouve des sans-emplois ou des chômeurs, qui essaient de profiter de l'appel de main-d'œuvre important sur le port, à la recherche d'une source de revenus. On compte également de nombreux ouvriers espagnols qui s'ajoutent à cette masse et nivellent les salaires vers le bas.

2) Travail ouvrier et « métiers » du port

Deux autres caractéristiques entourent le travail sur les quais. En premier lieu, le marché du travail y est très irrégulier, directement en rapport avec la grande difficulté d'accès du port de Bayonne. En effet, lors des périodes de grosse mer le trafic maritime devient très aléatoire, déséquilibrant à son tour le marché du travail. Certains mois, de nombreuses journées sont obligatoirement chômées, les salaires s'en trouvent profondément amputés, ce qui augmente les tensions sociales. A titre d'exemple, sur une moyenne de six mois avant le déclenchement des grèves de 1911, les variations des entrées de navires s'échelonnent de – 87 % à + 61 %⁶⁵⁷.

Par ailleurs, le travail sur les quais englobe à cette époque de nombreux « métiers », avec des spécialisations qui apparaissent au sein d'un monde qui devient de plus en plus mécanisé, hiérarchisé et hétérogène. En dehors des grutiers et des arrimeurs qui requièrent des compétences spécifiques, la plupart des tâches qu'accomplissent les dockers ne demandent bien souvent qu'une solide condition physique et le métier s'apprend sur le tas. Ainsi, le pareur guide le grutier, tandis que le calier remplit ou vide la benne ; l'élingueur prépare la palanquée que le hisseur manœuvre à partir du mat de hissage ; pointeurs et peseurs surveillent le bon déroulement des opérations. De nombreuses marchandises, comme le charbon, les minerais et les grains, se déchargent à la force des bras, à dos d'homme ou avec des corbeilles. Mais la robustesse ne fait pas tout et il faut être capable de transporter de

⁶⁵⁵ AD64 : *le Courrier de Bayonne* (Per.), 12 mai 1908

⁶⁵⁶ AD64 : 10M13, tableau récapitulatif de la grève des dockers de Boucau en 1906

⁶⁵⁷ Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.244

lourdes charges en équilibre sur des passerelles étroites, la « hougne⁶⁵⁸ » sur les épaules. De fait, certaines catégories de dockers comme les charbonniers sont difficilement remplaçables⁶⁵⁹.



Photographie n°12 : dockers charbonniers au travail. On peut voir la « hougne », principal outil de travail de ces ouvriers.

Avant 1911, les dockers s'embauchent au sein d'entreprises de déchargement de manière ponctuelle, le temps d'une ou plusieurs opérations de manutention. On compte environ vingt-cinq établissements de ce type à Bayonne et au Boucau (Worms, Depaux, Castagnet, Pariès, ...). Lorsqu'un navire s'amarre à quai, le contremaître de la Maison concernée est le personnage central du recrutement, et pour travailler « faut-il encore ne pas démeriter aux yeux des roitelets chargés de l'embauchage. Ces messieurs, élus par leur souplesse au titre de contremaîtres, ont leur petite cour de favoris. Gare à qui leur déplaît !⁶⁶⁰ » Plusieurs filières de recrutement existent mais les sources sont floues pour le port de Bayonne. On comprend que les demandes de contrôle syndical de ce marché du travail aient trouvé un large écho parmi les ouvriers des quais⁶⁶¹.

⁶⁵⁸ Capuchon de cuir qui protège la tête et les épaules des porteurs.

⁶⁵⁹ Temps, espaces, langages, Europe méridionale-Méditerranée, *Dockers de la méditerranée à la Mer du Nord : des quais et des hommes dans l'histoire*, Edisud, 1999, p.20

⁶⁶⁰ AD64 : *l'Action Syndicale* (Per.), février 1911, n°51, p.4

⁶⁶¹ Pigenet Michel, « Les dockers », *op.cit.*, *Genèses* 1/2001 (n°42), p.19

B) Les mouvements sociaux entre 1896-1911 sur le port de Bayonne

De 1896 à 1914, on compte 24 mouvements sociaux chez les dockers bayonnais⁶⁶².
Les grèves sont réparties comme il suit :

1896	1897	1899	1903	1905	1906	1910	1911	1913	1914
1	1	1	1	1	6	1	2	2	8

Tableau n°1

Le tableau suivant retranscrit le nombre de dockers grévistes par année :

1896	1897	1899	1903	1905	1906	1910	1911	1913	1914
40	?	160	40	40	575	100	900	92	552

Tableau n°2

Ces grèves s'inscrivent dans un contexte général de bouillonnement revendicatif des dockers sur l'ensemble des places portuaires françaises à la même époque. En effet, il existe une vague de grèves dans les années 1905 à 1907 au cours de laquelle on ne recense pas moins de 140 grèves de Dockers⁶⁶³.

A Bayonne, la durée des conflits est très variable allant de quelques heures, à plusieurs semaines, dix-huit jours en 1911. Mais, en moyenne, les grèves de dockers sont des conflits de courte durée, deux jours environ. La diversité du milieu professionnel ne constitue pas un frein aux revendications sociales. Jusqu'en 1910, les grèves ne sont pas menées par des ouvriers syndiqués⁶⁶⁴, même si l'implantation syndicale date du tout début du XX^e siècle. Malgré le peu de sources concernant les conflits avant 1910, on peut expliquer cet effacement syndical par le mode de recrutement qui peut pénaliser fortement les ouvriers les plus revendicatifs, sapant ainsi tout début de cohésion. En effet, les contremaitres président en tyrans absolus sur le recrutement. Par ailleurs, l'affluence de la main d'œuvre sur les quais réduit le nombre de vacations réalisées par chaque ouvrier ce qui entretient les multiples formes de clientélismes⁶⁶⁵.

Le dénouement de ces « conflits non syndiqués » peut surprendre : sur les onze grèves d'ouvriers non syndiqués on enregistre seulement trois échecs, quatre succès et cinq transactions. Les ouvriers qui revendiquent apparaissent toujours fortement liés à la terre. Lors des grèves de l'été 1906, les dockers s'embauchent aux travaux des champs, d'autres

⁶⁶² Chiffre obtenu à partir des données de l'Office du Travail à partir de la *Statistique des grèves survenues en France* de 1890 à 1914 et des données préfectorales dans la série 10 M entreposées aux Archives Départementales des Landes (AD40) et des Pyrénées-Atlantiques (AD64) pour les années précédant 1890.

⁶⁶³ Office du travail, Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Imprimerie Nationale, 1894-1919

⁶⁶⁴ Seule la grève des arrimeurs de Bayonne en 1905 est menée par des ouvriers syndiqués.

⁶⁶⁵ Pigenet Michel, « Solidarité internationale et fermeture professionnelle : les horizons multiples des dockers français », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006/4, n°84, p.40

embarquent comme marins pêcheurs. Cette même année constitue d'ailleurs un moment charnière. En effet, avant cette date, les grèves sont en général limitées à une entreprise de déchargement, voire même à une palanquée, mais on ne distingue aucun mouvement unitaire entre les dockers des différents ports de la ville. A partir de 1906 en revanche, les grèves se succèdent dans les différentes entreprises de déchargement, souvent par contagion⁶⁶⁶ avec un leitmotiv : le salaire. La base de ces revendications peut être ici encore mise en parallèle avec le peu de pénétration syndicale avant 1911. En effet, la lutte contre l'insécurité de l'emploi apparaît plus tard lors des événements de 1911.

1) Le salaire au centre des revendications

Jusqu'en 1911, l'augmentation des salaires est au centre des revendications⁶⁶⁷ lors de courtes grèves très suivies : le taux de participation est proche de 100 %. Le répertoire de doléance des dockers porte sur des salaires insuffisants, des périodes de chômage prolongées, l'augmentation du coût de la vie et la misère qui s'en suit. De plus, les relations salariales, apparaissent très diverses et confondues entre les différentes variantes du marchandage, les intermédiaires et les rabais, les systèmes d'exploitations en chaîne et le favoritisme⁶⁶⁸. Le salaire constitue de fait le point de cristallisation de l'affrontement continu entre les tendances opposées du patronat et du salariat⁶⁶⁹. Ici, plusieurs leviers d'action sont utilisés, et revêtent plusieurs formes.

En premier lieu, les demandes d'augmentations directes des taux de salaires reviennent en permanence. Le salaire constitue l'unique revenu de l'ouvrier, par conséquent son accroissement est donc la seule manière d'augmenter le niveau de vie⁶⁷⁰. Il n'existe par ailleurs aucun mécanisme d'adaptation des salaires par rapport au coût de la vie. Ici, les dockers sont toujours très précis dans leurs attentes, on demande tant de francs à la tonne déchargée ou tant à la journée de travail. Ces demandes d'augmentation de salaires restent par ailleurs raisonnables et n'excèdent pas les 20% du salaire initial⁶⁷¹.

D'une manière générale, le salaire horaire et la suppression du travail à la tâche se généralisent dans les revendications à partir des grèves de 1906. Seuls les charbonniers conservent un paiement à la tâche durant la période, mis à part ceux employés par les Forges

⁶⁶⁶ Ce que Michèle Perrot appelle « phénomène d'imitation », *Les ouvriers en grève ...op.cit.*, t.1, p.136

⁶⁶⁷ Nous verrons par la suite que la question salariale n'est pas résolue après cette date.

⁶⁶⁸ Pigenet Michel, « Les dockers », *op.cit.*, Genèses 1/2001 (no42), p.20

⁶⁶⁹ Perrot Michèle, *op.cit.*, t.1, p.270

⁶⁷⁰ Perrot Michèle, *op.cit.*, t.1, p.265

⁶⁷¹ AD64 : 10M13, calcul à partir des tableaux récapitulatif des grèves.

de l'Adour. Cette catégorie de dockers gagne environ 8 Fr. par jour en 1906 et 9 Fr. en 1913. Les déchargeurs de bois (poteaux de mine essentiellement) travaillent à la journée avec des salaires allant de 4 Fr. en 1903 à 6-7 Fr en 1910⁶⁷². Entre ces deux catégories, il existe un vaste nuancier de salaires en fonction des qualifications ouvrières, de la distance parcourue par le docker, de la marchandise déchargée et même du mode de manutention existant.

Les questions salariales sont complexes car, au-delà de la reconnaissance et des moyens de subsistance, c'est une demande d'uniformisation des salaires et des conditions de travail en fonction des catégories professionnelles qui se dessine.

2) Expressions des rapports de force

Entre 1905 et 1911, le répertoire d'actions collectives des dockers s'étoffe rapidement. Des moyens d'actions variés se combinent à la cessation du travail souvent brutale et sans préavis.

Les intimidations et les menaces verbales sont fréquentes et émaillent la plupart des conflits, que ce soit sur le lieu de travail ou lors des manifestations. « Au vrai, les dockers affectent les manières rudes jusque dans leur gestuelle de reconnaissance à bas de tapes, de bourrades, voire d'esquisse de rixe⁶⁷³. » Ainsi, en août 1906, alors que le déchargement du bateau à vapeur « Marie » était presque terminé, les dockers grévistes menacent le personnel du navire qui tenait à terminer le travail⁶⁷⁴. Par ailleurs, les cortèges de débauchages apparaissent en 1911 avec une violence variable pouvant parfois dégénérer en bagarre. Les pressions sont fortes sur les ouvriers qui vont à contre-courant et les « jaunes⁶⁷⁵ » sont particulièrement haïs : jets de pierres et insultes pleuvent sur les « traitres ». La mise en garde du comité de grève en 1911 est explicite : « Camarades, si l'on vous offre du travail sur le port de Bayonne-Boucau, refusez le si vous ne voulez que soit à jamais marqué sur votre front le stigmate de la honte. Rappelez-vous aussi que même la grève passée, les grévistes sauraient se souvenir de votre conduite⁶⁷⁶. » Une sorte de « tribunal de grève » fait même son apparition lors de cette grève et gare aux ouvriers indécis que l'on qualifie rapidement de

⁶⁷² Données établies à partir des tableaux récapitulatifs des grèves, AD64 : 10M13 et AD40 : 10M81

⁶⁷³ Pigenet Michel, « A propos des représentations et des rapports sociaux sexués : identité professionnelle et masculinité chez les dockers français (XIX^e-XX^e siècles) », *Le Mouvement Social*, n°198, janvier-mars 2002, p.59

⁶⁷⁴ AD64 : 10M13, rapport du commandant de brigade à pied lors de la grève des dockers des Forges de l'Adour en 1906

⁶⁷⁵ Terme générique servant à désigner tous les ouvriers non-grévistes.

⁶⁷⁶ AD64 : 10M13, affiche du comité de grève

tièdes. Ici, aucun jugement n'est rendu mais les fautifs sont amenés devant le « président » Primault qui, devant une salle pleine, les sermonne et leur crache au visage⁶⁷⁷.

Les manifestations au cours de la grève constituent une arme relativement peu usitée. Seuls les conflits encadrés par un syndicat mettent les ouvriers en ordre de marche. En 1905, les dockers s'organisent, descendent dans les rues de la ville en chantant l'*Internationale* : « quelques facétieux avaient attaché une morue au bout d'une perche et la postent à côté du drapeau [tricolore]⁶⁷⁸. »

Les faits les plus marquants ont lieu au cours des grèves de 1911. Les manifestations changent d'échelle avec des cortèges imposants : le 7 mars 1911, 700 à 800 individus défilent dans les rues de Bayonne. Les dockers se « firent entendre longuement sur l'air des *Lampions* : « Nos 6 francs ! Nos 6 francs ! »⁶⁷⁹ ». Les drapeaux rouges et la bannière syndicale flottent⁶⁸⁰. Pas de drapeau tricolore signalé dans les rangs. En parallèle, les cortèges de débauchages apparaissent également au cours de ces conflits. Les dockers manifestent ainsi dans plusieurs villes : Boucau, Bayonne mais aussi Biarritz où une grève de soutien aux ouvriers boulangers est organisée.

Les grévistes, par groupe, tentent d'empêcher tous les chargements et déchargements sur les quais afin de paralyser l'économie locale. Les convois de charbons qui sortent des quais sont bloqués et certains renversés ; un conducteur est blessé. Un incident intervient le 7 mars sur la place de la Liberté à Bayonne où le Commissaire Général dut intervenir en ordonnant des sommations aux grévistes qui bloquaient trois convois de charbon⁶⁸¹. Le point culminant des échauffourées survient les 11 et 12 mars. La ville est quadrillée par les forces de l'ordre qui se composent de trois compagnies d'infanterie, de soixante gendarmes et des effectifs de la police municipale, le tout renforcé par deux escadrons de hussards dépêchés à la demande du maire de Bayonne et du sous-Préfet⁶⁸². Plusieurs arrestations ont lieu et les hussards chargent les manifestants. On ne dénombre que quelques blessés. A la suite de ces événements, les condamnations énoncées par le tribunal d'instance de Bayonne ne sont pas clémentes. Les peines maximales sont de un mois de prison pour six dockers ayant jeté des pierres sur la troupe et proféré des insultes⁶⁸³. Les 6 et 7 avril 1911, une d'occupation de l'usine Saint-Gobain est initiée par les dockers qui réussissent à y entrer brièvement. Par la

⁶⁷⁷ Arch. Mun. Bayonne : 7F3, rapport manuscrit sur l'affaire Primault/Etcheverry lors de la grève de 1911

⁶⁷⁸ AD64 : 10M13, tableau récapitulatif de la grève de 1905

⁶⁷⁹ AD64 : 10M13, article de presse

⁶⁸⁰ Arch. Mun. Bayonne : 7F3, rapport du commissaire central en 1912

⁶⁸¹ AD64 : 10M13, rapport du Commissaire Central au Préfet des Basses-Pyrénées daté du 15 mars 1911

⁶⁸² Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.265

⁶⁸³ AD64 : 3U1/1153

suite, ils organisent un siège avec des barricades qui sont mises en place par les ouvriers sur les quais de Boucau avec des poteaux de mines⁶⁸⁴. Dix gendarmes chargés de déloger les grévistes sont légèrement blessés ainsi que quatre chevaux⁶⁸⁵. Par ailleurs, on relève deux actes de sabotage peu importants, mais révélateurs de l'ambiance sur les quais gardés par la troupe⁶⁸⁶. Cette antipathie envers les forces de l'ordre participe d'une conduite de prouesse et de bravoure très visible dans les comportements des ouvriers du port. Les heurts avec les gendarmes sont souvent magnifiés⁶⁸⁷.

Les femmes de dockers ne sont pas en reste et « ne sont pas les moins énergiques [...] [Elles] prennent les premiers rangs et présentent énergiquement leurs poitrines aux fusils »⁶⁸⁸. Deux femmes sont par ailleurs condamnées à 6 jours d'emprisonnement et à 8 francs d'amende en 1911, pour violences et voies de fait envers des agents de la force publique⁶⁸⁹.

De 1906 à 1911, la maturation des mouvements sociaux est très rapide et révèle les fondements d'un groupe social en gestation. Des revendications clairement affirmées, des démonstrations de force de plus en plus pressantes. En quelques années les dockers trouvent une certaine solidarité, indissociable du fait syndical.

3) La maturation de l'idée syndicale

A l'extrême fin du XIX^e siècle, les syndicats commencent à prendre racine dans quelques ports français, souvent sortis grandis des premiers succès lors de grèves locales pour les salaires. La pénétration syndicale sur les ports se poursuit, et se construit, en partie sur leur capacité à contester l'arbitraire au cœur du système de marchandage et d'exploitation en chaîne qu'engendre cette intermittence⁶⁹⁰. Paradoxalement, les syndicats ne contestent pas cette intermittence, préservant ainsi l'autonomie d'ouvriers très réticents à la subordination inhérente au droit commun du salariat. L'idéal syndical se compose ainsi d'un corporatisme démocratique et prolétarien tenace qui demeure hors d'atteinte en l'absence d'une coordination régionale et nationale propre⁶⁹¹. Mise sur pied pour surmonter les impasses du

⁶⁸⁴ AD64 : 10M13, rapport du Capitaine Chanu daté du 7 avril 1911

⁶⁸⁵ AD64 : 10M13, rapport du Capitaine Chanu daté du 8 avril 1911

⁶⁸⁶ AD64 : 10M13, rapport du Capitaine Chanu du 15 mars 1911

⁶⁸⁷ Pigenet Michel, « A propos des représentations et des rapports sociaux sexués : identité professionnelle et masculinité chez les dockers français (XIX^e-XX^e siècles) », *op.cit.*, p.59

⁶⁸⁸ AD64 : *l'Action Syndicale* (Per.), mars 1911, n°52, p. 1

⁶⁸⁹ AD64 : 3U1/1153, dossier n°118

⁶⁹⁰ Pigenet Michel, « A propos des représentations et des rapports sociaux sexués : identité professionnelle et masculinité chez les dockers français (XIX^e-XX^e siècles) », *op.cit.*, p.65

⁶⁹¹ Pigenet Michel, « Solidarité internationale et fermeture professionnelle : les horizons multiples des dockers français », *op.cit.*, p.40

« localisme », la Fédération des ports et docks⁶⁹² est rapidement animée de tensions corporatistes et de velléités régionales, directement en rapport avec une certaine compétition entre les grande places portuaires.

La solidarité entre dockers n'a pas pour corolaire l'unité, notamment sur le plan syndical. Cela met en lumière la dualité des deux ports qui possèdent chacun un syndicat autonome jusqu'en 1911⁶⁹³. C'est en 1901 que L'union syndicale des ouvriers et assimilés du port de Bayonne voit le jour. Elle compte 176 adhérents à cette date et semble strictement limitée aux quais de la ville de Bayonne⁶⁹⁴. Il en est fait mention lors de la grève de 1905 mais elle semble se déliter rapidement par la suite. Les conflits de 1906 ne la font pas renaitre, même si l'idée d'union syndicale entre les dockers de Bayonne et Boucau se dessine⁶⁹⁵. L'institution d'un mouvement ouvrier actif est grandement facilitée par l'urbanisation des dockers permanents qui s'intègrent progressivement à la vie de la cité, ce qui permet leur regroupement. On les trouve en nombre dans les nouvelles cités industrielles de Tarnos et de Boucau, mais aussi à Bayonne, dans le quartier Saint-Esprit. Cette concentration de dockers permet l'émergence de nouvelles sociabilités et d'une proximité qui tend à unir les ouvriers et à homogénéiser le groupe. Les bistrots servent de lieux de réunion avant que la Bourse du Travail de Bayonne, créée en 1903, ne centralise les débats réguliers. Elle est ouvertement affiliée à la CGT (Confédération Générale du Travail) dès son origine. L'adhésion des syndicats de dockers de Bayonne et de Boucau est immédiate⁶⁹⁶.

Au début de l'année 1911, le Syndicat des ouvriers du port de Bayonne et de Boucau, affilié à la Bourse du Travail de Bayonne, est créé par des responsables syndicaux extérieurs et notamment M. Primault, délégué des dockers de Bordeaux qui possède une grande connaissance de la psychologie des ouvriers du port⁶⁹⁷. A partir de là, un intense travail est entrepris sur le terrain et de nombreuses réunions sont organisées en collaboration avec l'Union des syndicats des Basses-Pyrénées à la Bourse du travail de Bayonne.

Cela dit, la vie du syndicat des ouvriers du port n'est pas un long fleuve tranquille et ne suit pas une pente de croissance continue et régulière. Dans les suites des grèves de 1911, le syndicat ressort très affaibli.

⁶⁹² Cette Fédération voit le jour en 1901 par le regroupement d'organisations portuaires, rejointes par les organisations des « transports et manutentions », puis de la navigation intérieure. La création récente de L'International Transport Workers Federation (ITF) en 1898, à laquelle est affiliée la Fédération des ports et docks, rend compte de la dimension européenne en matière de construction syndicale.

⁶⁹³ Nous disposons de peu de données sur les origines du syndicalisme boucalais.

⁶⁹⁴ Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.249

⁶⁹⁵ AD64 : 10M13, tableau récapitulatif de la grève de juin 1906 sur les quais de Boucau

⁶⁹⁶ AD64 : 10M30

⁶⁹⁷ *L'Action Syndicale* (Per.) de mars 1911

C) Enjeux syndicaux lors des « événements de 1911 »

Cette union syndicale des ports de Bayonne annonce le conflit le plus dur qui survient quelques jours après sa formation. Ce que l'on peut regrouper sous le terme d' « événements de 1911 », regroupe deux grèves successives dont le retentissement dépasse assez largement le cadre régional. La première a lieu du 3 au 15 mars et la seconde du 30 mars au 17 avril. De par leur mode de déclenchement, leur issue, et même leur déroulement, ces deux grèves apparaissent bien distinctes. Si l'on ne prend en compte que le résultat final de ces événements, il s'agit d'un échec patent pour les dockers. Mais ces conflits apparaissent fondamentaux dans le processus de construction identitaire de ce groupe social en gestation. En effet, cette mobilisation spectaculaire pour les Basses-Pyrénées va marquer les esprits et modifier la représentation de l'ouvrier docker.

1) Organisation et conduite des « événements de 1911 »

Nous l'avons déjà signalé, ces deux grèves de 1911 se suivent mais ne se ressemblent pas. Le seul point commun est, chose nouvelle, l'encadrement syndical dans leur gestion et leur organisation.

L'origine de la première grève en mars 1911 paraît anodine. A la suite d'un différend entre un ouvrier et un contremaître, les dix-huit hisseurs de l'entreprise de déchargement Worms cessent le travail. Ils demandent une augmentation de salaire au patron qui refuse de les recevoir. L'ordre est donné de débaucher tous les dockers de Bayonne. Or, la stratégie du nouveau syndicat ne prévoit pas de mise en grève avant une solide implantation dans les ports. Un dilemme se pose : abandonner ces ouvriers syndiqués serait considéré comme une trahison, s'y associer, une entreprise risquée. Le soir, une réunion a lieu à la bourse du travail afin de voter pour ou contre la poursuite de la grève. Le vote à bulletin secret dès le début de la grève marque l'incertitude des dirigeants syndicaux vis-à-vis d'un conflit qui n'est pas préparé⁶⁹⁸. Mais les ouvriers votent la grève générale et le lendemain les dockers de Boucau y adhèrent massivement. « Au début, les grévistes étaient 150 environ, le lendemain, ils étaient plus de deux cent et leur nombre est allé en augmentant tous les jours⁶⁹⁹. »

⁶⁹⁸ « [Le vote à bulletin secret] rencontre en général la réticence, aussi bien des meneurs de grèves que des grévistes eux-mêmes. » Dans Sirot Stéphane, *La grève en France, une histoire sociale (XIX-XX^e siècle)*, Paris, Odile Jacob, 2002, p.129

⁶⁹⁹ AD64 : 10M13, rapport du préfet des Basses-Pyrénées au président du Conseil datée du 23 mars 1911

Cette grève impromptue prend de court les dirigeants syndicaux, les employeurs et les pouvoirs publics. Son caractère spontané ne doit pas faire oublier qu'elle trouve ses racines dans une incertitude sociale et économique chronique. Le jeune syndicat a permis, voire accéléré, la prise de conscience « en centralisant les griefs qui demeuraient auparavant lettre morte, lorsqu'ils étaient soumis aux patrons individuellement par chaque ouvrier⁷⁰⁰. »

Le second conflit de l'année 1911⁷⁰¹, dans le sillage du premier, trouve son origine dans les problèmes d'application de la convention collective obtenue par les grévistes quelques jours plus tôt. Il n'est pas aussi structuré ni aussi suivi que le précédent, bien que l'on assiste à d'imposants cortèges d'ouvriers dans les rues, avec de nombreux débordements, ce qui fait dire à M. Primault : « ces pauvres bougres sont en train de nous gêner la révolution scientifique que nous voulons faire⁷⁰². » Plusieurs condamnations ont lieu en marge de ces conflits avec une peine maximale d'un an de prison pour un ouvrier⁷⁰³. Aucun recours en grâce n'est accepté.



Photographie n°13 : manifestation d'ouvriers dockers dans le centre de Bayonne lors des « événements de 1911 ».

⁷⁰⁰ Article du quotidien *La Frontière* (Per. non daté), cité dans Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.251

⁷⁰¹ Pour le détail des origines de cette grève : se reporter au chapitre suivant.

⁷⁰² AD64 : 10M13, rapport du commissaire spécial au préfet des Basses-Pyrénées daté du 13 avril 1911

⁷⁰³ AD64 : 10M13, rapport du commissaire général de police de Bayonne au sous-préfet de Bayonne daté du 11 avril 1911

L'implication et l'influence de la Fédération nationale des ports et docks, affiliée à la CGT, est très forte dès le début des conflits et joue un rôle central dans le déroulement de ces grèves, en assurant un soutien local et national actif.

Sur le plan local, la Fédération envoie des délégués expérimentés sur place afin d'assurer la prise en main des grèves ; dans son giron, la CGT fait de même. C'est le secrétaire de la Fédération, Monsieur Primault lui-même, qui prend le rôle de meneur lors des deux conflits et se charge de mettre en place une organisation horizontale cohérente du syndicat.

Un comité de grève très actif, siégeant en permanence à la bourse du travail de Bayonne anime le ravitaillement des troupes, organise les roulements de patrouilles et de gardes⁷⁰⁴. De nombreuses réunions sont organisées afin de canaliser les troupes, maintenir une cohésion et limiter les défections. Par voie de presse ou par des tracts, il organise la collecte de fonds et assure une propagande active. La presse écrite est utilisée par communiqués directs ou droits de réponse. Le bulletin de *l'Action Syndicale*, journal édité par la bourse du travail de Bayonne, publie des colonnes entières sur le déroulement de la grève. L'appel à l'opinion fait partie de ces conflits, la presse renvoyant des images tantôt positives, tantôt négatives des dockers en fonction de son orientation politique.



Photographie n° 14 : réunion de dockers lors de la grève de 1911.

⁷⁰⁴ AD64 : *l'Action Syndicale* (Per.), mars 1911, n°53, p.1

L'organisation compte également sur la solidarité avec les autres ouvriers syndiqués de la ville avec, par exemple, l'installation de « soupes communistes ». Les enfants de dockers sont placés dans des familles d'ouvriers syndiqués dans d'autres corporations. On ne peut enfin négliger le soutien financier de la Fédération qui vient alimenter la caisse syndicale en complément des collectes.

Par ailleurs, dès le début de la seconde grève, la tactique de la Fédération se porte sur l'extension du conflit à l'ensemble des ports de la façade atlantique afin d'augmenter la pression sur le patronat. Lors d'une réunion secrète à la bourse du travail de Bayonne⁷⁰⁵, le secrétaire général de cette Fédération évoque la question d'une grève générale. Elle est adoptée par le comité fédéral le 30 mars 1911 : « Que pas un syndiqué, que pas un syndicat ne travaille à partir du lundi 3 avril dans tous les ports de la Manche et de l'Atlantique jusqu'à la victoire complète⁷⁰⁶. » A Nantes, les 1 400 dockers chôment 4 jours, à Brest ce sont 348 ouvriers sur 491 qui se mettent en grève du 4 au 15 avril et le mouvement atteint Rouen, Bordeaux, La Rochelle et Saint-Nazaire⁷⁰⁷. De la Méditerranée à la Mer du Nord, l'idée de grève générale s'apparente à une démonstration de force, l'occasion exceptionnelle de donner à voir la puissance de la foule⁷⁰⁸. Mais le mouvement s'essouffle rapidement. Les spécificités contractuelles locales sont responsables de l'échec de cette stratégie. Au sortir de ces « évènements », le taux de syndicalisation est très significatif. En effet, plus de 85% des dockers sont affiliés au syndicat soutenu par la CGT⁷⁰⁹.



Photographie n° 15 : manifestations de dockers en 1911 à l'entrée de la rue Port-neuf.

⁷⁰⁵ AD64 : 10M13, article de presse daté du 14 mars 1911

⁷⁰⁶ Ministère du Commerce et de l'Industrie, Office du travail, *op.cit.*, p.469

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ Pigenet Michel, « Les dockers », *op.cit.*, Genèses 1/2001 (no42), p.19

⁷⁰⁹ AD64 : 10M13, rapport du commissaire spécial au préfet daté du 25 avril 1911

2) Des revendications ambitieuses

L'influence syndicale n'est pas pour rien dans la maturation des mouvements sociaux de l'année 1911. Les revendications ouvrières sont multiples et variées.

Lors de la première grève, les dockers dressent en treize points⁷¹⁰ des attentes nouvelles autour de trois axes principaux. Si les augmentations de salaires sont toujours présentes, deux points apparaissent importants et portent sur les conditions et la durée du travail, le tout encadré par un contrat⁷¹¹.

Les dockers demandent en effet l'application stricte de la journée de 10 heures, ce qui peut paraître décalé par rapport à la position de la CGT sur la journée de 8 heures. Quoi qu'il en soit, cela laisse à penser que le travail sur les quais de Bayonne dépasse allégrement la durée légale de travail.

Par ailleurs, c'est le travail à la journée qui est demandé avec un salaire dépendant du poste occupé. Au-delà, il s'agit d'encadrer de manière globale le travail sur les quais en valorisant les heures supplémentaires et en rendant incompressible la demi-journée de travail payée.

Le dernier point, et non le moindre, porte sur la priorité d'embauche pour les ouvriers syndiqués au détriment du patronat. Ce rapport de force, que tente d'instaurer l'organisation ouvrière, permet de verrouiller l'accès aux quais et de réguler ainsi le volume de main d'œuvre en modulant les droits d'entrée dans leurs rangs⁷¹². Cette revendication fondamentale se place au cœur de l'identité professionnelle des dockers qui refusent d'être considérés comme des salariés d'industrie liés pieds et poings à un seul patron. C'est l'indépendance du docker qui se joue en l'occurrence, même si le caractère corporatiste en constitue le miroir inversé.

Le premier conflit permet l'adoption d'une convention collective grandement favorable aux dockers. En effet, dans les accords définitifs de la grève de 1911, le travail à la

⁷¹⁰ Ministère du Commerce et de l'Industrie, Office du travail, *Statistique des grèves survenues en France pour l'année 1911*, Imprimerie Nationale, Paris, p. 465. « 1°Le travail à l'entreprise est terminé ; 2°La durée de travail ne devra pas dépasser 10 heures ; 3°Seul le travail à la journée est admis ; 4°Le salaire des hisseurs et arrimeurs est fixé à 6 francs ; 5°Le salaire des porteurs et caliers est porté à 8 francs ; 6°Toute demi-journée commencée sera payée intégralement ; 7°Tout ouvrier embauché, qui, pour intempérie ou manque de matériel, ne pourra travailler, aura la demi-journée payée ; 8°Les heures supplémentaires seront payées double ; 9°Le travail des dimanches et jours fériés sera supprimé ; 10°Les syndiqués auront la priorité de l'embauchage ; 11°Si le patron est obligé de réduire son personnel, il devra en informer les ouvriers avant la fin du travail ; 12°Pour les chargement et déchargement de poteaux, la journée sera fixée à 7 francs pour les traverses, à 8 francs ; 13°Pour tout bateau déchargé à la benne, nous exigeons 8 caliers. »

⁷¹¹ Ministère du Commerce et de l'Industrie, Office du travail, *Statistique des grèves survenues en France pour l'année 1913*, Imprimerie Nationale, Paris, p.431

⁷¹² Pigenet Michel, « Les dockers », *Genèses* 1/2001 (n°42), p.22

journée est accepté avec un minimum de travail défini par marchandises et par mode de déchargement. Certaines concessions sont faites par rapport au travail du dimanche et de nuit. Des revalorisations de salaires sont accordées. Par ailleurs, la priorité d'embauche aux ouvriers syndiqués est acceptée par le patronat. Le déroulement des négociations qui ont lieu entre le 13 et le 16 mars 1911 permettent de mieux comprendre les enjeux syndicaux et les réactions patronales. Vingt-huit entreprises sont concernées par ce mouvement de grève. Une des premières initiatives patronale est la constitution d'un syndicat patronal⁷¹³. A priori, tous les patrons adhèrent à cette idée, même si le directeur des Forges de l'Adour ne participe pas aux discussions et est absent durant toute la grève. Initialement, la stratégie du patronat est de gagner du temps et de tester la résistance ouvrière. Par un jeu de propositions et contre-propositions autour du juge de paix, ils espèrent amener les grévistes sur leur « terrain » en position de demandeurs. Les pressions sont fortes sur le patronat, surtout émanant du maire de Bayonne, Joseph Garat qui rentre dans la négociation, épaulée par le Préfet des Basses-Pyrénées. Seules des concessions patronales permettent une avancée des pourparlers avec la rédaction d'un protocole transactionnel, le 14 mars 1911, qui traduit un net recul patronal sur les salaires mais sans accorder la priorité d'embauche pour les ouvriers syndiqués⁷¹⁴. Ce document sert donc de base à la négociation finale. Le 15 mars, après d'autres négociations sur les salaires, coup de théâtre des représentants syndicaux qui offrent le marché suivant : priorité d'embauche pour les ouvriers syndiqués et les revendications salariales sont abandonnées. Il va sans dire que ce choix, même s'il est décidé à la suite d'une assemblée générale des ouvriers, a du mal à être approuvé par tous.

Le contrat est signé le 15 mars 1911 pour l'ensemble des ouvriers dockers des deux ports à l'exception des dockers engagés par les Forges de l'Adour⁷¹⁵. Une commission arbitrale composée de trois représentants ouvriers et de trois représentants patronaux est désignée afin de garantir les applications de ce contrat. En cas de litige, ce contrat prévoit un règlement sans recours à la grève par le biais d'un arbitrage neutre si nécessaire. La convention collective signée en 1911 apparaît, certes, comme une victoire syndicale, mais elle devient rapidement un objet de tensions.

⁷¹³ AD64 : 10M13, tableau récapitulatif de la grève des dockers de Bayonne du 03 au 17 mars 1911

⁷¹⁴ Paul-Dejean Jean-Claude, *op.cit.*, p.274

⁷¹⁵ Il faut toutefois noter que le contrat sur les conditions de travail est différent sur les quai des Forges. En effet, les dockers étant salariés de l'entreprise, la priorité d'embauche pour des ouvriers syndiqués n'a pas lieu d'être.

D) Deux forces antagonistes : syndicalisme et micro-conflictualités 1911-1914

Les « évènements de 1911 » révèlent bruyamment des tensions entre les différentes catégories d'ouvriers travaillant sur les quais. Certains ouvriers tentent de dénoncer la mauvaise gestion de ces grèves mais le syndicalisme qui a pris pied reste largement sous l'influence de la Fédération nationale.

1) Le réveil des conflictualités

A l'issue de la première grève de 1911, les tensions entre dockers sont de plus en plus marquées. Les micro-conflictualités entre ouvriers des quais ne sont pas nouvelles. Des rivalités existent au sein des palanquées et entre ouvriers des quais de Bayonne et de Boucau. Sur le plan local, le statut particulier des dockers des Forges de l'Adour pose également problème. Ces derniers sont en effets fixés par leur employeur avec une convention particulière ; ils sont payés à la tâche mais lorsqu'ils n'ont pas de travail, ils sont libres de s'embaucher ailleurs. Pour les autres dockers, il s'agit d'une concurrence déloyale qui fait l'objet de discussions lors d'une grève survenue en mars 1914 et suivie d'une grève spécifique en juin de la même année.

Mais la convention collective du 15 mars 1911 agit comme un puissant révélateur de tensions. Les patrons s'engouffrent dans cette brèche et en profitent pour déstabiliser les ouvriers. La convention collective est ainsi attaquée sur plusieurs fronts. En premier lieu, les patrons d'entreprises de déchargement essaient de maintenir le libre choix de l'embauche et continuent ainsi de garder certains ouvriers non syndiqués dans leurs effectifs, ce qui provoque l'ire des ouvriers syndiqués. Certains ouvriers, y compris des syndiqués, demandent le retour de la rémunération à la tâche. En effet, le salaire au temps pénalise certains dockers. C'est le cas des charbonniers par exemple, qui perdent au moins 1 franc par jour avec le nouveau contrat⁷¹⁶. Ainsi, dès le lendemain de la première grève de 1911, le sous-préfet de Bayonne signale, « une agitation incessante qui se produit sur le port de Bayonne et des conflits continuels qui se manifestent tant à Bayonne qu'à Boucau⁷¹⁷ ». La commission arbitrale désignée pour régler les litiges n'arrivant pas à se mettre d'accord après trois jours de discussions, il est décidé unilatéralement par les patrons qu'une nouvelle convention sera appliquée sans demande d'arbitrage car la cessation de travail constitue, de fait, une rupture

⁷¹⁶ AD64 : 10M13, calcul effectué à partir des tableaux récapitulatifs des grèves de 1911

⁷¹⁷ AD64 : 10M13, lettre du sous-préfet de Bayonne adressée au préfet des Basses-Pyrénées datée du 29 mars 1911

de contrat. Ainsi, les patrons décident de maintenir les augmentations de salaires et le travail à la journée (avec toujours un minimum de tonnage garanti). Mais le point marquant est le retour à l'égalité d'embauche pour tous les ouvriers. Ce nouveau contrat est, rappelons-le, à l'origine de la seconde grève de 1911.

Au lendemain des « évènements de 1911 », l'unité syndicale fait long feu et les anciennes rivalités reviennent au galop. En effet, dès de mois de juin 1911, lors d'une réunion à la Bourse du travail, un docker de Boucau se plaint que les entrepreneurs de cette ville embauchent des dockers de Bayonne au détriment de ceux de Boucau. « Il incite ses camarades bayonnais à ne pas travailler pour le compte des patrons de Boucau⁷¹⁸ ». En 1912, lors d'une réunion syndicale organisée dans le quartier Saint-Esprit à Bayonne, Monsieur. Primault, qui tente de raviver le syndicat local, se fait chahuter et même haranguer par des charbonniers « [...] une bagarre et quelques coups de poings ont été échangés entre partisans et adversaires actuels de l'orateur ; les premiers, après une évacuation mouvementée des derniers restèrent seuls à l'intérieur au nombre de 55 ou 60, et à huit-clos, car craignant peut-être un retour offensif possible de leurs adversaires, ils eurent soins de s'enfermer à clé [...]»⁷¹⁹. Seule une vingtaine d'ouvriers confirment leur inscription. Le rapport du Commissaire Général qualifie donc cette réunion d'échec : « la masse des ouvriers du port y est restée indifférente⁷²⁰ ».

2) L'intransigeance syndicale

Après un reflux de courte durée, le syndicat local reprend forme dans le courant de l'année 1913 avec deux conflits isolés qui font ressurgir les revendications syndicales sur les conditions de travail et l'accès à l'embauche.

L'adhésion syndicale restant en deçà des chiffres de 1911, la stratégie de l'organisation se modifie. Dans le premier semestre de 1914, plusieurs micro-conflits éclatent et portent principalement sur des palanquées incomplètes ou sur des ouvriers non syndiqués. On compte ainsi trois conflits sur des demandes de renvoi d'ouvriers non syndiqués. Le règlement de ces grèves se termine systématiquement par l'entrée dans le syndicat des ouvriers mis en cause.

⁷¹⁸ AD64 : 10M30, rapport du sous-préfet daté du 13 juin 1911

⁷¹⁹ Arch. Mun. Bayonne : 7F3, rapport du commissaire central de police du 5 février 1912

⁷²⁰ Ibid.

Cette grève perlée⁷²¹ se complète par un travail bâclé et volontairement lent. Par exemple, les chargements des poteaux de mines sont faits pêle-mêle et tiennent ainsi beaucoup plus de place⁷²². Le préjudice pour les entreprises de déchargement est important car leur rémunération par les négociants est fonction de la quantité de marchandise débarquée ou embarquée.

Si la stratégie de l'organisation ouvrière change, ces conflits défensifs montrent combien la volonté de contrôle de la main d'œuvre reste au centre des préoccupations. Cette « réactivation » syndicale possède un ressort que l'on ne peut passer sous silence. En effet, les tentatives de récupérations politiques apparaissent au grand jour à partir des « événements de 1911 ». L'influence de ces ouvriers au sein de la classe ouvrière représente un enjeu majeur pour les responsables locaux. Ainsi, dans le giron des grèves, les groupes socialistes locaux interviennent dans quasiment toutes les réunions. Mais les groupes radicaux sont également actifs. Ainsi, le maire de Boucau, Monsieur Castagnet, est élu en 1912 grâce aux voix des dockers⁷²³ avec un programme dénonçant la gestion municipale des grèves de 1911 et l'intervention de la troupe. De plus, il dirige une importante entreprise de déchargement sur le port de Boucau et des promesses électorales non tenues envers les dockers sont en partie responsables de la grève perlée de 1914. Même si le prolongement politique de l'action syndicale est difficile à cerner, la politisation des ouvriers dockers est réelle et convoitée, ce qui légitime leurs actions de groupe.

Les premières années du XX^e siècle posent les jalons du métier de docker. L'échelle locale révèle une construction identitaire qui paraît indissociable du contrôle syndical. Ici, les « événements de 1911 » paraissent jouer un rôle capital avec un répertoire d'actions collectives qui s'étoffe, de sociabilités qui évoluent et une politisation qui se met en place, autant d'éléments qui permettent de cerner les fondements d'une identité.

Ce socle identitaire s'ancre dans une réalité économique qui place la voie maritime au centre des échanges commerciaux. Durant tout le XIX^e siècle les ports concentrent la majorité des trafics de marchandises. Toute asphyxie est dangereuse sur le long terme pour les entreprises locales, voire régionales, et l'Etat contrôle de très près les conflits qui y éclatent.

La grève pour les ouvriers du port est une arme puissante qu'il faut maîtriser et canaliser. Or, à Bayonne, leur syndicat présente plusieurs points faibles notamment des

⁷²¹ AD64 : 10M13, article de la Gironde daté du 8 juin 1914

⁷²² AD64 : 10M13, rapport du sous-préfet de Bayonne au préfet des Basses-Pyrénées daté du 8 juin 1914

⁷²³ *Ibid.*

tiraillements internes entre ouvriers à l'origine de conflictualités. Le mouvement des dockers pose constamment une ambiguïté entre « professionnels » et « occasionnels » ; quant à l'embauche des ouvriers étrangers, le mouvement syndical oscille entre revendications de la base qui y est hostile (car elle représente une concurrence supplémentaire et déloyale pour les occasionnels) et discours sur la nécessaire solidarité du monde ouvrier⁷²⁴. Cause ou conséquence, aucune personnalité locale ne parvient à s'ériger en meneuse de troupes. Il est difficile de trancher entre une volonté de la Fédération ou bien une immaturité encore trop avancée des dockers de Bayonne. Il en résulte que le syndicat des ouvriers du port de Bayonne et de Boucau doit être placé en permanence sous perfusion extérieure afin de maintenir ses objectifs. Enfin, l'action directe et l'opposition systématique au patronat, dont les stratégies n'ont pas été abordées, mais dont l'organisation se met en place parallèlement et monte en puissance, connaît des limites. De là provient probablement l'essoufflement du mouvement ouvrier à la veille de la Grande Guerre dans ce secteur.

⁷²⁴ Pigenet Michel, « Solidarité internationale et fermeture professionnelle : les horizons multiples des dockers français », *op.cit.*, p.40

II) Enjeux des luttes sociales chez les résiniers 1906-1907

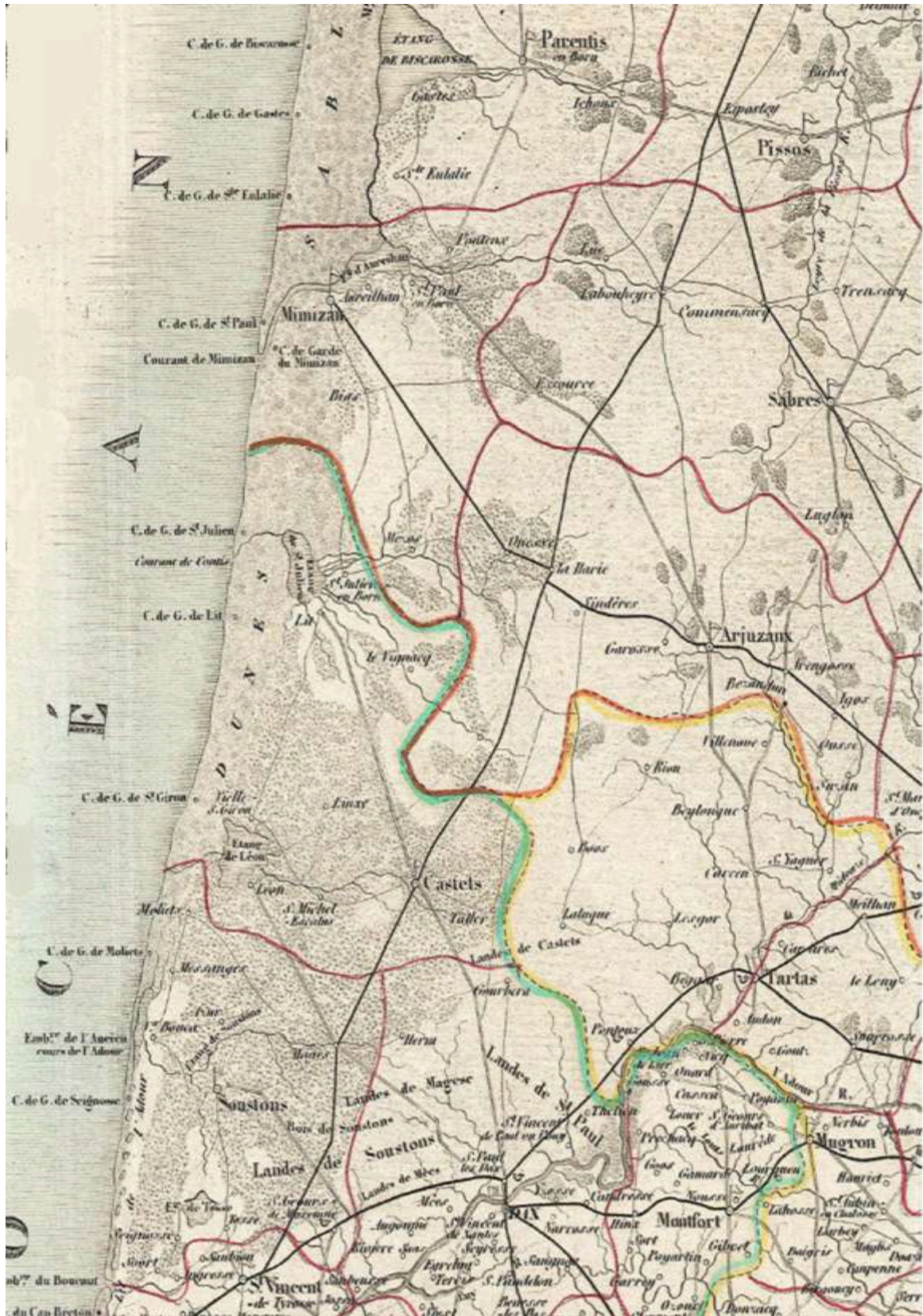
La France rurale du début du vingtième siècle est secouée par de nombreux troubles agraires, particulièrement en 1904 et 1907. Les ouvriers agricoles de l'Hérault et de l'Aude en janvier puis décembre 1904, et surtout les viticulteurs du Midi en 1907, entrent en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie et sont victimes d'une forte répression. Les Landes forestières participent à ce réveil social du prolétariat paysan par le déclenchement d'oppositions particulièrement dures et en mettant sur pied une organisation syndicale d'envergure : la Fédération des gemmeurs et métayers du Sud-Ouest. Ces conflits ont laissé une historiographie assez abondante avec de nombreuses sources d'archives et des travaux universitaires⁷²⁵.

Le gemmeur est avant tout un métayer lié de manière complexe à un propriétaire (*lou mète*). Si, au niveau national, ce mode de faire valoir est en nette régression dès la fin du XIX^e, il n'en est pas de même dans les Landes. On peut en partie l'expliquer tout d'abord par la nécessité d'exploiter ce nouveau massif forestier, surtout la résine, qui accompagne la transition vers une économie basée sur les produits de la forêt⁷²⁶. S'y associe, une modification de la composition sociale du département au cours de ce même siècle. On trouve plusieurs statuts chez les résiniers qu'il est important de définir.

De manière schématique, nous aborderons la naissance de ce grand mouvement social qui prend forme au cours de grèves de 1906 et 1907. Intimement lié à la construction d'un syndicalisme très actif, il est cependant difficile de circonscrire clairement ces successions de grèves, qui trouvent en partie pied dans des luttes interclasses. De manière simplifiée, on retrouve deux phases chronologiques lors des grèves de 1906 et 1907. La première englobe les grèves de 1906, largement victorieuses et qui se placent dans une dynamique de construction syndicale. La deuxième phase comprend les événements de 1907 et correspond à ce qu'on pourrait définir comme une tentative d'affirmation syndicale.

⁷²⁵A titre d'indication, et sans être exhaustif, nous pouvons citer : Cailluyer Jean, *Regards sur l'histoire sociale des Landes*, Toulouse, Edition Eché, 1983 ; Dupuy Francis, *Le pin de la discorde : les rapports de métayage dans la Grande Lande*, Maison des sciences de l'homme, 1996 ; Tucoo-Chala Jean, " Introduction à l'histoire du mouvement syndical des gemmeurs : l'action de Charles Prat ", *Bulletin de la société Borda*, 1982, pp. 373-395 ; Lafargue Jérôme, *Protestations paysannes dans les Landes, Les gemmeurs en leur temps (1830-1970)*, L'Harmattan, 2001

⁷²⁶ Dupuy Francis, *op.cit.*, p.124



Carte n°7 : carte du Pays de Born et du Marensin

Il ne s'agira pas ici de réaliser une étude exhaustive et fastidieuse de l'ensemble des grèves menées au cours de cette période, mais nous allons plutôt mettre en lumière leurs

caractéristiques générales, leurs contours et leurs conséquences. Précisons qu'il s'agit du plus important mouvement de grève du Midi aquitain au cours de la période qui nous occupe, néanmoins il reste circonscrit sur une portion géographique bien limitée : le Marensin et le Pays de Born.

A) Le gemmage dans le département des Landes à la charnière des XIX^e et XX^e siècles

Au XIX^e siècle, le département des Landes est le théâtre de profonds bouleversements socio-économiques. On voit ainsi progressivement se dissoudre un système agropastoral ancien au profit d'une économie sylvicole. Le gemmage est une activité bien spécifique des Landes et du sud de la Gironde, liée à la forêt de pin, très florissante à l'origine des « plus riches heures de la forêt gasconne⁷²⁷. »

1) La transition vers une économie sylvicole au XIX^e siècle

Le début de cette industrie sylvicole intensive est contemporain du Second Empire. L'accélération du boisement de la lande s'opère à partir des années 1850. Deux facteurs se présentent comme de puissants déclencheurs : la loi de 1857 relative à l'assainissement et de mise en culture des Landes de Gascogne et la guerre de Sécession aux États-Unis qui entraîne une forte demande en essence de térébenthine. La vente des bois de coupe représente un complément d'activité parallèle et alimente de nombreuses scieries.

Il en résulte une prééminence écrasante de cette économie au sein du département qui accapare l'immense majorité des forces productives⁷²⁸. Mais cette nouvelle donne économique se concentre principalement au sein de propriétés foncières de plus en plus importantes qui ont bénéficiées pour une part du rachat des communaux et d'autre part des petites propriétés qui ne peuvent plus s'adapter à ce nouveau système⁷²⁹. La privatisation de la lande communale ne s'est pas faite sans accros, car c'est tout la filière pastorale qui en pâti. Les réactions se firent violentes et destructrices dirigées contre la grande propriété forestière. En

⁷²⁷ Sargos Jacques, *op.cit.*, p.528

⁷²⁸ Dupuy Francis, *op.cit.*, p.68. Signalons ici que cet auteur décompose l'histoire socio-économique des Landes en trois périodes, la période agro-pastorale, du haut moyen-âge à la fin du XIX^e siècle, la période agro-sylvo-pastorale, période de transition entre 1890 et 1914, et enfin la période sylvicole.

⁷²⁹ Dupuy Francis, *op.cit.*, p.204

1873, le rapport Faré relève ainsi la destruction de plus de 36 000 hectares de lors des grands incendies des années 1869, 1870 et 1871⁷³⁰.

De plus, la conversion vers la monoculture du pin entraîne dans son sillage de nouvelles formes de sociabilités. On voit ainsi s'installer assez rapidement au cours du XIX^e siècle une bourgeoisie terrienne qui va contrôler cette économie forestière. Issue assez largement des rangs paysans, elle n'hésite pas à se démarquer très nettement de ses origines, adoptant des comportements assez homogènes. Ils se regroupent dans les bourgs au sein de constructions imposantes que l'on peut encore apercevoir de nos jours lorsque l'on traverse des villages du Marensin ou de la Grande lande. Pierre de taille et façades imposantes, se démarquant nettement de l'architecture landaise traditionnelle.

2) Les temporalités du gemmage

La résine, encore appelée gemme, est une substance visqueuse et combustible produite par les arbres résineux, en particulier le pin maritime. La gemme se présente sous forme de gouttelettes limpides. Nous avons vu plus en avant les produits dérivés de la gemme, principalement en colophane et térébenthine. Il est important de signaler que les processus de transformation n'ont pas constitué l'enjeu principal des conflits au sein du département. En effet, les ateliers de distillations disséminés de part et d'autre du massif forestier n'assurent qu'un premier affinage de la résine. Les transformations complémentaires sont effectuées en dehors de la région. En fait, le véritable enjeu de la forêt est avant tout foncier, associé à la production de résine⁷³¹.

Le travail du gemmeur débute lorsque l'arbre atteint l'âge de 25 ans. A ce moment-là, les pins sont divisés en deux catégories :

- La plupart des arbres sont destinés à disparaître plus ou moins rapidement, en 4, 8 ou 12 ans. On extrait la résine en effectuant deux, parfois trois cares⁷³² dans la tige du pin ce qui épuise l'arbre qui meurt ensuite.
- Les « pins de place » vivent le plus longtemps (50 à 70 ans). Ce sont les plus beaux arbres dont le bois sera destiné aux produits nobles (parquets, lambris,

⁷³⁰ Enquête sur les incendies dans la région des Landes de Gascogne, Paris, 1873, Imp. Nat.

⁷³¹ Dupuy Francis, *op.cit.*, p.212

⁷³² Entaille pratiquée directement dans la tige du pin, sous l'écorce. Elle se fait de bas en haut en suivant le fil du bois. La taille est en général pré définie.

charpente). Ils font ainsi l'objet d'une attention particulière et sont peu gemmés, au moins jusque dans les dernières années de vie de l'arbre.

Une campagne de gemmage s'entame fin janvier ou début février. En fonction de l'activité du gemmeur, à temps plein ou partiel, il se voit attribuer entre 1500 et 4500 cares par saison. C'est en général le propriétaire qui décide du nombre de care par arbre⁷³³. On repère ensuite trois temps avec :

- La préparation du pin qui consiste à enlever la partie rugueuse de l'écorce sur 15 à 20 cm de large et 60 de hauteur : on « pare » le pin. On place ensuite le pot à résine au pied de l'arbre avec juste au-dessus un crampon en zinc qui facilite l'écoulement de la résine dans ce pot de terre cuite.
- A partir de mi-mars, le résinier pratique sur l'emplacement préparé et au-dessus du crampon une entaille horizontale et peu profonde : « la care ». L'instrument utilisé à cette fin se nomme le « *hapchot* » qui ressemble à une petite hachette et permet d'entamer le bois et couper les canaux résinifères. Ensuite, les opérations de « piquage » se poursuivent entre mars et octobre et consistent à rafraichir l'entaille de sorte que cette « care » mesure entre 50 et 60 cm en fin de cycle. En général on pique les pins une fois par semaine mais les mois d'été, période de production maximale, les résiniers peuvent piquer tous les quatre jours. Lors des années suivantes, le pot sera monté au-dessus et l'opération se poursuit de sorte qu'au bout de quatre ans, le pot peut se placer à trois mètres de hauteur sur l'arbre.
- Enfin c'est la récolte de gemme, ou « amasse » qui a lieu toutes les 5 à 6 semaines environ. Les pots sont vidés à l'aide d'une curette dans un panier en bois pour être transportée dans une barrique. Le transport final vers les usines de traitement est à la charge des résiniers.
- La campagne de gemmage se termine en novembre lorsque l'on récolte le « barras ou galipot » qui n'est autre que la résine qui s'est fixée sur la care avant d'avoir atteint le pot.

Il s'agit d'un travail considéré comme très pénible qui se fait souvent en famille. « Les conditions de vie étaient très difficiles. Les dix heures de travail quotidien sont une moyenne souvent dépassée. La résine valait peu, il fallait travailler de l'aube au crépuscule pour arriver

⁷³³ Taillentous Claude, « Le gemmage du pin maritime », dans *Mémoire en Marensin*, n°5, 1994, p.65

à vivre chichement⁷³⁴. » Les distances sont parfois longues, dans une forêt humide et froide l'hiver et parfois étouffante en été. L'amas est souvent réalisée par les femmes du foyer mais le travail féminin ne fait l'objet d'aucun statut et ne donne droit à aucune rémunération⁷³⁵. Marguerite Dassé se souvient enfant de ses premiers travaux en forêt sur les lots impartis à son père : « je fus admise à l'écorçage des pins, et on me donna à redresser les crampons, ces lames de zinc qui s'abîmaient toute l'année. Il fallait nettoyer la résine desséchée, puis redresser au marteau les lames et leur redonner forme⁷³⁶. »



Photographie n°16 : préparation de la « care ». On voit ici un résinier manipuler le « hapchot ».

⁷³⁴ Aline Abadie, *Le gemmeur, sur le sentier des Landes*, Cheminement, 2001, p.29

⁷³⁵ Cabanot Nelly, *Pour que vivent les cares !*, Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Maitrise d'Histoire 2000, p.21

⁷³⁶ Dassé Marguerite, *op.cit.*, p.67



Photographie n°17 : ouvriers récoltant la gomme.

B) Des rapports de classes complexes

Le glissement d'activité modifie profondément les interdépendances sociales dans ce département. Ces dernières sont éminemment complexes avec des vecteurs de domination multiples entre les propriétaires terriens et les gemmeurs. Par ailleurs, il est fondamental de marquer les divisions qui existent entre les résiniers. Plusieurs catégories d'ouvriers travaillent en forêt. Ils n'ont ni les mêmes intérêts, ni les même objectifs.

Si l'on ne peut pas résumer l'émergence de ce mouvement à un rapport de classe déséquilibré, il n'en reste pas moins qu'un fossé se creuse progressivement entre possédants et ouvriers, qui s'approfondi considérablement lorsque le prix de vente de la gomme augmente.

1) La prépondérance du métayage

Il est important de préciser qu'au cours du XIX^e siècle, le gemmage est une activité et ne désigne pas une appartenance de classe. Ce fait est d'abord lié à la dichotomie entre les propriétaires-gemmeurs, possédant les moyens de production, et les métayers-gemmeurs. On

recense en 1907 quelques 10 500 résiniers dans le département des Landes⁷³⁷. Pour autant, derrière ce chiffre, le statut atomisé des travailleurs de gemme peut difficilement circonscrire cette activité professionnelle à une activité unique.

Le gemmeur est en effet le plus souvent un métayer lié de manière complexe à un propriétaire. Les rapports de métayage se trouvent ainsi placés sous plusieurs dispositifs juridiques, économiques et sociaux.

En premier lieu, le régime de la loi du bail à colonat partiaire. Promulguée le 18 juillet 1889, cette loi vient pallier un vide juridique sur la définition du métayage. « Le bail à colonat partiaire ou métayage est le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager les produits avec le bailleur⁷³⁸. » Toutefois, si elle a le mérite de fixer les termes d'un mode de faire valoir qui ne cesse de se répandre et de se complexifier, du moins dans les Landes, les contours de cette loi restent très flous⁷³⁹. Conséquence directe des limites de cette loi : la codification rigoureuse des usages locaux devient une nécessité impérative. « En définissant les droits et les devoirs des partenaires sociaux, le recueil et la codification des usages locaux cernent et fixent tout d'abord les contours de différentes classes sociales en jeu⁷⁴⁰. »

Ainsi, la codification des rapports économiques entre le métayer et son propriétaire apparaît extrêmement variable. Même si les règles restent les mêmes, le partage des fruits, les redevances et les prestations varient au sein d'un même canton, d'une commune à l'autre et selon le propriétaire.

Il faut néanmoins différencier les deux activités principales du métayer : l'agriculture et la sylviculture. En effet, si le partage des produits agricoles s'effectue en nature, le partage des produits du gemmage se paye en argent. Or, ce partage devient de plus en plus inégal au cours de la période qui nous occupe car le prix de la résine devient de plus en plus avantageux. On peut donc légitimement penser qu'il s'opère un mouvement de fond parmi les métayers qui orientent logiquement leurs activités vers la part la plus rémunératrice au détriment de la part agricole. Cette dernière étant bien souvent laissée à des ouvriers agricoles. C'est ce glissement progressif d'activité qui autonomise le métayer-gemmeur.

Dans les Grandes Landes et le pays de Born, jusqu'au prix de 60 francs la barrique, le métayer reçoit la moitié du prix de vente auquel il faut défalquer un chiffre variable de 3 à 6 francs par barrique qui comprend l'entretien du matériel de travail et le transport. Dans le Marensin et le

⁷³⁷ AD40 : 10M87, recensement par communes du nombre de résiniers, tableau récapitulatif.

⁷³⁸ Article premier de la loi du 18 juillet 1889

⁷³⁹ Dupuy Francis, *op.cit.*, p.106

⁷⁴⁰ Dupuy Francis, *op.cit.*, p.110

pays de Born en revanche, il n'existe aucune règle fixe, chaque propriétaire était libre de payer l'ouvrier gemmeur comme il l'entendait ⁷⁴¹ en recevant par exemple un prix fixe par barrique récoltée.

Enfin, les relations de métayage se nivellent sur un dernier niveau pratique : les conditions spécifiques ou « arrangements » qui interviennent dans de nombreux secteurs du contrat. « C'est dans ce degré des variantes interpersonnelles que s'exerce la mentalité du propriétaire [que l'on peut simplifier à l'extrême]: les « bons » et les « mauvais »⁷⁴².

Il existe aussi des résiniers non métayers liés par des contrats de louages de pins, ce sont les gemmeurs domaniaux. Dans ce cas, il s'agit souvent de parcelles de pins de l'Etat cédées pour un temps à des adjudicataires qui versent des annuités et y placent des colons. Les adjudicataires peuvent être des groupements de propriétaires, parfois des communes ou bien des marchands de bois (achètent des pins et les font résiner avant de les abattre). Globalement, deux situations se présentent pour ces résiniers : soit le contrat ne concerne que l'attribution du pignadar⁷⁴³ à exploiter, ils ont alors une activité exclusivement liée au gemmage, ou bien il peut s'y associer une maison avec un peu de terre pour compléter les revenus⁷⁴⁴, ce qui les rapproche du statut de métayers. En fait, le gemmeur domanial va récolter la gomme pour le compte de l'adjudicataire et percevoir un salaire⁷⁴⁵.

Ici, une dichotomie importante sur les différences de statuts entre gemmeurs doit être mise en relief. En effet, les gemmeurs domaniaux résinent le plus souvent à temps plein des parcelles avec des meilleurs rendements qui se situent sur la zone littorale et ne se considèrent pas comme paysans. Les gemmeurs des forêts privées, le plus souvent métayers et donc ne vivant pas exclusivement du travail de résinage, considèrent leurs homologues à plein temps comme des « favorisés »⁷⁴⁶.

Lorsque l'Etat gère directement ses ressources, les contrats sont fixés par des fermiers des forêts domaniales. Certaines communes font gemmer leurs pins par des ouvriers résiniers, métayers ou non avec des contrats spécifiques, souvent avantageux sur les pins communaux.

⁷⁴¹ Milhères Jean, « Les grèves de gemmeurs (1906-1910) origines et conséquences : un essai de sociologie landaise en 1911 » dans le *Bulletin de la société de Borda*, 1988, 3^e trimestre, n° 411, 113^e année, p.320

⁷⁴² Dupuy Francis, *Op.cit.*, p.122

⁷⁴³ Parcelle de pins définie. On peut le voir écrit également « *pignada* ».

⁷⁴⁴ Milhères Jean, *Op.cit.*, p.319

⁷⁴⁵ Salaire que l'on peut estimer aux alentours de 3 Fr. par jour. Source : AD40 : 10M89, lettre de conseillers municipaux de Lit-et-Mixe du 25 janvier 1907

⁷⁴⁶ Cabanot Nelly, *Op.cit.*, p.16

On retrouve enfin, de manière à priori marginale, des petits propriétaires terriens qui gemment eux-mêmes leurs parcelles avec l'aide d'ouvriers agricoles sous un régime de faire valoir direct. En revanche, le fermage reste une exception⁷⁴⁷.

2) La problématique du partage de la récolte de gemme

Le nœud gordien des conflits entre propriétaires et ouvriers se centralise sur le partage du prix de la gemme. Néanmoins, il ne faut pas négliger les revendications plus spécifiques sur les aspects complexes des conditions de métayages qui vont se greffer là-dessus. De fait, dès le milieu du XIX^e siècle, on assiste à un rééquilibrage profond des rapports sociaux entre ouvriers et propriétaires.

Les revenus de la gemme sont en effet soumis à des conventions particulières très variables en fonction des zones géographiques. Or, la mise en valeur des landes par le boisement systématique tout au long du XIX^e siècle se solde par un déséquilibre entre le gemmage qui devient l'activité prépondérante au dépend de l'agriculture. Ce glissement d'activité est une donnée fondamentale pour comprendre le changement des rapports de production qui intervient à la Belle époque⁷⁴⁸.

Nous avons vu plus haut que la rétribution de l'ouvrier est très variable et soumis aux baux ou conventions fixés par les propriétaires. La plupart des contrats de métayage avant 1905 stipulent que la moitié du prix de vente de la barrique est attribué au métayer mais ce jusqu'à 60 francs, au-delà le surplus revient au propriétaire. Par ailleurs, le prix du transport de l'amasse est supportée par l'ouvrier⁷⁴⁹. On comprend alors très vite que ce prix de revient, fixe pour celui qui récolte la résine, est très défavorable lorsque les cours de la gemme augmentent. Or, ces cours varient fortement d'une année sur l'autre, parfois même en quelques mois seulement. D'à peine 10 francs en 1859, le prix de la barrique-Chalosse flambe au début des années 1860 en rapport avec la guerre de Sécession et le blocus des Etats du Sud décrété par Abraham Lincoln. En novembre 1862 la barrique-Chalosse de gemme molle se négocie à 240 francs et progresse jusqu'à 270 francs en 1864.

C'est dans ce contexte que les contrats de partage de la résine furent modifiés dans la Haute Lande à la suite d'un événement hautement symbolique, que la mémoire populaire a perpétuée sous la dénomination « d'évènements de Sabres ».

⁷⁴⁷ Desbordes Robert, *op.cit.*, p.32

⁷⁴⁸ Dupuy Francis, *op.cit.*, p.118

⁷⁴⁹ Rapport envoyé au Ministre du Commerce et de l'Industrie datée du 1^{er} mars 1906

Ces évènements surviennent dans un contexte de troubles latents qui prennent une forme insurrectionnelle en 1863 dans cette commune⁷⁵⁰.

L'étincelle est allumée par les propriétaires forestiers eux-mêmes. Ceux-ci se sont en effet entendus pour négocier de nouveaux contrats avec les métayers, afin notamment de réduire la part de récolte qui est cédée à ces derniers. Alors que, dans un contexte favorable au commerce de la gemme, les propriétaires s'enrichissent très rapidement, cette décision ne peut que provoquer la révolte des gemmeurs. Tout comme lors des mobilisations des années 1836 ou 1848, les évènements de Sabres reposent donc sur la volonté des gemmeurs d'améliorer les conditions des contrats de métayage, ou tout au moins dans un premier temps de ne pas voir celles-ci se dégrader ; toutefois, l'ampleur et les formes de la mobilisation dépassent celles des précédents soulèvements. On le voit en particulier à travers le second évènement déclencheur de la révolte. Celle-ci finit d'éclater lorsqu'au début du mois d'avril 1863, le propriétaire Duboscq renvoie un de ses métayers qui a refusé de signer un contrat établi selon les nouvelles conditions imposées par certains propriétaires. La mobilisation des gemmeurs apparaît dès lors comme l'expression de leur profonde solidarité et donc de la progression d'un sentiment communautaire, d'un sentiment d'appartenance à un même groupe social. Les métayers organisent une manifestation à la Mairie et auprès des propriétaires des ateliers de distillation pour défendre le partage à moitié. Rapidement, l'atmosphère bon enfant de la manifestation se tend. On rapporte qu'un propriétaire, resté dans la mémoire populaire sous le surnom de " Moussu du Capet ", aurait insulté les gemmeurs, avant d'être quelque peu molesté par la foule des manifestants, arraché à son domicile et humilié publiquement. S'en suivent deux jours de manifestations violentes et d'affrontements entre les gendarmes à cheval et une foule de 300 à 400 gemmeurs, soutenue par la population locale. Le maire et le juge de paix tentèrent vainement de calmer les esprits, ce que seul le curé du village finit par obtenir. Les affrontements débouchent sur cinq arrestations, puis sur une douzaine de condamnations au tribunal de Mont-de-Marsan, le 18 mai 1863 (de cinq jours à six mois de prison). Mais le calme est surtout garanti par le recul des propriétaires, qui reviennent au partage à moitié. Rapidement après cette flambée des prix, les cours reviennent à des valeurs nettement plus basses dans le dernier tiers du siècle se maintenant entre 40 et 70 francs la barrique-Chalosse ; ils remontent ensuite dans les premières années du XX^e siècle entre 100 et 120 francs. Mais les fluctuations des cours restent marquées parfois d'un mois sur l'autre. En fait, lorsque le

⁷⁵⁰ Lafargue Jérôme, *op.cit.*, p.51

prix de la gemme dépasse les 65 francs la barrique, le différentiel de rémunération entre communes parfois limitrophes devient saillant.

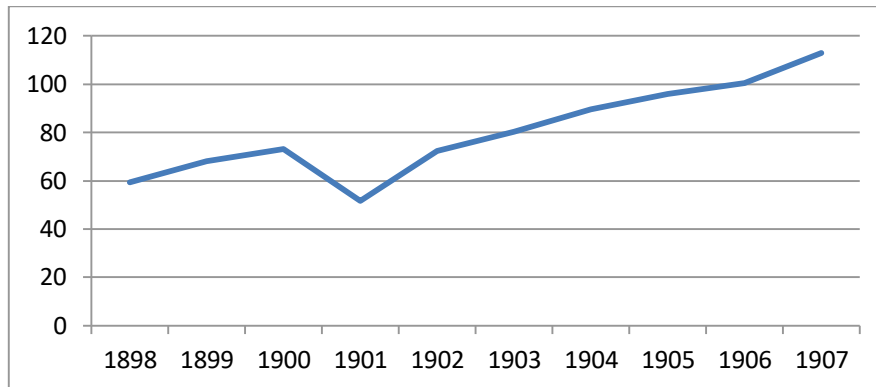


Tableau n°26 : cours de la barrique « Chalosse » (340 litres) de 1898 à 1907

En 1905, logiquement dans une période où la tendance du prix de la résine est à la hausse, certains gemmeurs du Marensin commencèrent à entamer des négociations avec les propriétaires réclamant le même traitement que ceux de la Grande Lande, pour qui le prix de la récolte est depuis longtemps partagé à moitié. Depuis quatre ans, les cours de la résine sont supérieurs à 60 francs la barrique. En conséquence, la marge dévolue aux résiniers se stabilise alors que celle des propriétaires explose. Si certains propriétaires marquent leur volonté d'arriver à une entente, il n'en est pas de même des fermiers et marchands de bois qui se montrent plus régulièrement intransigeants⁷⁵¹, ignorant souvent les demandes des ouvriers. Ces inégalités profondes, qui se révèlent de manière conjoncturelle, font le terreau d'un syndicalisme très actif dès leur mise en place.

C) Des mouvements sociaux indissociables de la construction syndicale

Le cheminement de la syndicalisation dans les forêts suit un rythme assez classique⁷⁵². Initialement balbutiants, les organisations syndicales entrent très vite dans une phase d'institutionnalisation. Les grèves de 1906 participent pleinement à ce processus de légitimation. Il se met ainsi en place une organisation avec des sections syndicales à l'échelle communale.

⁷⁵¹AD40 : 10M86, lettre du sous-préfet de Dax datée du 22 février 1906

⁷⁵² Lafargue Jérôme, *op.cit.*, p.73

1) Un syndicalisme fort mais circonscrit

Les premiers syndicats d'ouvriers résiniers sont créés au début du vingtième siècle. A l'origine, ces mouvements rassemblent l'ensemble des métayers et les fermiers du Marensin. Néanmoins, il semble établi que les gemmeurs domaniaux, probablement du fait de leurs vies communautaires lors des campagnes de gemmage, sont plus précocement sensibles au fait syndical⁷⁵³. Deux personnalités pour le moins antagonistes laissent leurs emprunts dans la construction syndicale des résiniers.

Fondé en décembre 1905, le syndicat de Lit-et-Mixe est réputé pour être le premier⁷⁵⁴. Suite aux menaces de propriétaires voulant imposer leurs conditions sous peine de destitution de métairies, une centaine de personnes environ se réunirent et entérinèrent la formation d'une association de défense nommée Syndicat des fermiers, métayers et parties similaires. Il a à sa tête un jeune homme de 27 ans, petit propriétaire, Ernest Ducamin, qui appartient à une famille de propriétaires aisés. Audacieux et énergique, il aime la vie militaire (son service militaire lui a valu le grade de sous-lieutenant) et ne connaît rien au mouvement syndical. Les premières actions de ce syndicat ne se firent pas attendre : deux industriels de Mimizan, inquiets de ce regroupement et ayant menacé de remplacer des résiniers syndiqués par des non-syndiqués, furent contraints de céder, tandis qu'un certain nombre d'ouvriers non-syndiqués, considérés comme déloyaux, se virent expulsés des exploitations. C'est à la fin de l'année 1905, à la suite de cet évènement fondateur, que Ducamin commence à organiser des syndicats de résiniers dans toute la région du Marensin et du Pays de Born sur le modèle de celui qu'il a fondé à Lit-et-Mixe. Ainsi, au cours de l'année 1906, ce sont plus de trente organisations syndicales qui voient le jour.

En juin de la même année, un autre syndicat important est mis en place au village de Sainte-Eulalie-en-Born. Il est présidé par le métayer Lortie-Doné, mais est dirigé de fait par son secrétaire, un autre personnage incontournable dans la construction de l'identité syndicale : Louis Duclos gemmeur des forêts domaniales. Issue d'une famille pauvre du village de Sainte-Eulalie-en-Born, ses sympathies allèrent très tôt au syndicalisme révolutionnaire. Il s'instruisit auprès de la Bourse du Travail de Bordeaux sur les mécanismes syndicaux, et décida d'affilier le syndicat de Sainte-Eulalie à la CGT dès le mois de juillet 1906. Cette attitude sera suivie par les syndicats de Gastes et de Mimizan mais cela reste des exceptions dans le paysage syndical qui se dessine.

⁷⁵³ Cabanot Nelly, *op.cit.*, p.22

⁷⁵⁴ Pour mémoire, on retrouve trace de constructions syndicales éphémères plus anciennes à Herm en 1885, à Linxe en 1888, à Lesperon en 1898 et à Onesse-Laharie en 1899. Jean Cailluyer, *Op.cit.*, p.146

Même s'il est difficile de départager les différentes catégories de gemmeurs présent au sein des différents syndicats, la plupart des syndicats formés sous la coupe de Ducamin sont constitués de métayers gemmeurs. Les trois syndicats de Sainte-Eulalie, Gastes et Mimizan sont principalement constitués de gemmeurs domaniaux en activité exclusive de gemmage qui placent d'emblée leurs revendications sur un statut de salarié.

Durant les années 1906 à 1909, mais également par la suite, l'ensemble des grèves menées sont dirigées par des syndicats locaux qui se multiplient de sorte que quasiment chaque commune concernée voit se constituer un syndicat de résiniers. Néanmoins, il est important de préciser que cette implantation syndicale reste circonscrite à la partie côtière au sud du département. En 1907, le recensement préfectoral atteste de la présence de 10137 gemmeurs et de 30 syndicats. Le taux global de syndicalisation dans le département est de 33%. Néanmoins, il se concentre essentiellement sur la partie des Landes maritimes où il atteint des chiffres très significatifs.

Commune	Nombre de résiniers	Nombre de syndiqués	Taux de syndicalisation
Mimizan	240	170	71%
Lesperon	141	141	100%
Sainte-Eulalie	203	182	90%
Beylongue	78	78	100%
Laluque	90	87	97%
Rion-des-Landes	243	243	100%
Castets	142	142	100%
Léon	170	170	100%
Linxe	420	140	33%
Lit-et-Mixe	275	275	100%
Saint-Julien	200	198	99%

Tableau n°27 : taux de syndicalisation parmi les gemmeurs du Marensin et du Pays de Born. *Source* : Jean Cailluyer, *Op.cit.*, p.173

2) Le dialogue et le droit en première ligne du combat

Les syndicats résiniers ont des fonctionnements globalement similaires avec une chambre syndicale qui délègue une partie de ses prérogatives à un bureau syndical. Ce dernier prend toutes les décisions et mesures intéressant l'association : il prononce l'admission des nouveaux membres, rédige les règlements d'ordre intérieur et prépare les propositions à

soumettre à la chambre syndicale et aux assemblées générales. Le bureau est composé d'un président, vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier⁷⁵⁵.

La ligne de conduite générale au moment de présenter des revendications apparaît assez homogène, bien qu'il existe inévitablement des exceptions. De manière assez systématique, avant l'arrêt du travail, les syndicats privilégient clairement une voie légale, majoritairement par des tentatives de conciliation. Ainsi plusieurs documents rapportent de nombreuses réunions bipartites conclues avec succès par des accords mutuels, et ce jusqu'au début de l'année 1907. A titre d'exemple, dans une lettre adressée au Préfet de Landes, le juge de Paix précise : « Avant de décider la grève, les résiniers m'avaient chargé de faire les démarches auprès des adjudicataires de la forêt domaniale de Gastes pour les engager à écouter leurs revendications⁷⁵⁶. »

Aussi bien en amont de la mise en grève qu'au cours de celle-ci, le juge de Paix est un personnage clé au centre de la négociation. La loi sur la conciliation et l'arbitrage leur permet de jouer une fonction d'intermédiaire et de conseil auprès des différentes parties. Ainsi, sur les quinze grèves recensées à l'Office du Travail en 1906, les juges de Paix jouent leur rôle dans douze conflits au moins⁷⁵⁷. Par ailleurs, les demandes de recours à la conciliation s'observent dans au moins dix situations avec des résultats tout à fait favorables pour les grévistes. Cela peut paraître étonnant sachant que les décisions de ces comités de conciliations n'ont aucun caractère contraignant et donc que la portée réduite de cette loi donne habituellement des résultats décevants⁷⁵⁸.

Dans quelques cas, nous avons enregistré quelques exemples de négociations abouties sans grève mais toujours avec une forte pression syndicale et dans des contextes assez électriques. C'est ce qui se passe notamment à Saint-Vincent-de-Paul en avril 1906 où le syndicat des gemmeurs de cette commune et les propriétaires firent appel à un comité de conciliation sous la direction du juge de Paix, les grévistes continuèrent leur travail dans les pins⁷⁵⁹.

D'autre part, lors de situation plus houleuses et délicates, les sous-préfets peuvent aussi s'entremettre dans les médiations. C'est le cas lors de la grève de Buglose ; à Mimizan c'est le préfet en personne qui vient jouer les conciliateurs. Par conséquent, l'Etat républicain n'est pas insensible aux revendications des grévistes, et cela peut encourager un sentiment de reconnaissance parmi les gemmeurs.

⁷⁵⁵ Cabanot Nelly, *Op.cit.*, p.26

⁷⁵⁶ AD40 : 10M86, lettre du juge de Paix du canton de Parentis-en-Born datée du 24 septembre 1906

⁷⁵⁷ A partir des données de l'Office du Travail à partir de la *Statistique des grèves survenues en France* de 1890 à 1914

⁷⁵⁸ Sirot Stéphane, *La grève en France... op.cit.*, p.239

⁷⁵⁹ Ministère du Travail, *Statistique des grèves ...op.cit.*, pour l'année 1906, p.649

Ce désir de discussion montre à quel point les résiniers souhaitent rester dans le droit et c'est bien souvent le manque de considération des propriétaires qui déclenche le conflit. Plusieurs courriers de chambres syndicales sont adressées au préfet des Landes avec toujours une formulation respectueuse, accompagnée d'une description de la situation pour justifier leurs actions. En clair, toutes ces grèves ne sont pas l'œuvre de « révolutionnaires » qui défient l'autorité⁷⁶⁰. Le recours à la loi comme tentative de conciliation pour la résolution des conflits en amont, renvoie une image plutôt positive des gemmeurs auprès des autorités mais aussi de la population. Cela légitime en partie les conflits lorsque les situations se bloquent. Mais cela ne doit pas masquer une franche détermination lorsque la grève est déclarée et les ressentiments envers certains propriétaires sont très forts et difficilement canalisés, ce qui laisse parfois place à des débordements violents.

Dans les cas où les voies légales utilisées n'aboutissent pas, le syndicat vote la grève. Le déclenchement de ces grèves est évidemment le fruit de la concertation entre ouvriers et montrent que dès l'origine, les canaux de communications entre ouvriers et syndicats fonctionnent. Il ne faut pas négliger que cette capacité de mobilisation des troupes ne va pas de soi, dans la mesure où le massif forestier n'est pas un endroit circonscrit : à l'atomisation des gemmeurs et de leur activité, fondamentalement solitaire, s'ajoutent les difficultés des communications assez lourdes dans ce département immense. La décision de mise en grève reste donc souvent cantonnée à l'échelle du syndicat de la commune et la majorité des résiniers concernés y participe. Autrement dit, chaque grève inventoriée succède la mise en place du syndicat.

3) Les revendications de 1906 ou les ferments d'une reconnaissance identitaire

Dans ce moment de pénétration syndicale plusieurs grèves se déclarent. Ainsi, au début de l'année 1906, en mars-avril, une grève débute à Lit-et-Mixe puis s'étend vers Linxe, Lesperon, Moliets-et-Maa. Ces mouvements sociaux se propagent ensuite rapidement, on pourrait quasiment dire de proche en proche. En mai-juin, les grèves touchent Capbreton, Castets, Levignacq, Mézos, Mimizan, Seignosse, Soorts et Soustons. Les revendications portent essentiellement sur le prix de revient de la gemme et, par extension, la redistribution des produits du métayage. Toutefois, il est important de rappeler que dans de nombreuses communes, des accords entre syndicats et propriétaires se conclurent à l'amiable.

⁷⁶⁰ Lafargue Jérôme, *op.cit.*, p.79

Même si peu de document nous renseignent sur les discussions et les débats entre gemmeurs en amont de la mise grève, il est certain qu'il s'agit d'actions communes et concertées⁷⁶¹ qui mettent en lumière la transformation des comportements au sein de petits groupes qui prennent conscience de leur pouvoir et de leur existence même. Dans sa thèse sur le métayage, Francis Dupuy note qu'à ce moment-là de la construction syndicale, un changement de discours survient avec l'usage omniprésent du pronom « nous » dans la conversation des anciens gemmeurs. Cela révèle une évolution des relations interindividuelles à des relations de groupe. Le discours devient militant et le champ lexical employé par les syndiqués est celui de la lutte. Cet emploi du « nous » semble encore plus affirmé chez les domaniaux qui s'identifient comme un collectif⁷⁶².



Photographie n°18 : manifestation de résiniers à Lesperon en 1906.

Par l'intermédiaire de grèves courtes mais très suivies les gemmeurs ont pour eux l'avantage d'un certain effet de surprise. En effet, la plupart des propriétaires se retrouvent isolés et divisés sur la conduite à tenir. Néanmoins, certains comprennent assez vite l'intérêt de former des syndicats de propriétaires⁷⁶³ voire, de manière plus isolée, de concilier leurs intérêts avec ceux des gemmeurs. Le seul exemple de syndicat mixte réussi en bonne entente

⁷⁶¹ AD40 : 10M86, lettre du Maire de Seignosse au sous-préfet concernant une mise en grève à la suite d'une réunion entre résiniers datée du 24 mai 1906

⁷⁶² Cabanot Nelly, *op.cit.*, p.32

⁷⁶³ Au cours de l'année 1906 des propriétaires se fédèrent en syndicats dans les communes de Lesperon, Mézos, Soustons, Beylongue et Soorts.

est celui d'Onesse-et-Laharie. Mais ce n'est clairement pas la voie initialement privilégiée par les ouvriers. A Mézos, les propriétaires se réunirent et décidèrent de proposer la formation d'un syndicat mixte avec les résiniers de la commune. Les résiniers s'y rendirent nombreux mais ne voulurent participer à aucune discussion. Rapidement les résiniers de Mézos se réunirent au sein d'un syndicat indépendant. Cela montre à quel point la fracture entre les deux parties est profonde et partant de là l'impossible réconciliation. Cette déconstruction brutale de rapports sociaux anciens entre propriétaires et métayers est probablement la conséquence la plus marquante de cette vague de revendications.



Photographie n°19 : manifestation de résiniers à Lit-et-Mixe en 1906.

Durant cette année 1906, l'issue de ces conflits, parfois difficiles, est clairement favorable aux résiniers. Sur les quinze grèves de cette année on ne retrouve qu'un seul échec de revendication concernant la réintégration d'un ouvrier syndiqué ; cinq autres grèves se concluent par des accords complets ; neuf grèves se terminent par des transactions⁷⁶⁴.

Des contrats de métayage sont ainsi conclus entre propriétaires et métayers pour une durée de trois ans. Les termes de ces contrats sont variables en fonction des communes. Les accords de Lit-et-Mixe, par exemple, stipulent que la résine est partagée par moitié jusqu'à 60fr, au-dessus de ce prix le métayer reçoit le tiers. A Beylongue, le propriétaire prélève 5% et partage

⁷⁶⁴ A partir des données de l'Office du Travail à partir de la *Statistique des grèves survenues en France* pour l'année 1906

ensuite par moitié. A Soustons on partage par moitié jusqu'à 60fr, au-dessus de ce prix le résinier prend le quart. De manière générale ces conventions prévoient un partage de la résine à part égale jusqu'à 60fr. par barrique, au-delà de ce prix le résinier se voit attribuer une cote part du montant. La répartition du prix du transport des barriques de résine est également revue dans la plupart des contrats.

Même si l'on retrouve des accords différents par communes on peut tout de même affirmer que ces grèves sont aussi l'occasion, pour ces métayers-gemmeurs, de remettre en cause et de clarifier les contrats de métayage qui se subordonnent quasi systématiquement aux revendications soumises par les ouvriers. Ces derniers sont très larges, et très variables en fonction des contrats de métayages, et englobent quasiment tous les aspects allant de la récolte des produits agricoles aux corvées d'entretien en passant par l'achat du bétail. Les conditions de métayages évoluent donc partiellement mais ces contrats, très complexes, ne sont pas encore totalement définis.

D) Le temps de l'affirmation syndicale

Malgré des tendances centrifuges, très vite les syndicats locaux atomisés ressentent le besoin de coordonner leur action. Dans les suites de la création d'une fédération, certains syndicats voulurent marquer leur volonté d'un contrôle total de la profession. Cela aboutit à des conflits durs et prolongés dont les résultats directs furent assez minces. Néanmoins, les retentissements politiques consécutifs provoquent des mutations significatives au sein des campagnes.

1) Un syndicalisme paysan assumé

Galvanisés par les effets positifs de la première vague de grève de 1906, les syndicats résiniers se réunirent les 21 et 22 décembre 1906, lors d'un premier congrès tenu à Morcenx, sous la présidence d'Ernest Ducamin. Le principe d'une Fédération départementale est arrêté : la Fédération des syndicats de fermiers, métayers, résiniers et parties similaires est constituée. Trente-deux syndicats représentatifs d'environ quatre mille syndiqués y envoient chacun deux délégués.

Fait notable, ce congrès se place dans une dynamique de rassemblement des gemmeurs et des paysans de la zone non-forestière, en particulier ceux de Chalosse, souvent propriétaires. L'attachement à cette identité paysanne est profond et montre qu'en l'état actuel des choses

les gemmeurs désirent poursuivre un combat syndical en compagnie de représentants de branches d'activités proprement agricoles⁷⁶⁵. Même si les ouvriers agricoles du département des Landes étaient plutôt favorables au principe d'une Fédération, l'appel lancé par les résiniers ne vit l'adhésion que de deux communes, Saint-Martin-de-Seignanx et Pomarez, seulement.

Cette ambiguïté sur l'identité sociale de la Fédération se traduit par une importante dissension entre Ernest Ducamin et Louis Duclos. L'une, représentée par les syndicats de gemmeurs domaniaux de Gastes, Mimizan et Sainte-Eulalie, dont le porte-parole Duclos est clairement favorable à l'affiliation de la Fédération à la C.G.T., et ceux de Ducamin ouvertement « apolitiques » confrontent leurs divergences au sein de débats parfois vifs. Le juge de Paix du canton de Morcenx, présent au moment des débats, rapporte que « Duclos a exposé des idées collectivistes dans un discours des plus violents, il a présenté la société actuelle divisée en deux camps ennemis, les voleurs et les volés ; les voleurs sont tous ceux qui possèdent, les propriétaires fonciers, les industriels, les patrons ; les volés sont les travailleurs, les ouvriers des usines et des ateliers aussi bien que les ouvriers agricoles, les cultivateurs et les résiniers.⁷⁶⁶ »

A la suite de ce discours, une vive altercation s'engage entre ces deux personnalités. Ducamin rappelle « que dans ce congrès il ne devait pas être fait de politique, que d'ailleurs cette théorie lui paraissait irréalisable, que les Jaurès, les Guesde et les autres chefs du parti socialiste n'y croyaient pas eux-mêmes, qu'il préférerait personnellement les principes d'union et de solidarité préconisés par Clémenceau.⁷⁶⁷ » L'ensemble du congrès fut suivi attentivement par trois délégués dépêchés par la Confédération, un délégué Parisien membre de la SFIO, un représentant de la Bourse du travail de Bordeaux et un membre de la confédération du Livre de Mont-de-Marsan.

En fait la majorité des représentants présents soutiennent largement les positions de Ducamin. D'ailleurs, son discours en ouverture du congrès est explicite et largement plébiscité : « Nous ne voulons pas de la lutte du travail contre le capital ; nous avons besoin du capital, nous ne le combattons pas, nous lui demanderons simplement de nous accorder les salaires auxquels nous avons droit.⁷⁶⁸ » Cela montre encore une fois la dichotomie idéologique entre les gemmeurs domaniaux, minoritaires mais plus imprégnés d'une idéologie socialiste et les gemmeurs métayers dépendants du « maître ». De plus les « parties similaires » de l'intitulé

⁷⁶⁵ Lafargue Jérôme, *op.cit.*, p.76

⁷⁶⁶ AD40 : 10M85, rapport du juge de Paix de Morcenx daté du 24 décembre 1906

⁷⁶⁷ *Ibid.*

⁷⁶⁸ Desbordes Robert, *op.cit.*, p.64

de la Fédération sont les petits propriétaires qui n'ont pas de réelles affinités avec les idées de la Confédération.

A l'issue de ce congrès, fort du soutien de la majorité des représentants syndicaux, Ducamin est élu secrétaire général de la Fédération, son siège est fixé à Lit-et-Mixe. Lors de la première réunion de la Fédération en janvier 1907, il fut décidé que cette Fédération des syndicats de résiniers avait tout intérêt à rester indépendante. Les différents délégués rejetèrent donc à une majorité de voix l'affiliation à la C.G.T. Seuls les syndicats de Sainte-Eulalie, Gastes et Mimizan restèrent sous la bannière de la Confédération. De plus, les représentants présents votèrent pour la création d'un journal professionnel, *La Terre*, qui devint vite hebdomadaire. Il fut également créé un comité exécutif en charge de diriger et de conseiller les syndicats adhérents. Néanmoins, le syndicalisme local, limité à la commune, paraît toujours très fort, ayant toujours le dernier mot.

2) Les grèves de 1907 au service de la représentativité

Le deuxième cycle de grèves qui se déroule sur l'année 1907 est plus complexe. Ici, les revendications sont plus variées et les syndicats tentent de faire appliquer les revendications conclues par la Fédération en 1906. L'issue de ces grèves suit une tendance inverse par rapport à l'année précédente puisque sur les dix grèves recensées par l'Office du Travail cinq se terminent par un échec et seulement cinq par des transactions. Par ailleurs, les transactions conclues portent exclusivement sur les conditions de métayage, toutes les demandes concernant le prix de partage de la résine étant refusées, les contrats signés en 1906 étant fixés pour une durée de trois ans.

A ce moment, le mouvement syndical ne se cristallise plus uniquement autour du prix de la résine. Il déborde en effet sur l'attribution des pins communaux dont les syndicats demandent la gestion. Si les grèves concernant les contrats de métayages peuvent se terminer par des arrangements, il n'en est pas de même des oppositions entre syndicats et adjudicataires, ou marchand de bois, voire même les communes au sujet de la gestion des pins communaux. Les conflits sont durs, les positions sont souvent complètement bloquées et irréconciliables, l'amour propre est souvent évoqué par les sources préfectorales avec surtout la volonté de ne pas plier d'un côté comme de l'autre. Ces grèves s'inscrivent donc dans la durée, les résiniers refusant parfois même certains arrangements plutôt avantageux.

Les principaux conflits de cette année-là se concentrent sur les communes de Sainte-Eulalie-en-Born et de Gastes qui connaissent à la mi-février plusieurs jours de grève générale et où

trois milles hectares de pignadas sont désertés. Cette grève est dirigée contre les adjudicataires des forêts domaniales qui n'ont pas tenu leur promesse d'attribuer les pins communaux à des ouvriers de la commune. En fait, le syndicat de cette commune avait proposé en amont de mettre en place des conventions mais ces dernières furent complètement ignorées par les receveurs. A Mimizan et à Azur des grèves éclatent, toujours en rapport l'attribution des pins communaux aux résiniers par les conseils municipaux.

A Lit-et-Mixe, la situation est plus confuse en partie liée à la figure syndicale emblématique dont nous avons parlé plus haut : Ernest Ducamin. Le principal motif de grève est une tentative de renégociation des contrats sur le partage de la résine et sur les produits du métayage conclus l'année précédente. Cela provoque une situation complexe avec beaucoup de tensions et qui finalement se révèle être une impasse. Au cours de cette grève, beaucoup de frustrations naissent et se dirigent verbalement ou physiquement contre des propriétaires qui restent intransigeants. Ce désir de renégociation des conventions signées en 1906 se retrouve dans plusieurs communes, à Mézos, Laluque et Saint-Vincent-de-Paul.

A Beylongue, les motifs de mise en grève portent sur un réajustement des conditions de métayage.

L'interprétation de ces grèves ne peut se comprendre qu'à lumière des décisions prises lors du congrès de Morcenx. En effet, lors de la première réunion de la Fédération, plusieurs règlements furent adoptés dans une volonté d'encadrer et de contrôler la profession⁷⁶⁹. Certains syndicats avaient déjà adoptés dès 1906 un règlement intérieur très proche des conclusions des différentes commissions de la Fédération⁷⁷⁰. Ainsi, ce n'est pas un hasard si l'épicentre de ces grèves se situe dans le nord du Marensin, fief des représentants syndicaux les plus représentatifs. Or, comment rester crédible si ces derniers ne mettent pas tout en œuvre, parfois au-delà du bon sens, pour faire appliquer les décisions de la Fédération. Certains meneurs apparaissent en effet très virulents⁷⁷¹. Par ailleurs, les syndicats sont également très vigilants sur les modalités d'application des contrats entre patrons et résiniers,

⁷⁶⁹ Pour simplifier signalons uniquement les principaux objectifs à atteindre pour la Fédération concernant les conditions de gemmage :

- Le prix de partage doit être fait par moitié sans tenir compte du cours de la résine.
- Les pins de l'Etat doivent être soumis au même régime que ceux des propriétaires. Par ce biais, les syndicats entendent empêcher un abatage trop rapide des pins.
- Le contrôle syndical de l'embauche est un point crucial, les propriétaires ou adjudicataires doivent donner la préférence aux ouvriers syndiqués.
- Les pins communaux sont partagés en égale partie en commençant par les résiniers les plus nécessiteux

⁷⁷⁰ AD40 : 10M86, règlements intérieurs des syndicats des communes de Mézos et Gastes. Signalons que l'article 11 du règlement intérieur du syndicat de Gastes prévoit un système d'assistance en cas de maladie.

⁷⁷¹ Lors de certaines grèves, certains présidents de syndicats locaux sont arrêtés. C'est notamment le cas de Ducamin et de Duclos à la suite de manifestations violentes.

le moindre écart avec la convention et c'est une mise à l'index des pins et du résinier, surtout si celui-ci n'est pas syndiqué, et pas originaire de la commune.

En face, les propriétaires forestiers, dont certains se sont organisés en syndicats, apparaissent beaucoup moins enclins à céder sur les revendications des grévistes. Alors, les stratégies syndicales s'adaptent et se diversifient. Cela permet de comprendre d'une certaine manière l'augmentation importante de la durée des grèves de 1907. Or, une grève totale ne peut se prolonger que si la perte de rétribution est compensée. La tactique de la grève tournante mise en place à Sainte-Eulalie permit ainsi aux ouvriers de garder des revenus durant les quatre-vingt-dix-sept jours de conflit. A Lit-et-Mixe la caisse de grève alimentée par les cotisations annuelles des ouvriers syndiqués de la commune reçoit en plus lors de la grève 100 Fr. de la part de chacun des trente-deux syndicats de la Fédération⁷⁷². Ainsi les résiniers les plus nécessaires reçurent 100 Fr. provenant de cette caisse.

Ces initiatives solidaires témoignent là encore du degré d'insertion des conflits du travail et des résiniers dans la société. Elles contribuent par ailleurs à cimenter et renforcer la cohésion du groupe, objectif constamment recherché par les meneurs⁷⁷³.

3) Un « apolitisme » relatif et convoité

Il est bien difficile de dégager les significations politiques de ce mouvement tant les sources d'archives sont difficiles à interpréter. Au début, la majorité des ouvriers paraissent soucieux d'éviter toute récupération politicienne « imposée ». Rappelons que nombre d'entre eux sont propriétaires et n'adhèrent pas à l'idéologie de la Confédération. Néanmoins, des prolongements politiques s'inscrivent inévitablement dans l'histoire de ces mouvements sociaux.

Dans le sillage des grèves de 1907, plusieurs courants, que l'on peut majoritairement classer à gauche, tentent de récupérer et d'orienter les syndicats ouvriers. Ainsi, plusieurs propagandistes viennent tenir des conférences ou animer des débats. Lors de la grève de Lit-et-Mixe un avocat Bordelais militant actif du Sillon, mouvement catholique social de Marc Sangnier, tient des conférences populaires et propose l'appui de l'association aux ouvriers⁷⁷⁴. A Gastes, un orateur attaché au journal « *La Terre* », organe officiel de la fédération, milite clairement pour une lutte des classes à outrance : « guerre aux bourgeois, à mort les bourgeois

⁷⁷² AD40 : 10M89, rapport du Capitaine Biche Latour daté du 14 avril 1907

⁷⁷³ Sirot Stéphane, *La grève en France... op.cit.*, p.139

⁷⁷⁴ AD40 :10M89, lettre du Préfet au président du Conseil datée du 02 mai 1907

et les capitalistes⁷⁷⁵. » Des propagandistes socialistes très actifs tiennent des conférences çà et là afin de rallier de nouveaux partisans aux idées socialistes, Marcel Cachin⁷⁷⁶ en est une figure emblématique.

Dans le prolongement, les conséquences politiques se firent sentir lors des élections municipales de 1908. La popularité des grèves y apparait au grand jour. En effet, les listes soutenues par les syndicats triomphèrent⁷⁷⁷. De manière schématique, les idées radicales se voient consolidées, et le socialisme s'implante.

Le tournant radical des Landes s'opère en 1906, avec l'élection de Léo Bouyssou dans la 2e circonscription de Mont-de-Marsan. Les radicaux, en défendant les revendications des métayers et résiniers de la Grande Lande qui explosent cette année-là, connaissent une percée électorale importante. Maire de Mano, conseiller général du canton de Sabres, Léo Bouyssou, inspecteur primaire de profession est, jusqu'à sa mort en 1935, l'un des personnages clés de la vie politique locale et la principale figure du radicalisme landais. Largement propulsé par le mouvement des gemmeurs de 1906-1907 où il joue un rôle important de médiateur, ses réseaux de clientèles se trouvent surtout dans les régions forestières.

En mars 1907, il s'entremet entre ouvriers et adjudicataires des forêts domaniales : il obtient une forme d'amnistie de la part des adjudicataires, en même temps que la fin de la grève, mais échoue à mener à bien la négociation sur les conditions de partage et de travail. Pour autant, cette tentative de médiation renforce sa position politique : tout en apportant son soutien aux gemmeurs, Léo Bouyssou donne en effet des gages aux propriétaires, en refusant d'opposer travail et capital.

Parallèlement, la diffusion des courants socialistes dans les campagnes s'étend et prend doucement racine. S'il existe depuis 1905 une fédération socialiste départementale, qui se structure sous l'impulsion de militants guesdistes et affiliée à la S.F.I.O., il faut attendre les grandes grèves des résiniers et surtout, la fin de la première décennie du siècle pour voir la constitution de groupes socialistes sous l'impulsion de Jacques Lamaison⁷⁷⁸. Cette fédération est largement mise en forme et coordonnée par les socialistes bayonnais. Lors des élections

⁷⁷⁵ AD40 :10M90, lettre du Maire de Sainte-Eulalie datée du 24 juin 1907

⁷⁷⁶ Militant socialiste dès 1891 en Gironde, il était adhérent au Parti ouvrier français (P.O.F.). Lors de la création en 1905 de la S.F.I.O. il en fut l'un des principaux dirigeants nationaux. En 1906, il était secrétaire national adjoint à la commission administrative permanente du parti, chargé de la propagande.

⁷⁷⁷ Cailluyer Jean, *op.cit.*, p.167

⁷⁷⁸ Instituteur de formation, il fut stagiaire à Labrit pendant l'année scolaire 1906-1907, puis à Soustons, en plein pays résinier, jusqu'en avril 1909. Il eut à cœur d'implanter l'influence du socialisme dans le mouvement syndical landais et, en particulier, chez les ouvriers et métayers résiniers. C'est dans cette intention qu'il écrivit, d'ailleurs sur commande de la fédération S.F.I.O., une brochure dont il donna d'abord lecture au comité fédéral de mars 1909, *Le Collectivisme au pays de la résine*.

municipales de 1908, des socialistes sont élus pour la première fois dans les communes du département, notamment à Mimizan, Sainte-Eulalie-en-Born et Trensacq⁷⁷⁹.

Année/mois	Commune	Durée de la grève	Nombre de grévistes
1906			
Février	Lit-et-Mixe	11	35
	Linxe	5	150
	Lesperon	12	245
Avril	Moliets-et-Maa	2	72
Mai	Mézos	5	200
	Soustons	9	255
	Beylongue	5	80
	Seignosse	7	103
Juin	Capbreton	7	14
	Saint-Vincent-de-Paul	2	56
	Lesperon	4	250
	Lévignac	4	60
	Soorts	2	42
	Buglose	-	-
	Saint-Geour	-	-
	Arjuzanx, Mimizan	9	200
Septembre	Gastes	7	66
Novembre	Saint-Julien-en-Born	-	-
1907			
Février	Sainte-Eulalie-en-Born, Gastes et Mimizan	97	378
	Saint-Julien-en-Born	2	200
	Rion-des-Landes	7	300
Mars	Azur	6	69
	Saint-Julien-en-Born	5	198
	Lit-et-Mixe	31	350
	Beylongue	13	80
Avril	Vielle-Saint-Girons	23	110
	Saint-Vincent-de-Paul	9	80
Mai	Mézos	42	29

Tableau n°28 : dénombrement des grèves de gemmeurs en 1906 et 1907. Source : *Statistique des grèves survenues en France*

Dans les villages, le syndicat des gemmeurs et le groupe socialiste sont souvent animés par les mêmes hommes qui privilégient cependant l'engagement syndical. Les groupes socialistes sont alors peu étoffés. A Castets, après le meeting de Marcel Cachin le 25 novembre 1906 qui

⁷⁷⁹ Ayache Nadia, *Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990*, Thèse Histoire, Bordeaux 3, 2017

rassemble 250 auditeurs, un groupe est constitué par Gérôme Sourbé lui-même secrétaire du syndicat des gemmeurs. Le groupe de Soustons se constitue en juillet 1908, après la venue de Jacques Lamaison et Marcel Cachin, avec notamment Paul Pinsolle, trésorier de la fédération landaise des gemmeurs, qui devient ensuite secrétaire adjoint de la fédération S.F.I.O.. Dans le village de Sainte-Eulalie-en-Born, Jean Lamarque, conseiller municipal depuis 1908, est plus connu comme syndicaliste gemmeur et organisateur du mouvement de grève du printemps 1907, que comme militant socialiste. Les militants socialistes forment comme ailleurs, la minorité la plus active du syndicat des résiniers. A Saint-Martin-de-Seignanx, le socialisme se réduit au syndicalisme des ouvriers résiniers : une liste de métayers se présente aux élections municipales en mai 1908 où elle obtient 200 voix.

E) Les stratégies syndicales dans la grève

On recense 38 grèves d'ouvriers gemmeurs sur la période 1906 à 1912. Trois années concentrent la majorité des conflits : 15 en 1906, 10 en 1907 et 10 en 1909. Mais fondamentalement les mouvements qui s'étendent sur la période 1906 et 1907 sont les plus importants dans le cheminement de la construction identitaire de ces ouvriers de la forêt.

1) Les singularités des grèves de gemmeurs

Durant ces grèves, la durée moyenne des cessations de travail est très importante pour la période étudiée avec 29 jours et demi de journées grévée. Il est intéressant de signaler que la durée moyenne des grèves augmente chaque année avec une moyenne de cinq jours et demie en 1906, puis vingt et un jours en 1907 et atteint son paroxysme en 1909 avec soixante-seize jours.

La préparation en amont de ces conflits représente un aspect essentiel et ne tient absolument pas du hasard. Ainsi, le moment de la mise en grève tient compte de la temporalité du gemmage. En effet, les métayers cessent le travail au tout début de la saison de gemmage, soit janvier, février ou mars. L'objectif principal est de mettre sous pression le propriétaire car les baux de métayages sont en général tacitement reconduits en fin d'année et trouver des résiniers non-grévistes au pied levé devient très difficile. De plus, si le travail d'hiver dans les pignadars n'est pas effectué c'est toute une saison qui est perdue. Ainsi sur les trente-cinq grèves de 1906 à 1909, vingt-trois se déclarent au cours du premier trimestre. Bien entendu, cette stratégie serait vouée à l'échec en cas de grève isolée car le résinier contestataire serait immédiatement remplacé.

Le plus souvent, la cessation de travail est votée à main levée ou par acclamation. Aucun comité de grève n'est signalé dans les sources, aussi bien syndicales que préfectorales. A la manœuvre, il existe des meneurs, faisant souvent partie du bureau syndical, des délégués chargés de négocier, et des assemblées générales quasi quotidiennes dans les différentes grèves. On parle surtout de groupes de décideurs qui se réunissent. A titre d'exemple, lors de la grève de Sainte-Eulalie en février 1907, on apprend que « le groupe de résiniers [grévistes] qui se réunit chaque matin, et que chaque jour, s'en va dans les forêts de pins, sans suivre ni routes ni chemins⁷⁸⁰ ». A Rion, la même année, les grévistes tiennent leurs réunions dans les pins et y passent une partie de la nuit⁷⁸¹. Les réunions dans des lieux publics comme les cafés apparaissent plus rarement. C'est le cas lors de la grève de Lit-et-Mixe, toujours en 1907, où l'on retrouve les résiniers en grève dans un café, accompagnés de nombreuses femmes⁷⁸².

La conduite de la grève représente une phase tout aussi importante pour qu'une situation se débloque de manière positive pour les ouvriers. Nous l'avons vu plus haut, toutes ces grèves sont conduites par, ou à travers, un syndicat avec, pour les années 1907 et 1909, 18% de grèves secourues financièrement par les organisateurs. Leur trait de caractère est clairement « offensif » avec une organisation très minutieuse.

Lorsque la grève se prolonge dans des conflits très durs, avec des changements de bureau et des tensions internes aux syndicats, on retrouve deux cas de vote à bulletin secret, d'ailleurs avec des résultats nettement positifs pour la poursuite de la grève. C'est le cas à Lit-et-Mixe en 1907 où le vote de la continuation de la grève revient positif à 178 voix contre 32. Ce rapport signale par ailleurs que plusieurs enfants âgés entre quinze et seize ans auraient participé au vote⁷⁸³.

En corolaire, le nombre de propriétaires touchés par les cessations d'activité se révèle élevé, autours de 38 en moyenne pour la période de 1906 à 1913. En fait, le plus souvent, lorsque des ouvriers se mettent en grève dans une commune, le syndicat correspondant fédère un grand nombre d'ouvriers travaillant au sein de diverses exploitations afin de mettre la pression sur tous les propriétaires locaux mais aussi des communes avoisinantes. C'est un argument utilisé lors de plusieurs grèves et qui prend forme notamment lors de la grève de Sainte-Eulalie en Born en février 1907 au cours de laquelle plusieurs résiniers de communes limitrophes se joignent au conflit. Ce risque de contagion est très présent dans les nombreuses

⁷⁸⁰ AD40 : 10M90, lettre du Maire de Sainte-Eulalie à Monsieur le Préfet de Landes datée du 23 février 1907

⁷⁸¹ AD40 : 10M90, rapport du Capitaine Forher daté du 21 mars 1907

⁷⁸² AD40 : 10M89, rapport du Capitaine Biche-Latour daté du 18 avril 1907

⁷⁸³ AD40 : 10M89, rapport du Capitaine Biche-Latour daté du 6 avril 1907

correspondances préfectorales ; ainsi les correspondances entre maires, sous-préfets et préfet font toucher du doigt l'inquiétude que génèrent ces mouvements sociaux auprès des autorités.

2) L'occupation des espaces au centre de l'action collective

Lors des grèves de 1906 et 1907, la stratégie des résiniers apparaît très démonstrative. Le répertoire d'action collective se diversifie en utilisant aussi bien l'espace privé de la forêt mais surtout, chose nouvelle, l'appropriation de l'espace public. Les intimidations et violences sont également fréquentes et font parties intégrantes de ces grèves.

De l'ombre de la forêt

Le milieu « naturel » du gemmeur est sans équivoque la forêt. Espace vaste et isolé, rempli d'imaginaire, de symboles et de folklores. Ainsi, la forêt forme un environnement spécifique, qui génère ses propres codes⁷⁸⁴. Ce territoire de travail est un lieu parfait où se mettent en place des contradictions et des tensions, où s'opposent l'ordinaire et l'extraordinaire. On peut alors imaginer cet espace comme « complémentaire » et stratégique lors d'un acte de grève. En effet, de par son immensité, la forêt joue le rôle de refuge, mais aussi de défouloir.

Refuge tout d'abord pour échapper aux forces de l'ordre qui, trop peu nombreuses, se laissent bien souvent distancer. Les gemmeurs connaissent la forêt et cela représente un atout non négligeable. Nous l'avons vu plus haut, beaucoup de réunions ont lieu au milieu des pins. Cela permet de ne pas être vu et entendu, et bien sûr on repère les intrus de loin. Ainsi lorsque troupe et gendarmes arrivent, les grévistes se dispersent pour se réunir plus loin d'après un plan préparé⁷⁸⁵. En 1906, à Lesperon « une trentaine de résiniers, tous membres du Syndicat des résiniers du Marensin, parcouraient les pignadars en chantant et en suivant un drapeau rouge porté par l'un d'eux⁷⁸⁶. » Bien entendu, il est difficile pour les gendarmes sur place d'assurer une protection efficace. C'est le constat que fait le sous-lieutenant Molin : la surveillance des « agissements des grévistes devient difficile et fatigante pour troupe et gendarmerie en raison étendue du pays et système adopté par les grévistes (sic)⁷⁸⁷. »

⁷⁸⁴ Lafargue Jérôme, *Op.cit.*, p.63

⁷⁸⁵ AD40 : 10M86, rapport du sous-lieutenant Molin daté du 30 juillet 1906

⁷⁸⁶ AD40 : 10M86, lettre du juge de Paix du canton de Morcenx au Préfet datée du 27 février 1906

⁷⁸⁷ AD40 : 10M86, rapport du sous-lieutenant Molin daté du 30 juillet 1906

L'exercice est d'autant plus ardu que les distances sont grandes et lorsque des troubles éclatent il faut plusieurs heures à la troupe ou aux gendarmes pour de rendre sur les lieux.

De plus, la forêt autorise un certain anonymat et les gemmeurs savent s'en servir à bon escient. A titre d'exemple, lors de la grève de Sainte-Eulalie, les ouvriers mettent en place une sorte de grève tournante durant laquelle la majorité des ouvriers syndiqués travaillent à l'exception d'un groupe d'une vingtaine de personnes, changés quotidiennement, et qui parcourt la forêt se livrant à des délits et des menaces⁷⁸⁸ contre les ouvriers non syndiqués et ceux ne participant pas à la grève. Cette stratégie de grève déconcerte le Maire de cette commune mais également le juge de Paix du canton de Parentis-en-Born, qui écrit : « La loi de 1884 couvre-t-elle ce système de grève ? Ici le chômage n'existe pas [...] puisqu'une faible partie des ouvriers syndiqués le pratique, et à tour de rôles. C'est plutôt de l'agitation qu'une grève⁷⁸⁹. » A Gastes la tactique grève partielle s'organise par relais en fonction de l'ordre d'inscription des grévistes au tableau du syndicat⁷⁹⁰.

Plus significatif encore, de nombreux actes de malveillance sont commis au cours des grèves de 1906 et 1907. On peut même affirmer que la dégradation de l'outil de travail représente un trait clairement caractéristique de ces mouvements sociaux. A la portée des ouvriers, ces outils symbolisent leur soumission⁷⁹¹ ; les endommager porte atteinte à la propriété du maître. Il faut cependant nuancer ce propos. En effet c'est souvent le petit matériel qui fait les frais de la colère des grévistes, les arbres ne représentent que rarement la cible des gemmeurs.

Ainsi, lors de la plupart des grèves recensées de nombreux crampons et pointes sont arrachés. Sans faire d'inventaire comptable, car les exemples foisonnent, on recense par exemple 1500 pots brisés chez un propriétaire de Mézos lors de la grève de 1906⁷⁹². A Mimizan, selon un rapport de gendarmerie ce sont 12000 pots d'argile qui sont vandalisés chez un adjudicataire⁷⁹³. Les clôtures et l'arrachage de jeunes pins et de vignes sont également rapportés dans certains procès-verbaux.

Les actes incendiaires spécifiquement dirigés sur des parcelles de pins sont plus rares, car il s'agit d'une arme dangereuse qui peut être difficilement maîtrisable, mais non isolés comme à Lesperon où un feu est déclaré à environ un kilomètre du bourg⁷⁹⁴. Cela témoigne d'un certain attachement du gemmeur à son environnement et à son principal outil de travail. De plus,

⁷⁸⁸ AD40 : 10M90, lettre du Maire de Sainte-Eulalie à Monsieur le Préfet de Landes datée du 23 février 1907

⁷⁸⁹ AD40 : 10M90, lettre du juge de Paix au Préfet datée du 25 février 1907

⁷⁹⁰ AD40 : 10M89, lettre du juge de Paix du canton de Parentis-en-Born datée du 18 février 1907

⁷⁹¹ Sirot Stéphane, *Op.cit.*, p.166

⁷⁹² AD40 : 10M86, rapport du Chef d'escadron Brun daté du 18 mai 1906

⁷⁹³ AD40 : 10M89, rapport du lieutenant Molin daté du 2 avril 1907

⁷⁹⁴ AD40 : 10M86, télégramme du lieutenant de section de Sabres lors de la grève de Lesperon en 1906

l'origine de ces incendies est toujours difficile à déterminer car ils peuvent aussi servir de règlement de compte entre particuliers. D'ailleurs, les accusations d'incendies sont souvent démenties par les syndicats ; dans une correspondance adressée au Préfet, le président du syndicat des résiniers de Sainte Eulalie écrit avec une assurance certaine : « Permettez-moi de vous dire que les accusations dirigées contre nous sont stupides. Si nous avions voulu mettre le feu aux forêts, il ne resterait pas un arbre debout⁷⁹⁵. »

A la lumière des bourgs

L'autre espace essentiel, et tout à fait nouveau, que les gemmeurs vont exploiter sont les lieux publics au sein du village. Ils quittent leur espace « naturel » pour conquérir celui des bourgs et des villes. C'est alors que les rues, les places, les cafés et les Mairies vont constituer les nouveaux théâtres de la contestation. Cette stratégie apparaît fondamentale dans la mesure où elle permet de porter leurs problèmes sur l'agora et donc de politiser les attitudes. Ainsi, les élus, mais aussi la population, sont prises à témoin et ne peuvent ignorer les problématiques qu'exposent ces ouvriers. Cette appropriation de l'espace public marque les esprits et sa résonance est d'autant plus importante que le mouvement se propage. Bien entendu, la lecture de ces événements d'un point de vue médiatique, mais également sur les sources policières ou la correspondance préfectorale reste délicate.

Ainsi, au cours de ces grèves, les manifestations sont très fréquentes et très démonstratives et s'organisent de manière quotidienne. A Sainte-Eulalie les ouvriers sont plus de cent à défiler dans les rues⁷⁹⁶, à Lit-et-Mixe on en comptabilise cent cinquante⁷⁹⁷, jusqu'à trois cents même en mars 1907. Le drapeau rouge apparaît en tête de tous les cortèges aux sons de clairons, tambours et trompettes. Les chants et les slogans font également partie de l'environnement sonore, on crie « vive la grève » à Saint-Vincent-de-Paul alors que les grévistes se dirigent vers le domicile de l'édile local⁷⁹⁸. L'Internationale est entonnée dans la plupart des cortèges qui sillonnent les artères principales des villages. Une organisation pointue se retrouve dans ces cortèges, avec une hiérarchie ne laissant rien au hasard souvent qualifiée de militaire par les observateurs. En effet, lors de plusieurs manifestations, les grévistes sont divisés en sections avec des sous-chefs et des chefs affublés de grades bien visibles. En 1906, lors de la grèves à Mézos, « les grévistes après s'être organisés en

⁷⁹⁵ AD40 : 10M90, lettre de M. Lortie, président du syndicat des résiniers de Sainte-Eulalie datée du 6 octobre 1907

⁷⁹⁶ AD40 : 10M90, rapport du sous-lieutenant Molin daté du 25 février 1907

⁷⁹⁷ AD40 : 10M89, rapport du maréchal des Logis Bourdet daté du 05 mars 1907

⁷⁹⁸ AD40 : 10M90, rapport du Maréchal des logis Laffargue daté du 10 mai 1907

compagnie et d'avoir désignés les gradés, lesquels ont aussitôt placé les insignes de leur grade sur leur vêtement, ont parcouru le bourg Mézos au nombre de 160 environ⁷⁹⁹. » En 1907 à Lit-et-Mixe « les grévistes organisés militairement, par section, ont manifesté toute la journée⁸⁰⁰. »

Certaines routes sont brièvement bloquées afin de gêner le transport de la résine mais on ne note que peu d'entraves à la circulation lors de ces conflits.

Lors de certaines manifestations les femmes de gemmeurs sont en première ligne de ces défilés. A Lit-et-Mixe, elles sont une trentaine « groupées autour d'un drapeau encourageant leurs maris à la résistance⁸⁰¹. » Les enfants apparaissent de temps en temps dans les cortèges. Différents observateurs parlent de mineurs âgés entre 14 et 15 ans⁸⁰². Dans ces climats électriques, les moindres rumeurs peuvent entraîner des situations inédites. Lors de la grève de Sainte-Eulalie de 1907, la plupart des ouvriers gemmeurs retirèrent leurs enfants de l'école car on prêtait à l'instituteur de la commune des propos contre les grévistes.

3) Violences et intimidations

Les contours de certaines manifestations, sont parfois flous et spontanés, donnant lieu à des violences assez inhabituelles dans le Midi aquitain. Il serait faux d'attribuer à ces comportements violents des attributs de préméditation. Par conséquent, les replacer dans un contexte permet de mieux appréhender la réalité car ils mettent en scène un collectif⁸⁰³. Le plus souvent il s'agit de simples tentatives d'intimidations mais dans certains cas, les situations dégénèrent. Ces débordements prennent place principalement lors des grèves de 1906 et surtout de 1907 lorsque les situations se bloquent.

Dès 1906, plusieurs manifestations suscitent des tensions comme à Lesperon où les résiniers, quelques jours avant la conciliation prévue défilent armés de fusils⁸⁰⁴. Le rapport de force est clairement établi et ces attitudes très démonstratives visent à marquer les esprits. Or, la moindre étincelle peut suffire à embraser des situations tendues et ce sont souvent les propriétaires honnis et arbitraires qui en font les frais. La tactique est souvent la même : les gemmeurs encerclent le domicile en criant et en faisant du bruit organisant une sorte de siège de la maison d'habitation, ce qui n'est pas sans faire penser à des relents de charivaris. A

⁷⁹⁹ AD40 : 10M86, rapport du sous-lieutenant Molin daté du 14 mai 1906

⁸⁰⁰ AD40 : 10M89, rapport du Capitaine Biche-Latour daté du 29 mars 1907

⁸⁰¹ AD40 : 10M90, lettre du Préfet des Landes datée du 30 mars 1907

⁸⁰² AD40 : 10M90, rapport du Capitaine Biche-Latour daté du 27 mars 1907

⁸⁰³ Sirot Stéphane, *op.cit.*, p.163

⁸⁰⁴ AD40 : 10M86, rapport du sous-lieutenant Molin datée du 27 février 1906

Buglose par exemple la maison d'une propriétaire fut encerclée par des métayers en empêchant les entrées et sorties car elle venait de renvoyer un métayer faisant partie d'un syndicat. A Lit-et-Mixe en 1907, un propriétaire en conflit avec le syndicat local vit sa maison dégradées par un groupe de 150 à 200 manifestants⁸⁰⁵. Lors de ces chahuts, plusieurs rapports mentionnent des jets de pierres accompagnés de menaces de mort. En outre, les insultes vont bon train sur les gemmeurs qui continuent leurs travaux dans les bois. Certains actes de représailles peuvent être à rapprocher de ces antagonismes entre résiniers grévistes et non-grévistes, syndiqués et non syndiqués. Les tentatives de débauchages de non-grévistes entraînent une violence, moins physique que d'ordre verbal ou moral. Cela abouti à des situations complexes et parfois confuses que les autorités prennent très au sérieux afin de garantir la sécurité des personnes. En prolongement certains Maires, encouragés par le Préfet, prennent des mesures d'interdiction d'attroupement⁸⁰⁶.

Mais les évènements les plus marquants pour les contemporains eurent lieu lors de l'année 1907 et notamment dans les communes de Sainte-Eulalie et de Lit-et-Mixe. Au cours de ces grèves, on retrouve plusieurs échauffourées avec des gendarmes. Ainsi, à Sainte-Eulalie le « vingt-quatre février courant [1907] vers sept heure du soir cent cinquante manifestants environ, armés d'énormes bâtons, sans provocation aucune, se sont précipités sur M. Mollin, Lieutenant de gendarmerie, et l'ont blessés à coups de bâtons⁸⁰⁷. » Ces bagarres entre forces de l'ordre et manifestants atteignent leur apogée à la fin du mois de mars, où une manifestation, impliquant trois cent grévistes armés de bâtons ferrailés, dégénère à la suite de l'encerclement d'un café situé au centre de la commune Lit-et-Mixe. « Un brigadier et 4 gendarmes qui surveillaient de loin les grévistes se précipitèrent pour dégager le café dont le propriétaire dit au Maréchal des Logis Perchicot qu'il allait prendre un fusil pour défendre son immeuble [...] Le gendarme Terral reçut un coup de bâton sur la tête. Une bagarre s'en suivit, le Maire, qui était sur les lieux, requit le Brigadier d'aller demander du renfort de gendarmerie et la troupe. Les gendarmes déboutés, entourés et menacés durent mettre sabre à la main pour se garantir et se dégager. [...] A notre arrivée, la bagarre était à son paroxysme⁸⁰⁸. » On déplore seulement quelques blessures légères chez les gendarmes impliqués, aucun blessés du côté des manifestants.

⁸⁰⁵ AD40 : 10M89, lettre du Maire de Lit-et-Mixe datée du 4 mars 1907

⁸⁰⁶ Rappelons que les déploiements collectifs sur la voie publique sont expressément exclus du domaine des libertés publiques. D'éventuelles autorisations dépendent alors du bon vouloir des maires, élus et dotés des pouvoirs de police sur le territoire de leur commune depuis la loi municipale de 1884.

⁸⁰⁷ AD40 : 10M90, lettre du juge de Paix au Préfet datée du 25 février 1907

⁸⁰⁸ AD40 : 10M89, rapport du Capitaine Biche-Latour daté du 30 mars 1907

Il est ici intéressant de signaler que face à ces actes, les réactions de l'Etat sont ambivalentes. D'un côté le maintien de l'ordre apparaît une priorité et les demandes de renfort de troupes sont rapidement dépêchées dès les moindres débordements. Mais on peut constater que l'usage de la force apparaît relativement modéré, même si la troupe intervient fréquemment en renfort sur des situations délicates, le plus souvent pour disperser les grévistes, elle n'a pas à mettre la baïonnette aux fusils et aucun mort n'est à déplorer.

Le volet répressif se dirige principalement vers les meneurs afin de saper le mouvement. Arrêté le 29 mars 1907, au cours d'une bagarre, Ducamin est traité comme un malfaiteur et enchaîné pour son transfert à pied à la prison de Dax. Traduit devant la cour d'assises des Landes et condamné à un an de prison, il est finalement mis en liberté provisoire après quinze jours de captivité, grâce à ses appuis politiques personnels, en particulier celui du maire de Lit-et-Mixe. Louis Duclos ne bénéficie pas des mêmes appuis. Reconnu coupable dans l'affaire du guet-apens tendu aux gendarmes par les grévistes de Sainte-Eulalie-en-Born, il est condamné d'abord le 15 mars 1907 à dix jours de prison, puis, en appel, le 1er mai, à deux mois sans sursis pour rébellion envers les gendarmes. Le 12 juin, le tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan le condamne, pour « violences à gendarmes » cette fois, à quatre mois fermes. Cette peine est confondue avec la première et il est libéré le 10 octobre. Ne pouvant plus trouver de travail dans les Landes, il part pour Paris. Un autre leader du mouvement, Darmailleny, ouvrier résinier de Lit-et-Mixe, est arrêté le 29 mars, au cours d'une manifestation mouvementée, pour « violences envers la gendarmerie » et condamné le 18 avril à un mois de prison.

Ces expressions violentes marquent les populations locales. Il semble en effet difficile de rester étranger à de tels événements dans ces petites communautés relativement isolées. Des clivages naissent inévitablement et il s'instaure une bipolarité entre les soutiens solidaires des ouvriers et les partisans plus conservateurs dans les rangs des propriétaires terriens. Ainsi, l'attitude des différents acteurs publics, et au premier rang les maires, est une donnée importante dans une société très pyramidale où l'emprise des puissants sur les populations locales apparaît très pesante. Ainsi, les réactions des populations locales sont variables en fonction des communes.

Certains maires, supposés proches des grévistes, sont surveillés à la demande de la préfecture afin de voir s'ils facilitent ou encouragent les actions des résiniers. C'est le cas à Gastes et à Lit-et-Mixe par exemple mais il est intéressant de constater que dans le premier cas le maire, lié à Léo Bouyssou, se situe dans une idéologie radicale clairement favorable aux grévistes. En revanche, le maire de Lit-et-Mixe apparaît plutôt « classé » comme réactionnaire mais qui

utiliserait les résiniers afin de satisfaire cet électorat. Ces manœuvres politiques auraient pour but de bloquer les propriétaires et le parti républicain pour les élections municipales de 1908⁸⁰⁹.

Pour d'autres, les résiniers ne sont que des agitateurs dont il faut se prémunir coûte que coûte. Certains propriétaires terriens, parfois eux-mêmes Maires de communes concernés, font également les frais de ces démonstrations de force⁸¹⁰ et n'hésitent pas à s'armer pour défendre leurs propriétés. Lors de la grève de Saint-Vincent de Paul, les habitants du village, qui avaient informés qu'un groupe de résiniers voulaient encercler le domicile du Maire, s'armèrent de fourches afin de le défendre⁸¹¹.

La neutralité est un équilibre qu'il est bien difficile de tenir. Les menaces de représailles pèsent sur les populations comme en témoigne les refus réitérés des hôteliers ou des cabaretiers de Lit-et-Mixe lors de la grève de 1907⁸¹², malgré les réquisitions, de loger et nourrir les gendarmes car les résiniers menacent de boycotter ces établissements. Pour les ouvriers hésitants le choix est obligatoire et peut être lourd de conséquences d'un côté comme de l'autre.

A la lumière de ces événements, on peut affirmer que très rapidement les résiniers du Marensin et du Pays de Born ont su se fédérer et porter leurs revendications. Ici encore cette construction identitaire se fait à travers un modèle et des actions syndicales. Néanmoins plusieurs aspects doivent être nuancés.

Tout d'abord, ces mouvements restèrent relativement atomisés, sans claire volonté d'unité dans une perspective de grève générale. Même si les grèves de 1909, grèves qui s'intègrent dans la renégociation des contrats signés en 1906, s'inscrivent dans une logique de grève générale, leur échec retentissant va entamer un basculement idéologique au sein de la fédération. En effet, la position de Ducamin se retrouve de plus en plus contestée. Lors du quatrième congrès des résiniers tenu à Rion-des-Landes en décembre 1909, ce dernier, dont le prestige est amoindri après l'échec des grèves d'avril 1909 et la révélation de son arrangement électoral au profit de la candidature radical-socialiste, perd son poste de secrétaire général. L'influence grandissante de la S.F.I.O. sur le mouvement syndical des résiniers prend toute

⁸⁰⁹ AD40, 10M89, lettre signée par deux conseillers municipaux de Lit-et-Mixe adressée au Préfet des Landes datée du 25 janvier 1907

⁸¹⁰ A titre d'exemple, le juge de Paix du canton de Parentis est particulièrement visé au cours de la grève de 1907 dans la commune de Sainte-Eulalie. Des pressions sont exercées sur sa Mère, Mme Tanchon, qui perd une bergerie lors d'un incendie. Par ailleurs, quelques jours plus tard la couronne mortuaire de la tombe de son père est brisée.

⁸¹¹ AD40, 10M90, rapport du maréchal des Logis Laffargue daté du 10 mai 1907

⁸¹² AD40, 10M89, lettre du sous-préfet de Dax datée du 26 avril 1907

son ampleur : la fédération syndicale modifie ses statuts de manière à se transformer en Fédération nationale des ouvriers, fermiers et métayers gemmeurs de France. Cela ne réglera pas l'ambivalence identitaire entre les deux grandes tendances.

Les grèves de 1911 et 1912 sont peu nombreuses et apparaissent surtout défensives. De plus, plusieurs initiatives vont participer à la fonte des effectifs syndicaux avant la Première Guerre mondiale. La création de nouveaux syndicats mixte concurrença les syndicats ouvriers, certains club de rugby comme à Lesperon en 1913 se mettent en place aux frais de propriétaires afin de maintenir une paix sociale⁸¹³. En 1914 à Sainte-Eulalie, il ne reste plus que cinquante adhérents⁸¹⁴.

Par ailleurs, même si ces grèves restent exceptionnelles sur de nombreux points, elles restent de très faible ampleur surtout si l'on ose la comparaison avec certains mouvements sociaux ouvriers ou paysans qui se déroulent en 1907.

Il n'en reste pas moins que les gemmeurs, à travers leurs actions collectives, ont réussi à générer un mythe fondateur. Ils ont ainsi obtenus de réelles avancées sociales et une reconnaissance de leur statut.

⁸¹³ Lafargue Jérôme, *op.cit.*, p.80

⁸¹⁴ Cailluyer Jean, *op.cit.*, p.175

III) La vitalité contestataire dans le secteur de la construction

Le secteur de la construction se met régulièrement en grève dans la période 1890 à 1914. Nous aborderons ce chapitre important à travers deux milieux bien distincts : les ouvriers du bâtiment et les terrassiers.

Dans un premier temps, nous allons centrer l'analyse sur les ouvriers du bâtiment des Basses-Pyrénées en laissant volontairement de côté les quelques grèves menées dans le département des Landes. La raison principale de cette mise à l'écart est la très nette prépondérance de ce secteur dans les villes de Pau et Biarritz qui concentrent la grande majorité des ouvriers du bâtiment et donc des grèves qui se produisent. Sur le plan économique, le bâtiment est un secteur important pour ces deux « rivales », villes de villégiature en vogue en cette fin de siècle, mais il semble que le secteur de la construction marque le pas à Pau tandis que Biarritz connaît une expansion urbanistique significative⁸¹⁵. Partant de là, nous verrons les spécificités des conflits du travail qui surviennent au sein de ces « métiers » bien encadrés et structurés au sein de syndicats influents.

Ces grèves sont complexes et il est difficile de trouver un fil conducteur qui les relie. La plupart d'entre elles semblent en effet s'inscrire dans des situations structurelles et conjoncturelles, parfois strictement locales, que nous allons essayer de démêler. Il n'en reste pas moins qu'elles apparaissent comme faisant partie intégrante d'un système de régulation du dialogue social.

Même si on retrouve des hiérarchies assez fortes entre les différents métiers de ce secteur, plusieurs facteurs les unissent. Ainsi, les comportements et les réflexes ouvriers lors des grèves qu'ils mènent présentent de nombreux caractères similaires que l'on peut expliquer par la gestion intégrale des revendications professionnelles par les syndicats. Néanmoins, probablement en réponse à l'éclatement des professions du bâtiment, peu de conflits arrivent à dépasser le cercle de la corporation.

Les grèves menées par les terrassiers font l'objet d'un chapitre à part. S'ils font partie du secteur de la construction, leurs comportements divergent sensiblement des ouvriers du bâtiment. Par le nombre de grèves qu'ils génèrent, il est difficile de passer sous silence les conditions de travail de ces ouvriers à la marge, en situation de précarité avancée. Nous verrons que le milieu dans lequel ils évoluent est générateur de violences et qu'en

⁸¹⁵ Citons ici deux ouvrages de référence : Puyau Alain, *Mémoires de Biarritz*, Ed. Cairn, 2013 et Bidot-Germa Dominique (dir.), *Atlas historique de Pau*, Ausonius éditions, 2017

prolongement, elles se répercutent lors des conflits qu'ils mènent.

A) Le syndicalisme au secours des métiers du bâtiment

Les ouvriers du bâtiment font partie des ouvriers qualifiés, ce qui les différencie des métiers de « bras », qui s'apprennent sur le tas. Ce monde ouvrier est très complexe et multiforme, parcouru de particularismes forts et de lignes de fractures profondes qui divisent les corporations. A la fin du XIX^e siècle, ils arrivent à mettre en place des organisations proprement ouvrières qui évoluent assez rapidement vers un syndicalisme de métier.

1) La réalité d'un milieu professionnel morcelé

L'industrie du bâtiment est divisée en plusieurs « métiers » qui se succèdent sur les différents chantiers en fonction de l'avancée des travaux. A la différence des autres industries, les ouvriers des différentes corporations ne se retrouvent pas sur un même lieu de production, ils se succèdent sur les chantiers sans se côtoyer⁸¹⁶. On entend par « métier » une maîtrise de savoir-faire particuliers qui s'acquièrent au cours d'un long processus, en général encadré. Ces ouvriers sont donc des gens d'apprentissage plus ou moins qualifiés selon des hiérarchies très marquées, en partie héritées du compagnonnage. Par ailleurs, au sein même des différents métiers existe une organisation étagée, suivant les étapes de la formation, qui va de l'apprenti au maître.

Schématiquement, ce secteur d'activité se divise en deux grands ensembles : le gros œuvre qui comprend la construction des parties lourdes, terrassements, murs, planchers, toitures et menuiseries extérieures afin de mettre le bâtiment hors d'eau ; et les professions de second œuvre qui s'occupent de l'ensemble des travaux intérieurs, ce sont les plâtriers, les peintres et les serruriers. Ces derniers sont considérés comme privilégiés car ils travaillent à l'abri et ne perdent pas de jours de travail l'hiver à cause des intempéries ; le chômage saisonnier représente en effet toujours une perte de revenus significative pour les ouvriers du gros œuvre.

L'ensemble de ces métiers est indirectement contrôlé par les architectes. Ce sont eux qui établissent les devis des différents travaux à destination des acheteurs et par conséquent qui fixent des échelles de rémunération pour les entreprises du bâtiment. On retrouve ainsi différentes séries de tarifs très détaillées qui mentionnent les prix des matériaux mais

⁸¹⁶ Sirot Stéphane, *Le syndicalisme, ... op.cit.*, p.27

également le prix de la main d'œuvre en fonction des travaux, et ce pour chaque spécialité. Les relations sont donc complexes et parfois tendues entre architectes et entrepreneurs.

Nous avons vu plus en amont les différentes données statistiques qui concernent la population ouvrière du bâtiment, mais elle reste difficilement saisissable dans ce monde très hétérogène et mouvant car elles négligent le travail temporaire, celui des manœuvres, mais également certaines catégories d'apprentis.

A ces spécificités de métiers se surajoute un effet structurel important à prendre en compte avec des entreprises de très petite taille, qui a pour conséquence une très faible rationalisation des méthodes de travail et une faible mécanisation. Les entreprises du bâtiment des Basses-Pyrénées emploient rarement plus de dix ouvriers⁸¹⁷, ce qui les rend très sensibles à des variations économiques conjoncturelles même très faibles et simplement locales. Les effets de la révolution industrielle pénètrent lentement dans le secteur du bâtiment⁸¹⁸ et la productivité globale reste relativement faible. Cela semble se vérifier dans les départements étudiés.

Malgré tout, ces travailleurs présentent de nombreux traits communs, marqués notamment par une indépendance relative, qui leur permet une mobilité caractéristique⁸¹⁹. De plus, ces ouvriers de métiers sont très attachés à leurs savoirs et à leurs pratiques d'autonomie très fortes⁸²⁰. Cependant, la nécessité de mettre en place des organisations ouvrières s'affirme en même temps que les transformations techniques et structurelles de cette branche industrielle se modifient.

2) L'émergence d'un syndicalisme de métiers

Tout au long du XIX^e siècle, le secteur du bâtiment est soumis à de nombreux changements. La loi Le Chapelier du 14 juin 1791 interdit toute association professionnelle, pour empêcher les coalitions. Néanmoins la Révolution n'a jamais pu effacer complètement l'esprit de corporation chez les ouvriers du bâtiment. Au début de la Troisième République, et parfois même sous le Second Empire, les ouvriers du bâtiment mettent en place des organisations d'entraides sous la forme de Chambres syndicales.

⁸¹⁷ A partir des statistiques de l'Office du travail sur les grèves on arrive à des moyennes indicatives en 1906 de l'ordre de 4.1 ouvriers par entreprise chez les menuisiers à Pau, 9.3 pour les maçons et 13 pour les tailleurs de pierre à Arudy ; pour la même année à Biarritz on comptabilise 7 menuisiers par entreprise, 7.7 serruriers et 11 plâtriers. Ces chiffres sont à peu près stables sur toute la période étudiée.

⁸¹⁸ Perrot Michelle, *Les ouvriers en grève, op.cit.*, t.1, p.377

⁸¹⁹ *Ibid.*

⁸²⁰ Sirot Stéphane, *Le syndicalisme... op.cit.*, p.24

Dans le Midi aquitain, les premiers ouvriers à mettre en place ce type de structure sont les ouvriers menuisiers de Pau, de manière assez tardive en 1882⁸²¹. Les ouvriers peintres de Bayonne fondent leur propre Chambre en 1883, l'introduction du livret de sociétaire stipule : « Les ouvriers peintres, doreurs et colleurs de la ville de Bayonne, comprenant que c'est par la solidarité que les institutions populaires peuvent se maintenir, ont résolu de se former en Chambre Syndicale pour régler le prix du travail à façon et à la journée, et pouvoir soutenir de son appui celui de ses Membres qui se trouverait en discussion avec un patron, soit à l'amiable, soit devant un conseil des Prud'hommes [...] »⁸²².

Ils sont suivis des ouvriers menuisiers bayonnais qui organisent leur Chambre la même année. A la lecture de leurs statuts, on s'aperçoit qu'ils posent les bases de ce que l'on pourrait appeler un proto syndicat. En effet, on retrouve la volonté d'encadrement des salaires ouvriers, de favoriser des rapports constants entre ouvriers pour « développer la solidarité morale et matérielle », de mettre en place des rapports réguliers et apaisés avec les patrons et de développer l'instruction en ouvrant une bibliothèque « surtout consacrée aux questions sociales et organiser des conférences et enfin faciliter l'embauche des sociétaires⁸²³.

Pourtant il faut relever qu'aucun effort de fédéralisme ne semble avoir existé même si on retrouve parfois plusieurs corporations réunies au sein d'une même Chambre syndicale, comme les peintres et les doreurs par exemple.

Ce n'est pas un hasard si la création des Chambres Syndicales a lieu dans le courant des années 1880. Les effets de la crise de cette décennie eurent de nombreuses conséquences. A partir de cette date, la main d'œuvre rurale tend à se fixer en milieu urbain. La conséquence de cette fixation est que les logiques paysannes ne sont plus au centre des préoccupations et le salaire devient un enjeu central pour ces familles.

Dans le secteur du bâtiment, cette crise est également à l'origine d'une grande instabilité idéologique dans les corporations. La place du syndicalisme dans la structuration et la défense des métiers devient centrale. En effet, les corporations se montrent incapables de répondre à la diminution d'activité, et les syndicats, dont le positionnement était difficile car en concurrence directe avec le corporatisme, se multiplient et prennent le dessus. Pour certaines corporations, le syndicat prolonge dans les faits la mise en place des Chambres syndicales. En fait, progressivement, le syndicat se confond avec la corporation dont il marque les limites et

⁸²¹ Il semble exister de manière plus précoce des sociétés de secours mutuel. Il est néanmoins difficile de savoir quels rôles elles eurent dans la défense des corporations, spécifiquement dans le secteur du bâtiment.

⁸²² AD64 : 1J1898/27

⁸²³ AD64 : 1J1898/32, Statuts de la Chambre Syndicale des ouvriers menuisiers du bâtiment de Bayonne, p.4

dont il devient le moteur, mais sans l'effacer toutefois⁸²⁴. On peut illustrer ce propos par un exemple, qui peut paraître anodin mais tout compte fait assez représentatif, lors des funérailles de membres de la corporation des tailleurs de pierre, ancien rite compagnonnique que les syndicats reprennent en y mettant leur marque. Les décès de ses membres représentent en effet l'occasion de montrer la solidité du groupe ; en cas de disparition d'un membre, les statuts du syndicat précisent que celui-ci organise un accompagnement par « une délégation de dix membres pour y assister, sous réserve d'être à jour de ses cotisations »⁸²⁵...

La pénétration syndicale dans le secteur du bâtiment se fait de manière précoce mais progressive dans le département des Basses-Pyrénées. Ce mouvement est variable en fonction des « métiers », en effet les premiers à se syndiquer sont les peintres et les plâtriers comme on le constate lors des premières grèves du bâtiment à Pau en 1896, les tailleurs de pierre suivent ; en revanche les charpentiers semblent plus résistants au fait syndical, ils n'ont pas formé de syndicats au cours des deux grèves de 1891 et 1896 et pourtant ils savent se mobiliser de manière efficace⁸²⁶. En 1913 les charpentiers de Salies de Béarn n'ont toujours pas constitué de syndicats.

Les rapports entre les différents syndicats du bâtiment à la CGT ne sont pas clairs et parfois complexes. La seule preuve directe que nous ayons est l'adhésion du syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy à la Bourse du travail de Pau et à la CGT en 1905, lien qui est rompu en 1909 ; ce même syndicat décide de l'adhésion à la Fédération du bâtiment en 1911 pour s'en défaire un an plus tard⁸²⁷. En fait, les sources étudiées ne font pas état d'une adhésion directe des différents syndicats du bâtiment à la Confédération, or la plupart sont affiliés aux Bourses du travail de Pau et Bayonne qui sont clairement liées à la CGT. De plus

⁸²⁴ de Ochandiano Jean-Luc, *Processus identitaires dans le monde ouvrier et intervention de l'Etat*, Diplôme de conservateur de bibliothèque, Saint Etienne, 2001, p.64. Cet auteur a étudié cette transition entre la corporation et le syndicat chez les ouvriers du bâtiment lyonnais. Selon lui, la bascule devient vraiment « effective » à partir de 1910, date à laquelle le « syndicat a alors la prétention d'être la corporation en prenant une forme qui le fait coïncider avec le groupe ouvrier appartenant au métier.[...] si ce syndicalisme obligatoire est rendu possible, c'est par ce qu'il est accepté par une grande partie de la population ouvrière du Bâtiment. » A l'échelle des Basses-Pyrénées, il semblerait néanmoins, que les syndicats prennent en main les corporations, certes de manière progressive mais surtout, beaucoup plus précocement et ce, dès le début des années 1900 à en juger par les grèves qu'ils mènent et le pourcentage d'ouvriers syndiqués. On peut ajouter que cette pénétration syndicale varie aussi en fonction des métiers et n'est donc pas uniforme. De plus, au-delà de l'aspect purement idéologique, cette prise en main syndicale semble répondre en premier lieu à des impératifs légaux et de représentativité.

⁸²⁵ Procès-verbal du syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy d'avril 1908 (voir note 12 en suivant)

⁸²⁶ Les charpentiers se placent en haut de la hiérarchie des métiers du bâtiment or, dans les années 1880-1890 les effectifs chutent, en réaction ils ont tendance à se replier fortement vers une identité compagnonnique qui s'affronte au syndicat. du Maroussem Pierre, *La question ouvrière : cours libre professé à la Faculté de droit de Paris. Charpentiers de Paris : compagnons et indépendants*, Rousseau, 1891, p.165

⁸²⁷ Documents conservés à la Mairie d'Arudy. Il s'agit des procès-verbaux des réunions syndicales qui s'étalent de 1902 à 1930. Nous reviendrons plus largement sur le fonctionnement de ce syndicat dans le chapitre suivant.

l'imprégnation idéologique du syndicalisme d'action directe au sein des différentes corporations est manifeste.

On le voit, cet ancrage syndical reste cantonné aux « métiers » à l'image du morcellement de la profession. Au niveau national les différentes tentatives pour mettre en place une fédération d'industries se heurtent à des échecs ; la Fédération nationale du Bâtiment mise sur pied en 1882 ne dura que deux petites années ; dix ans plus tard la première tentative de créer une structure d'industrie au sein de la Fédération nationale des chambres syndicales et groupes corporatifs des ouvriers du bâtiment de France à Bordeaux se heurte à l'acceptation de ce mode de syndicalisation⁸²⁸. En 1900 au sein de la CGT, la Fédération du Bâtiment ne rassemble que 15% des entreprises de ce secteur⁸²⁹.

Toutefois, localement, des regroupements se font jour, puisque les ouvriers du bâtiment à Oloron ont un syndicat commun. Sur la côte basque, les peintres et les plâtriers de Biarritz font partie de l'Union des syndicats ouvriers de la ville tandis qu'on retrouve une section du bâtiment à la Bourse du travail de Bayonne mais qui ne semble que représentative⁸³⁰.

Pour autant, les différentes conférences organisées par les représentants syndicaux nationaux dès 1909 dans les Basses-Pyrénées sont loin de rassembler les foules. A la veille de la Grande Guerre, lorsqu'un délégué de la Fédération du bâtiment parisien, dénommé Frago, entame une tournée dans le département. Les différentes réunions d'information qu'il tient à Pau et Oloron ne réunissent qu'une trentaine d'ouvriers, tout juste une centaine à Bayonne⁸³¹. Il exhorte une fois de plus ces derniers à se constituer en sections syndicales regroupant les différents métiers du bâtiment. Cette idée se heurte à une réticence très nette et à l'annonce des cotisations à avancer pour ces projets, les salles se vident. L'attitude du seul syndicat du bâtiment unifié d'Oloron est édifiante : « estimant que ses ressources pécuniaires étaient plus utiles à ses membres qu'aux administrateurs de la confédération générale s'étaient retiré [de la salle de réunion] »⁸³²

⁸²⁸ Sirot Stéphane, *Le syndicalisme... op.cit.*, p.28

⁸²⁹ Sirot Stéphane, *Le syndicalisme... op.cit.*, p.29

⁸³⁰ AD64 : 10M30, rapport Bourse du Travail de Bayonne en 1911

⁸³¹ AD64 : 10M30

⁸³² AD64 : 10M30, rapport du commissaire de police de la ville d'Oloron du 4 mars 1914

3) Une nouvelle discipline syndicale

Pour qu'une organisation, syndicale ou autre, puisse fonctionner et être efficace elle nécessite la mise en place d'une discipline assez rigide qui peut entrer en contradiction directe avec l'autonomie singulière des ouvriers du bâtiment. Dans ce secteur, mais il s'agit d'un problème beaucoup plus large que rencontrent plusieurs syndicats de professions très diverses, les tendances centrifuges sont prédominantes et il est nécessaire de les contrebalancer. Bien entendu, l'acceptation syndicale est assez large parmi les ouvriers qui y voient un mode de gestion plus opérant, sans cela comment imaginer un développement aussi précoce de ces structures. Les pourcentages d'ouvriers syndiqués montrent ainsi une adhésion significative aux syndicats autour de l'année 1906, puis va suivre la tendance générale avec des pertes d'effectifs progressives jusqu'à la Guerre de 1914.

Année	Ville	Spécialité	Ouvriers syndiqués	Nombres d'ouvriers dans la commune de la même spécialité	Pourcentage
1904	Bayonne	Charpentiers	262	350	75%
1905	Biarritz	Peintres	87	120	72.5%
	Bidache	Tailleurs de pierre	96	100	96%
1907	Oloron	Charpentiers	33	3	90%
	Oloron	Maçons	28	4	85%
	Oloron	Plâtriers	7	2	77%
	Oloron	Menuisiers	21	5	76%
1908	Arudy	Tailleurs de pierre	105	170	61%

Tableau n°29 : taux de syndicalisation parmi les ouvriers du bâtiment⁸³³.

Le contrôle syndical est permanent et s'opère en dehors de la grève et bien entendu au cours des conflits avec un double défi de contrôle interne de ses membres, mais également de contrôle externe envers les ouvriers qui ne font pas partie de leur organisation.

Les archives de l'association syndicale des ouvriers tailleurs de pierre⁸³⁴, source de premier

⁸³³ Chiffres calculés à partir des données des séries 10M14 et 10M16

⁸³⁴ Procès-verbaux des réunions syndicales des ouvriers tailleurs de pierre d'Arudy qui s'étalent de 1902 à 1930.

ordre, permettent d'appréhender ce contrôle interne en dehors de l'acte de grève. Cela passe par deux voies principales : les réunions avec un système de vote systématique pour toute décision et le système des amendes. Les réunions du bureau syndical sont fréquentes, quasi mensuelles et peuvent aller jusqu'à plusieurs fois par semaine en cas de grève. On y discute de tous les sujets inhérents au fonctionnement général du syndicat et tout est discuté et avalisé par un vote le plus souvent direct à main levée. Ainsi on vote sur la mise en grève, sur la reprise du travail, sur des sanctions à apporter en cas de déviance d'un membre syndiqué ou sur la décision d'adhérer à une organisation. Par ce biais participatif, l'organisation syndicale implique ses sociétaires de manière vivante et directe. Il existe bien évidemment des limites fortes à ce fonctionnement qui n'a pas grand-chose de démocratique. L'orientation des débats et le système de vote ne facilitent pas l'émergence de voix dissonantes, les invectives à l'encontre des membres du bureau sont directement sanctionnées⁸³⁵.

A côté de ce système, que l'on pourrait qualifier « d'incitatif », existe une politique assez stricte de contrôle des comportements des ouvriers syndiqués, pouvant générer des sanctions financières en cas de non-respect des règles ou de comportements jugés non conformes. Cela va de la simple amende pour avoir causé du vacarme au cours d'une réunion ou pour avoir manqué à l'appel d'une assemblée trimestrielle à une forte amende associée à l'exclusion du syndicat pour avoir travaillé pendant une grève alors que l'entreprise était mise à l'index. La dichotomie qu'installe le syndicat avec les ouvriers non syndiqués est très claire : « Une amende de 2 francs sera infligée aux membres du syndicat qui donneront la main aux ouvriers non syndiqués. »⁸³⁶ En dehors de ces cas extrêmes, ces procès-verbaux sont régulièrement émaillés d'ouvriers démissionnaires qui reviennent quelques mois ou années plus tard ; malgré les pénalités syndicales sous forme d'arriérés qu'ils doivent payer, beaucoup font la « navette » pour des raisons de mobilité ou autres. Mais au-delà de ces fonctionnements institutionnels, qui ont pour but de fixer le groupe, c'est également tout un système de solidarités qui se met en place de manière très structurée et que nous aborderons en détail plus en avant.

Cette logique se poursuit bien évidemment au cours de la grève où la discipline syndicale est fondamentale afin d'assurer la cohésion des ouvriers et assurer le maximum de réussite au mouvement. Ainsi dès le début de la grève des plâtriers de Pau en 1905, le syndicat essaie de contractualiser la cessation de l'activité par la signature d'un document, 68 des 74 membres de la corporation des plâtriers signent une sorte de contrat qui valide la cessation de

⁸³⁵ Procès-verbal de la séance du syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy de décembre 1903

⁸³⁶ Procès-verbal de la séance du syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy de novembre 1903

l'activité⁸³⁷. Dès le début de la grève, les ouvriers mettent en place un système de surveillance des chantiers qu'ils contrôlent tous les matins⁸³⁸. Au bout d'un mois de conflit, quelques ouvriers nécessaires reprennent le travail mais on compte encore trente à quarante plâtriers qui font corps. Les patrons menacent alors d'employer des ouvriers « étrangers » à la commune, ce qu'ils mettent à exécution de manière assez parcimonieuse afin de ne pas heurter les sensibilités. Ainsi, le premier entrepreneur à franchir le pas fait venir un plâtrier de Bayonne qui, dès son arrivée, est « invité à se rendre à la Bourse du travail »⁸³⁹. Ignorant cette recommandation, il se rendit sous escorte policière sur le chantier « nul ne l'a découragé mais à 11 heures lorsqu'il s'est rendu au restaurant Armagnac où il était descendu il a trouvé huit grévistes qui lui ont payé à boire et l'on déterminé à ne pas retourner au travail. Il a déclaré à un agent qu'il allait repartir pour Bayonne. »⁸⁴⁰ De plus, quatre autres ouvriers venus eux aussi de Bayonne le jour suivant ne souhaitèrent même pas commencer le travail. Quelques jours plus tard, le président du syndicat se déplace accompagné de neuf grévistes pour convaincre des ouvriers Bordelais de cesser le travail en leur proposant le billet retour accompagné d'une indemnité. Après plus d'un mois de conflit, la pression syndicale reste très forte et les différentes tentatives de conciliations se heurtent à l'intransigeance des deux parties.

On retrouve bien d'autres exemples de contrôles interne et externe du groupe notamment chez les peintres de Biarritz en 1909 qui inspectent les chantiers et notent les noms des ouvriers qui y travaillent, la sanction est purement et simplement l'éviction du syndicat⁸⁴¹.

La mainmise syndicale sur les groupes ouvriers s'opère aussi chez les autres corporations, comme les tailleurs de pierre mais à ce stade il est important de voir que le syndicat offre un cadre structuré et fonctionnel, largement adopté par les ouvriers du bâtiment, qui prend forme au fil des grèves qui essaient les Basses-Pyrénées entre 1896 et 1914. A travers l'étude plus approfondie de ces conflits nous allons voir les mutations qui s'opèrent dans le bâtiment à la Belle époque.

⁸³⁷ AD64 : 10M14, rapport du commissaire central de la ville de Pau du 15 juillet 1905

⁸³⁸ *Ibid.*

⁸³⁹ AD64 : 10M14, rapport du commissaire central de la ville de Pau du 23 août 1905

⁸⁴⁰ AD64 : 10M14, rapport du commissaire central de la ville de Pau du 23 août 1905

⁸⁴¹ AD64 : 10M14, rapport du commissaire de police de Biarritz du 6 juin 1909

Métier	année	ville	Nombre de grévistes	jours de grèves
Charpentiers	1891	Pau	120	9
	1896	Pau	127	10
	1906	Bayonne	10	1
	1911	Orthez	23	45
	1913	Salies de Béarn	21	2
<hr/>				
Menuisiers	1906	Biarritz	85	2
<hr/>				
Peintres	1897	Pau	60	63
	1905	Biarritz	70	1
	1909	Biarritz	150	11
	1911	Bayonne	58	7
<hr/>				
Plâtriers	1905	Pau	74	41
		Biarritz	60	106
<hr/>				
Serruriers	1903	Pau	36	56
	1906	Biarritz	35	3
<hr/>				
Tailleurs de pierre	1902	Arudy	180	10
	1903	Arudy	80	5
	1904	Arudy	73	10
	1905	Bidache	200	8
		Bidache	200	28
	1906	Arudy	170	16
		Biarritz	35	27
	1908	Arudy	150	15
1913	Arudy	170	45	
<hr/>				
Grèves inter corporatives				
Maçons/Tailleurs de pierre Peintres/Plâtriers	1896	Pau	94	13
	1896	Pau	46	11
<hr/>				
Menuisiers	1906	Pau	62	167
Maçons	1906	Pau	74	38
<hr/>				
Ensemble des ouvriers du bâtiment	1907	Oloron	84	10

Tableau n°30 : Grèves des ouvriers du bâtiment dans les Basses-Pyrénées 1890-1914. Source : Ministère du Travail, *Statistique des grèves ...op.cit.*

B) Les grèves comme miroir des évolutions sociales et professionnelles au sein des métiers

L'étude des causes et des comportements ouvriers dans les grèves sont autant de révélateurs des réalités professionnelles de leur temps. La grève se situe au centre des relations sociales et régule ainsi les rapports sociaux.

Par ailleurs les solidarités qui se mettent en place lors des conflits se placent dans une dynamique politique de changement des rapports sociaux et de transformation de la société fruit du syndicalisme d'action directe.

L'avènement de l'Art nouveau, qui représente une parenthèse stylistique assez singulière dans l'histoire de l'architecture, se caractérise par la nécessité d'une compétence ouvrière très avancée⁸⁴². L'apparition de nouveaux matériaux de construction couplée à de nouvelles techniques, entraînent des changements profonds au sein des métiers.

1) Les bouleversements dans la hiérarchie des métiers

Trois corporations apparaissent au premier plan dans le domaine revendicatif entre 1896 et 1912 : les plâtriers, les peintres et les menuisiers. Au moment où les charpentiers et les tailleurs de pierre, qui étaient au sommet de la hiérarchie des métiers du bâtiment, tendent à s'effacer, ce sont les corporations les « moins nobles » qui semblent prendre les rênes de la contestation⁸⁴³. Ils sont en effets les premiers à former des Chambres syndicales et à mettre assez rapidement sur pied les premiers syndicats dans le secteur du bâtiment. Leur influence sur les autres corporations se démarque, il apparaît ainsi que la grève des ouvriers peintres syndiqués de Biarritz en 1905⁸⁴⁴, et celle des plâtriers de la même commune l'année suivante aient entraîné la diffusion de l'idée syndicale au sein des différentes corporations du bâtiment, de sorte qu'en 1906 on compte une dizaine d'organisations dans les deux communes de Bayonne et Biarritz⁸⁴⁵. Mais, nous l'avons vu, aucune union syndicale inter corporatiste spécifique aux métiers du bâtiment ne voit le jour avant 1914.

Avec un caractère nettement offensif, les grèves que déclenchent les syndicats de ces trois corporations se caractérisent par des marqueurs très spécifiques. Leur durée est inhabituellement prolongée, ce sont 106 jours de grèves pour les plâtriers de Biarritz en 1906

⁸⁴² Laurentin Emmanuel, Puisque rien ne dure. Une brève histoire du sable (4/4) La réinvention du béton, *La Fabrique de l'histoire*. France Culture, 27 juin 2019, 52min.

⁸⁴³ De Ochandiano Jean-Luc, *op.cit.*, p.51

⁸⁴⁴ AD64 : 10M14, rapport sur la grève des ouvriers peintres de Biarritz en 1905

⁸⁴⁵ AD64 : 10M14, rapport sur grève des ouvriers plâtriers de Biarritz en 1906

et jusqu'à 167 jours de grève chez les menuisiers de Pau la même année. La durée moyenne pour l'ensemble des grèves de ces corporations se fixe à 45 jours environ. Mais ces conflits se singularisent également par les méthodes utilisées dans les grèves et l'importance de la cohésion de ces groupes dans des grèves aussi longues. Nous avons déjà vu en amont les mesures de contrôle interne et externe aux groupes ouvriers que les syndicats mettent en place afin d'assurer la plus grande cohésion possible.

D'un autre côté, les charpentiers et les tailleurs de pierre, métiers emblématiques du bâtiment, se voient progressivement concurrencés par l'émergence de matériaux nouveaux. La pierre de taille, nettement plus onéreuse, reste employée mais son attrait diminue et les différentes entreprises du secteur voient leurs commandes diminuer. Le prix de revient de la pierre baisse ainsi inévitablement. Ici se trouve donc le point de divergence entre la nécessité de résister à la concurrence pour les patrons et le besoin pour les ouvriers de maintenir leur salaire. Cela entraîne des grèves à prédominance défensive de la part des ouvriers. Sur les neuf grèves de tailleurs de pierre qui se déclarent, cinq peuvent être répertoriées comme défensives.

La pierre de taille reste un élément essentiel pour la construction. On l'utilise pour la confection du bâti, des cheminées, des fondations, des linteaux, etc. Toutefois, dans le courant du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, le béton vient directement concurrencer la pierre. C'est le béton moulé, ou « fausse pierre », qui vient parer certaines demeures de villégiature ou bâtiments de plus grande importance, on peut mouler des pierres d'angle, des claveaux, des balustrades, des corniches, des modillons et bien d'autres objets. Vient ensuite assez rapidement le ciment armé que l'on retrouve de plus en plus fréquemment dans la construction de grands édifices. La réfection et l'agrandissement du Palais-Biarritz à la suite de l'incendie de 1903 transformé en hôtel du Palais se fait à grand renfort de béton armé, les briques ne servant que de parement⁸⁴⁶. La fièvre de construction qui s'empare de Biarritz à la belle époque étale de luxueux hôtels comme l'Hélianthe, le Carlton ou le Régina qui bénéficient tous de la révolution du béton armé⁸⁴⁷. Certes au départ ce sont des entreprises spécialisées, extérieures au Midi aquitain, nantaises ou parisiennes, qui se placent sur ces nouveaux créneaux, mais les techniques se diffusent aussi chez les entrepreneurs locaux et à partir de 1906 on les utilise de plus en plus régulièrement pour les constructions traditionnelles.

Les deux principaux gisements d'exploitation de la pierre de taille dans les Basses-

⁸⁴⁶ Gibert Émilie, *Le patrimoine bâti de Biarritz issu du développement balnéaire de la ville: protection et mise en valeur*, Histoire, 2014, p.49

⁸⁴⁷ *Ibid.*

Pyrénées se situent à Arudy et ses environs ainsi qu'à Bidache. Les deux sites connaissent des facteurs conjoncturels importants qui se surajoutent aux tendances de fond exposées précédemment.

La pierre de Bidache, très réputée, est largement employée dans la construction à Bayonne et Biarritz, et ce secteur se porte plutôt très bien. Après une première grève de huit jours en avril 1905, les tailleurs avaient même obtenu une réduction de leur journée de travail de 12 à 10 heures par jour, accompagnée d'une augmentation de salaire. Mais au cours de l'année 1905, le marché local de la pierre est dévalué en raison de la démolition partielle des casemates et des remparts de Bayonne⁸⁴⁸. La pierre de Bidache, trop chère, se vend beaucoup moins bien et au cours de l'été 1905 une grève éclate lorsque les patrons décident de se séparer de onze ouvriers car le travail vient à manquer. Néanmoins, cette situation paraît très ponctuelle car ces ouvriers ne déclenchent plus de grèves par la suite.

A la différence de leurs homologues de Bidache, les différentes carrières d'Arudy, riches en pierres calcaires et autres marbres essentiellement utilisés dans la construction, souffrent de la relative stagnation du marché du bâtiment à Pau à la Belle Epoque. Après des années fastueuses, cette situation s'installe insidieusement et semble se chroniciser, les gros chantiers se raréfiant.

Même si le salaire est au cœur des revendications ouvrières, les causalités et les problématiques qui en découlent apparaissent très différentes selon les corporations et la conjoncture qui les produit. Ces variabilités constituent un autre facteur de morcellement des métiers qui ne favorise pas l'inter corporatisme dans les grèves.

2) Un inter corporatisme contre nature

De 1890 à 1914 dans les Basses-Pyrénées, on recense vingt-huit grèves dans le secteur du bâtiment. De nombreuses similitudes se détachent parmi toutes ces grèves avec des comportements très comparables au sein des différentes corporations de métiers. Au moins de ce point de vue on peut réellement parler de la « famille » des ouvriers du bâtiment.

On peut dégager des tendances générales dans les grèves avec un caractère nettement offensif, à plus de 80%, ou encore la marque printanière et estivale de la mise en grève, entre avril et juillet principalement puisque plus de 85% d'entre elles se déclenchent entre avril et septembre. De plus ces mouvements de grèves sont largement récompensés par des résultats positifs pour les ouvriers, on compte seulement un quart d'échecs sur l'ensemble des

⁸⁴⁸ AD64 : 10M16, compte rendu du préfet des Basses-Pyrénées du 28 juillet 1905

revendications exposées par les ouvriers du bâtiment.

Par ailleurs, les structures revendicatives sont principalement axées sur le salaire et le temps de travail. 52% d'entre elles concernent des augmentations de salaires et 34% une réduction du temps de travail à 10 heures quotidiennes ou moins. Si les demandes de réduction de travail sont assez facilement acceptées, les négociations salariales sont souvent plus dures et nécessitent plusieurs conciliations. Le taux de réussite de ces mouvements est nettement en faveur des ouvriers, si l'augmentation des salaires évolue assez peu, la durée du travail diminue nettement passant de 11-12 heures quotidiennes à une acceptation assez large des 10 heures quotidiennes.

En revanche, ces grèves apparaissent souvent isolées sans réelle intention, ou peut être ambition, de mettre en place des conflits transcendant les corporations. Si on analyse les grèves des ouvriers du bâtiment par rapport à leur chronologie et les lieux où elles se déroulent, on se rend néanmoins compte de quelques rares tentatives d'interconnexion entre les métiers et d'un certain effet d'entraînement capables de déclencher des mouvements locaux⁸⁴⁹. On retrouve par exemple cet effet de suite à Biarritz en 1906, où à la longue grève des plâtriers fait suite celle des menuisiers puis celle des serruriers. Ces grèves gardent malgré tout une marque corporative nette. Il s'agit de conflits en chaîne, le succès des premiers entraînant la grève des seconds et ainsi de suite. Mais la notion de front commun est absente.

Nous savons malheureusement peu de choses sur les grèves de 1896 des ouvriers du bâtiment à Pau. Elles semblent plus ou moins liées car elles se succèdent en se chevauchant et rassemblent surtout les peintres et les plâtriers, les premiers à initier le mouvement. On peut facilement imaginer un effet stimulant sur les autres corporations par des résultats concrets obtenus. Suivent les tailleurs de pierre, puis les charpentiers qui sont les seuls à ne pas s'être constitués en syndicats. En 1905, alors que le conflit des plâtriers semble dans l'impasse, le président de la jeune Bourse du travail de Pau brandit la menace d'un conflit étendu aux autres corporations du bâtiment, dans les faits elle ne fut jamais mise à exécution⁸⁵⁰.

Toujours à Pau en 1906 une grève se place au départ dans une dynamique inter corporative en regroupant initialement les charpentiers, les menuisiers et les maçons et tailleurs de pierre sous la bannière d'une union syndicale de circonstance. Néanmoins, il apparaît clairement des différences dans la gestion de la grève ; tandis que les menuisiers agissent en chefs de file, les maçons, moins organisés, reprennent le travail au bout d'un mois

⁸⁴⁹ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t.1, p.382

⁸⁵⁰ AD64 : 10M14, compte rendu du préfet de Pau du 2 août 1905

de grève⁸⁵¹. Logiquement cette dernière se termine en ordre dispersé et cet échec a un retentissement important au sein de ces groupes d'ouvriers, qui réclament un réajustement de leurs salaires, car elle marque le pas de la contestation. On ne retrouve plus de grève des ouvriers du bâtiment à Pau avant la Grande Guerre.

La seule grève que l'on peut réellement qualifier d'inter corporative est la grève des ouvriers du bâtiment d'Oloron en 1907. Elle réunit quatre-vingt-dix grévistes environ. Tous les métiers sont représentés avec les charpentiers, les maçons, les plâtriers, les menuisiers, les peintres, les serruriers et les zingueurs, dont la plupart sont syndiqués⁸⁵². De nombreux syndicats de la ville suivent le cours de cette grève et la caisse des sandaliers vient au secours des ouvriers du bâtiment. Le succès de cette grève semble entraîner dans son sillage quelques mois plus tard une vague de grèves chez les ouvriers du textile, les sandaliers et les tanneurs.

3) La grève, acte majeur de régulation des rapports sociaux

Les grèves se placent dans un problème récurrent de négociation des rapports sociaux qui ne passe que par une relation de force et où elles en représentent l'élément régulateur central. Cet ensemble est étroitement contrôlé par les syndicats qui gèrent les conflits intégralement.

Ainsi, les grèves que conduisent les syndicats du bâtiment se placent systématiquement dans une concertation préalable.

Avant toute action de mise en grève, le syndicat informe les entrepreneurs par un préavis quasi systématique. Sous la forme d'un courrier, en général envoyé de manière nominale aux différents patrons, les ouvriers soumettent les nouvelles réglementations, tarifaires ou autres, décidées en amont par les ouvriers. Même si les formules de politesses ponctuent ces courriers, les demandes sont fermement exposées tout en laissant la place à des compromis, « si des explications complémentaires vous paraissent nécessaires, les Syndicats s'empresseraient de désigner une délégation qui se mettrait en rapport avec une délégation patronale. »⁸⁵³ Le syndicat se place dans une logique de négociation directe avec les employeurs. Même les grèves défensives sont marquées par une perspective de préparation et d'organisation, seuls les préavis donnés aux patrons se raccourcissent dans ces cas-là.

⁸⁵¹ AD64 : 10M14, rapport du commissaire central de Pau du 14 juin 1906

⁸⁵² AD64 : 10M14, à cette date on comptabilise comme ouvriers du bâtiment de première catégorie à Oloron respectivement 33 charpentiers (dont 3 non syndiqués), 28 maçons (4), 7 plâtriers(2), 21 menuisiers(5), 7 peintres(5), 11 serruriers (6) et 6 zingueurs(4).

⁸⁵³ AD64 : 10M14, lettre type adressée aux employeurs par les syndicats ouvriers du Bâtiment lors de la grève de 1906 à Pau.

Le meilleur exemple de l'immixtion de ce rôle régulateur de la grève se rencontre à Arudy. Chaque année ou presque apporte son lot de grèves. Ainsi, de 1902 à 1913, six grèves se succèdent en 1902, 1903, 1904, 1906, 1908 et enfin 1913. Le thème est invariable : la renégociation des conventions fixées en 1902, 1906 et 1908 que de nombreux patrons ne respectent pas. Afin de ne pas tomber dans un inventaire de conflits qui se ressemblent et se répètent, nous allons brièvement décrire la séquence d'évènements qui aboutit à une vive opposition en 1913.

Un syndicat ouvrier se constitue dès le printemps 1902. Organisé en trois sections, correspondant aux trois sites d'extraction d'Arudy, Louvie et Izeste, son siège se situe dans la petite commune d'Arudy. Celui-ci est très rapidement mis à l'épreuve à quelques mois de sa formation et dirige de manière intégrale les différentes grèves qu'il déclenche. Au cœur de la stratégie: la mise à l'index décidée, votée et strictement contrôlée par le syndicat. Certains patrons peuvent être épargnés par ces mesures s'ils acceptent la négociation. Mais les situations sont souvent bloquées et tout comme leurs homologues du second œuvre, les appels à l'aide du syndicat passent par des courriers détaillés adressés au préfet.



Photographie n°20 : les carriers d'Arudy.

En fait, dans les grandes lignes, les tarifs des tailleurs de pierre n'évoluent guère et tournent autour de la convention de 1902, qui fixe un salaire de 3Fr50 à 4Fr50 par jour en fonction de la catégorie d'ouvriers. En dehors de la grève de 1904, qui se termine lorsque les tailleurs de

Pierre acceptent la diminution du tarif fixé en 1902 sur le mode de mesurage des pierres⁸⁵⁴ et la grève de 1906, durant laquelle 170 tailleurs de pierre mènent une grève très suivie, pour demander une augmentation des salaires et le rétablissement de la convention de 1902, toutes les grèves menées se placent dans la renégociation des conventions signées entre syndicat patronal et syndicats ouvriers. Ainsi, dans le courant de l'été 1908, aucune initiative patronale ne se manifeste malgré les demandes répétées des ouvriers pour discuter des nouveaux tarifs. Au cours d'une réunion à la Mairie d'Arudy, les tailleurs de pierre décident de se mettre en grève à l'issue d'un vote secret qui recueille 76 voix contre une⁸⁵⁵. La grève dure 15 jours et le tarif est maintenu, avec une discrète hausse pour le travail à la pièce.

Une nouvelle fois, la grève de 1913 survient par un manque de dialogue entre les syndicats ouvriers et patronaux, et la renégociation de la convention de 1908 arrivée à échéance passe une fois de plus par une action de blocage. C'est clairement le conflit le plus dur. Dans un second temps les manœuvres et les ouvriers carriers se joignent aux tailleurs dans la contestation de sorte que tous les chantiers d'Arudy, Izeste et Louvie sont à l'arrêt complet⁸⁵⁶. Au maximum de la grève on compte 280 ouvriers et, avec 5 000Fr. en poche, la caisse de grève est bien fournie ; on s'attend à une grève longue.

Les situations de blocage sont donc fréquentes et on retrouve quasiment dans tous les conflits des demandes de conciliation ou d'arbitrage. Elles sont alors adressées au juge de Paix mais plus souvent directement au préfet par courrier signé du syndicat. Le ton de ces courriers est toujours affable et respectueux, les ouvriers exposent de manière détaillée les points de désaccords avec leurs employeurs. Lors de la grève des plâtriers de Pau en 1905 le syndicat adresse un courrier très détaillé au préfet, avec plusieurs pages sur les différents tarifs pour les ouvrages de plâtres, ainsi qu'à l'architecte afin de voir s'il peut répercuter une éventuelle hausse sur le prix des chantiers.

En fait, les syndicats cherchent à signer des conventions collectives qui entérinent les accords conclus de manière plus ou moins stable.

Les résultats de ces grèves sont le plus souvent le fruit d'une suite de négociations plus ou moins tendues mais quasi systématiquement régulées par la médiation du sous-préfet. Il en résulte un fort taux de résolution par des compromis sur les revendications initialement présentées par les ouvriers. Le pourcentage d'échec est très faible, inférieur à 25% sur cette série, en revanche, si les statistiques des tailleurs de pierre sont superposables, les résultats

⁸⁵⁴ AD64 : 10M16, rapport du brigadier Plou daté du 24 mars 1904

⁸⁵⁵ AD64 : 10M16, lettre de l'Association syndicale des ouvriers tailleurs de pierre adressée au préfet et datée du 03 septembre 1908

⁸⁵⁶ AD64 : 10M16, rapport du commissaire spécial daté du 8 juillet 1913

réels sont beaucoup plus mitigés.

4) Communiquer pour ne pas avoir à manifester ?

En cas d'échec, le recours à la médiatisation se fait de plus en plus fréquemment par l'intermédiaire de lettres ou avis publiés par voie de presse. La finalité se veut pédagogique en expliquant publiquement les raisons de la grève avec un argumentaire souvent très détaillé. Mais cette médiatisation permet également de diffuser largement qu'une grève est déclarée. L'idée n'est pas nouvelle puisqu'on la retrouve clairement énoncée dans l'article 4 des statuts de la Chambre syndicales des menuisiers : « De saisir l'opinion publique par tous les moyens possibles (réunions, conférences, brochures, journaux et affiches), des besoins et réclamations de la profession, afin de la faire juge de leur légitimité, et obtenir son appui. »⁸⁵⁷ Tout est dit et l'exemple le plus éloquent de cette mise en scène publique a lieu lors de la grève des menuisiers à Pau en 1906. Après plusieurs jours de joutes par lettres interposées, le journal *La Dépêche* publie un article en déplorant que ce « n'est pas par polémiques de presse que ces sortes de différents peuvent se régler à l'amiable et nous les considérons plutôt comme nuisibles aux intérêts de tous. »⁸⁵⁸ Mais les menuisiers ne sont pas les seuls à utiliser ces moyens de pressions puisque les plâtriers de Pau et les tailleurs de pierre d'Arudy aussi exposent leurs revendications par voie de presse. Les patrons utilisent les même canaux de communication en retour ce qui donne parfois un ton de règlement de compte dans les droits de réponse.

Les ouvriers peintres de Biarritz placardent des affiches afin d'informer la population sur les causes du conflit, ces mêmes encarts précisent que si des particuliers ont des travaux à effectuer ils peuvent s'adresser directement au bureau du syndicat⁸⁵⁹.

Lors de la cessation du travail les ouvriers ne manifestent pas, ce qui en fait une des marques du comportement de ces corporations, mais la participation est massive afin de faire pression sur le patron. De manière assez variable, on retrouve plusieurs tentatives de débauchage accompagnées de quelques condamnations pour entraves à la liberté du travail ; la grève des ouvriers peintres de Biarritz en 1906 est suivie de cinq condamnations à de la prison ferme⁸⁶⁰.

On retrouve quelques manifestations peu importantes chez les tailleurs de pierre, ces

⁸⁵⁷ AD64 : 1J1898/32, Statuts de la Chambre Syndicale des ouvriers menuisiers du bâtiment de Bayonne, p.4

⁸⁵⁸ AD64 : 10M14, article publié dans *La Dépêche* du 12 juillet 1906

⁸⁵⁹ AD64 : 10M14, rapport du commissaire de police de Biarritz du 6 juin 1909

⁸⁶⁰ AD64 : 10M14, questionnaire de l'Office du Travail sur la grève des ouvriers peintres de Biarritz en 1906

dernières surviennent surtout dans un contexte défensif, ou en réaction à une situation considérée comme injuste par les ouvriers. Alors que la grève des tailleurs de pierre d'Arudy en 1913 est dans une impasse qui semble inextricable, trois réunions se succèdent avec la complicité du juge de Paix et du sous-préfet mais aucun accord en vue. En représailles, les patrons intentent un procès contre leurs ouvriers au tribunal d'Oloron pour rupture de contrat⁸⁶¹. Par ce biais, ils entendent faire pression sur les tailleurs de pierre pour qu'ils regagnent au plus tôt leurs postes. Les patrons obtiennent gain de cause mais le jugement est assez équilibré puisqu'il oblige les ouvriers à reprendre le travail sous peine d'une amende journalière, en revanche le syndicat patronal est débouté de sa demande de dommages et intérêts⁸⁶². En réaction, et à la suite d'une réunion du syndicat, ils décident de descendre dans la rue pour manifester. Le cortège est calme, sans débordement, les ouvriers marchent dans les rues d'Arudy, où siège le bureau du syndicat, en chantant « l'Internationale »⁸⁶³.

Durant les deux grèves de Bidache en 1905, les carriers se joignent aux tailleurs, il semblerait en fait que ce « mélange », que l'on retrouve à Arudy en 1913, favorise les manifestations. C'est ce qui se passe en mars 1905 à Bidache durant plusieurs jours, les ouvriers tailleurs fraîchement syndiqués défilent dans les rues en chantant « L'Internationale », la « Carmagnole » et en criant « vive la grève » ; le mouvement paraît ici plus politisé si l'on en croit ces chants. Afin de tenir les troupes, les grévistes font deux appels par jours et « lorsque l'un d'eux manque, 4 ou 5 camarades se détachent pour l'aller chercher, et, autant par intimidation que par persuasion, ils lui font rejoindre le groupe »⁸⁶⁴. On déplore quelques actes de malveillance et des vols d'outils, mais aussi des actes d'intimidations et de violence commis par une soixantaine de grévistes qui jetèrent des pierres sur un maître carrier en criant « à mort les patrons, au feu, à l'assaut »⁸⁶⁵. Ces actes de violence se répètent durant la grève de juillet. La réaction patronale est forte, un lock-out est décidé devant l'échec des pourparlers.

⁸⁶¹ AD64 : 10M16, lettre du sous-préfet d'Oloron datée du 16 juillet 1913. Les ouvriers se sont mis en grève avant la fin légale de la convention signée pour 5 ans en 1908.

⁸⁶² AD64 : 10M16, rapport d'audience publique du tribunal d'Oloron du 30 juillet 1913

⁸⁶³ AD64 : 10M16, lettre du sous-préfet d'Oloron datée du 6 août 1913

⁸⁶⁴ AD64 : 10M16, rapport du capitaine Philippeau du 7 avril 1905

⁸⁶⁵ AD64 : 10M16, rapport du chef d'escadron Patissier du 7 avril 1905



Photographie n°21 : carriers de Bidache au travail.

Ici, la durée des conflits devient un facteur fondamental dans l'équation qui mène au résultat final. A un moment où la durée des mouvements s'allonge et où les liens avec la terre s'amenuisent, les aides matérielles ou autres deviennent sans cesse plus cruciales⁸⁶⁶. Une bonne gestion syndicale est primordiale et nécessite impérativement des ressources financières et personnelles afin d'assurer le contrôle et la permanence du soutien des grévistes.

5) Au cœur des solidarités ouvrières

Le succès de l'entreprise gréviste est intimement lié aux solutions solidaires que développent les syndicats. Elles apparaissent comme un impératif de survie pour les ouvriers et qui permet d'éviter la dispersion des grévistes et certains syndicats ont la prétention d'installer des systèmes de solidarité beaucoup plus ambitieux.

Si la grève ne dure que quelques jours, les ouvriers cessent le travail et participent à la gestion de celle-ci. Par gestion, on entend les négociations avec les patrons ou les syndicats patronaux, la surveillance des chantiers afin qu'ils restent à l'arrêt, la publication d'articles d'informations à destination du public et les différentes démarches pour chercher des financements de secours.

⁸⁶⁶ Sirot Stéphane, *La grève en France, une histoire sociale (XIX-XX siècle)*, Odile Jacob, Paris, 2002, p.136

Si la grève se prolonge, plusieurs options s'envisagent. Les ouvriers les plus mobiles vont s'embaucher dans les villes avoisinantes. Les préfectures et sous-préfectures de Tarbes à Biarritz sont privilégiées. Plus rarement, lors de quelques conflits certains ouvriers vont chercher du travail jusqu'à Arcachon et Bordeaux. Les plus mobiles semblent être les maçons. Bien souvent, c'est le syndicat qui s'occupe du placement professionnel, probablement en lien direct avec les syndicats homologues des communes concernées. Pour les ouvriers sédentaires, les peintres, plâtriers et menuisiers trouvent du travail directement chez des particuliers. Il est très rare que les ouvriers retournent aux champs et quand l'argent vient à manquer ils préfèrent s'employer comme terrassiers avec des rémunérations inférieures.

Si les liens avec la terre se sont distendus, il ne faut pas non plus l'exagérer car la campagne et ses ressources restent proches et toujours très accessibles notamment pour les apprentis ou les manœuvres ; les charpentiers d'Orthez travaillent encore comme journaliers durant la grève de 1911⁸⁶⁷.

Par ailleurs, le syndicat distille aux membres des subsides pour les ouvriers les plus fragiles n'ayant pu trouver du travail. Ces aides sont minimales et très variables en fonction de la durée des grèves et des corporations. Les plâtriers de Pau en 1905 reçoivent 2Fr par jour⁸⁶⁸ tandis que le syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy accorde à son président une indemnité de 45Fr pour la grève de 1908 qui a duré quinze jours⁸⁶⁹. Quoiqu'il en soit, la perte de salaire n'est donc que très partiellement compensée.

Mais dans certains cas ces soutiens s'élargissent et transcendent même les professions comme lors de la grève d'Oloron en 1907 où le syndicat des sandaliers participe à la caisse de grève des ouvriers du bâtiment⁸⁷⁰. On retrouve également des soutiens de particuliers qui alimentent la caisse des ouvriers peintres de Biarritz⁸⁷¹.

Les solidarités sont plus fortes chez les tailleurs de pierre et l'entraide fait partie intégrante des stratégies syndicales. En effet, les ouvriers syndiqués les plus « nécessiteux », qui n'ont pu trouver d'embauche, reçoivent des subsides prélevés sur le salaire des ouvriers ayant trouvé du travail sur d'autres sites. Ces solidarités syndicales dépassent même le cadre de la grève, pour se placer sur un registre plus social et politique. L'idée de changer les règles sociales, au centre du syndicalisme d'action directe, est au centre du projet de carrières coopératives gérées par le syndicat que les ouvriers mettent en place à Arudy et Bidache.

⁸⁶⁷ AD64 : 10M14, rapport sur la grève des ouvriers charpentiers d'Orthez en 1911

⁸⁶⁸ AD64 : 10M14,

⁸⁶⁹ Procès-verbal du syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy du 28 février 1909

⁸⁷⁰ AD64 : 10M14, questionnaire de l'Office du Travail relatif à la grève des ouvriers du bâtiment d'Oloron en 1907

⁸⁷¹ AD64 : 10M14, questionnaire de l'Office du Travail sur la grève des ouvriers peintres de Biarritz en 1906

En effet, dès 1903 le syndicat des tailleurs de pierre prend en location deux carrières en gestion directe exploitées par des manœuvres. Lors des grèves de 1904, les patrons reprochent cette concurrence déloyale, ce n'est donc certainement pas un hasard si le syndicat rétrocède la location à un particulier dans les mois qui suivirent la grève. En 1913 une poignée d'ouvriers remettent en exploitation des carrières, en gestion coopérative, avec application des tarifs décidés par le syndicat⁸⁷². Les ventes se font par contact direct avec des particuliers. Nous avons malheureusement peu d'éléments pour interpréter plus en avant ces expériences collectives.

On retrouve en revanche plus de détails sur une expérience coopérative chez les tailleurs de pierre de Bidache. Si certains tailleurs trouvent du travail dans les environs, assez rapidement au cours de la grève de 1905, le syndicat décide en parallèle de ré ouvrir deux anciennes carrières afin de les gérer et les exploiter en coopérative. Plusieurs aides extérieures permettent la remise en route de ces sites, parfois assez intéressées par la remise en valeur à peu de frais que cela procure au propriétaire. On leur fournit également des facilités pour le transport des blocs et certains entrepreneurs de maçonnerie passent des commandes directes⁸⁷³. Contrairement à Arudy, cette initiative semble moins réfléchie, ou peut-être plus spontanée, et plus axée sur l'utopie de garder du travail pour tous les tailleurs avec « la ferme volonté de ne pas reprendre le travail chez leurs anciens patrons⁸⁷⁴ ». Une soixantaine d'ouvriers se concentre sur la remise en état des carrières mais le principe de réalité les rattrape vite. En effet, après trois semaines de travail les ouvriers ne reçoivent que des acomptes 10 à 12Fr⁸⁷⁵ au lieu des 3Fr par jour chez les employeurs. Les commandes font défaut et certains ouvriers décident d'arrêter l'aventure. La paie du mois suivant s'améliore mais les effectifs continuent de fondre, de sorte qu'au début du mois d'octobre on ne recense que 19 tailleurs de pierre et 11 manœuvres⁸⁷⁶, malgré tout, les carrières restent en fonctionnement.

Ces formations coopératives montrent à quel point l'intégration sociale des tailleurs de pierre est forte, convaincus de la légitimité de leurs actions. Dans le même esprit, le syndicat d'Arudy met également en place des systèmes de protection sociale, certes peu étendus et toujours soumis au vote des camarades, mais ils ont le mérite d'exister. Ainsi le système, assez primaire, d'assurance maladie est accordé au compte-goutte, toujours par votation ; 20fr

⁸⁷² AD64 : 10M16, lettre du sous-préfet d'Oloron datée du 21 juillet 1913

⁸⁷³ AD64 : 10M16, rapport du capitaine Philippeau du 11 août 1905

⁸⁷⁴ AD64 ; 10M16, rapport du capitaine Philippeau du 11 août 1905

⁸⁷⁵ AD64 : 10M16, rapport du brigadier Pée du 4 septembre 1905

⁸⁷⁶ AD64 : 10M16, télégramme retranscrit du 4 octobre 1905

sont ainsi octroyés par le syndicat d'Arudy pour un de leur membre « malade depuis quelques mois »⁸⁷⁷. Ces dispositifs existaient déjà du temps des corporations, parfois sous forme de rites compagnonniques que les syndicats reprennent à leur compte.

C) Irascibles terrassiers

De nombreuses caractéristiques opposent les terrassiers aux ouvriers du bâtiment. Situés en bas de l'échelle sociale, ces métiers ne nécessitent pas de savoir-faire particulier, seule la résistance et la force physique comptent. Michelle Perrot le résume très bien : « Ces manœuvres indépendants forment des groupes massivement homogènes, sous l'angle des salaires et des qualifications, fissurés seulement par des questions de nationalité.⁸⁷⁸ »

1) Le terrassier dans son contexte

On compte de nombreux chantiers de terrassement dans les Basses-Pyrénées. Les travaux les plus importants sont liés à la construction de voies ferrées pour les trains⁸⁷⁹, mais aussi pour les tramways. Certains grands projets datent du milieu du XIX^e siècle et se réalisent à cette époque avec la nouvelle impulsion que donne le grand plan Freycinet.

Les chantiers se concentrent principalement sur la côte où la voie de train est doublée entre Biarritz et Hendaye ; les voies de tramways fleurissent à Hendaye, Ciboure, Saint-Jean de Luz et Biarritz. On construit également des routes et des canaux. Le brise lame d'Anglet à l'entrée du port de Bayonne est érigée en 1908.

Mais les plus grands travaux, qui concentrent donc la majorité des ouvriers terrassiers, se situent au cœur des Pyrénées, plus précisément aux forges d'Abel près d'Urdo, avec le percement du tunnel du Somport et du tunnel hélicoïdal pour la mise en place du transpyrénéen. En fait, le pic d'embauche de ces chantiers titanesques aux Forges d'Abel, et dans ses environs immédiats, se situe entre 1910 et 1912, au moment où les trois grands lots de terrassement sont ouverts, avec notamment la présence de six cents ouvriers embauchés au tunnel hélicoïdal et de sept cents au tunnel du Somport soit environ mille trois cents ouvriers à la fin de l'année 1911⁸⁸⁰.

⁸⁷⁷ Procès-verbal du syndicat des tailleurs de pierre d'Arudy du 14 janvier 1909

⁸⁷⁸ Perrot Michelle, *Les ouvriers...op.cit.*, t1, p.383

⁸⁷⁹ Bouneau Christophe, *L'électrification du grand Sud-Ouest...op.cit.*

⁸⁸⁰ Péhaut-Gerbet Régine, « La construction du Transpyrénéen en vallée d'Aspe » In : *Des routes et des hommes : la construction des échanges par les itinéraires et les transports* [en ligne]. Paris : Éditions du



Photographie n°22 : chantier de percée du tunnel du Somport côté français.



Photographie n°23 : vue générale du chantier du Somport en 1912.

La construction d'une usine hydroélectrique à Sainte-Engrace destinée à alimenter les différentes voies ferrées qui s'achèvent dans le département, concentre également près de 700 ouvriers.

Ces ouvriers sont en grande majorité d'origine espagnole. Aucun recensement précis ne permet de connaître précisément leur nombre. Seuls les questionnaires de grèves permettent de voir leur prépondérance dans le secteur du terrassement. Ainsi, toutes les grèves déclenchées par les terrassiers comportent une majorité d'ouvriers espagnols et leur nombre dépasse quasi systématiquement les ouvriers de nationalité française. Ils viennent de Navarre et du Pays basque espagnol fuyant des conditions de misère chronique des campagnes qui ne nourrissent plus leurs paysans. Ils s'installent le plus souvent le temps des chantiers, qui peuvent durer plusieurs années, et certains amènent leur famille ne rentrant qu'occasionnellement au pays.

Mais les ouvriers espagnols ne se concentrent pas uniquement sur les chantiers de terrassement. Il existe une importante communauté établie dans les métiers du bâtiment à Pau et Bayonne et dans la sandale à Mauléon. Les migrations saisonnières se transforment parfois en installation définitive pour certains, facilitée par les réseaux d'entraides. Peu d'ouvriers traversent la frontière quotidiennement pour rentrer chez eux.

Les conditions de vie de ces ouvriers terrassiers sont souvent précaires. Nous avons de nombreux renseignements sur les logements permanents installés sur les chantiers reculés des Forges d'Abel où l'on perce les Pyrénées pour relier la France et l'Espagne. Des cabanes en bois sont ainsi érigées par l'entreprise responsable des travaux mais qui très vite ne répondent plus aux besoins croissants des nombreux arrivants. Face à cette pénurie de logement les Espagnols construisent des baraques misérables, dans une zone qui leur est réservée, le « Quartier espagnol », les *chabolas*⁸⁸¹. Mais certains ouvriers sont contraints de s'installer dans de véritables abris de fortune installés à la hâte dans la forêt communale de Borce pour pouvoir dormir à couvert. « Ces habitations sont toutes composées d'un trou creusé en terre et recouvert d'une manière de toit formé de branche et de plaques de gazon. »⁸⁸² On peut facilement imaginer l'insalubrité et le manque de confort de ce type d'habitat ; le sous-préfet d'Oloron conseillant même au maire de Borce, qui s'inquiète de la prolifération de ce type de cabanes, de « laisser l'hiver faire son œuvre »⁸⁸³.

⁸⁸¹ Péhaut-Gerbet Régine, *op.cit.*, p.9

⁸⁸² AD64 : 10M8, courrier du sous-préfet d'Oloron du 18 septembre 1909

⁸⁸³ *Ibid.*



Photographie n°24 : cabanes des Espagnols, début 1913.

Les conditions de vies sont donc rudes mais cela ne tarit pas le flux d'Aragonais vers ce gros chantier au cœur des Pyrénées de sorte qu'une petite agglomération composée de maison de bois se crée et qui compte en 1911 selon les estimations mille cinq cent à deux mille habitants⁸⁸⁴. On y trouve des commerces et d'innombrables troquets et débits de boissons, en 1912 aux Forges on compte trente-deux gargotiers en grande partie aragonais⁸⁸⁵. Ce village aragonais est réputé pour sa violence, sorte de « Far West », où les péninsulaires règlent leurs comptes en toute discrétion, empêchant la découverte des délits. La gendarmerie n'intervient que rarement et encore moins les soirs de paye⁸⁸⁶. En fait, les terrassiers évoluent en permanence dans cet univers agressif qui se prolonge sur le lieu de travail.

2) La violence d'un milieu

En corollaire de conditions de vie très rudes, les conditions de travail des ouvriers terrassiers sont extrêmement pénibles et peu valorisées. Les salaires sont dérisoires en rapport avec la force de travail développée. De plus, le tâcheronnat reste une pratique largement employée sur ce type de chantiers et nivelle encore le cout de la main d'œuvre vers le bas. Par

⁸⁸⁴ Péhaut-Gerbet Régine, *op.cit.*, p.9

⁸⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁸⁶ *Ibid.*, p.10

ce système, les entrepreneurs font exécuter certains travaux à un moindre prix par des marchandeurs insolubles⁸⁸⁷.

Les terrassiers travaillent en général de dix à douze heures par jour, les équipes employées au percement du Somport travaillent en relais en faisant les « trois huit ». Ces derniers travaillent dans le froid et dans l'humidité constante avec tous les dangers inhérents aux travaux dans ces espaces confinés. Les terrassiers travaillant au tunnel des redoutes à Urrugne travaillent onze heures d'affilé « à la lumière électrique, les pieds dans l'eau et incommodés par les émanations de la poudre de mine. »⁸⁸⁸

Mais la violence se retrouve surtout dans les rapports sociaux. Le travail est souvent rendu encore plus arasant par les brimades des contremaitres qui font la pluie et le beau temps sur les chantiers. Il faut maintenir les cadences quoi qu'il en soit, parfois au-delà du bon sens. Trois grèves de terrassiers se focalisent sur des renvois de chef de poste ; c'est le cas de ces ouvriers qui se mettent en grève à la suite d'une décision arbitraire du contremaître de modifier les règles de portage de traverses sur le chantier du transpyrénéen à Oloron. Ainsi les traverses type 2 pesant de 160 à 200 kilos devant être portées par deux ouvriers ne doivent occasionner le déplacement que d'un seul manœuvre⁸⁸⁹.

La grève sert alors parfois d'exutoire pour les ouvriers. En désespoir de cause ils essaient souvent de bloquer les chantiers afin de mettre une pression supplémentaire sur les patrons. Les bagarres sont monnaie courante, ceux qui ne suivent pas les cessations de travail sont parfois vivement pris à parti et les insultes et menaces sont parfois violentes. Aux Aldudes, sur le chantier de construction d'un canal, des ouvriers menacent de tirer au revolver sur ceux qui voudraient continuer le travail⁸⁹⁰. A Urdos, c'est la cantinière qui est visée et des grévistes déclarent vouloir y mettre le feu⁸⁹¹.

Ces menaces sont prises très au sérieux et la gendarmerie est très réactive. On ne prend pas de gants avec les ouvriers récalcitrants ou pires, ceux qui fomentent des grèves. Ce que l'on appelle les « meneurs » sont très rapidement identifiés par les contremaitres et immédiatement renvoyés. Six grèves de terrassiers ont pour motif de revendication la réintégration d'ouvriers congédiés. Toutes les précautions sont prises par les entrepreneurs pour éviter l'émergence des contestations au sein de ces milieux ouvriers qui peuvent vite devenir incontrôlables. Certains chantiers sont alors tout simplement « épurés » de leurs

⁸⁸⁷ Sirot Stéphane, *Le syndicalisme... op.cit.*, p.26

⁸⁸⁸ AD64 : 10M22, questionnaire de grève des terrassiers d'Urrugne en 1907

⁸⁸⁹ AD64 : 10M22, courrier du sous-préfet d'Oloron du 12 juillet 1913

⁸⁹⁰ AD64 : 10M22, rapport lieutenant Fonton du 27 mars 1911

⁸⁹¹ AD64 : 10M22, rapport du préfet du 10 mars 1909

ouvriers. C'est ce qui se passe à Licq-Atherey en 1914, où 200 ouvriers espagnols sont renvoyés à la suite de leur mise en grève. Les entrepreneurs décidèrent le jour suivant d'effectuer la paye et de signifier les renvois, tout cela sous une bonne escorte de dix gendarmes à pied et trois à cheval⁸⁹².

La rancœur des ouvriers congédiés sans préavis s'exprime souvent par des actes de sabotage ou même de vengeance. Même dans les coins reculés des Pyrénées les gendarmes sont sur le qui-vive pour venir sécuriser les payes d'ouvriers ou les chantiers, notamment les entrepôts de dynamite. Mais cela n'empêche pas des actes de malveillance comme en juillet 1913 où sept ouvriers récemment congédiés lancent, sur la voie du transpyrénéen en construction, sept wagonnets qui arrivèrent « en gare d'Oloron à une vitesse de 60 à 80 kilom. à l'heure. Un fourgon placé sur la voie que suivait le convoi a été pris en écharpe [...] les dégâts sont évalués à 4 ou 5000 francs. »⁸⁹³ Mais certains comportements peuvent aussi se solder par des blessés comme ce jeune chef de poste espagnol qui, pour se venger d'un homologue ayant joué un rôle dans le licenciement d'autres ouvriers lors de la grève de mars 1913 à Licq, laissa un bâton de dynamite non déclenché qui explosa au niveau de l'équipe de relais lors de la mise à feu du tir suivant⁸⁹⁴. Quatre blessés, dont un grave, durent être pris en charge.

3) Le point de bascule vers l'arrêt de travail

On comptabilise vingt-cinq grèves de terrassiers entre 1897 et 1914. Il s'agit de grèves courtes, ne dépassant qu'exceptionnellement les trois jours. La mise en grève des ouvriers terrassiers est subite, sans aucun préavis. Une brimade, un renvoi abusif sont des motifs fréquents qui provoquent l'ire de certains ouvriers.

Ces grèves sont suivies de manière assez variable par les ouvriers. Tandis que certaines peuvent comporter plusieurs centaines d'ouvriers sur les plus gros chantiers comme à Urdos par exemple ou bien la grève de Sainte-Engrace suivie par les 650 ouvriers présents sur le site, d'autres sont circonscrites à seulement quelques ouvriers. L'attitude des ouvriers français est elle aussi variable. Souvent plus spécialisés, ils participent pleinement à certains conflits comme à Escot en 1906 où toutes les corporations ouvrières présentes sur le chantier se solidarisent. Cette association semble profitable aux terrassiers puisque les rares succès dans les négociations obtenues surviennent à la suite de grèves suivies aussi par des ouvriers

⁸⁹² AD64 : 10M22, rapport du lieutenant Grugier du 30 janvier 1914

⁸⁹³ AD64 : 4M159, rapport du sous-lieutenant Porcheron du 24 juillet 1913

⁸⁹⁴ AD64 : 4M162, rapport du commissaire spécial de Pau du 25 juin 1913

français. Mais le plus souvent les ouvriers français, ne suivent ces mouvements que brièvement par crainte des représailles.

Les motifs de grève sont variables mais principalement centrés sur les salaires avec 50% de revendications sur des augmentations. Les terrassiers sont payés à la journée, beaucoup plus rarement à la tâche. Les salaires oscillent entre 2fr50 à 3fr par jours pour onze à douze heures de travail. Les taux d'échecs sont écrasants et représentent les deux tiers des demandent. Les rares transactions accordées le sont pour les travaux les plus pénibles pour lesquels la main d'œuvre est plus difficile à trouver comme les tunneliers. Par ailleurs, les ouvriers rejettent les habitudes de certains employeurs qui pratiquent encore le système de paies en jetons uniquement utilisables dans les cantines et les économats patronaux⁸⁹⁵.

L'autre moitié se résume, directement ou indirectement, à des velléités d'amélioration des conditions de travail comme la réduction du temps de travail ou les demandes de prise en charge de l'éclairage et de l'outillage à la charge du patron. Lors de la grève d'Urdo en 1909, au début des travaux, on trouve des revendications détaillées sur les différences de traitement entre les ouvriers travaillant dans les tunnels et ceux travaillant à l'extérieur. Il est intéressant de voir que ces règlements mis par écrit comportent également des règles élémentaires de sécurité pour les ouvriers comme la ventilation des fumées ou bien le temps de latence pour faire revenir les équipes après une explosion. Ici encore les taux d'échec sont dramatiquement élevés à plus de 70%.

Le syndicalisme ne pénètre pas dans ces milieux ouvriers, bien au contraire les syndicats distillent un discours de méfiance envers les ouvriers étrangers qui font chuter le prix de la main d'œuvre. Lors des différentes tournées de propagande organisées par les principaux dirigeants syndicaux de la Fédération du bâtiment, aucun ne fait état des grèves des terrassiers espagnols. Pourtant, lors de certain discours de Frago, lui-même anciennement ouvrier terrassier d'origine espagnole et délégué de la Fédération du bâtiment de la Seine, les références aux terrassiers parisiens et leurs efforts de coordination sont fréquentes⁸⁹⁶.

Ainsi, aucune grève n'est organisée par, ou à travers d'un syndicat. La seule exception à cette règle est le syndicat formé par les terrassiers de Pau à la suite de leur grève en 1911. Ici, l'influence des différentes corporations présentes dans ce milieu urbain est clairement visible et bénéficient de l'aide et des structures existantes. On retrouve ainsi la marque syndicale avec des revendications adressées par courrier aux différents patrons. Un comité de grève est mis en place, bien conseillé par un ouvrier pâtissier, Lasserre, qui sert de relais avec

⁸⁹⁵ AD64 : 10M22, revendications imprimées lors de la grève d'Urdo en 1909

⁸⁹⁶ AD64 : 10M30, lettre du commissaire spécial de Pau du 6 mars 1914

les meneurs. Plusieurs manifestations se produisent avec des débauchages, malgré le carcan syndical on dénombre quelques condamnations d'ouvriers par le tribunal correctionnel.

On retrouve néanmoins des tentatives d'organisation ouvrière lors de certaines grèves. Ainsi, certains terrassiers arrivent à se réunir et se mettre d'accord pour désigner des délégués qui vont les représenter pour essayer d'entamer des négociations avec les patrons ou les ingénieurs. N'ayant pas le droit pour eux ces tentatives sont majoritairement vouées à l'échec. A Urdos en 1909, les terrassiers arrivent même à constituer une caisse de grève pour permettre à une poignée d'ouvriers d'aller débaucher les autres chantiers du transpyrénéen dans la vallée⁸⁹⁷.

année	ville	Nombre de grévistes	jours de grèves
1897	Lurbe	30	½
1899	Oloron	30	1
1902	Oloron	98	5
1903	Lurbe/Eysus	102	2
1906	Escot/Sarrance	145	4
1907	Urrugne	80	1
	Bayonne	45	2
1908	St Etienne de Baigorry	12	1
	Hendaye	9	1
	Anglet	42	4 heures
1909	Cette-Eygun	26	4
	Urdos	256	3
1910	Urdos	180	1
	Urdos	20	3
	Urdos	100	1
1911	Pau	167	3
	Les Aldudes	26	2
	Urdos	100	½
1912	Bedous	107	3
1913	Sames	28	3
	Oloron	21	6 heures
	Ciboure	40	2 heures
	Licq-Atherey	80	1
1914	Licq-Atherey	650	6
	St Jean de Luz	44	1

Tableau n°31 : Grèves des ouvriers terrassiers dans les Basses-Pyrénées 1890-1914. Source : Ministère du Travail, *Statistique des grèves ...op.cit.*

⁸⁹⁷ AD64 : 10M22, article de *La Petite Gironde* daté du 13 mai 1909

L'étude des mouvements sociaux chez les ouvriers du bâtiment est complexe. Les grèves qu'ils mènent ne sont qu'un reflet partiel des mutations profondes qui traversent les différents métiers du bâtiment à cette époque. Par cet acte, les syndicats légitiment leur place dans la négociation avec les patrons qu'ils mènent de bout en bout pour arriver à obtenir la signature de conventions collectives. Outre les améliorations de la situation matérielle des travailleurs, ces conventions confèrent au syndicat le monopole de la représentation ouvrière⁸⁹⁸. La grève se place ainsi directement dans un système intégral de régulation des rapports sociaux.

Toutefois, le secteur du bâtiment dans le Midi aquitain, que l'on connaît très puissant et influent sur la scène nationale, paraît peu entraînant et peu incisif sur plan du développement et de la diffusion de l'idée syndicale. Pas de grand rendez-vous, mais plutôt des rendez-vous manqués sur le terrain de la lutte. Des combats et des revendications qui restent bien trop cloisonnées qui ne montrent pas véritablement un esprit de conquête.

⁸⁹⁸ Julliard Jacques, *Autonomie ouvrière, op.cit.*, p.51

IV) Les femmes en grève. Retour sur les conflits des ouvrières pailleuses

Il serait injuste et incomplet de ne pas évoquer dans notre travail les grèves menées par les femmes. En effet, elles font intégralement partie du paysage laborieux de notre région et il est important de redonner une juste place à ces ouvrières. Par ailleurs, même si ces grèves sont peu fréquentes, l'intérêt de leur étude est inversement proportionnel à leur nombre.

A partir d'un petit échantillon de conflits du travail, nous allons analyser le rapport des ouvrières à la grève. En effet, plusieurs facteurs caractérisent des réactions plutôt défensives, les femmes ne cherchent pas le conflit mais défendent plutôt leur condition précaire, leurs revendications et les réactions patronales sont bien là pour nous le rappeler.

Nous n'aborderons pas volontairement l'étude des grèves mixtes où apparaissent des femmes. Leur étude est complexe et ne laisse pas transparaître le rôle des ouvrières dans ce type de conflit où elles apparaissent toujours en infériorité numérique par rapport aux hommes.

Enfin, l'analyse des luttes menées par les ouvrières de paillons de bouteilles dans les Landes nous révèle que les ouvrières savent s'organiser, mener des grèves longues et suivies. Le syndicalisme est plus tardif mais ces ouvrières arrivent à modifier certaines représentations et à légitimer leurs positions. Le chemin est long vers la reconnaissance au sein d'un système de domination patronale qui perdure jusqu'au début des années 1910.

A) La place des femmes dans le monde du travail

Au risque de rappeler l'évidence, les femmes font partie intégrante du monde du travail. Même s'il est difficile de chiffrer avec précision les contingents féminins dans les différents secteurs d'activité, leur rôle purement économique est considérable. De plus, il n'est plus à prouver qu'à travail « égal » elles sont beaucoup moins bien loties que leurs homologues masculins.

1) Les difficultés statistiques

Lorsqu'on parle du travail féminin à la fin du XIX^e siècle, on bute invariablement sur des difficultés statistiques. Malgré l'esprit rationaliste « dix-neuviémiste », les tâches dévolues aux femmes restent souvent peu visibles dans les différentes enquêtes. C'est tout le problème de la valorisation du seul travail « productif » qui qualifie de « travailleuses » uniquement les

femmes salariées⁸⁹⁹. On dévalue ainsi le rôle de la ménagère ou de la domestique qui occupent pourtant une place essentielle. On peut également citer le problème des activités familiales, comme le gemmage, ou le travail des femmes en appoint, dans la réalisation de différentes tâches, est souvent essentiel mais absolument pas pris en compte dans les différents recensements. Un autre biais spécifique aux régions frontalières est le recours à une main d'œuvre féminine espagnole et saisonnière qui complexifie les décomptes. En 1900 lors d'une grève de sandalières on apprend que 59 des 74 ouvrières sont espagnoles⁹⁰⁰. On le voit, les proportions de travailleuses immigrées sont très nettes dans certains cas de figure.

Néanmoins, ces études statistiques permettent de dégager des tendances. Si l'on se réfère aux données du début du XX^e siècle, les chiffres du travail industriel féminin des Landes et des Basses-Pyrénées suivent globalement les tendances nationales. En effet, les femmes représentent environ 36% de la population industrielle de notre région d'étude. La tendance est à l'accroissement en raison la stagnation de la population française qui conduit à puiser dans le « réservoir » féminin⁹⁰¹. Il faut toujours garder à l'esprit l'importance du travail et de la confection à domicile qui perdure et sous-estime là encore le travail des femmes.

Sans surprise on les retrouve ainsi de manière écrasante dans la confection des vêtements, d'étoffes et la passementerie avec des proportions supérieures à 80%. On comptabilise plusieurs maisons de coutures à Bayonne et Biarritz mais également à Pau. Si l'on ose avancer quelques chiffres, on recense en 1896 un peu moins de neuf mille couturières et tailleuses dans les Basses-Pyrénées⁹⁰².

Le textile regroupe 51% des femmes dans les Landes et 62% dans les Basses-Pyrénées. Nous avons vu plus en amont les différents secteurs d'activité de tissage, filage de laine, coton et lin. Les bassins d'activités se situent principalement sur le piémont pyrénéen dans les environs d'Oloron Sainte Marie et de Mauléon. Mais on retrouve aussi des établissements dans le sud des Landes, notamment pour la fabrication de sandales. Là encore, le travail à domicile reste important avec les métiers à bras qui complètent le travail des manufactures. Les ouvrières sont en revanche peu nombreuses dans l'industrie du cuir et des peaux.

La fabrication de paillons de bouteilles, destinés à protéger les bouteilles de vin et de cognac lors des transports, est une activité singulière dans les Landes qui regroupe en 1914 plus de mille ouvrières au sein de manufactures disséminées dans le département. L'industrie du liège

⁸⁹⁹ Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences ...op.cit.*, p.191

⁹⁰⁰ Ministère du Travail, *Statistique des grèves ...op.cit.*, pour l'année 1900

⁹⁰¹ Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences ...op.cit.*, p.121

⁹⁰² « La statistique industrielle de 1861 à 1896 », *L'Atelier du Centre de recherches historiques* [En ligne], La Statistique Générale de la France, Les données traitées au CRH, mis en ligne le 06 février 2011, consulté le 22 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/acrh/3085> ; DOI : 10.4000/acrh.3085

emploi également une main d'œuvre féminine assez conséquente.

2) Les conditions de travail

Lorsqu'on s'intéresse aux conditions de travail des femmes on s'aperçoit de la précarité de leur situation. Les emplois féminins sont très peu qualifiés sans possibilités d'évolutions. Leur caractère fluctuant renforce l'instabilité de leur condition de travail, d'ailleurs considérablement aggravé pour la main d'œuvre espagnole qui cumule une triple peine : être femme, ouvrière et étrangère. Les ouvrières espagnoles s'emploient surtout dans les fabriques de sandales et les usines textiles des vallées d'Oloron et de Mauléon⁹⁰³. Elles y travaillent surtout l'hiver lorsque les travaux des champs occupent moins de bras.

Les rémunérations sont inférieures de moitié environ à celles des hommes⁹⁰⁴. Les employeurs profitent volontiers de cette main-d'œuvre bon marché. A titre d'exemple, les ouvrières tailleuses à Bayonne gagnent 2Fr25 à la journée tandis que les ouvriers tailleurs ont 3Fr50. En 1912, les salaires des ouvrières de la conserverie Dandricolle à Biarritz se répartissent en trois catégories : les saleuses, les plus âgées, touchent 1Fr50 à la journée ; les décapiteuses et les encuveuses, qui ont entre 14 et 20 ans, se contentent d'un franc à 1Fr25. Les pailleuses landaises, de premières catégories, sont toujours payées à la tâche avec des tarifs aux alentours d'un franc soixante pour mille enveloppes produites ; les ouvrières de deuxième catégories ne touchent que 0.75Fr.

Les locaux sont souvent vétustes et étriqués, nous le verrons par la suite mais des revendications élémentaires liées à l'amélioration des conditions de travail font partie des attentes des ouvrières. Les préoccupations hygiénistes face à l'aération des locaux dans cette fin de siècle font écho à certaines plaintes d'ouvriers enfermés dans des fabriques insalubres. Mais les ouvrières sont également victime d'un système de domination à l'usine soumises aux décisions arbitraires d'un patron. Les corvées de nettoyage ou autres se cumulent avec des journées de travail qui se prolongent souvent au-delà de dix heures par jour. Par ailleurs, les économats font toujours partie de cette mainmise patriarcale dans certains secteurs d'activités.

⁹⁰³ Ministère du Travail, *Statistique des grèves ...op.cit.*, pour l'année 1900, p.59

⁹⁰⁴ Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences ...op.cit.*, p.121

B) Les femmes et la grève

Si les femmes travaillent depuis toujours, le rapport à la grève est à l'image de leur insertion dans le monde du travail industriel ; peu considéré et peu visible. Les sources sont maigres en rapport avec des grèves généralement de courtes durées et faiblement audibles. Que ce soit dans leurs revendications ou dans la manière de conduire une grève, les ouvrières sont peu considérées et se contentent de maigres avancées. De plus lorsqu'on est une femme « faire grève, pour beaucoup, apparaît comme un acte hardi, quasi téméraire »⁹⁰⁵.

1) Des soutiens actifs et inconditionnels

Lors de plusieurs conflits, les femmes apparaissent souvent comme des soutiens très actifs aux côtés de leurs maris. En fait, elles jouent un rôle variable selon le rapport qu'elles entretiennent avec le métier de leur époux. Ainsi, aussi bien chez les dockers de Bayonne que chez les gemmeurs, où le degré d'intégration des femmes au travail de leurs hommes est très fort, il est assez logique de voir les femmes en première ligne des cortèges de manifestations mais aussi en assurant la logistique. Lorsque le principe des soupes communistes est accepté par le comité de grève des dockers en 1911⁹⁰⁶, ce sont probablement les femmes qui s'impliquent dans la gestion des cantines.

Elles n'hésitent par ailleurs pas à s'interposer comme remparts entre les forces de l'ordre et les grévistes. On se rappelle des femmes de dockers qui « présentent énergiquement leurs poitrines aux fusils⁹⁰⁷ ». Deux femmes sont par ailleurs condamnées à 6 jours d'emprisonnement et à 8 francs d'amende en 1911, pour violences et voies de fait envers des agents de la force publique lors de la manifestation. Lors de la grève des gemmeurs de Lit-et-Mixe de 1907, c'est encore une femme participant « avec les grévistes, à l'assaut du café, [qui] a été légèrement contusionnée.⁹⁰⁸ » Lors de la grève des ouvriers tanneurs à Oloron, deux cent ouvrières viennent leur prêter main forte afin de bloquer les entrées de l'usine Bourdeu⁹⁰⁹.

Les syndicats l'on bien compris, la femme joue un rôle essentiel dans la grève comme soutien et il convient de « l'éduquer » en ce sens. C'est en ces termes que Pédricat, délégué du sud-ouest de la Fédération des travailleurs du bâtiment lors d'une conférence à Oloron en 1909,

⁹⁰⁵ Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences ...op.cit.*, p.124

⁹⁰⁶ AD64 : *l'Action Syndicale* (per.), mars 1911, n°52, p3

⁹⁰⁷ *Ibid.*, p. 1

⁹⁰⁸ AD40 : 10M89, rapport du capitaine Biche Latour daté du 30 mars 1907

⁹⁰⁹ AD64 : 10M21, rapport du maréchal des Logis Baron daté du 15 aout 1907

reproche aux femmes d'être la cause de l'échec de la grève des sandaliers la même année : « la femme [...] en cas de grève doit faire abstraction de sa famille et se solidariser avec son mari, l'encourager à la lutte au lieu de la pousser à reprendre le travail.⁹¹⁰ » La suite de son discours se révèle néanmoins plus accés sur des notions d'égalité entre les sexes et le devoir de l'homme de la considérer et la respecter comme il se doit.

Même si les femmes ne participent pas de manière systématique aux grèves masculines, on peut facilement imaginer qu'elles en supportent tout de même la charge en terme d'organisation familiale mais également du point de vue financier. Certes elles gagnent moins que les hommes mais des revenus même minimes sont les bienvenus lorsque certains conflits s'éternisent.

2) Panorama des grèves féminines dans le Midi aquitain

Nous avons recensé huit grèves d'ouvrières, soit un peu plus de 5% de l'ensemble des conflits pour les deux départements, qui s'étalent de 1878 à 1914. Les industries principalement concernées sont le textile, le vêtement et les ouvrières pailleuses.

Les grèves mixtes, menées par des hommes et des femmes, sont plus difficiles à comptabiliser et à priori largement sous-estimées puisque les statistiques nous donnent seulement trois grèves soit moins de 2% de l'ensemble. Ces grèves mixtes se rencontrent plutôt dans le textile.

Les grèves uniquement féminines sont de courte durée avec une moyenne de huit jours, par ailleurs le taux de syndicalisation est faible dans les grèves non mixtes. L'arrêt de travail apparaît le plus souvent spontané sans réelle organisation, les femmes « protestent plus qu'elles ne revendiquent⁹¹¹ ». Les manifestations ne sont pas la règle, lorsqu'elles cessent le travail, les ouvrières restent chez elles ou s'embauchent ailleurs.

Néanmoins, si l'on se reporte au tableau ci-dessous, on voit tout de suite que les ouvrières de paillons de bouteilles font varier de manière très significative les moyennes de ce petit échantillon de grèves ; à elles seules elles comptabilisent soixante jours de grève. De plus, les seuls syndicats féminins formés, en dehors des usines mixtes, sont ceux des ouvrières de paillons à partir de 1912.

⁹¹⁰ AD64 : 10M32, lettre du sous-préfet d'Oloron datée du 21 août 1909

⁹¹¹ Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences ...op.cit.*, p.122

Année	Commune	Profession	Nombre de grévistes	Nombre de jours de grève
1878	Rion des Landes	Pailleuses	80	3
1900	Mauléon	Sandalières	74	2
1907	Tartas	Pailleuses	40/50	10
	Bidos	Textile	8 (mixte)	2
1908	Bayonne	Tailleuses	9 (mixte)	30
1910	Laluque	Pailleurs	3 (mixte)	2
1912	Tartas	Pailleuses	83	20
	Biarritz	Saleuses	30	5
1913	Biarritz	Couturières	35	2
1914	Rion des Landes	Pailleuses	102	6
	Oloron	Textile	10	4

Tableau n°32 : Répartitions des grèves de femmes entre 1878 et 1914. Source : Ministère du Travail, *Statistique des grèves ...op.cit.*

3) Les symptômes d'un manque de considération

On ne peut pas parler de revendications spécifiquement féminines, mais lorsque on les analyse en profondeur jusqu'à la réaction patronale cela met en lumière le manque d'attention qu'on leur porte. D'un autre côté, le mouvement ouvrier ne se préoccupe que très peu de la place de la femme dans le monde du travail et elles sont parfois considérées comme des concurrentes. Leurs salaires plus faibles et les rapports de forces très inégaux les rendent de fait plus « dociles ». Les typographes de Mont de Marsan s'en inquiètent et, lors de la grève qu'ils déclenchent en 1908, un point de revendication attire l'attention : la demande d'interdiction d'employer des femmes comme margeuses⁹¹².

Sans grande surprise, les revendications salariales apparaissent en tête et se retrouvent dans neuf conflits sur les dix recensés. Elles sont de deux ordres : soit une demande d'augmentation de salaire en général très modérée, de l'ordre de 0.25Fr à 0.50Fr par jour ; soit il s'agit d'une réaction défensive en raison d'une diminution de salaire décidée par le patron. Les salaires sont par ailleurs souvent l'unique motif de contestation.

On répertorie ensuite des mises en grèves liées aux conditions de travail. C'est le cas notamment pour les couturières de Biarritz qui demandent à un inspecteur du travail une visite de leur atelier de confection et qui contestent les conclusions de ce rapport. Employées par la maison Larue, elles « travaillent dans une vaste mansarde qui n'est aérée que par quelques lucarnes [...]. La température à 3 heures de l'après-midi y est insupportable et le jour ou

⁹¹² AD40 : 10M73, questionnaire relatif à la grève des imprimeurs de Mont de Marsan en 1908

l'inspecteur du travail s'est présenté à l'atelier il y avait 7 malades.⁹¹³ » Et ce rapport de conclure que le propriétaire devrait être mis en demeure de modifier au plus vite ses installations.

On retrouve par ailleurs des revendications multiples chez les ouvrières pailleuses, dont nous allons détailler les aspects plus en avant, ainsi que lors de deux grèves mixtes chez les tailleurs de Bayonne et les ouvriers du textile à Bidos. Les premiers demandent une priorité d'embauche pour les ouvriers syndiqués, les autres demandent en plus d'une augmentation de salaire une réduction de la journée de travail de onze à dix heures.

Les demandes de médiations sont la norme, les femmes se montrent inquiètes et légalistes⁹¹⁴. Ainsi, les juges de paix et les maires sont souvent au cœur des conciliations, on retrouve un seul exemple de négociations directes entre ouvriers et patron lors de la grève des tailleurs de Bayonne en 1908. Malgré cela, le taux d'échec est consternant ce qui témoigne d'un manque de considération évident. Néanmoins, les résultats de ces grèves sont très variables en fonction des catégories : sur les cinq grèves du textile et du vêtement on comptabilise trois échecs et deux transactions. Chez les pailleuses, on retrouve trois grèves terminées par des négociations avec un seul échec. Cependant, même lorsque les patrons acceptent quelques concessions, elles sont souvent maigres. Les ouvrières se contentent de peu. Ainsi, la plupart des avantages obtenus sont plutôt d'ordre symbolique ou limitent la dégradation de leur condition.

Globalement, la stratégie des patrons est assez simple : l'absence de dialogue et le refus catégorique de principe des demandes. Lors de la grève des couturières de Biarritz, le patron refuse de recevoir les meneuses de ce mouvement⁹¹⁵. Certains patrons n'hésitent pas à fermer l'usine et cesser toute production afin de faire monter la pression. Après avoir essayé de diviser les ouvrières en accordant une augmentation de salaire à celles dont les travaux étaient les plus pénibles, les saleuses de poisson de Biarritz restèrent solidaires sur leurs revendications. En suivant, la gérante reçut l'ordre de fermer l'usine et le patron s'en alla à Bordeaux sans aucune volonté de discussion⁹¹⁶. Sans aller jusque-là, d'autres dirigeants trainent des pieds pour se rendre aux demandes de conciliation ou font volontairement trainer les situations. Le manque d'organisation syndicale n'aide pas à la négociation. La précarité financière et la facilité de remplacement de métiers peu qualifiés sont autant de facteurs aggravants.

⁹¹³ AD64 : 10M22, rapport du commissaire de police de Biarritz daté du 29 août 1913

⁹¹⁴ Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences ...op.cit.*, p.124

⁹¹⁵ AD64 : 10M22, lettre du commissaire de police de Biarritz datée du 29 août 1913

⁹¹⁶ AD64 : 10M17, lettre du sous-préfet de Bayonne datée du 10 mai 1912

Les ouvrières considérées comme meneuses sont rarement reprises à la fin de la grève. On peut aisément imaginer que ce qualificatif s'entend selon les critères patronaux. Cependant, on voit que certaines femmes, que l'on peut compter sur les doigts de la main, profitent de l'épisode de contestation pour s'embaucher ailleurs de manière définitive. Cela peut témoigner d'un esprit d'autonomie de décision chez certaines ouvrières.

C) Les luttes singulières des ouvrières pailleuses

Les quatre grèves des ouvrières pailleuses landaises nous ont laissé de nombreux documents sur leurs conditions de travail et sur la manière dont elles conduisirent leurs différentes grèves jusqu'à la mise sur pied d'un syndicat propre. Les rapports de police et les articles de presse sont quasi quotidiens à partir de 1907. Les luttes qu'ont menées ces femmes font un peu figure d'exception dans le Midi aquitain.

1) Un milieu ouvrier à la campagne

Regroupées au sein de fabriques disséminées dans tout le département des Landes⁹¹⁷, ces ouvrières sont occupées à assembler et lier de la paille pour en faire des enveloppes de protection pour bouteilles. La paille utilisée est issue des cultures de seigle, abondantes dans les Landes à cette époque. En 1914, on recense 60 établissements de ce type qui emploient environ mille deux cent personnes, la proportion de femmes et de jeunes filles y est supérieure à 90%⁹¹⁸. Les ateliers sont le plus souvent en bois, on peut aisément imaginer les conditions de travail l'hiver ou bien lors des fortes chaleurs estivales. Il s'agit de petits ateliers qui regroupent au maximum, avant 1914, quelques dizaines d'ouvrières. Les dix à treize heures de travail quotidiennes sont la norme chez ces ouvrières payées à la tâche.

Les débouchés sont nombreux puisqu'on utilise ces paillons de protection pour le transport des bouteilles dans le Bordelais ainsi que pour les Cognacs de Charentes. De plus, la qualité de ces paillons a permis l'évolution des exportations à l'international en Angleterre et jusqu'en Amérique du sud.

⁹¹⁷ Par recoupements, Serge Pacaud a constitué une liste par communes dans : *Les industries de la paille et du liège dans les Landes*, Ed. des régionalismes, 2012, pp.52-53-54

⁹¹⁸ Ministère de la Guerre, *Enquête sur la reprise... dans la région landaise*, op.cit., p.234



Photographie n°25 : ouvrières pailleuses de l'entreprise Robineau à Rion.

Le procédé de fabrication est assez simple et, au début du XX^e siècle, ce dernier peut être en partie mécanisé avec des machines qui répartissent et cousent la paille, elles ne font que remplacer en partie les ouvrières couseuses qui restent prépondérantes. Plusieurs étapes sont nécessaires afin d'obtenir une forme conique. La couturière utilise un crochet muni d'une aiguille spéciale avec un bec. On coupe des brins en fonction de la dimension souhaitée suivant qu'il s'agit de litres, de Frontignans ou de flacons divers. Les lieuses viennent ensuite fermer le haut du paillon à la main. Enfin les fermeuses rassemblent les paillons par bottes de cent qu'elles attachent avec du fil de fer ; elles empilent ensuite ces paquets tête-bêche et ficellent le tout pour faciliter l'expédition.

2) Le salaire et le problème du système de domination

Chez les pailleuses, le salaire reste au centre des revendications. Néanmoins, elles portent également des doléances visant à desserrer le carcan imposé par certains patrons aussi bien dans l'organisation du travail que dans l'arbitraire d'un système visant à ponctionner une partie de leur salaire.

Le salaire représente un point de fixation constant. Quoiqu'il en soit, lorsqu'on étudie l'évolution salariale de ces ouvrières pour la période 1878 à 1914, on s'aperçoit que les rémunérations stagnent voire diminuent pour certaines catégories d'ouvrières. Elles protestent très tôt, dès 1878 à Rion des Landes, pour défendre le maintien de leur salaire. Deux patrons s'étaient entendus afin de baisser leurs maigres salaires de 25 cts par jours alors que le tarif

fixé pour la fabrication de mille paillons était de 2Fr50. A cette date, le travail est entièrement manuel, on assemble et on coud les pailles de sorte que ces ouvrières ne sortent pas plus de 500 paillons à la journée⁹¹⁹. Les salaires correspondants sont dérisoires et représentent tout juste un appoint. De plus l'hiver avec des journées plus courtes on peut à nouveau diviser les salaires par deux. Ne disposant d'aucun levier de négociation au cours de cette mise en grève subite, ces quatre-vingts ouvrières restèrent chez elles. Elles cessèrent donc le travail durant 3 jours mais furent obligées de reprendre leurs postes aux conditions imposées.

La question salariale revient ainsi lors des grèves successives. Dans les Landes, comme ailleurs, la crise des années 1880 a certainement contribué au développement de la mécanisation entraînant avec lui l'augmentation des cadences et la diminution des salaires. Néanmoins, la fabrication manuelle persiste et reste à priori majoritaire au moins jusqu'aux années 1910⁹²⁰. Cependant, les résultats de ces conflits apparaissent bien modestes, les ouvrières se contentent d'augmentations de salaire insignifiantes aux alentours de 5% en fonction des catégories. Les réactions patronales face à ces augmentations de salaires sont âpres et les négociations difficiles. Ainsi à l'issue de la grève de 1912 les couturières passent de 1Fr80 les milles paillons à 1Fr90 ; les fermeuses de 0.85Fr à 0.90Fr par mille et les lieuses de 1Fr10 à 1Fr15 pour deux milles trois cent paillons⁹²¹. Encore 1914, dans la commune de Rion, 105 ouvrières des trois établissements de la ville se solidarisèrent et durent se battre en réaction à une nouvelle tentative de diminution de salaire par un patron. L'issue fut rapide et les ouvrières gardèrent leurs anciens tarifs. Même si ce cas reste isolé, cela montre que la lutte peu payer.

Mais les conditions de travail font également partie des enjeux. En 1907, à Tartas, les ouvrières présentent des revendications multiples dirigées contre le système de domination au sein de trois usines de la ville. Lors de cette grève elles demandent l'abolition de l'obligation d'approvisionnement à l'épicerie patronale « qui, c'était public, majoraient le prix de vente des denrées »⁹²². Certaines maisons pratiquent encore le système de « la cantine », fonctionnement sournois qui visait à payer les ouvrières en jetons seulement utilisables dans les économats patronaux. En plus de ne toucher que très peu d'argent, ces dernières se retrouvaient parfois débitrices. En parallèle elles réclament que l'éclairage revienne désormais à la charge du patron. En 1912, dans cette même commune de Tartas, elles demandent la

⁹¹⁹ AD40 : 10M71, lettre du maire de Rion datée du 28 septembre 1878

⁹²⁰ A Tartas en 1912, une seule fabrique est mécanisée. AD40 : 10M72, *La dépêche de Toulouse* (Per.) du 16 décembre 1912

⁹²¹ AD40 : 10M72, rapport concernant la grève des ouvrières employées à la fabrication d'enveloppes de bouteilles à Tartas, 1912

⁹²² AD40 : 10M72, lettre du sous-préfet de Saint-Sever datée du premier février 1907

suppression des corvées de nettoyage ainsi que la manutention et le chargement des ballots de paillassons sur les wagons pour lesquelles elles ne perçoivent aucune rétribution. Il apparaît en fait que les patrons cèdent assez vite sur ce type de revendications probablement en lien avec le risque judiciaire sur des pratiques à la limite de la légalité.



Photographie n°26 : ouvrières de l'entreprise Bordes à Tartas.

3) Des solidarités à la construction syndicale

Dès la première grève de 1878, l'ensemble des ouvrières des deux établissements de Rion concernés se solidarise. A Tartas en 1907 les ouvrières demandent les mêmes avancées que leurs voisines de Pontonx-sur-Adour qui obtinrent, à l'issue de négociations, une augmentation de salaire. On échange entre ouvrières de secteurs voisins et cela aide à prendre conscience de sa condition. De plus, les accords de conciliations obtenus à la fin de la grève sont signés en tenant informées les ouvrières des autres établissements situés dans les communes limitrophes. Au cours de cette grève les ouvrières font du porte à porte pour solliciter l'appui de leurs camarades qui continuent le travail⁹²³. Fait nouveau, une cinquantaine de femmes n'hésite pas à descendre dans les rues en chantant l'Internationale. Elles occupent l'espace public et veulent être vues et entendues, « au grand amusement de la

⁹²³ AD40 : 10M72, rapport du commandant de brigade Courrèges daté du 23 janvier 1907

population locale qui s'égaye journallement depuis le commencement de la grève de ces petites manifestations. »⁹²⁴. A ce moment-là, on ne les prend pas très au sérieux or, se mettre en grève sans aucun secours est un acte courageux et au bout de dix jours de grèves les nerfs sont à vif. La conciliation menée par le sous-préfet à la demande du préfet est difficile et le seul point d'achoppement se fixe sur la question des salaires. Ces femmes, dont la plupart sont mères de famille, « s'étaient munies de forts cailloux dont elles avaient décidé de faire usage contre les patrons à la sortie de la Mairie [en cas d'échec des négociations], comptant d'ailleurs sur le concours de nombreux ouvriers qui s'étaient joints à elles dans la soirée »⁹²⁵.

La grève de 1912 marque un tournant dans la mobilisation. Toutes les ouvrières pailleuses sont solidaires et les cinq fabriques de Tartas sont à l'arrêt durant plusieurs jours. Les manifestations sont quotidiennes et bruyantes. Elles chantent la « Carmagnole », « Ça ira » ou encore « la Marseillaise ». Le drapeau tricolore accompagne les cortèges, que les ouvrières osent, par une fois, le cravater de noir⁹²⁶. L'organisation est stricte et les ouvrières les plus tenaces n'hésitent pas à menacer leurs camarades qui souhaitent reprendre le travail. Les cinq brigades de gendarmerie dépêchées sur place n'empêchent pas les bris de vitres⁹²⁷ ou les quelques actes de sabotage dirigés contre les établissements, symboles de la soumission. Néanmoins, la centaine d'ouvrières grévistes reste relativement calme face à la situation.

Le soutien populaire est unanime devant ces femmes qui n'hésitent pas à affronter la misère pour obtenir des droits qui apparaissent aux yeux de tous comme élémentaires, les correspondances préfectorales le confirment⁹²⁸. Les maris et les parents font cause commune et on craint un effet de contagion⁹²⁹. Mais ici plus qu'ailleurs, la question de la survie lors de ces grève est essentielle ; le sous-préfet de Saint-Sever résume la situation au début du mouvement en écrivant que « cette grève ne saurait, je crois, durer longtemps ; les ouvrières grévistes vivent au jour le jour et n'ont aucune avance ; elles seront obligées de reprendre le travail ; les patrons le savent, aussi sont-ils hostiles à toutes leurs demandes. »⁹³⁰ Après quatre conciliations non fructueuses la grève dure. Lors de certains regroupements on entend les ouvrières crier « Du pain et de la graisse pour nos enfants »⁹³¹. Cette situation précaire, connue de tous, amène le conseil municipal de Tartas à voter une subvention exceptionnelle

⁹²⁴ AD40 : 10M72, lettre du capitaine Fohrer datée du 29 janvier 1907

⁹²⁵ AD40 : 10M72, lettre du sous-préfet de Saint-Sever datée du premier février 1907

⁹²⁶ AD40 : article du journal *La Petite Gironde* (Per.) daté du 19 décembre 1912

⁹²⁷ On peut citer l'expression de Michelle Perrot, les carreaux sont les « yeux » de l'usine que les ouvriers veulent crever, dans *Mélancolie ouvrière*, Grasset, 2012, p.116

⁹²⁸ AD40 : 10M74, lettre du préfet datée du 19 décembre 1912

⁹²⁹ AD40 : 10M74, lettre du sous-préfet datée du 15 décembre 1912

⁹³⁰ AD40 : 10M74, lettre du sous-préfet datée du 15 décembre 1912

⁹³¹ AD40 : 10M74, article du journal *La France* (Per.) daté du 16 décembre 1912

de 300 Fr pour les ouvrières. Elles reçoivent en complément des bons de pain par le bureau de Bienfaisance à hauteur de 200 Fr ainsi que 100 Fr de secours envoyé par des syndicats voisins.

L'attitude bienveillante des différents acteurs publics à l'égard des ouvrières se manifeste dans les différents rapports. Qu'ils soient élus ou représentants de l'Etat, ils appuient sur l'intransigeance des patrons qui ne se présentent même pas lors des deux premières conciliations et s'obstinent dans des positions qui apparaissent de plus en plus en décalage. La presse également semble clairement favorable à l'action des ouvrières. *La Dépêche de Toulouse*, le *Nouvelliste*, *La France*, *La petite Gironde*, publient les articles les plus prévenants. De fait, par cette « médiatisation », ce mouvement dépasse les limites communales et même départementales. Parmi les élans de solidarités à retenir, la secrétaire du syndicat des ouvrières pailleuses de Casteljaloux, dans le département voisin du Lot-et-Garonne, fait parvenir un courrier par voie de presse aux femmes en grève leur faisant part de leur propre expérience et leur proposer de l'aide⁹³².

A l'issue de cette grève, les ouvrières de Tartas se regroupèrent dans un syndicat mais on ne sait que peu de chose sur son fonctionnement ultérieur. En revanche, on peut toucher du doigt les répercussions de ce mouvement au sein de cette profession ; ainsi, les ouvrières pailleuses de Mont-de-Marsan suivent attentivement le cours de cette grève et une certaine agitation se manifeste⁹³³. Il est malheureusement impossible, faute de sources, de savoir si ces dernières obtinrent quelques concessions. Le syndicalisme s'étend timidement certes mais essaime aussi à Rion, commune « jumelle », où les ouvrières forment un syndicat qui va diriger la grève de 1914. Il est important de mentionner qu'il s'agit des seuls exemples de syndicalisme purement féminin dans le Midi Aquitain avant 1914.

Dans notre zone, tout comme à l'échelle nationale pour cette période, la participation des femmes aux grèves est nettement plus faible que celle des hommes. Le plus souvent il s'agit de mouvements spontanés et peu organisés en réponse le plus souvent à des provocations patronales ou des conditions de travail inacceptables. La dimension de la grève des ouvrières de 1912 à Tartas est néanmoins inhabituelle. L'influence des mouvements sociaux de gemmeurs dans la campagne landaise à cette période et le contexte de changement social et politique participe vraisemblablement à cet élan. C'est ce qu'exprime le juge de Paix lorsqu'il alerte les patrons qui doivent « considérer la responsabilité des conséquences funestes que pouvaient avoir leurs résistances [...] dans une région déjà éprouvée par des

⁹³² AD40 : 10M74, lettre relayée par *La Dépêche* (Per.) publié le 23 décembre 1912

⁹³³ AD40 : 10M74, article du *Nouvelliste* (Per.) daté du 18 décembre 1912

troubles dont le souvenir reste encore pénible et ineffacé. »⁹³⁴ De plus, les liens inter ouvrières et inter syndicats, au sein d'un milieu relativement homogène, légitiment progressivement leurs mouvements et leur médiatisation porte leur voix dans toute une région. Les pailleuses nous donnent ainsi l'exemple de mouvements sociaux féminins structurés et efficaces, certes au prix de sacrifices importants mais elles arrivent à modifier et à se défaire des représentations négatives en s'affirmant comme femmes et ouvrières.

⁹³⁴ AD40 : 10M74, lettre du juge de Paix de Tartas datée du 25 juillet 1914

Conclusion de la quatrième partie

Les mouvements sociaux que nous venons d'aborder viennent compléter de manière assez concrète et pratique les parties précédentes, plus techniques. Au moins deux grands aspects doivent être retenus avant de conclure ce travail de manière définitive.

En premier lieu, les grèves de dockers et de résiniers, dans la même veine les grèves larvées dans le secteur du bâtiment, nous montrent à quel point les mouvements ouvriers s'animent et étoffent rapidement leurs répertoires d'action. Le syndicalisme joue ici un rôle clé. Qu'il soit de construction récente ou historiquement plus ancien, les capacités d'adaptation des ouvriers lors des conflits sont remarquables. L'utilisation des canaux de communication devient également centrale pour capter l'attention de l'opinion publique. L'appropriation des espaces médiatique et urbain devient un pivot essentiel dans les stratégies de grèves. « L'espèce de faculté d'adaptation du déroulement des conflits du travail à l'environnement dans lequel il se déploient apparaît singulièrement frappante.⁹³⁵ »

En second lieu, les grèves des catégories sociales les plus précaires, les femmes et les terrassiers en particulier, nous montrent que les ouvriers osent maintenant se mobiliser. Autrement dit, la grève rentre dans le domaine du possible. Il est vrai que sans organisations syndicales, l'issue du conflit laisse peu de place à la réussite car les rapports restent très inégaux. Toutefois l'opposition, même frontale, modifie ces rapports entre patron et salariés et placent les conflits du travail comme un régulateur quasi naturel des systèmes sociaux industriels⁹³⁶.

⁹³⁵ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.114

⁹³⁶ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.31

Conclusion

Au terme de ce travail, plusieurs axes ont pu être explorés et détaillés. Nous avons globalement cerné les problématiques principales concernant la main d'œuvre ouvrière, notamment sa composition, mais aussi les organisations ouvrières qui émergent, et leurs zones d'influences. Bien entendu de nouvelles questions ont émergées auxquelles nous n'avons pu être répondu que de manière partielle. Ce travail est forcément incomplet – notamment en raison de quelques lacunes dans les sources préfectorales pour les Basses-Pyrénées – et ouvre de nouvelles pistes de recherche qui mériteraient une étude approfondie.

Nous pouvons néanmoins affirmer que le mouvement social existe et est bien réel dans une région aux marges du territoire national. Pris de manière générale, on peut certes le qualifier de timide et peu ambitieux. Il n'empêche que des ouvriers et des ouvrières se mobilisent pour obtenir une répartition plus équitable du produit de leur travail.

Ce mouvement social, qui prend forme à partir des années 1890 dans le Midi aquitain, se caractérise en premier lieu par son hétérogénéité. Certaines corporations se démarquent et prennent la tête de la contestation, elle-même portée par un mouvement de fond qui dépasse les frontières nationales. Tandis que de nombreux conflits se placent dans une perspective limitée aux problèmes rencontrés au sein de l'entreprise ou de la fabrique, on se plaint avant tout contre un patron pour améliorer son existence, d'autres en revanche débordent largement les limites régionales.

Schématiquement, deux tendances extrêmes se dégagent au sein des mondes ouvriers du Midi aquitain avec deux grandes catégories caractérisées par deux visions sociales : l'une, majoritaire, liée à la défense d'intérêts particuliers et l'autre, nettement minoritaire, qui élargi le problème d'une classe et tend vers un objectif de changement de société.

Ce déséquilibre, qui reflète un certain manque de maturité au sein des classes laborieuses de la zone, se confirme par rapport à la faible mobilisation des ouvriers lors d'enjeux « supra communautaires » : les retraites ouvrières ou l'antimilitarisme ne mobilisent en effet que très peu de monde.

Mais au-delà de ces faiblesses et de ces différences on constate que les mondes ouvriers se connectent. D'abord au niveau local, surtout dans les villes où les concentrations de travailleurs sont les plus fortes, comme à Bayonne, Boucau, Biarritz et Oloron. En outre,

des réseaux se mettent également en place dans les campagnes, nous l'avons vu en particulier pour les gemmeurs et les ouvrières pailleuses⁹³⁷. La lecture des grèves menées par ces dernières, à première vue erratique, montre qu'elles sont plus ou moins reliées. Elles reçoivent même l'aide technique de leurs homologues d'un département voisin, preuve que les canaux de communication entre ouvriers s'installent lentement. Cela se confirme au vu des nombreuses caisses de souscription et tombolas diverses, au profit de causes ouvrières variées, organisées par certains syndicats et par la Bourse du travail de Bayonne. Nous avons également constaté que cette connexion se réalise également vers les travailleurs étrangers, pour l'immense majorité Espagnols, ce que l'on retrouve au sein de nombreux secteurs d'activité. De plus les prolongements se tissent au-delà de la frontière avec l'Espagne, avec des interactions entre le milieu ouvrier de la côte basque, et la Bourse du travail de San Sebastian et la Federacion obrera de Bilbao.

En somme, l'intégration des conflits du travail dans les espaces sociaux, très variés, de notre région d'étude est assez surprenante. Si l'on reprend la périodisation de Stéphane Sirot, très peu de conflits se placent dans un cadre « ancien » en rapport avec « les premiers âges » de la grève⁹³⁸. Au contraire, même avec un réveil tardif, ce mouvement social n'est pas en décalage avec son temps. Sa structuration suit un schéma assez « classique » avec les professions du bâtiment et les typographes qui initient les premières contestations de manière structurée. Les catégories sociales avec moins d'expérience suivent et entrent secondairement dans le syndicalisme.

Il est évident que ce dernier joue un grand rôle dans l'émergence du mouvement social et la canalisation du mouvement ouvrier naissant. Nous l'avons vu, les constructions syndicales se font par métiers, à la faveur de différends entre patrons et employés, et se légitiment souvent par les grèves, facteur d'instabilité majeur de ces organisations naissantes qui se désintègrent bien souvent la grève terminée. Cela dit, la gestion des conflits du travail place très souvent les organisations ouvrières au centre des négociations entre patrons et ouvriers où elles exercent « une fonction de régulation sociale⁹³⁹ ». On serait donc tenté de calquer l'émergence du mouvement social sur la naissance des syndicats, puisqu'avant les années 1890 le taux de grève est insignifiant dans le Midi aquitain et se développe ensuite parallèlement à l'accroissement du nombre des organisations ouvrières. Cela dit, les rapports

⁹³⁷ Signalons ici que de très nombreux syndicats agricoles se mettent en place avant 1900. Il en existe 17 en fonctionnement dans les Landes en 1906. Ces derniers se limitent en revanche à des organes de défense des intérêts économiques de leurs membres. Source : AD40 : 10M131

⁹³⁸ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.27

⁹³⁹ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.193

entre la grève et le syndicat sont complexes. En dehors de quelques métiers, les taux de syndicalisation apparaissent assez faibles et, n'oublions pas, qu'un conflit sur trois se déclenche en dehors de toute organisation ouvrière. Empruntons une fois de plus l'analyse de Stéphane Sirot : « Au fond, tout se passe comme s'il existait historiquement un double mouvement complémentaire : les organisations s'adaptent à une situation de faiblesse quantitative, longtemps entretenue par le peu de souci des militants eux-mêmes à construire un syndicalisme de masse, tandis que le monde du travail rechigne à l'adhésion au syndicat, tout en reconnaissant la légitimité de sa présence dans l'action. Cela contribue à créer une configuration dans laquelle il n'existe guère de rapport direct entre la proportion de grèves à direction syndicale et le taux de syndicalisation.⁹⁴⁰ »

Malgré l'importance de la propagande développée, la zone d'influence réelle de la CGT, et de ses utopies, reste assez ténue. Cela dit, la confédération arrive à soutenir une architecture assez cohérente au mouvement ouvrier local. La naissance d'une Union départementale, bien qu'avec des moyens limités, apparaît comme une perspective ambitieuse qui arrive à se mettre en place. La création des Bourses du travail est une preuve directe de l'intégration sociale et politique du mouvement ouvrier local. Il n'en fut pas de même dans les Landes où le mouvement ouvrier local est trop isolé.

Cela ne doit pas masquer la fragilité de la plupart des syndicats et des unions qui naissent. Peu de meneurs locaux charismatiques émergent de la masse et sont capables d'animer de manière globale le mouvement social. Les alliances se font au même rythme qu'elles se défont. En l'espace de quelques mois l'Union départementale se recompose plusieurs fois. Nous avons aussi évoqué la nette décélération syndicale qui s'opère à la veille de la Guerre et qui est aussi un signe de fragilité. Certes, c'est une tendance nationale qui ne fait que se confirmer dans le Midi aquitain. Au moins deux causes peuvent expliquer en partie ce phénomène. Tout d'abord l'imminence d'un conflit armé avec l'Allemagne, que l'on sent de plus en plus proche, et renforce le sentiment national. Ensuite les résultats mitigés des conflits du travail à partir de 1906 et 1907 désolidarisent de nombreux ouvriers de la plupart des groupes syndicaux. Les faibles avantages obtenus au prix de tant d'efforts et de souffrances apparaissent difficilement justifiables aux yeux de nombreux ouvriers, qui s'écartent de la voie syndicale. Le sud aquitain est donc peu porté vers le mouvement révolutionnaire en cette fin de siècle. D'ailleurs, généralement, très peu de violences émanent des ouvriers en colère. Les rares événements extraordinaires sont vites montés en épingle par la presse et les autorités mais

⁹⁴⁰ Sirot Stéphane, *La grève...op.cit.*, p.181

l'immense majorité des conflits reste pacifique. Ici encore, le syndicat agit bien souvent pour canaliser l'énergie des ouvriers et coordonner leurs actions.

Nous avons assez peu abordé l'aspect répressif de l'Etat lors des grèves. La plupart des interventions de polices ou les déploiements de la troupe sont destinés à garantir la liberté du travail et installer un rapport de force pour garantir le maintien de l'ordre. La stratégie prioritaire, dans les grèves les plus dures, consiste à repérer et isoler les meneurs. Peu de condamnations en correctionnelle sont prononcées, la plupart du temps pour entrave à la liberté du travail. Beaucoup plus rarement pour violences avérées envers la force publique.

	Plâtriers (Biarritz)	Terrassiers (Pau)	Dockers (Bayonne)	Gemmeurs ⁹⁴¹ (Ste-Eulalie, Rion, Lit-et- Mixe)
1906	5			
1907		6		6
1911			43	

Tableau n°33 : nombre de condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels entre 1890 et 1914⁹⁴².

Il n'en reste pas moins que les conflits des ouvriers dockers et certains conflits résiniers sont marqués par d'importants troubles à l'ordre public. Cela dit même les ouvriers résiniers, qui vont revendiquer parfois de manière dure et démonstrative, préfèrent initialement suivre un petit propriétaire terrien pour mener leur combat et non le « représentant cégétiste » du moment. Les débats qui animent les congrès annuels de la Fédération des résiniers repoussent majoritairement l'adhésion à la CGT. On remarque par ailleurs que c'est souvent l'absence de respect et le manque de dialogue qui mettent le feu aux poudres. Lorsque les propriétaires forestiers s'engagent dans un respect mutuel, cela débouche parfois vers des solutions alternatives comme la création de syndicats mixtes qui se mettent en place à partir de 1909. Il est vrai que ces alliances contre nature restent marginales puisque l'on n'en compte seulement trois en 1912⁹⁴³.

Les seules corporations identifiables à l'issue de cette recherche, marquées par des idées révolutionnaires affirmées sont les dockers et les gemmeurs des forêts domaniales. En

⁹⁴¹ Les chiffres avancés sont à prendre avec précautions. Nous avons vu que les actes de violences et de bris accompagnent quelques grèves de gemmeurs. Néanmoins, les enquêtes sur les nombreux actes de vandalisme n'ont souvent pu être conclues.

⁹⁴² Ministère du Travail, *Statistique des grèves ...op.cit.*

⁹⁴³ AD40 : 10M132, tableau récapitulatif des syndicats patronaux et ouvriers existant en 1912

dehors de ces deux exceptions, l'immense majorité des ouvriers ne souhaite pas modifier les structures sociales existantes. Peu de syndicats choisissent d'adhérer à la CGT, et même lorsqu'ils le font ce n'est que rarement définitif avec des va-et-vient réguliers. Les choix et les décisions des bases militantes ou des meneurs sont très fluctuantes. « En vérité le mystère de la coexistence entre la dissidence anarcho-syndicaliste de Griffuelhes et la synthèse républicano-socialiste de Jaurès existe dans la conscience de chaque prolétaire.⁹⁴⁴ »

Les influences politiques de notre mouvement social sont difficiles à entrevoir. Il serait audacieux de parler d'un déterminisme politique dans notre contrée, le contexte local avant 1914 est, sur ce plan, marqué par une stabilité assez remarquable. Les députés Républicains, opportunistes et modérés, sont largement confortés lors des différentes élections législatives. Dans notre région, les influences des modérés (Béarn, Landes), ou le catholicisme plus conservateur (surtout au Pays basque) restent fortes et très majoritaires. Il n'empêche que l'on retrouve une poussée plus radicale dans la circonscription de Bayonne dès 1900 avec l'élection de Joseph Garat, mais également en 1906 dans la deuxième circonscription des Landes avec Léo Bouyssou, signes que les luttes sociales ont bien pénétré les opinions. Cette correspondance des tendances politiques marquées à gauche avec les foyers ouvriers les plus actifs de notre région participe indéniablement à l'éveil du mouvement social. Les prolongements politiques de l'action ouvrière locale sont bien réels et ses influences inévitables. A Bayonne par exemple, les socialistes de tous bords et les anarchistes, parfois même les radicaux-socialistes, gravitent autour du mouvement ouvrier local et infiltrent certains milieux. Il en est de même des Ligues, au premier rang desquelles la Ligue des Droits de l'Homme de Bayonne qui apparaissent très liées à ce réveil social. Moins bien perçu, par manque de sources, à Pau et Oloron, l'influence des avocats issus des rangs du barreau de Bordeaux exercent un contrôle par le biais de Ligues et de cercles proches des milieux ouvriers. Là encore, il semble bien que la Ligue des Droits de l'Homme de Pau fasse preuve d'un certain activisme.

Les prolongements politiques des mouvements sociaux d'avant-première la Guerre mondiale sont nombreux et nécessiteraient un travail plus approfondi.

Les conséquences du mouvement social local sont nombreuses et parfois complexes. Quoiqu'il en soit les fondations du mouvement ouvrier sont en place, et solidement ancrées. Elles serviront, sans aucun doute, les grands mouvements sociaux de l'entre-deux-Guerres.

⁹⁴⁴ Julliard Jacques, *Les gauches françaises 1762-2012*, Paris, Flammarion, 2012, p.21

Présentation des sources

Sources d'archives

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

- Série J

1J1898/27, chambre syndicale des ouvriers peintres et colleurs de papiers peints de Bayonne
1883

1J1898/32, chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiment de Bayonne 1883

- Série M

1M59, antimilitaristes contre la loi des trois ans et contre la Guerre

1M239, répercussions de la situation espagnole en France 1909-1939

4M159, police des gares et des chemins de fer 1902-1939

4M162, police judiciaire : Attentats aux mœurs 1876-1930 ; vols et spéculations 1907-1938 ; assassinats et tentatives de meurtres 1909-1932 ; bagarres, coups et blessures, injures, viols, jets de pierres et menaces 1909-1938 ; avortements 1820, 1826, 1909-1940 ; actes de malveillance 1913-1939

10M4, salaires : correspondances, enquêtes, salaires dans différents secteurs 1915-1940

10M12, manifestations du premier mai : rapports, correspondances, affiches 1906-1940

10M13, grèves activités navales et portuaires : dockers de Bayonne et de Boucau 1906-1939

10M14, grève bâtiment : arrondissement de Bayonne 1905-1926 ; d'Oloron 1907 ; d'Orthez 1911-1937 ; de Pau 1905-1937

10M15, grèves boulangeries : Bayonne 1910-1926 ; Biarritz 1906-1927 ; Irissarry (1920) ; Oloron 1899 ; Pau 1906-1934

10M16, grèves carrières et mines : arrondissement de Bayonne 1905-1938 ; de Mauléon 1907-1937 ; de Pau 1909

10M17, grèves usine de conserves de poissons : Biarritz 1912 ; imprimerie : Biarritz 1909 ; métallurgie : arrondissement de Bayonne 1910-1939, de Pau 1904-1939

10M18, grèves fabriques meubles : Bayonne 1906-1927 ; Béhobie 1908-1938 ; Nay 1911-1941 ; Orthez 1909-1924. Musiciens : Pau 1901-1905. Pêche : Arcachon 1913

10M20, grèves fabriques de sandales et de chaussures : Oloron 1907-1937

10M21, grèves tanneries : Oloron 1907-1938, Ossès 1910, Pau 1912 ; textile : arrondissement d'Oloron 1907-1937

10 M 22, grèves transport : voies ferrées départementales du Midi 1910, tramways 1906-1926. Travaux publics : arrondissement de Bayonne 1907-1928 ; de Mauléon 1908-1916 ; d'Oloron 1906-1939 ; de Pau 1906-1937. Fabriques de vêtements : arrondissement de Bayonne 1908-1936

10M30, Propagande syndicaliste 1903-1919 : bourses du travail (1907-1918) ; surveillance des publications syndicales (1909-1924) ; surveillance de syndicalistes notoires (1909-1939) ; projet de constitution d'une maison du peuple à Bayonne (1914)

10M31, confédérations et syndicats confédérés : correspondances, rapports, tracts 1908-1938

10M32, fédérations et chambres syndicales : correspondance, rapports, affiches 1906-1938

10M33, syndicats locaux (classement par secteurs d'activité) : correspondance, rapports 1909-1939

- Série U

1U29, création, demande de rattachement des communes de Tarnos et d'Ondres, dépenses de fonctionnement, correspondance générale 1911-1939

1U31, procès-verbaux d'élection 1913

3U1/1153, jugement correctionnels 1913

Archives départementales des Landes

1M156, grève des verriers de Moustey et Richet 1890

9M3, rapports sur la situation industrielle 1904-1915

10M6, enquête sur les conditions de travail en France

10M71, grèves diverses : ouvrières pailleuses (4), Rion-des-Landes 1878 ; boulangers, Labrit 1888 ; ouvriers boulangers, Mont-de-Marsan 1894 ; revendications contre la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (1899) ; forges d'Abbesse Saint-Paul-lès-Dax 1900

10M72, grèves diverses : charpentiers, Dax 1905 ; ouvriers-mouleurs, Mont-de-Marsan 1906 ; menuisiers, Dax 1906 ; scieurs, terrassiers, Aire-sur-l'Adour, Sabres, canton de Castets 1906 ; entreprise Rigaud et Petit, Aire, scieurs de long, Lit-et-mixe, Soustons, Linxe 1907 ; boulangers, Dax 1907 ; pailleuses, Tartas 1907

10M73, grèves diverses : imprimeurs, Mont-de-Marsan 1907-1908 ; charpentiers, Dax 1908 ; manœuvres, Labouheyre 1908 ; maçons, Mont-de-Marsan 1908 ; peintres, Dax 1909 ; ouvriers de fabrique d'enveloppes de bouteilles, Laluque 1910 ; boulangers, Dax, Mont-de-Marsan 1911

10M74, grèves diverses : imprimeurs, Mont-de-Marsan 1912 ; charpentiers, Hagetmau 1911, pailleuses, Tartas 1912 ; charpentiers, Mont-de-Marsan 1912 ; pailleuses, Rions-des-Landes 1914

10M79, grèves des ouvriers employés à la construction 1884-1898, 1910-1912. Grève des cheminots : instructions, correspondance, rapports, service d'ordre 1910

10M81, grèves des Forges de l'Adour, le Boucau-Tarnos : dockers et métallurgistes 1897-1918

10M85-86, conflits de résiniers 1906 :

85, généralités, tableaux des dégradations commises, congrès de Morcenx, documents concernant plusieurs communes

86, communes de : Arjuzanx, Beylongue, Buglose, Capbreton, Castets, Gastes, Léon, Lesperon, Mézos, Mimizan, Saint-Geours de Marenne, Sainte-Eulalie en Born, Saint-Julien en Born, Saint-Vincent de Paul, Seignosse, Soorts, Soustons

10M87-90, conflits de résiniers 1907 :

87, enquête auprès des communes : nombre de résiniers, de syndicats, de résiniers syndiqués

89, communes de : Azur, Beylongue, Castets, Gastes, Laluque, Lesperon, Lit-et-Mixe, Mézos, Mimizan

90, Communes de : Rion-des-Landes, Sainte-Eulalie-en-Born, Saint-Julien-en-Born, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Yaguen, Vielle-Saint-Girons

10M92, Grèves des résiniers du Marensin et du Born de 1909 pour les communes de : Azur, Laluque, Léon, Lesperon, Linxe, Lit-et-Mixe, Lévignacq, Moliets, Saint-Julien-en-Born, Saint-Michel-Escalus, Saint-Vincent-de-Paul, Soustons, Vielle-Saint-Girons :
correspondance, rapports, enquêtes, articles de presse

10M131, syndicats et sociétés coopératives de production et de consommation. Généralités :
instructions, correspondance, états, statuts 1876-1906

Archives municipales de Bayonne (fonds conservés au pôle d'archives départementales de Bayonne)

7F3, liste des syndicats professionnels existant à Bayonne (1911-1933). Relations avec les syndicats, surveillance des syndicalistes, conflits du travail (1911-1926)

Archives municipales de Biarritz (fonds conservés au pôle d'archives départementales de Bayonne)

7F5, syndicats travailleurs, statuts et correspondances 1882-1925

Archives municipales de Dax

7F3, bureau de placement, bourse du travail, main d'œuvre 1885-1946

Sources imprimées

Rapports administratifs

Conseil Général des Basses Pyrénées, *Rapport de la Commission départementale, session ordinaire d'août 1910*, Pau, 1910

Conseil Général des Landes, *Rapport du Préfet, sessions 1900 et 1911*, Imprimerie Administrative, Mont-de-Marsan

Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Résultats statistiques du recensement des industries et professions* (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896). Tome III, Région de l'Ouest au Midi (45 départements), Paris, Imprimerie Nationale, 1900

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1890 à 1906

Ministère du Travail et la Prévoyance Sociale, *Annuaire statistique*, Imprimerie Nationale, 1904 à 1914

Ministère du Travail et de la Prévoyance, *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906*. Tome III, Région de l'Ouest au Midi, Paris, Imprimerie Nationale, 1910

Ministère du Travail et de la Prévoyance, *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Paris, Imprimerie Nationale, 1906 à 1914

Ministère Guerre, section économique de la 18^e région, *Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région landaise*, Delmas éd., Bordeaux, 1917

Ministère de la Guerre, section économique de la 18^e région, *Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région pyrénéenne (Hautes et Basses-Pyrénées)*, Delmas éd., Bordeaux, 1918

Bibliographie

Ouvrages généraux

- Agulhon Maurice, *La République I 1880-1932*, Paris, Hachette, 1990
- Ariès Pierre, *Histoire des populations françaises*, Seuil, 1971
- Ball Gérard, *Histoire du radicalisme*, Paris, La Découverte, 1994
- Barjot Dominique, *Histoire économique de la France au XIX^e siècle*, Nathan, Paris,
- Fureix Emmanuel, Jarrige François, *La modernité désenchantée, relire l'histoire du XIX^e siècle français*, La Découverte, Paris, 2015
- Julliard Jacques, *Les gauches françaises 1762-2012*, Paris, Flammarion, 2012
- Rémond René, *Le XIX^e siècle 1815-1914*, Paris, Seuil, 1974
- Weber Eugen, *La fin des terroirs 1870-1914*, Paris, Fayard, 2011

Thématiques principales

Histoire sociale

- Cazals Rémy, *Avec les ouvriers de Mazamet : dans la grève et l'action quotidienne, 1909-1914*, Maspero, Paris, 1978
- Charles Christophe, *Histoire sociale de la France au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 1991
- Dewerpe Alain, *Le monde du travail en France, 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1998
- Dubar Claude, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2000
- Dupâquier Jacques et Kessler Denis, *La société française au XIX^e siècle*, Fayard, 1992
- Fridenson Patrick, Reynaud Bénédicte (dir.), *La France et le temps de travail (1814-2004)*, Paris, Odile Jacob, 2004
- Halbwachs Maurice, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, livre 1
- Moulin Annie, *Les paysans dans la société française, de la Révolution à nos jours*, Seuil, 1992
- Noiriel Gérard, *Population, immigration et identité nationale en France XIX^e - XX^e siècle*, Hachette, Paris, 1992
- Tartakowsky Danielle, *La part du rêve, histoire du 1^{er} mai en France*, Hachette, Paris, 2005

Thompson Edward P., *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, Editions la Fabrique, 2004

Touraine Alain, Wieviorka Michel, *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984

Trempe Rolande, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Ed. Ouvrières, Paris, 1971

Zancarini-Fournel Michelle, *Les luttes et les rêves, une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016

Histoire des grèves

Andéani Edgard, *Grèves et fluctuation, la France de 1890 à 1914*, Paris, Editions Cujas, 1968

Caire Guy, *La grève ouvrière*, Paris, Ed. économie et humanisme ; Les éditions ouvrières, 1978

Perrot Michelle, *Les ouvriers en grève, France 1871-1890*, Mouton, Paris, 1974

Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2012

Goux Guy, Pernot Jean-Marie, *La grève*, Paris, Presses de Sciences Po., 2008

Shorter Edward, Tilly Charles, *Strikes in France, 1830-1968*, London, 1974

Sirot Stéphane, *La grève en France, une histoire sociale, XIXe-XXe siècle*, Odile Jacob, 2002

Histoire du syndicalisme

Chaumel Guy, *Histoire des cheminots et de leurs syndicats*, Paris, 1948

Dreyfus Michel, *Histoire de la C.G.T.*, Editions Complexes, 1995, 407p.

Julliard Jacques, *Autonomies ouvrières, études sur le syndicalisme d'action directe*, Gallimard, Paris, 1988

Pelloutier Fernand, *Histoire des Bourses du travail*, Paris, 1946

Robert Jean-Louis, Boll Friedhelm, Prost Antoine, *L'invention des syndicalismes, le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997

Sirot Stéphane, *Le syndicalisme, la politique et la grève. France et Europe : XIX^e et XX^e siècles*, Arbre Bleu, 2011

Schöttler Peter, *Naissance des bourses du travail, un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIX^e siècle*, PUF, 1985

Histoire des femmes

Battagliola Françoise, *Histoire du travail des femmes*, 3^e éd., Paris, La Découverte « Repères », 2008

Perrot Michelle, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998

Perrot Michelle, *Mélancolie ouvrière : “Je suis entrée comme apprentie, j’avais alors douze ans”*, Lucie Baud, 1908, Paris, Grasset, coll. « Héroïnes », 2012

Histoire du Midi aquitain

Ouvrages généraux sur les Basses-Pyrénées

Barraqué Jean Pierre et Thibon Christian (dir.), *Les variantes du discours régionaliste en Béarn*, édition Gascogne, 2001

Bidot-Germa Dominique (dir.), *Atlas historique de Pau*, Ausonius éditions, 2017

Bousquet Mélou Jean, *Louis Barthou et la circonscription d’Oloron (1889-1914)*, Pedone, Paris, 1972

Chadefaud Michel, *Aux origines du tourisme dans les pays de l’Adour*, Biarritz, Société Atlantique d’Impression, 1988

Dumazé Ardouin, *Voyage en France 41^e série, Pyrénées partie occidentale*, Paris, Berger-Levrault

Goyhenetche Manex, *Histoire d’Anglet des origines à nos jours*, San Sebastian, Elkar, 2003

Joannes Adolphe, *Géographie du département des Basses-Pyrénées*, Paris, Hachette, 1894

Laborde Pierre, *Biarritz, huit siècles d’histoire, 250 ans de bains de mer*, Atlantica

Pontet Josette (dir.), *Histoire de Bayonne*, Toulouse, Privat, 1991

Puyau Alain, *Mémoires de Biarritz*, Ed. Cairn, 2013

Tucoo-Chala Pierre (dir.), *Histoire de Pau*, Toulouse, Privat, 1989

Ouvrages généraux sur les Landes

Abadie Aline, *Le gemmeur, sur le sentier des Landes*, Cheminement, 2001

Dumazet Ardouin, *Voyage en France 30^{ème} série, Gascogne*, Berger-Levrault, Paris, 1903

Joannes Adolphe, *Géographie du département des Landes*, Paris, Hachette, 1894

Lerat Serge, *Les pays de l’Adour : structures agraires et économie agricole*, Union française d’impression, 1963

Pacaud Serge, *Autrefois Dax, la ville à la Belle Epoque*, Atlantica, Biarritz, 2007

Pacaud Serge, *Les industries de la paille et du liège dans les Landes*, Ed. des régionalismes, 2012

Sargos Jacques, *Histoire de la forêt landaise, Du désert à l’âge d’or*, Bordeaux, L’horizon chimérique, 1997

Histoire sociale et du mouvement ouvrier local

Aline Abadie, *Le gemmeur, sur le sentier des Landes*, Cheminement, 2001

Cailluyer Jean, *Regards sur l'histoire sociale des Landes*, Toulouse, Edition Eché, 1983

Dassé Marguerite, *Mémoire d'une enfant de gemmeur au début du vingtième siècle dans la forêt landaise*, Brémond, 1999, p.42

Desbordes Robert, *Les syndicats résiniers dans les Landes*, Imprimerie Moderne, Bordeaux, 1908

Dupuy Francis, *Le pin de la discorde : les rapports de métayage dans la Grande Lande*, Maison des sciences de l'homme, 1996

Inchauspé Véronique, *Mémoires d'Hirondelles, une histoire de jeunes filles. L'émigration féminine navaro-aragonaise à Mauléon (1880-1930)*, éditions Uhaitza et Ikher zalek, 2011

Lafargue Jérôme, *Protestations paysannes dans les Landes, les gemmeurs en leur temps (1830-1970)*, L'Harmattan, 2001

Vergès Jacques, *La cité des Forges 1880-1939, tranche de vie de nos quartiers*, Centre social et culturel

Vergès Jacques, *Les Forges de l'Adour : de 1881 à 1965*, Centre social et culturel, 1999

Industrialisation

Narritsens André, *Usines, patrons et prolétaires, Nay en Béarn : 1830-1939*, Institut C.G.T. d'histoire sociale, 1988

Viers Georges, *Mauléon-Licharre, la population et l'industrie : étude de géographie sociale urbaine*, Bière, 1961

Dictionnaires et manuels

Boudon Raymond, Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982

Fillieule Olivier (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, SciencesPo. Les Presses, 2009

Maitron Jean, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1989

Thèses et travaux universitaires

Avrane Colette, *Les ouvrières à domicile en France de la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale : genèse et application de la loi de 1915 sur le salaire minimum dans l'industrie du vêtement*, thèse Histoire, Université d'Angers, 2010

Bacqué Martine, *Petites exploitations rurales en pays basque français (1850-1900)*, Thèse Doctorat Histoire, Université Lyon 2, 2004

Bouneau Christophe, *L'électrification du grand Sud-Ouest de la fin du XIXe siècle à 1946 : genèse et croissance d'un complexe énergétique*, Thèse Histoire Paris IV, 1995

Cabanot Nelly, *Pour que vivent les cares !*, Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour,

Maitrise d'Histoire 2000

Cazajus Sylvie, *Fils des gaves, le patrimoine industriel textile à Oloron Sainte-Marie*, Mémoire de Master 1, UPPA, 2007

Gibert Émilie, *Le patrimoine bâti de Biarritz issu du développement balnéaire de la ville: protection et mise en valeur*, Histoire, 2014

de Ochandiano Jean-Luc, *Processus identitaires dans le monde ouvrier et intervention de l'Etat*, Diplôme de conservateur de bibliothèque, Saint Etienne, 2001

Machot Pierre, *Pyrénées-Atlantiques : les activités industrielles au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle*, Pau, TER Histoire, 1978

Articles

Varias Histoire générale

Briand Jean-Pierre. Le renversement des inégalités régionales de scolarisation et l'enseignement primaire supérieur en France (fin XIX^e - milieu XX^e siècle). Dans : *Histoire de l'éducation*. n°66, 1995

Chanut Jean-Marie, Heffer Jean, Mairesse Jacques, Postel-Vinay Gilles. Les disparités de salaires en France au XIX^e siècle. In: *Histoire & Mesure*, 1995 volume 10 - n°3-4. Consommation

Chatelain Abel, « Une grande industrie motrice française attardée : le bâtiment », *Annales, économies, sociétés, civilisations*, 1958, volume 13, n°3

Cucarull Jérôme, « La mesure sérielle de l'activité industrielle dans la seconde moitié du XIX^e siècle », *Histoire & mesure*, XVI - 1/2 | 2001

Didry Claude, « La production juridique de la convention collective », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 6/ 2001 (56^e année)

Goin Émilie et Provenzano François, « Les Deux Méthodes : entre interdiscours et interlocution », *Exercices de rhétorique*, 7 | 2016

Mayaud Jean-Luc. De la pluri-activité paysanne à une re-définition de la petite exploitation rurale. In: *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*. Tome 106, numéro 1, 1999

Pigenet Michel, « Les dockers, retour sur le long processus de construction d'une identité collective en France, XIX^e-XX^e siècles », *Genèses* 1/2001 (n°42)

Pigenet Michel, « A propos des représentations et des rapports sociaux sexués : identité professionnelle et masculinité chez les dockers français (XIX^e-XX^e siècles) », *Le Mouvement Social*, n°198, janvier-mars 2002

Pigenet Michel, « Solidarité internationale et fermeture professionnelle : les horizons multiples des dockers français », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006/4, n°84

Rinaudo Yves, « Un travail en plus : les paysans d'un métier à l'autre (vers 1830-vers 1950) », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 42^e année, N.2, 1987

Rohrbasser Jean-Marc. Rollet Catherine, Les enfants au XIXe siècle, *Population*, 2002, vol. 57, n° 1

Sirot Stéphane, « La pauvreté comme une parenthèse : survivre en grève du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 101 | 2007

Tilly Charles, Shorter Edward, « Les vagues de grèves en France, 1890-1968. » Dans *Annales. Economie, Sociétés, Civilisations*, 28^e année, N. 4, 1973

Viet Vincent, « les Républicains face aux grèves : intervenir pour ne plus avoir à intervenir (1880-1914) », *Cahiers Jaurès*, 2011/1 n°199

Varias Histoire régionale

Andréani Roland. L'antimilitarisme en Languedoc méditerranéen avant la première guerre mondiale. In: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 20 N°1, Janvier-mars 1973. Etudes d'histoire militaire (XVIIe-XXe siècles)

Cavaillès Henri, « Les industries du bois dans le sud-ouest Pyrénéen », *Revue politique et parlementaire*, Colin, 1916, pp.79-89

Bidouze Frédéric, « Aux origines du département des Pyrénées-Atlantiques (XVIII^e- début XIX^e) : un discours administratif et géopolitique au service de l'identité béarnaise » dans J.P. Barraqué et C. Thibon (dir.), *Les variantes du discours régionaliste en Béarn*, édition Gascogne, 2001, pp.109 à 149

Bouneau Christophe. Chemins de fer et développement régional en France de 1852 à 1937 : la contribution de la compagnie du Midi. In: *Histoire, économie et société*, 1990, 9^e année, n°1. Les transports. pp. 95-112

Inchauspé Véronique, *Mémoires d'Hirondelles, une histoire de jeunes filles. L'émigration féminine navaro-aragonaise à Mauléon (1880-1930)*, éditions Uhaitza et Ikher zalek, 2011

Judet Pierre, « Du paysan à l'horloger. Histoire sociale d'un Faucigny pluri-actif (1850-1930) », *Ruralia* [En ligne], 09 | 2001

Juillard Etienne, Le Balle Yves, L'ouvrier paysan en Lorraine mosellane. Études sur l'alternance d'activités. In : *Études rurales*, N°5-6, 1962

Laforie Pierre, « Un siècle de scieries forestières en Gascogne » dans le *Bulletin de la société de Borda*, 2000, 3^e trimestre, n°458, 125^e année

Laborde Pierre, « L'urbanisation du sud de la côte Landaise », *Revue géographique des Pyrénées et du sud-ouest*, Toulouse, tome 44, fascicule 2-3

Le Play Frédéric, « Métayer à famille-souche du pays d'Horte (Gascogne) », *Les ouvriers des deux mondes*, 1887

Le Play Frédéric, « Paysan-Résinier de Lévignac (Landes) », *Société d'économie sociale*, tome 5, 1885

Milhères Jean, « Les grèves de gemmeurs (1906-1910) origines et conséquences : un essai de sociologie landaise en 1911 » dans le *Bulletin de la société de Borda*, 1988, 3^e trimestre, n°

411, 113^e année, p. 319-321

Otero Hernan, « L'émigration française en Argentine » dans Blazquez Adrian, *L'émigration basco-béarnaise aux Amériques au XIX^e siècle*, Actes du premier colloque international sur l'émigration Basco-Béarnaise aux Amériques, Pau, 2000

Paul-Dejean Jean-Claude, « La grève des dockers du port de Bayonne-Boucau (1911) » dans, *Société des sciences lettres et arts de Bayonne*, n°139, 1983

Péhaut-Gerbet Régine, « La construction du Transpyrénéen en vallée d'Aspe » In : *Des routes et des hommes : la construction des échanges par les itinéraires et les transports* [en ligne]. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2019

Poussou Jean Pierre, « L'évolution de la population du département des Landes depuis la fin du XVIII^e siècle : quelques jalons » dans Pontet Josette, *Regards sur l'histoire de Bayonne et du sud-ouest aquitain*, Société des sciences lettres et arts de Bayonne, 2002

Sorre Maximilien, « L'avenir économique des Landes, d'après une enquête récente », *Annales de Géographie*, 1918, t. 27, n°147

Taillentous Claude, « Le gemmage du pin maritime », dans *Mémoire en Marensin*, n°5, 1994

Tucoo-Chala Jean, " Introduction à l'histoire du mouvement syndical des gemmeurs : l'action de Charles Prat ", *Bulletin de la société Borda*, 1982

Viers Georges, « L'industrie et la population de Mauléon » dans la *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-ouest*, tome XXIX, 1958, fascicule II

Plan général

<u>Remerciements</u>	p.3
<u>Index des sigles et des abréviations</u>	p.4
<u>Sommaire</u>	p.5
<u>Introduction</u>	p.6
<u>Première partie : La classe laborieuse dans le Midi aquitain (milieu du XIX^e-1914)</u>	p.15
I) Le Midi aquitain : contours et contenu	p.16
A) <u>Des espaces géographiques variés</u>	p.17
1) Contextualisation spatiale	p.17
2) Une mosaïque de « Pays »	p.19
B) <u>Les mutations des mondes ruraux</u>	p.24
1) La marche vers une « unification » et un désenclavement	p.24
2) Des campagnes en crises	p.27
3) Le dépeuplement progressif du Midi aquitain	p.30
C) <u>Dynamiques urbaines</u>	p.34
1) L'attrait de la ville	p.34
2) Des expansions urbaines inégales	p.35
II) Les principaux secteurs d'activité du Midi aquitain (1896-1914)	p.40
A) <u>Le pôle industriel de Bayonne-Boucau</u>	p.41
1) Les Forges de l'Adour	p.42
2) Le port de Bayonne	p.44
B) <u>Les industries de transformation piémontaises</u>	p.45
1) Le travail du bois et la fabrication de meubles	p.46
2) Textile et habillement	p.47
3) L'industrie du cuir	p.52
C) <u>Les produits de la sylviculture landaise</u>	p.53
1) Les scieries et scieurs de long	p.53
2) La gemme et ses produits dérivés	p.56
3) Lièges et paillons	p.57
D) <u>Travaux publics et secteur du bâtiment</u>	p.58
E) <u>L'économie du tourisme et les services</u>	p.62
III) La main d'œuvre ouvrière	p.66
A) <u>La pluriactivité, une constante du milieu rural</u>	p.67
1) Les enjeux de la diversification du travail	p.67

2) L'artisanat en milieu rural	p.69
3) Le statut d'ouvrier paysan	p.70
B) <u>Les mondes ouvriers du Midi aquitain</u>	p.73
1) La distanciation progressive des activités agricoles	p.73
2) Le travail à domicile	p.75
3) L'univers des ouvriers qualifiés	p.77
C) <u>La précarité aux marges de la classe laborieuse</u>	p.79
1) L'appoint souvent nécessaire du travail infantile	p.80
2) L'ambivalence du travail des femmes : essentiel et peu considéré	p.82
3) L'intégration des espagnols sur le marché du travail	p.83

Deuxième partie : Les grèves ouvrières dans le Midi aquitain (1870-1914) p.89

I) Insertion des grèves du Midi aquitain dans le contexte de la Belle Epoque	p.90
A) <u>La grève comme fait social</u>	p.91
1) Les déterminants économiques de la grève	p.91
2) Le cadre socio-politique des conflits du travail	p.93
B) <u>La croissance des grèves à la Belle Epoque</u>	p.95
1) Une tendance haussière sur le plan national	p.96
2) Evolution des grèves dans le Midi aquitain	p. 98
C) <u>Structure des grèves du Midi aquitain</u>	p.106
1) Les marqueurs de temporalité	p.106
2) Les principaux attributs de la grève	p.109
II) Les principales revendications ouvrières	p.112
A) <u>Aspects généraux des doléances ouvrières</u>	p.113
B) <u>L'hégémonie des questions salariales</u>	p.116
1) L'importance du salaire dans les rapports sociaux	p.116
2) Le salaire comme point de fixation	p.117
3) Un dysharmonie salariale source de conflits	p.119
C) <u>Les enjeux liés au temps de travail</u>	p.122
1) Le rapport des ouvriers au temps de travail	p.123
2) Reprendre la main sur son temps de travail	p.124
D) <u>Les rapports d'autorité dans le travail</u>	p.126
1) Les réactions envers la domination patronale	p.126
2) L'immixtion d'un nouvel acteur au sein de l'entreprise : le syndicat	p.128
III) Au fil de la grève	p.131
A) <u>Les modes de déclenchement de la grève</u>	p.132
1) La permanence de la grève subite	p.132

2) La normalisation du préavis	p.134
B) <u>Les indicateurs de puissance des grèves</u>	p.135
1) Le suivi des mouvements de grève	p.136
2) Extension et puissance des conflits	p.137
3) L'organisation de la grève	p.140
C) <u>Les trois temps d'une grève organisée</u>	p.141
1) Amorcer et maintenir l'arrêt de la production	p.142
2) Maintenir la cohésion par la communication	p.143
3) Survivre en grève	p.145
D) <u>La production de la grève</u>	p.147

Troisième partie : L'organisation du mouvement ouvrier dans le Midi aquitain p.153

I) Un phare dans le monde ouvrier du Midi aquitain : la Bourse du travail de Bayonne	p.154
A) <u>Des débuts difficiles, étouffés par des enjeux de pouvoir</u>	p.155
1) L'indispensable accord municipal	p.155
2) Des tiraillements idéologiques	p.157
B) <u>Un satellite aux pieds d'argile</u>	p.158
1) Analyse de la base sociale de L'union des Syndicats de Biarritz	p.158
2) Une légitimation par la grève	p.160
3) L'effritement progressif de son influence	p.160
C) <u>Le moment réformiste</u>	p.162
1) L'affaiblissement des ouvriers du meuble	p.162
2) Une volonté expansionniste	p.163
3) Dans la tourmente des événements de 1911	p.165
D) <u>La recherche d'une autonomie ouvrière</u>	p.168
1) L'appropriation du placement ouvrier	p.168
2) Des instruments d'émancipation	p.170
II) L'animation des milieux ouvriers dans le reste du Midi aquitain	p.173
A) <u>Les groupements syndicaux dans les Basses-Pyrénées</u>	p.174
1) Un avocat politicien à Pau	p.174
2) Les premiers artisans du « GALSO » à Oloron	p.176
3) Le syndicat des bois ouvrés d'Orthez	p.177
B) <u>Un syndicalisme landais essentiellement agraire</u>	p.178
1) Une propagation syndicale timide et limitée dans les les secteurs urbains	p.178
2) Les acteurs de l'impulsion syndicale dans les villages du Marensin	p.180
C) <u>Les îlots de la grande industrie et du rail</u>	p.182
1) Les milieux cheminots	p.182

- 2) Les métallurgistes et les fondeurs p.184
- D) Le moment fédéraliste p.186
 - 1) L'avortement précoce d'une Fédération syndicale du sud-ouest p.186
 - 2) L'accouchement d'une Union syndicale départementale p.187

III) **L'écho des idéologies confédérales dans le Midi aquitain** p.190

- A) Une propagande syndicale active dans les Basses-Pyrénées p.191
 - 1) Un organe dédié : *L'Action Syndicale* p.191
 - 2) L'organisation des tournées de propagande p.193
 - 3) Les résistances de la classe ouvrière aux messages révolutionnaires p.196
- B) Le relai d'un antimilitarisme corporatif p.198
 - 1) Des messages essentiellement théoriques sur un concept composite p.199
 - 2) Des actions à la portée limitée p.200
 - 3) Une pénétration idéologique ténue p.202
- C) Le baromètre social du 1^{er} Mai p.204
 - 1) Une mobilisation poussive p.205
 - 2) De l'importance accordée au contenu p.206
 - 3) Un espace d'expressivité pour les ouvriers espagnols p.207

Quatrième partie : Les principaux théâtres de contestation p.212

I) **Les dockers du port de Bayonne à travers les mouvements Sociaux de la Belle Epoque** p.213

- A) Les mutations de l'espace portuaire et la genèse d'un milieu ouvrier original p.214
 - 1) La prolétarianisation du monde des quais p.216
 - 2) Travail ouvrier et « métiers » du port p.217
- B) Les mouvements sociaux entre 1896 et 1911 sur le port de Bayonne p.219
 - 1) Le salaire au centre des revendications p.220
 - 2) Expression des rapports de force p.221
 - 3) La maturation de l'idée syndicale p.223
- C) Enjeux syndicaux lors des « événements de 1911 » p.225
 - 1) Organisation et conduite des « événements de 1911 » p.225
 - 2) Des revendications ambitieuses p.229
- D) Deux forces antagonistes : syndicalisme et micro-conflictualités 1911-1914 p.231
 - 1) Le réveil des conflictualités p.231
 - 2) L'intransigeance syndicale p.232

II) Enjeux des luttes sociales chez les résiniers 1906-1907	p.235
A) <u>Le gemmage dans le département des Landes à la charnière des XIX^e et XX^e siècles</u>	p.237
1) La transition vers une économie sylvicole au XIX ^e siècle	p.237
2) Les temporalités du gemmage	p.238
B) <u>Des rapports de classe complexes</u>	p.241
1) La prépondérance du métayage	p.241
2) La problématique du partage de la récolte de gemme	p.244
C) <u>Des mouvements sociaux indissociables de la construction syndicale</u>	p.246
1) Un syndicalisme fort mais circonscrit	p.247
2) Le dialogue et le droit en première ligne du combat	p.248
3) Les revendications de 1906 ou les ferments d'une reconnaissance identitaire	p.250
D) <u>Le temps de l'affirmation syndicale</u>	p.253
1) Un syndicalisme paysan assumé	p.253
2) Les grèves de 1907 au service de la représentativité	p.255
3) Un « apolitisme » relatif et convoité	p.257
E) <u>Les stratégies syndicales dans la grève</u>	p.260
1) Les singularités des grèves de gemmeurs	p.260
2) L'occupation des espaces au centre de l'action collective	p.262
3) Violences et intimidations	p.265
III) La Vitalité contestataire dans le secteur du bâtiment	p.270
A) <u>Le syndicalisme au secours des métiers du bâtiment</u>	p.271
1) La réalité d'un milieu professionnel morcelé	p.271
2) L'émergence d'un syndicalisme de métiers	p.272
3) Une nouvelle discipline syndicale	p.276
B) <u>Les grèves comme miroir des évolutions sociales et professionnelles au sein des métiers</u>	p.280
1) Les bouleversements dans la hiérarchie des métiers	p.280
2) Un inter corporatisme contre nature	p.282
3) la grève, acte majeur de régulation des rapports sociaux	p.284
4) Communiquer pour ne pas avoir à manifester ?	p.287
5) Au cœur des solidarités ouvrières	p.289
C) <u>Irascibles terrassiers</u>	p.292
1) Le terrassier dans son contexte	p.292
2) La violence d'un milieu	p.295
3) Le point de bascule vers l'arrêt de travail	p.297
IV) Les femmes en grève. Retour sur les conflits des ouvrières pailleuses	p.301
A) <u>La place des femmes dans le monde du travail</u>	p.301

1) Les difficultés statistiques	p.301
2) Les conditions de travail	p.303
B) <u>Les femmes et la grève</u>	p.304
1) Des soutiens actifs et inconditionnels	p.304
2) Panorama des grèves féminines dans le Midi aquitain	p.305
3) Les symptômes d'un manque de considération	p.306
C) <u>Les luttes singulières des ouvrières pailleuses</u>	p.308
1) Un milieu ouvrier à la campagne	p.308
2) Le salaire et le problème du système de domination	p.309
3) Des solidarités à la construction syndicale	p.311

<u>Conclusion</u>	p.316
--------------------------	-------

<u>Présentation des sources</u>	p.321
--	-------

<u>Bibliographie</u>	p.326
-----------------------------	-------

<u>Table des matières</u>	p.333
----------------------------------	-------

LA NAISSANCE DU MOUVEMENT SOCIAL DANS LE MIDI AQUITAIN 1870-1914

EMMANUEL PLAT LE 09 OCTOBRE 2020

Résumé :

Aux marges du territoire national, la mise en forme du mouvement social dans le Midi aquitain (Basses-Pyrénées et Landes) présente des caractéristiques singulières. L'étude des grèves survenues dans ces départements permet de mettre en relief les contours du mouvement ouvrier local. Il apparaît ainsi que les conflits du travail s'intègrent parfaitement dans leur époque. Si de nombreuses grèves émaillent les années qui précèdent la Grande Guerre, certaines ont une portée particulière tant dans leurs répercussions locales que nationale à l'instar des dockers de Bayonne ou des résiniers landais.

Ce travail « décentralisateur » permet de mettre en lumière les comportements ouvriers locaux au cours d'une période clé dans la construction des identités sociales.

Summary :

On the fringes of the national territory, the shaping of the social movement in the Southern Aquitaine region (Lower Pyrenees and Landes) has singular characteristics. The study of strikes in these departments highlights the contours of the local workers' movement. It thus appears that labour disputes fit perfectly with this period. While many strikes took place in the years leading to the Great War, some had a particular impact both locally and nationally, such as the Bayonne dockers or the Landes resin workers.

This "decentralising" work sheds light on the local workers' behaviour during a key period in the construction of social identities.